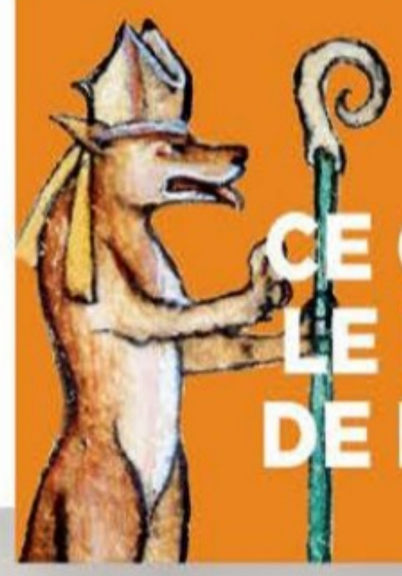
L'Histoire
www.lhistoire.fr



CE QUE DIT LE ROMAN DE RENART

1945 - 1952

LES AMÉRICAINS AU JAPON

L'occupation oubliée

Contrôle militaire à l'entrée des procès de Tokyo, en 1946

BEL 7,90€ - LUX 7,90€ - CH 12,50CHF - D 8,70€ - ESP 7,90€ - IT 7,90€ - GR 7,90€ - PORT.CONT 7,90€ - DOM 7,90€ - NCAL 1030XPF - MAR 73MAD - TUN 11,50TND - CAN 11,99$CAD

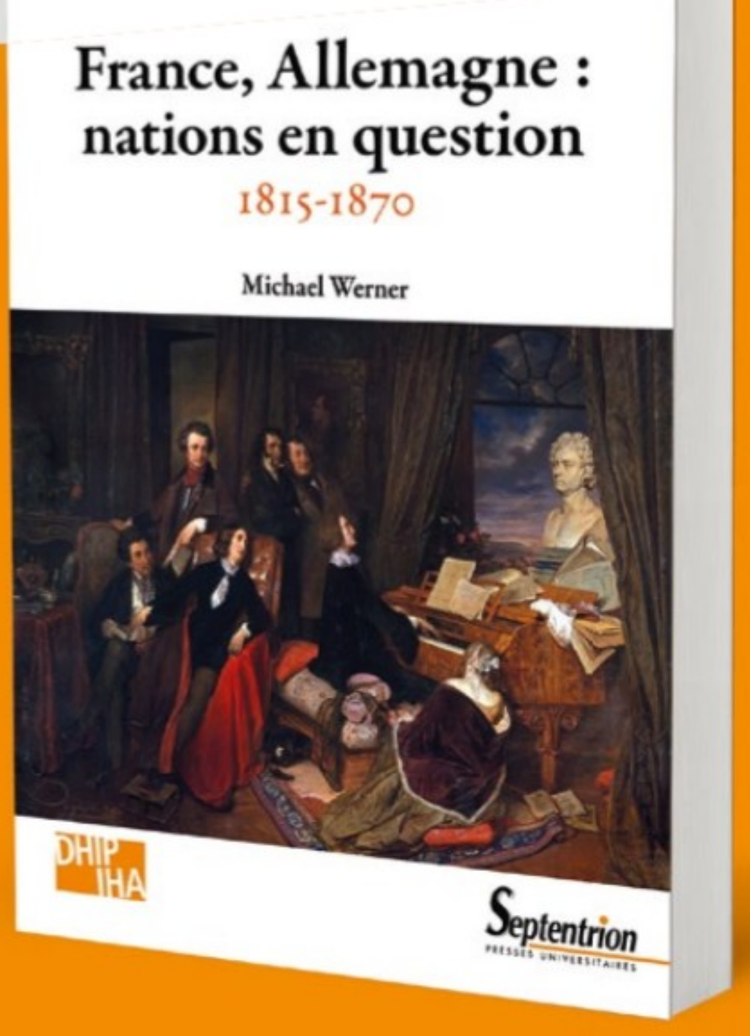


Histoire franco-allemande
collection en 11 volumes

L'« Histoire franco-allemande » est désormais complète ! Avec la parution du volume 6, intitulé , les résultats de plus d'un quart de siècle de travail sont disponibles dans leur intégralité. L'ouvrage de Michael Werner propose une histoire croisée de la construction de la nation en France et en Allemagne au XIXe siècle, en fondant l'analyse sur une multitude de terrains sociaux et culturels.

39 € par volume

Septentrion
PRESSES UNIVERSITAIRES





Histoire franco-allemande

L'histoire de la construction nationale en France et en Allemagne au XIXe siècle est une affaire largement transnationale. Nourrie notamment par une multitude d'échanges et de transferts, elle se joue sur des terrains nombreux et variés qui traversent les deux sociétés dans leur ensemble et dépassent, à bien des égards, la question de la nation.

Crédit image : Grandes Chroniques de France, Folio 444r, 1471, Bibliothèque nationale de France, https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b10507341p/f450.item.

DHIP IHA
Deutsches Historisches Institut
Institut historique allemand
German Historical Institute
Paris

Hôtel Duret-de-Chevry
Tel. +33 (0)1 44 54 23 80
8 Rue du Parc-Royal
75003 Paris

dhi.paris @dhi-paris.fr
wisskomm.social@dhiparis
www.dhi-paris.fr

Max Weber Stiftung
Deutsche Geisteswissenschaftliche Institute im Ausland

« Regime change »

Personne n'aime les missionnaires armés » : en 1792, dans un discours visionnaire, Robespierre mettait en garde contre le danger de déclarer la guerre aux tyrans européens au nom de la liberté. On ignore encore ce qu'il adviendra de la restauration des libertés publiques au Venezuela après l'intervention brutale des forces états-uniennes le 2 janvier dernier. Mais, de l'Afghanistan à l'Irak, le dernier quart de siècle a prouvé la fragilité de ces opérations de *regime change* destinées à imposer la démocratie de l'extérieur, et par la force.

Il est pourtant des contre-exemples. Sonnée par une défaite apocalyptique, l'Allemagne de l'Ouest retourna en quatre ans aux douceurs d'une démocratie chrétienne qui, au prix d'un travail acharné, l'aida à oublier ses crimes. On retrouva le chemin des urnes – Weimar n'était pas si loin, après tout.

Le cas du Japon est moins connu. Là aussi, la chute fut rude après l'ivresse des sommets. Le 15 août 1945, après deux bombardements atomiques, l'empereur admettait la défaite. Le 2 septembre, la capitulation mettait fin à la Seconde Guerre mondiale.

Ainsi put succéder au choc des impérialismes une relation pacifiée entre deux puissances qui avaient appris à se connaître

Le « miracle japonais », celui qui a frappé les esprits, fut économique. A bas bruit, avec méthode, le pays anéanti se hissa, en une génération, au deuxième rang des puissances mondiales. Le modèle allait faire des émules. Mais ce que l'on a oublié, en Europe, c'est l'autre miracle qui s'opéra dans le Japon d'après-guerre : secondés par quelques centaines d'experts, 430 000 soldats américains, biberonnés à la haine raciale contre un ennemi redouté, caricaturé sans retenue, débarquèrent en force, en septembre 1945, pour pacifier un pays humilié, affamé et en ruine, dont ils ne savaient à peu près rien et, en sept ans, menèrent à bien leur mission. Ce dossier nous aide à comprendre comment.

Le plan, c'est vrai, n'avait rien d'improvisé. Voilà plus de cent ans que les États-Unis s'intéressaient au Pacifique. Mais, en 1945, alors que point la guerre froide, l'objectif est double : démilitariser le Japon, en même temps que s'en faire un allié. Préparée de longue date, l'opération, planifiée en trois phases (mise au pas, surveillance, réinsertion) est mise en œuvre avec une remarquable efficacité par le gouvernement du très médiatique MacArthur. Au prix de quelques concessions de taille. Les procès de Tokyo laissent bien des crimes dans l'ombre, à commencer par ceux de l'empereur, épargné jusqu'au bout malgré les protestations étrangères. La censure s'exerce, la société est sous contrôle mais, entre rapatriements et distributions de riz, on remet en route les institutions démocratiques. La Constitution est promulguée en 1947.

Il n'allait pas de soi, cependant, qu'une société disloquée coopère avec cette entreprise de *nation building* portée par un demi-million d'occupants arrogants. On signala bien quelques attentats – fort peu, finalement, dans un pays qui, contrairement à l'Allemagne, avait capitulé avant d'être conquis, et où il restait des hommes et des armes – mais tout se passa dans un calme relatif. Dans ce consentement à la défaite, les femmes sans doute jouèrent une partie décisive. Quoi qu'il en fût de leur adhésion à la dictature qui avait mené à la guerre, elles saisirent là l'occasion de voter et, tant bien que mal, de s'émanciper. Les « femmes de réconfort » des bordels publics mis en place dans la panique de 1945 firent bientôt place aux *panpan girls*, qui firent beaucoup, jusqu'outre-Pacifique, pour changer l'image du pays.

C'est que le Japon défait sut aussi puiser, pour se redresser, dans la vigueur d'une tradition démocratique. Pour être parfois spectaculaire, l'américanisation fut très relative. Et s'il y eut résistance, elle fut surtout culturelle, dans un pays qui poursuivait sa voie propre vers la modernisation. Ainsi put succéder au choc des impérialismes une relation pacifiée entre deux puissances qui avaient appris à se connaître. Mais, pour sortir de la haine, il fallait être deux. ■

L'Histoire

@ Retrouvez toute l'actualité de *L'Histoire* sur www.lhistoire.fr

La mosaïque balkanique

Vous avez été nombreux à réagir à notre numéro L'Histoire Collection *sur « Les Balkans » (n° 109, octobre-décembre 2025). François Saint Lager nous écrit :* « J'ai beaucoup appris dans ce passionnant numéro. Permettez-moi de vous soumettre quelques réflexions supplémentaires.



Les enjeux des différents narratifs historiques nationaux ne sont pas tous abordés. La commission mixte Grèce-Macédoine du Nord, mise en œuvre en 2018, a permis d'en montrer l'importance. En 2019, l'un des principaux sujets à l'ordre du jour était la place à attribuer, dans les deux historiographies, à Grigor Prlicev (1830-1893), poète qui a écrit en grec, en bulgare et en macédonien. Né et décédé à Ohrid, ville actuellement en Macédoine du Nord, célébré au début de sa carrière en Grèce, où il est connu sous le nom de Grigorios Stavridis, avant d'être attaqué par les nationalistes, il a ensuite traduit l'*Iliade* en slave vernaculaire, puis tenté sa chance à Sofia, où il a été rejeté, cette fois, par les élites bulgares. Appartenant, au sein de l'Empire ottoman, à une communauté chrétienne, orthodoxe, multiethnique, balkanique, et donc irréductible à une "ethnie" ou une nation spécifique, son aura culturelle est cependant aujourd'hui revendiquée par les différents pays. »

Maylis de Verneuil relève des approximations : « Le Kosovo n'est pas reconnu par 89, mais par 109 États *[Les Bahamas sont le 110e depuis le 19 décembre dernier]*. La France a d'ailleurs été l'un des premiers pays à reconnaître son indépendance, le 18 février 2008, autrement dit le lendemain de sa déclaration d'indépendance, en même temps que les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie. »

Elle déplore aussi des manques. « J'ai regretté, dans les pages dédiées aux Ottomans, à l'islam et aux mosquées, votre oubli de mentionner le bektachisme (20 % de la population albanaise se réclame de religion bektachi), un magnifique siège mondial qui se visite à Tirana, et même le projet d'en faire un micro-État bektachi (sur le modèle du Vatican) proposé en 2024 pour promouvoir les valeurs de tolérance et d'harmonie religieuses. »

Danielle Planquart nous écrit une lettre enthousiaste : « L'article sur les Tsiganes, écrit par un auteur peu connu, Bernard Lory, nous livre un portrait saisissant d'une communauté si souvent maltraitée. J'ai également apprécié l'entretien d'introduction de Maria Todorova. Les Balkans, le mot fait un peu peur, synonyme de complexité ou de poudrière. On comprend, grâce à vous, que cette région, elle aussi, a acquis une identité au XIXe siècle. »

La réponse de la rédaction

Merci pour l'intérêt que vous manifestez, à travers vos lettres, à ce numéro consacré aux Balkans. Nous n'avons pas cherché, vous l'aurez compris, à être exhaustifs – tâche impossible. Sur une région et une période si vastes, nous avons cherché à donner quelques clés de compréhension, rendre compte de moments importants, mais aussi nous concentrer sur des épisodes ou des récits moins connus : les Bulgares face à Byzance ou les Tsiganes dans l'Empire ottoman, par exemple.

David et la Révolution

Dans le n° 538 de *L'Histoire*, je relève une erreur dans l'article consacré à l'exposition du Louvre sur David *(p. 90)*. Ce dernier n'a jamais été membre du Comité de salut public, mais il a siégé au Comité de sûreté générale de septembre 1793 à juillet 1794, ce qui l'amènera à signer quelque 300 mandats d'arrestation.

Maurice Martin

Contre Roger Salengro

Est évoquée, en page 49 de *L'Histoire* n° 538 (décembre 2025), la campagne de presse de journaux d'extrême droite contre Roger Salengro lancée en 1936. Le député et maire de Lille avait, dès les années 1920, été la cible de journaux, mais d'extrême gauche. Le 17 septembre 1921, *Le Prolétaire* le qualifiait de *« Roger la Honte »*. Un an plus tard, le même journal disait de lui : *« Sale en haut, sale en bas, sale en gros et en détail. »*

Jacques Decker

Annonce

Jean-Marie et Marie-France Ribière voudraient faire don de leur collection de *L'Histoire*, du n° 1 au n° 538, à un établissement d'enseignement ou de recherche, pour une possible étude universitaire. Collection à retirer dans le Gard : jmf.ribiere@laposte.net

En vous inscrivant à l'adresse privilege-abonnes @histoire.presse.fr, vous pourrez recevoir la newsletter et les informations de *L'Histoire*.

Sauf mention contraire de son auteur, toute lettre parvenue à la rédaction de *L'Histoire* est susceptible d'être publiée dans le magazine. Par souci de brièveté et de clarté, la rédaction se réserve le droit de ne publier que des extraits des lettres sélectionnées.

L'Histoire

La rédaction de *L'Histoire* est responsable des titres, intertitres, textes de présentation, encadrés, notes, illustrations et légendes. La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective.
Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite (article L.122-4 du Code de propriété intellectuelle).
Toute copie doit avoir l'accord du Centre français de droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris. Tél. : 01 44 07 47 70. Fax : 01 46 34 67 19).
L'éditeur s'autorise à refuser toute insertion qui semblerait contraire aux intérêts moraux ou matériels de la publication. Les nom, prénom(s) et adresse de nos abonnés sont communiqués à notre service interne et aux organismes liés contractuellement avec *L'Histoire*, sauf opposition motivée. Dans ce cas, la communication sera limitée au service de l'abonnement. Les informations pourront faire l'objet d'un droit d'accès ou de rectification dans le cadre légal.
Commission paritaire n° 1130 K 83242. ISSN 0182-2411.
L'Histoire est publiée par les Éditions L'Histoire
Président-directeur général et directeur de la publication : Claude Perdriel
Dépôt légal janvier 2026
© 2026 Éditions L'Histoire

Origine du papier : Autriche
Eutrophisation (Ptot) : 0,018 kg/tonne
Taux de fibres recyclées : 33 %.
Imprimé par BLG, Toul (54), France
Certifié PEFC

GIORNATE DEGLI AUTORI
PRIX DU PUBLIC

47e CINEMED MONTPELLIER 2025
PRIX JEUNE PUBLIC

RENCONTRES CINEMATOGRAPHIQUES DE CANNES
GRAND PRIX DU JURY

Un Monde Fragile & Merveilleux

UFO DISTRIBUTION présente

UNE PRODUCTION AN ABBOUT PRODUCTIONS DIVERSITY HIRE & REYNARD FILMS PRODUCTION présente

MOUNIA AKL HASAN AKIL

نجـــــوم الأمـــــل والألـــــم

un film de CYRIL ARIS

ON EN SORT LE SOURIRE AUX LÈVRES
ET UNE LARME AU COIN DES YEUX.
Première

UN CHANT
D'UN AMOUR FOU.
Positif

JUBILATOIRE.
UNE RÉUSSITE TOTALE !
Rock & Folk

CINÉMAS ART & ESSAI

SensCritique

AU CINÉMA LE 18 FÉVRIER

PREMIERE

L'Histoire

EXCLUSIF

« L'Histoire », le podcast !



Nouveauté en 2026 : il fallait bien que *L'Histoire* lance son podcast !

Chaque mois « *L'Histoire*, le podcast » revient sur un article tiré du numéro en kiosque ou des archives de la revue. Documents sonores et lectures de sources à l'appui, une historienne ou un historien, interrogé(e) par un membre de la rédaction, vous fait entrer dans les coulisses de sa recherche. Avec un même objectif : montrer que, quels que soient les périodes et les objets d'étude, l'histoire résonne toujours avec l'actualité.

A écouter sur le site de *L'Histoire* (rubrique « Podcast ») et sur les plates-formes (Apple Podcasts, Deezer, Spotify, YouTube Podcasts, Amazon Music/Audible, Podcast Addict, Pocket Casts, PodCloud, etc.).

Les deux premiers épisodes sont consacrés à « La guerre du Cameroun » avec Karine Ramondy et à « L'escargot » avec François Jarrige.

Ce mois-ci : « Le *Roman de Renart* » avec Mathieu Arnoux *(cf. p. 12)*. A suivre. ■

Et, en 2026, toujours sur www.lhistoire.fr

L'Histoire Juniors

Une vingtaine de dossiers de *L'Histoire* adaptés par Laurence De Cock pour les 12-14 ans.

L'Histoire « in English » propose la version originale d'articles ou d'entretiens traduits ensuite pour le magazine papier. Une trentaine sont disponibles : Sean Duffy pour l'Irlande, Anne Curry sur le traité de Troyes… indispensables pour préparer les concours (ENS, Capes, agrégation).



permet à tous les abonnés un accès gratuit à environ 2 000 cartes, réalisées par Légendes Cartographie et publiées dans des atlas en coédition avec Les Arènes, qui s'enrichira, au mois de mai, d'un volume consacré à la mer, sous la direction de Christian Grataloup et Jean Martinant de Préneuf.

« To be or not to be ? »

CHAMPOLLION AU COLLÈGE



Le 26 janvier, la statue de Jean-François Champollion d'Auguste Bartholdi a quitté la cour d'honneur du Collège de France, où enseigna (brièvement, de 1831 à sa mort prématurée en 1832) le déchiffreur des hiéroglyphes. Fortement abîmée, elle ira dans un lieu fermé, peut-être le musée Camille-Claudel de Nogent-sur-Seine. On se souvient de la polémique suscitée par cette statue emblématique, jugée par certains très colonialiste *(cf. B. Savoy,* L'Histoire *n° 499)*. L'œuvre d'origine sera remplacée au Collège par une réplique en résine.

Grand Palais

LES TAPIS DE LOUIS XIV



Du 1er au 8 février, le Grand Palais expose 33 des 92 tapis monumentaux (4 000 m² de tissage, quand même) commandés par Louis XIV aux Manufactures nationales de la Savonnerie et des Gobelins pour le sol de la Grande Galerie du Louvre. Réalisés en un temps

DR – KB KA 16 FOLIO 109V ; THE PICTURE ART COLLECTION/ALAMY/PHOTO12 – THE GRANGER COLLECTION NYC/AURIMAGES – © KIM YOUNG TAE. ALL RIGHTS RESERVED 2026 / BRIDGEMAN IMAGES
PARIS, MUSÉE DU LOUVRE, DIST. GRANDPALAISRMN/RAPHAËL CHIPAULT

record (1668-1688), ils sont abandonnés lorsque le roi s'installe à Versailles, vendus, découpés, éparpillés. Napoléon puis les monarques du XIXe siècle rachètent ceux qu'ils trouvent : aujourd'hui, 41 sont dans les collections publiques, dont ces 33 intacts, montrés pour la première fois.

Spectacle

« LE MAGASIN DU MONDE »

Ce fut d'abord un livre, sous-titré *La mondialisation par les objets, du XVIIIe siècle à nos jours*, dirigé par Pierre Singaravélou et Sylvain Venayre (Fayard, 2020). Le 30 janvier, à 14 h 30 et 20 heures, ce sera aussi un spectacle à l'espace Renaudie, 30, rue Lopez-et-Jules-Martin, Aubervilliers, monté par La Fine Compagnie et porté par une équipe algéro-maroco-française.

Toulouse

ALLUMER LE FEU !



Le festival L'histoire à venir (14 au 17 mai) joue cette année avec le feu en suivant les traces qu'il a laissées dans les grottes préhistoriques ornées de dessins au charbon, dans les villes industrieuses, sur les pans des volcans pétris par les laves.

Encre très sympathique

ON NE L'AURA PAS VOLÉ

Des chercheurs de l'université de technologie de Troyes ont mis au point une encre de sécurité à base de nanoparticules fluorescentes, capable de marquer les objets à la fois de manière invisible, infalsifiable et sans dommage. Les membres de ce programme baptisé Nose (Nouvelle encre de sécurité pour le marquage des objets archéologiques) entendent ainsi lutter contre le trafic illicite des biens culturels.

Enseigner l'histoire

COLLOQUE

Le colloque international de didactique de l'histoire, de la géographie et de l'éducation à la citoyenneté existe depuis la fin des années 1980. Il s'adresse aux chercheurs en didactique, aux formateurs et enseignants. L'édition de 2026 s'intéresse aux « Approches critiques de l'enseignement de l'histoire, de la géographie et de l'éducation à la citoyenneté : enjeux éducatifs et didactiques » (27 au 28 mai, à Gennevilliers).

Anniversaire

LES 150 ANS DE LA RH

Créée en 1876, la *Revue historique* propose des articles de fond, des mises au point sur des sujets en débat, des comptes rendus d'ouvrages récents. Une vieille dame toujours en forme !

Écoutez ce qu'hier nous prépare.



LE COURS DE L'HISTOIRE
DU LUNDI AU VENDREDI
9H - 10H
Xavier Mauduit

france culture
L'esprit d'ouverture.

En partenariat avec L'Histoire

© Radio France/C. Abramowitz

LA VIE DE L'ÉDITION

DANS VOS POCHES

■ Reprise d'un classique chez Gallimard, « Folio histoire », *Guerre et Civilisation* d'Arnold J. Toynbee, dont la première édition française date de 1953.

■ Laurent Le Gall, *A voté. Une histoire de l'élection*, Anamosa, « Chaki », 2026.

LA GÉOPOLITIQUE CHEZ GALLIMARD

En synergie avec un nouvel institut fondé par *Le Grand Continent* à l'École normale supérieure, les éditions Gallimard lancent « Bibliothèque de géopolitique » avec, en janvier, *Les Lumières sombres. Comprendre la pensée néoréactionnaire*, par Arnaud Miranda. Presque un siècle après la première « Bibliothèque des idées », créée en 1927, Gallimard reste fidèle à son engagement intellectuel.

HOMMAGES



Robert Jay Lifton
Les traumas de la guerre

Mort le 4 septembre 2025, à 99 ans, ce psychiatre a travaillé sur les traumatismes engendrés par la guerre. *The Nazi Doctors. Medical Killing and the Psychology of Genocide* (Basic Books, 1986) est un classique.



Mohammed Harbi
L'Algérie au cœur

Ancien membre du FLN très critique à l'égard de Houari Boumediene, Mohammed Harbi, mort à Paris le 1er janvier, à 92 ans, avait écrit et dirigé des ouvrages de référence sur les archives algériennes : *Le FLN. Documents et histoire, 1954-1962* (avec G. Meynier, Fayard, 2004) et, plus récemment, *L'Autogestion en Algérie. Une autre révolution ? 1963-1965* (Syllepse, 2022).



Jean-Luc Domenach
Passion chinoise

Politologue, fin connaisseur de la Chine contemporaine et fidèle ami de *L'Histoire*, Jean-Luc Domenach, mort à 80 ans, le 8 janvier, a écrit plusieurs ouvrages de référence, dont *Les Fils de princes. Une génération au pouvoir en Chine* (Fayard, 2016).

@ Tous les hommages à retrouver sur : www.lhistoire.fr

LES GENS

Claude Gauvard
A la Sorbonne



La grande médiéviste a désormais une salle à son nom à la Sorbonne ! Un hommage bien mérité pour celle qui a ravi des générations d'étudiants dans les amphithéâtres de la prestigieuse université.

Chloé Santoro
Prix du Collège de France



La philosophe (université Paris-Est-Créteil) a été distinguée en 2025, dans la catégorie jeunes chercheurs et chercheuses, pour son travail sur « Savoirs et démocratie ».

Olivier Poncet
Prix Chateaubriand



Le lauréat de la 39e édition est couronné pour *Alexandre Farnèse. Prince et capitaine, 1545-1592* (Perrin, 2025).

Bruno Cabanes
Distinguished Historian Award 2026



Ce prix de l'Ohio Academy of History (OAH) couronne l'œuvre du spécialiste des guerres et des sorties de guerre, membre du conseil scientifique de *L'Histoire*. Bruno Cabanes prononcera le discours liminaire à la conférence annuelle de l'OAH, le 20 mars prochain.

Arnaud Bureau et Alexandre Franc
Prix de la laïcité





Les auteurs ont reçu le prix de la laïcité de la République française 2025 pour leur ouvrage *Laïcité. Comment la loi de 1905 fut votée* (Delcourt, 2025).

Jean-Sébastien Lebreton
A Chaillot



Il dirigera, à compter du 9 mars, le département de création architecturale de la Cité de l'architecture et du patrimoine.

Jean-Pierre Raffarin
Aux Archives

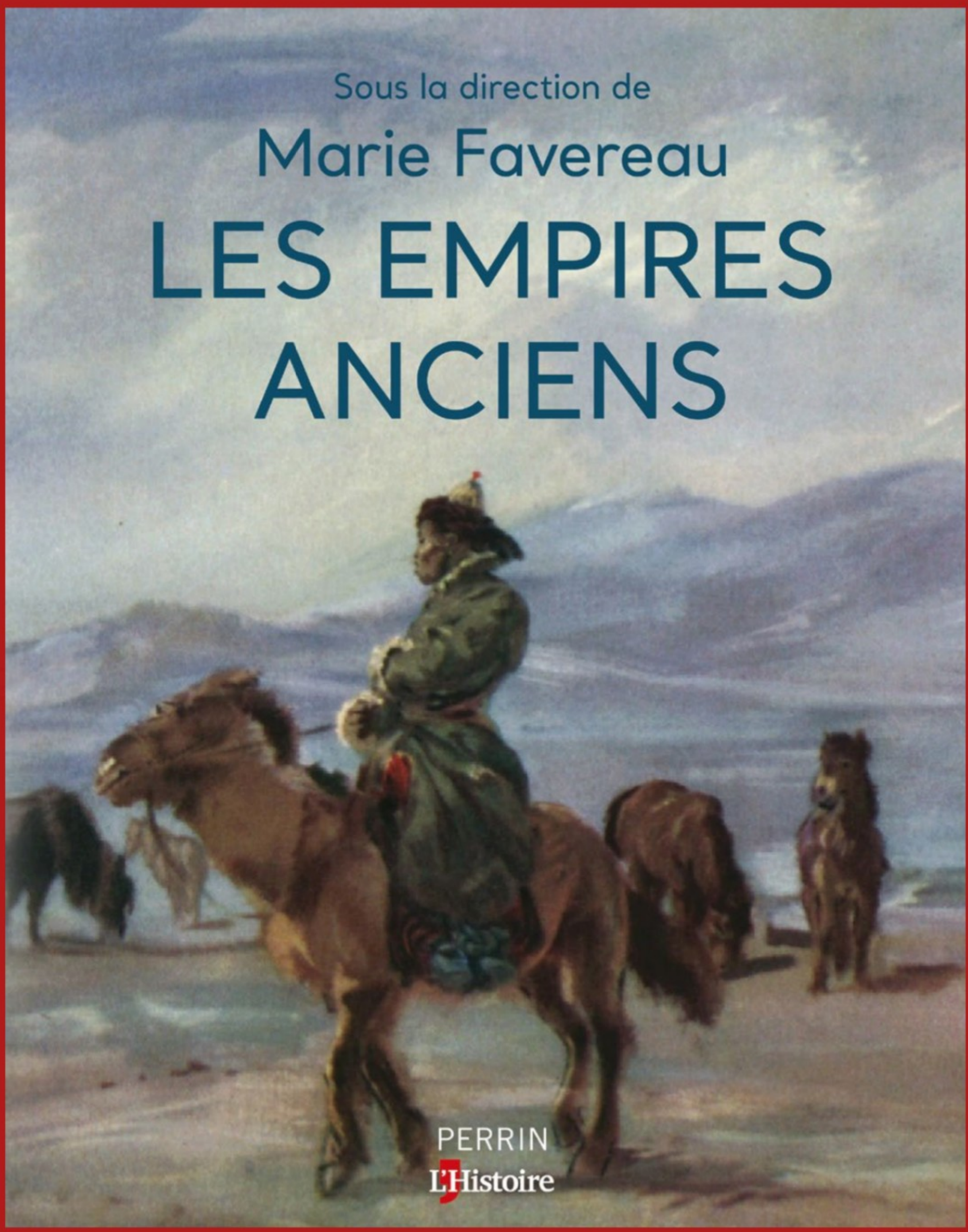


L'ancien Premier ministre a été nommé président du Conseil supérieur des archives. Il succède ainsi à Jean-Louis Debré. Créée en 1988, cette instance doit conseiller le gouvernement sur les décisions concernant les archives.

@ Plus d'informations sur www.lhistoire.fr

© PHOTO PERSONNELLE – © ANNA RAMSDEN
FRANCESCA MANTOVANI/GALLIMARD/OPALE.PHOTO – PHOTO PERSONNELLE – PHOTO PERSONNELLE
BRUNO COUTIER/AFP – FRANCESCA MANTOVANI/GALLIMARD/OPALE.PHOTO – PHOTO PERSONNELLE – PHOTO PERSONNELLE
CHESTER HIGGINS JR./THE NEW YORK TIMES/REDUX-RÉA – RICHARD DUMAS/AGENCE VU – BRUNO COUTIER/AFP – FRANCESCA MANTOVANI/GALLIMARD/OPALE.PHOTO – PHOTO PERSONNELLE – PHOTO PERSONNELLE
© KELIAN NGUYEN – © BENOÎT SANTIARD – DIDIER ALLARD/INA/AFP

LES SOURCES DE L'IMPÉRIALISME



L'album événement : 35 auteurs, 25 chapitres, plus de 200 illustrations et cartes

L'Histoire PERRIN

Revue mensuelle créée en 1978,
éditée par les Éditions L'Histoire
41 *bis*, avenue Bosquet, 75007 Paris

Président-directeur général et directeur de la publication : Claude Perdriel
Directeur éditorial : Maurice Szafran
Directeur éditorial adjoint : Guillaume Malaurie
Conception graphique : Dominique Pasquet

Pour toute question concernant votre abonnement
Tél. : 01 55 56 71 19
Courriel : abo.histoire@groupe-gli.com
L'Histoire, service abonnements
45, avenue du Général-Leclerc, 60643 Chantilly Cedex
Belgique : Édigroup Belgique, tél. : 070 233 304
Suisse : Édigroup SA, tél. : 022 860 84 01
Tarif France : 1 an, 12 n°s : 67 €
1 an, 12 n°s + 4 n°s *Hors-série. Collections* : 89 €
Tarif autres pays : nous consulter

Achat de revues et d'écrins
L'Histoire, 45, avenue du Général-Leclerc,
60643 Chantilly Cedex
Tél. : 01 55 56 71 19

RÉDACTION, DOCUMENTATION, RÉALISATION
Tél. : 01 70 98 suivi des 4 chiffres
Courriel rédaction : courrier@histoire.presse.fr
Directrice de la rédaction : Valérie Hannin (19 49)
Assistante de rédaction :
Marie Alberto Jeanjacques (19 51)
Conseillers de la direction :
Michel Winock, Jean-Noël Jeanneney
Rédactrice en chef : Héloïse Kolebka (19 50)
Rédacteur(rice)s en chef adjoint(e)s :
Géraldine Soudri (19 52), Olivier Thomas (19 54)
Secrétaire général de rédaction :
Raymond Lévêque (19 55)
Chef de rubrique : Ariane Mathieu (19 53)
Rédaction : Julia Bellot (19 60), Lucas Chabalier, Domitille de Gavriloff, François Mathou, Huguette Meunier, Nina Tapie (19 30)
Rédaction-révision-correction : Hélène Valay
Directrice artistique : Marie Toulouze (19 57)
Service photo : Jérémy Suarez-Lalouni (19 58)

COMITÉ SCIENTIFIQUE
Pierre Assouline, Jacques Berlioz, Patrick Boucheron, Catherine Brice, Bruno Cabanes, Johann Chapoutot, Joël Cornette, Clément Fabre, Anaïs Fléchet, Jean-Noël Jeanneney, Philippe Joutard, Emmanuel Laurentin, Julien Loiseau, Pap Ndiaye, Fabien Paquet, Olivier Postel-Vinay, Yann Potin, Yves Saint-Geours, Maurice Sartre, Claire Sotinel, Pierre-François Souyri, Laurent Theis, Annette Wieviorka, Olivier Wieviorka, Michel Winock

CORRESPONDANTS
Dominique Alibert, Claude Aziza, Vincent Azoulay, Antoine de Baecque, Esther Benbassa, Françoise Briquel-Chatonnet, Guillaume Calafat, Jacques Chiffoleau, Alain Dieckhoff, Jean-Luc Domenach, Hervé Duchêne, Olivier Faron, Marie Favereau, Christopher Goscha, Christian Grataloup, Isabelle Heullant-Donat, Gilles Kepel, Matthieu Lahaye, Marc Lazar, Olivier Loubes, Gabriel Martinez-Gros, Marie-Anne Matard-Bonucci, Guillaume Mazeau, Nicolas Offenstadt, Pascal Ory, Michel Porret, Yann Rivière, Isabelle Surun, Boris Valentin, Sylvain Venayre, Catherine Virlouvet, Nicolas Werth

Ont collaboré à ce numéro :
Ulysse Attidekou-Wuilliet, Violette Bluche, David Heck, Marie Huguet, Lucile Juteau (partenariats), Sophie Le Gallo (secrétariat de rédaction), Mathilde Protais

FABRICATION
Creatoprint : Isabelle Dubuc, Sandrine Bourgeois, Loïc Rossigneux
ACTIVITÉS NUMÉRIQUES
Erwan Treyz (19 08)
PARTENARIATS ET ÉVÉNEMENTS
Alain Scemama (06 60 49 12 34)
SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS
Directrice administrative et financière :
Jaye Reig
MARKETING DIRECT ET ABONNEMENTS
Directeur : Luc Bonardi
Responsable du marketing direct :
Magali Viette (19 12)
VENTES ET PROMOTION
Directeur : Valéry-Sébastien Sourieau (19 11)
Ventes messageries : Mercuri Presse Conseil, Frédéric Vinot (01 42 36 80 52)
Diffusion librairies Pollen/Dif'pop'
Tél. : 01 43 62 08 07, fax : 01 72 71 84 51
RÉGIE PUBLICITAIRE
Mediaobs
44, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris
Tél. : 01 44 88 suivi des 4 chiffres
Courriel : pnom@mediaobs.com
Directeur général : Corinne Rougé (93 70)
Directeur de publicité : Romain Provost (89 27)
Directeur de clientèle : Antoine Kodio (97 79)
Studio : Vincent Curet (89 26)
Gestion : Catherine Fernandes (89 20)
mediaobs.com





3 L'édito
4 Forum
6 On va en parler

Événement

12 **RELIRE LE « ROMAN DE RENART »**
entretien avec Mathieu Arnoux

Actualité

22 Les épices, passion médiévale
par Michel Balard
24 Marc Bloch vu d'Allemagne
par Fabien Théofilakis
26 Naissance de la « Royale »
par Joël Cornette
28 On a retrouvé la tombe de Chéchonq III !
par Marie Huguet

FRANCE CULTURE
Le jeudi 29 janvier à 9 heures, retrouvez *L'Histoire* dans l'émission de Xavier Mauduit « Le Cours de l'histoire »

Dossier

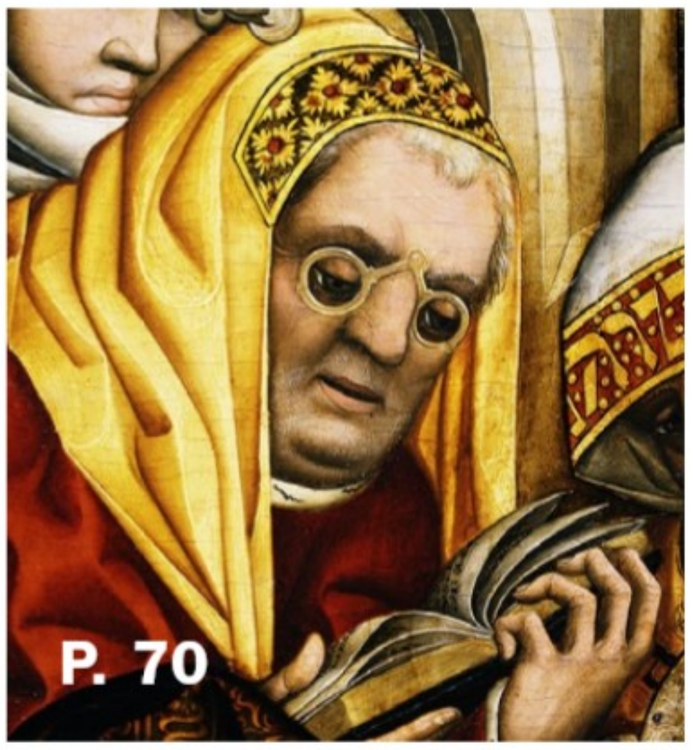
1945-1952 L'occupation américaine au Japon

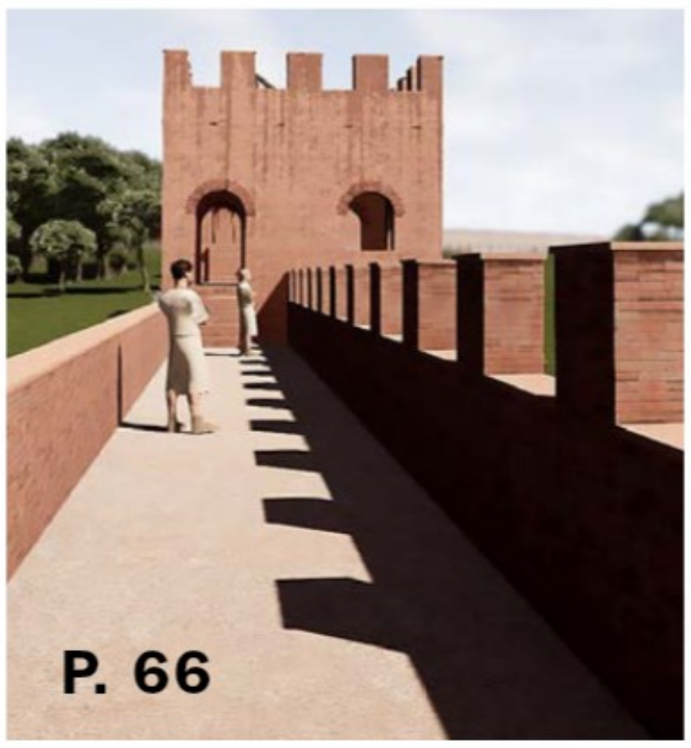
32 **Pacifier et démocratiser**
par Michael Lucken
Procès de Tokyo : un fiasco judiciaire ?
par Bruno Cabanes
MacArthur : vous avez dit « shogun » ?
Okinawa : l'occupation sans fin
Dates-clés
Infographies : un pays ravagé
Carte : le Japon occupé, 1946-1947
44 **États-Unis : un siècle de visées sur le Pacifique**
par Pierre-François Souyri

BNF, MANUSCRITS, FRANÇAIS 1580 FOLIO 20 – CORBIS/GETTY IMAGES




P. 60


P. 70


P. 66


P. 76

Des samouraïs à l'occidentale
Le « Kaga », bateau de la revanche
Carte : 1853-1941, États-Unis-Japon, confrontations dans le Pacifique

50 « Panpan girls » : de la prostituée à l'avant-garde
par Constance Sereni
La tragédie des enfants « sang mêlé »

55 Sortir de la haine
par Bruno Cabanes
Vétérans : au ban de la société
our en savoir plus

L'Atelier des chercheurs

60 FACE AUX PROTESTANTS, LES NONNES RÉSISTENT !
par Éléna Guillemard

66 EMPIRE ROMAIN. LA MURAILLE D'AURÉLIEN EN 3D
entretien avec Philippe Fleury et Sophie Madeleine

70 LES LUNETTES, UNE AFFAIRE DE MÉDECINS ?
par Corinne Doria

76 À VALENCE, LA CATHÉDRALE MUTILÉE
par Christophe Vyt

Guide

78 LIVRES
Le livre du mois
de Romain Huret
par Yannick Ripa
La sélection de « L'Histoire »
Les revues
La bande dessinée
par Sylvain Venayre
Le classique
de Sinclair Lewis
par Michel Winock

90 SORTIES
Expositions
par Bruno Calvès et Huguette Meunier
Cinéma
par Antoine de Baecque
Médias
par Thomas Sotinel

98 CARTE BLANCHE
de Pierre Assouline

COUVERTURE : Des soldats américains contrôlent l'accès au Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient, dans le quartier d'Ichigaya, à Tokyo, en mai 1946 (Stringer/AFP).
En oreille : Renart, en évêque, prêchant aux volatiles (British Library, Royal MS 10 E IV, folio 49v/Kharbine/La Collection).

Ce numéro comporte un encart Sophia boutique montre et un message *Paris-Match* sur une partie de la diffusion abonnés.

FLORENCE, MUSEO STIBBERT ; A. DAGLI ORTI/NPL-DEA PICTURE LIBRARY/BRIDGEMAN IMAGES
AIX-LA-CHAPELLE, MUSEE SUERMONDT-LUDWIG ; NPL/OPALE PHOTO
UNIVERSITÉ DE CAEN-NORMANDIE, CIREVE, PLAN DE ROME – J.-P. GALICHON, TOUS DROITS RÉSERVÉS

Relire le « Roman de Renart »

Ce texte médiéval fascinant et hilarant, où les animaux se prennent pour des hommes, est aussi une plongée dans une société en crise, celle des chevaliers et des seigneuries rurales, peu à peu écartée du pouvoir, au cours du XIIe siècle, par les villes et l'administration royale. Il offre, au passage, une réflexion très actuelle sur une économie en pleine mutation et les effets d'un changement brutal d'écosystème.

Entretien avec Mathieu Arnoux

L'Histoire : Qu'appelle-t-on le « *Roman de Renart* » ?

Mathieu Arnoux : Le *Roman de Renart* est un classique de la littérature médiévale, une épopée animalière écrite en langue romane et en vers, dont la plus ancienne version date sans doute des années 1180. L'histoire se situe dans le royaume de Noble le lion, où un fait divers sordide entraîne stupeur et dissensions : Renart le goupil a violé Hersent, la femme du loup Isengrin, le connétable. Le procès qui s'ensuit oppose entre eux les animaux et les place en situation de faiblesse face aux paysans qui les entourent. Dès lors, on suit les aventures de Renart, héros séducteur et menteur, qui ruse pour satisfaire sa faim, dans un monde où les animaux jouent aux hommes.

Il existe plusieurs versions du texte : comme d'autres grands récits médiévaux, il n'a cessé d'évoluer. Les quatorze manuscrits complets dont nous disposons, postérieurs aux années 1250, sont tous différents. Chacun recompose le récit à sa manière, en ajoutant de nouveaux épisodes et de nouveaux personnages au récit initial.

Dès l'origine, le *Roman de Renart* est construit comme un texte arborescent, dont les chapitres sont appelés « branches » par leurs auteurs. Chaque manuscrit est un arbre particulier, et ses branches n'ont ni la même place, ni le même nombre. J'insiste sur le fait que ce texte est le seul à utiliser le terme « branche » dans ce sens-là : c'est une vraie particularité.

Sait-on qui est à l'origine de ce texte ?

Il y a encore une dizaine d'années, on ignorait où et quand le *Roman* avait été composé. Certes, certains chapitres mentionnent comme auteur Pierre de Saint-Cloud. La branche qui figure le plus souvent au début du *Roman*, celle sur le jugement de Renart, commence ainsi : « *Pierrot, qui a exercé son habileté et son art à versifier les aventures de Renart et d'Isengrin.* » Les philologues ont aussi montré qu'un groupe d'une dizaine de branches présentes dans la totalité des manuscrits, liées entre elles et citées par toutes les autres, devait représenter l'arborescence initiale.

On doit au philologue suisse François Zufferey, grâce à sa parfaite connaissance des manuscrits et de la littérature du XIIe siècle, d'avoir montré que

L'AUTEUR Professeur à l'université Paris Cité et directeur d'études à l'EHESS, *Mathieu Arnoux est spécialiste de l'histoire économique et sociale du Moyen Age. Il a notamment publié* Un monde sans ressources *(Albin Michel, 2023).*



DR – SWNS/ABC/ANDIA – BNF, MANUSCRITS, FRANÇAIS 1580 FOLIO 20

Une fable environnementale Au XII^e^-XIII^e^ siècle comme aujourd'hui, la crise environnementale a bouleversé les écosystèmes et le quotidien des animaux. Ci-dessus : un renard, en plein Londres, devant le 10 Downing Street, en 2018. Ci-dessous : Renart, affamé, convoite le coq Chantecler et ses poules, sur l'un des quatorze manuscrits conservés du *Roman* (XIII^e^ siècle, BNF).



▶ Pierre de Saint-Cloud n'est pas un inconnu : il apparaît comme coauteur dans l'un des « best-sellers » des années 1180, le *Roman d'Alexandre*, attribué à Alexandre de Bernay, poète normand de la cour du roi Henri II Plantagenêt. Cet ouvrage, écrit en 16000 vers de 12 syllabes, a donné son nom à l'« alexandrin ».

Sans doute issu d'un petit village proche de Pont-Audemer, Pierre de Saint-Cloud, normand lui aussi, appartient à l'entourage de l'un des poètes majeurs du XII^e siècle, Benoît de Sainte-Maure, auteur, vers 1180, de la *Chronique des ducs de Normandie*, que le *Roman* cite à plusieurs reprises. Autour d'Henri II, *« roi d'Angleterre, duc de Normandie et d'Aquitaine et comte d'Anjou »*, s'était réuni un foyer culturel sans équivalent, où des auteurs comme Benoît de Sainte-Maure, Chrétien de Troyes ou Marie de France rédigeaient des romans courtois, des poèmes historiques ou des épopées.

« C'est un texte burlesque où tout le monde est malmené : moines, prêtres, seigneurs, paysans »

De nouvelles branches s'ajoutèrent ensuite. Celle de Richard de Lison, placée dans la région de Bayeux, date du début du XIII^e siècle – avant 1204 et la conquête de la Normandie par Philippe Auguste. La *Confession de Renart*, anonyme, qui lui est de peu postérieure, se place dans la vallée de l'Oise. Une branche attribuée au « prêtre de La Croix-en-Brie », *Renart et le vilain Liétard*, écrite vers 1210, se situe quant à elle dans le comté de Champagne, entre Provins et Paris.

D'autres branches poussent, par la suite, sur ce tronc initial, auquel elles se lient de manière plus opportuniste. Ce processus de croissance s'achève dans les années 1260, quand Rutebeuf compose son *Renart le Bestourné*, une dénonciation des hypocrisies du temps, qui évoque le roman sans s'y intégrer. Une seconde fin peut être fixée au début du XIV^e siècle avec *Renart le Contrefait*, un roman ambitieux écrit en Champagne, qui remodèle complètement l'ensemble et place Renart dans le contexte tendu du début du XIV^e siècle.

Qu'est-ce qui rend le *Roman de Renart* si singulier dans la littérature médiévale ?

Pierre de Saint-Cloud a inventé un genre littéraire nouveau, presque sans équivalent dans la littérature médiévale, qui se distingue par son réalisme concret et brutal, voire obscène. Ses animaux ne sont pas des silhouettes idéalisées : un vers lui suffit pour évoquer pelage et plumes, griffes et becs, allures et gestes, oisiveté immobile ou attaque soudaine. François Zufferey a bien montré la virtuosité du poète, sa capacité à mêler observation et sarcasme qui fait de lui l'un des grands écrivains de son temps.

S'inspirant des poèmes épiques, Pierre de Saint-Cloud mêle proverbes, formules générales et citations de textes littéraires, que nous sommes loin d'avoir toutes identifiées. Ce raffinement de lettré, combiné à une obscénité assumée (souvent embarrassante pour le lecteur moderne), explique le succès durable du texte, qui reste hilarant, malgré sa terrible misogynie et son usage désinhibé de la pornographie.

Au cœur du récit, le procès pour viol intenté à Renart semble bien être un décalque grinçant de *Tristan et Iseut* et du procès intenté par le roi Marc à sa femme Iseut pour adultère

À SAVOIR

Un lettré à la cour anglo-normande



Henri II, à droite, sur son cheval, suivi de son épouse Aliénor, à l'extrême gauche (fresque de la chapelle Sainte-Radegonde, à Chinon).

CHINON, CHAPELLE SAINTE-RADEGONDE ; NPL/OPALE.PHOTO

Le *Roman de Renart* est une œuvre collective, écrite entre la fin du XII^e siècle et le XIII^e siècle. Les travaux du philologue François Zufferey ont permis de donner à l'œuvre de Pierre de Saint-Cloud, l'auteur du texte initial, une date (vers 1180), une origine (la Normandie centrale) et un milieu culturel : la cour anglo-normande d'Henri II Plantagenêt et le cercle du poète Benoît de Sainte-Maure, auteur de la *Chronique des ducs de Normandie*. Il s'agit donc d'un auteur cultivé, émanant du même groupe que Chrétien de Troyes, Wace ou Marie de France.

avec son neveu Tristan. Notre lecture sensible et romantique de *Tristan et Iseut* serait-elle anachronique ? La dimension comique du *Roman de Renart* s'appuie quoiqu'il en soit sur une intertextualité que nous avons perdue. Selon la date de rédaction, Noble le lion, souverain volontiers grotesque, pourrait être une caricature de Richard Cœur de Lion (1189-1199), le fils d'Henri II Plantagenêt, ou du roi de France Philippe Auguste (1180-1223). N'oublions pas que le texte n'a cessé d'évoluer : nous voyons des actions attribuées originellement à Isengrin passer par la suite à son frère, Primaut, sans que nous comprenions quelle est la fonction de ce nouveau personnage.

Que peut-on dire de la langue du *Roman* ? Et à qui s'adresse-t-il ?

Les quatorze manuscrits complets que nous possédons sont tous d'origine aristocratique (bibliothèques royales et princières). Le *Roman* circule donc dans les plus hautes sphères de la société. La langue de base est le français du duché de Normandie (pas celui d'Angleterre), travaillé, élégant, remarquablement versifié. Les quelques citations latines y sont toujours bien choisies. Le texte est donc né dans un milieu distingué, peut-être clérical, dont la culture vernaculaire est de même niveau que la culture latine. Mais c'est aussi un texte burlesque, le premier que nous ayons pour la littérature médiévale : tout le monde, moines, prêtres, seigneurs, paysans, y est malmené, ridiculisé.

La qualité de la langue et de la versification permet de le retenir facilement par cœur et de le réciter. Et il existe plusieurs indices d'un très fort rayonnement du texte, au-delà du milieu aristocratique. La meilleure preuve est qu'au XIIIe siècle, le terme « goupil » disparaît du français et que l'animal devient un « renart » (avec un t). Mais ce n'est pas la seule : on retrouve des images inspirées du récit jusque dans les églises. En outre, l'absence de manuscrits du XIIe siècle suggère que le texte initial a beaucoup circulé et a été recopié jusqu'à l'usure. On sait que, dès 1195, il a été traduit en bas-allemand sous le titre *Reinhart Fuchs (« Renart le goupil »)* par un Alsacien, Heinrich « le Sournois » (et, plus tard, en néerlandais). C'est d'ailleurs grâce à cette version que l'on connaît la composition du tout premier *Roman de Renart*.

Sa diffusion se concentre surtout dans le domaine d'oïl (autour de Paris, en Normandie et en Champagne), mais certaines histoires tirées du *Roman* passent ensuite dans la littérature italienne et anglaise.

FOCUS

Du goupil au renard



C'est Renart, le héros éponyme du roman, qui, à la fin du XIIIe siècle, a donné son nom à l'animal, réputé fourbe et rusé, que l'on appelait jusqu'alors « goupil ». Au XVIe siècle, « renart » se fige en « renard ». Ce phénomène n'est pas unique : « poulpe » disparaît au profit de « pieuvre » après la publication des *Travailleurs de la mer* de Victor Hugo en 1866.



BNF, MANUSCRITS, FRANÇAIS 12584 FOLIO 80 – BNF, MANUSCRITS, FRANÇAIS 1580 FOLIO 114V

A la cour **Allégorie grinçante de la société médiévale, l'épopée met en scène Noble le lion et ses vassaux, réunis pour juger Renart après le viol de la louve Hersent (manuscrit du XIIIe siècle, BNF). Cette cour pouvait évoquer, au lecteur de l'époque, aussi bien celle des Capétiens que celle des Plantagenêts.**

À SAVOIR

Au XIIe siècle, une crise animale

Derrière les aventures de Renart se cache une réalité écologique bien concrète. En effet, en Europe, les XIIe et XIIIe siècles sont marqués par l'anthropisation des paysages. L'essor démographique (la population européenne quadruple en un peu plus d'un siècle et double en France entre 950 et 1300) rend nécessaire un accroissement de la production agricole et une extension des terres cultivables. L'habitat naturel des animaux sauvages recule fortement en raison du développement des bourgs et des châteaux, des mises en culture, des déboisements ou encore du partage des espaces avec les animaux domestiques des paysans. Se nourrir devient un enjeu de taille pour les animaux, qui voient alors leur environnement bouleversé. Le *Roman de Renart*, en se plaçant de leur point de vue, est ainsi un miroir des paysages et de l'écologie normands (et plus largement français) du XIIe siècle. Les forêts où vit Renart font partie des paysages les plus transformés au Moyen Age. Si l'idée d'un « grand défrichement » est à nuancer car les déboisements remontent, en France, à l'Age du fer, la superficie des forêts françaises chute drastiquement, passant de 60 % du territoire au Xe siècle à 25 % en 1300. La Normandie de Renart voit notamment s'étendre les paysages de campagne, où la forêt disparaît pour laisser place aux cultures humaines à perte de vue.



Des paysans en train de couper des arbustes à la serpe (manuscrit d'*Ovide moralisé* par Chrétien Legouais, XIVe siècle).

ROUEN, BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE, MS 1044 FOLIO 120 ; BRIDGEMAN IMAGES

▶ Le choix de personnages animaliers est-il une nouveauté dans la littérature médiévale ? Pourquoi ce choix ?

L'assimilation de personnages nobles à des animaux n'est pas choquante dans le contexte du XIIe siècle. Les nobles, en particulier les chevaliers, se représentent volontiers en animaux – comme en témoignent les surnoms qu'ils portent avec orgueil : Richard Cœur de Lion, bien sûr, mais aussi les ducs de Saxe Albert l'Ours et Henri le Lion, l'archevêque de Cantorbéry Thomas Becket (« brochet ») ou encore, dans la moyenne noblesse normande, Roger « Taisson » (« blaireau »), Turold « Papillon », Raoul « la Chèvre » ou Roger « Bacon ».

Cependant, dans les plus anciennes versions, avant 1200, les animaux et les humains n'échangent que des coups, jamais des paroles. Les premiers vivent dans une sorte d'écosystème féodal clos, où les paysans n'interviennent que par leurs défrichements, souvent décrits comme récents, sans autre précision. Ce choix assure une forme d'intemporalité au *Roman*, dont les personnages flottent dans le temps ; la compréhension de leur histoire ne requiert aucune clé politique explicite. Citer Philippe Auguste ou tout autre personnage réel ferait perdre au *Roman* son épaisseur… Ce parti pris du texte donne aux auteurs une forme de liberté.

Par ailleurs, le choix de ces derniers est aussi de ne jamais expliquer. Comment le loup Isengrin, le connétable, par exemple, peut-il être l'oncle de Renart ? Il en est ainsi et le lecteur doit l'accepter… Il y a, chez *Renart*, quelque chose du dessin animé – ce n'est pas pour rien que Walt Disney (après avoir renoncé à adapter un texte aussi scandaleux !) a emprunté au *Roman* les personnages du futur *Robin des Bois*. Ainsi, dans le choix de ne pas faire de transitions : Renart est d'abord un canidé voleur de poules et d'oies qui, sorti de sa tanière, se cache, bondit, étrangle et repart avec sa proie ; au vers suivant, il est un chevalier botté qui éperonne sa monture pour revenir vers son château…



BRITISH LIBRARY, MS.15229 FOLIO 33/AURIMAGES

DÉCRYPTAGE D'IMAGE

Un corbeau et un fromage…

Dans l'un des épisodes du *Roman*, Renart rencontre Tiécelin le corbeau qui, perché sur un arbre, vient de dérober un fromage (manuscrit du XIVe siècle). Le goupil parvient à le faire chanter pour qu'il laisse tomber sa nourriture. Feignant une blessure, Renart s'immobilise. Alors que Tiécelin s'approche sans méfiance pour récupérer le fromage, il tente de le dévorer. On reconnaît ici la fable inventée par Ésope au VIIe-VIe siècle av. n. è. (mais le corbeau tenait dans son bec de la viande) et reprise au XVIIe siècle par La Fontaine.

Dans le *Roman*, comme dans un dessin animé, on ne convoque pas la logique. Cela aussi est remarquable : cette instabilité des choses, c'est la première fois ou presque qu'elle est mise en avant dans la littérature médiévale.

Le *Roman* pourrait donc se passer n'importe où ? Rien ne le rattache à un contexte social particulier ?

D'un point de vue géographique, du côté des paysages, ce pourrait être n'importe où, même si, dans les textes initiaux, on repère des espaces qui ressemblent à ceux du pays d'Auge, ce qui correspond aux origines géographiques de Pierre de Saint-Cloud. En revanche, du côté de la paysannerie, l'ancrage normand des branches initiales est assez net. Le servage ne fait ainsi son apparition que dans la branche du prêtre de La Croix-en-Brie, qui se passe en Champagne. Par ailleurs, la réaction furibonde des paysans décrite dans le récit du procès de Renart semble reprendre, de manière sarcastique, la célèbre révolte de la fin du Xe siècle, dont Benoît de Sainte-Maure a laissé un récit frappant dans ses *Chroniques*.

Quelle vision de la société ressort alors du *Roman* ?

Le XIIe siècle est celui de la croissance économique et démographique (la population européenne est multipliée par quatre en un siècle), de l'âge d'or de la chevalerie et de la réforme grégorienne – la grande reprise en main de la société par l'Église.

Du côté de l'aristocratie, le *Roman* décrit le mal-être d'une classe de dominants qui voit son monde disparaître. Un premier aspect de cette crise touche à la question matrimoniale : tout le problème du triangle Renart-Isengrin-Hersent porte sur ce que représente le mariage pour les aristocrates. Est-on en droit d'exiger d'eux monogamie et fidélité ? C'est une question au cœur de la réforme grégorienne, qui est en train de faire du mariage un sacrement, mais aussi un problème social au sein du groupe aristocratique, ainsi que l'a bien montré Georges Duby.

« Le "Roman" décrit le mal-être d'une classe de possédants, les aristocrates, qui voit son monde s'écrouler »

Un des chevaux de bataille des réformateurs de l'Église a été la lutte contre le concubinage des prêtres (nicolaïsme) – pratique longtemps présente en Normandie. Une scène bien connue du *Roman* s'acharne sur un clerc concubin : une ruse de Renart envoie Tibert le chat dans le grenier d'un prêtre. Tibert se retrouve face à l'homme d'Église, qui le roue de coups. Le chat esquive et s'empare d'un testicule du curé. Le texte offre alors à sa concubine – appelée « putain » ou « prêtresse » selon les versions – une complainte selon les règles : *« "Hélas, fit-elle, malheureuse/ Je ne serai plus jamais aimée/ Mon seigneur a perdu ses bijoux/ Grâce auxquels je lui étais chère." »*

Allons plus loin : si l'on considère que la réforme promeut une suprématie sociale de l'Église, le moins qu'on puisse dire, c'est que le *Roman* ne le fait pas. Les clercs en sont presque absents : outre le curé victime de Tibert, qui appartient à la paysannerie, seuls paraissent le légat Musart, un chameau, et l'archiprêtre Bernard, un âne : deux animaux sans prestige avec qui Renart part en pèlerinage. Musart est le plus intéressant, du fait de son intervention au cours du procès de Renart. Son nom veut dire « le crétin », mais les éléments de sa biographie désignent sans ambiguïté le



Renart prêchant **Dans le *Roman de Renart* et ses suites, comme *Renart le Contrefait* rédigé au XIVe siècle par un clerc défroqué, l'Église est tournée en ridicule. Ici, Renart, à gauche, portant la crosse d'évêque, s'adresse à des volatiles pour mieux les séduire, tandis qu'à droite, une religieuse armée d'une quenouille frappe le goupil emportant un volatile. Les représentations de Renart prêchant sont nombreuses dans l'art occidental médiéval (manuscrit, vers 1300-1340).**

cardinal-légat Pierre de Pavie, que le pape avait chargé en 1177 de régler les questions conjugales opposant Plantagenêts et Capétiens. Un légat est, en principe, un personnage respectable. Or le discours de Musart, confus, rempli d'italianismes et de citation latines grotesques *(« par la sainte cruche de Dé… »)*, vise clairement à faire rire. Mais, plus profondément, Musart délègue au roi le jugement du conflit, comme s'il s'agissait d'un problème interne à la noblesse, tout comme les rapports avec la paysannerie, sur lequel l'Église n'a pas son mot à dire. Sous les huées et les rires des personnages, le représentant des clercs démissionne, laissant face à face chevaliers et vilains, et abandonnant au désordre la société des trois ordres.

Une autre partie du monde est absente du *Roman*, les villes, dans lesquelles on n'entre jamais, et, avec elles, le monde de l'argent et de l'économie. Nous devons réfléchir à la dissociation radicale que cela suppose entre notre lecture du texte et celle des contemporains de Pierre de Saint-Cloud qui vivaient dans un contexte d'urbanisation et de croissance économique. Il y a de quoi se demander si les lecteurs de l'époque ne sont pas, dans la réalité, les exclus de ce processus… et si leurs rires ne sont pas une vengeance symbolique.

Car, en creux, c'est bien un monde en crise qui se dessine ?

Ce qui m'a d'abord frappé, c'est la récurrence d'une scène : Renart et ses amis, courant dans leur territoire, sont bloqués par une « ville nouvelle », ou par une abbaye nouvellement fondée. Rappelons que le XIIe siècle voit se multiplier les fondations d'abbayes, notamment cisterciennes. L'ordre de Cîteaux, celui de saint Bernard, est à l'avant-garde des grands défrichements et de l'accumulation des grains.

La vie des animaux du *Roman* révèle la croissance agraire dans toute sa brutalité : elle met en pièces leur écosystème. Jacques Le Goff parlait du *Roman de Renart* comme d'une *« épopée de la faim »* : on ne peut qu'être d'accord avec cela. Mais dans ce récit, les paysans sont les riches et les bien nourris, et ce sont les animaux-seigneurs qui meurent de faim.

Une première hypothèse pour comprendre cette contradiction serait celle d'une simple inversion carnavalesque :

DANS LE TEXTE

« Sa peau vaut quatre sous ! »

Les marchands arrivent sans prendre garde à la chose. Le premier qui le découvre l'examine et appelle son compagnon : "Regarde, là, un renard ou un chien !" L'autre l'aperçoit et s'écrit : "C'est un renard, va le prendre, va ! Fils de pute, gare à toi s'il t'échappe ! Il sera drôlement malin, Renart, s'il ne laisse pas sa peau dans l'aventure." *[…]* Les voici arrivés près de Renart. *[…]* L'un a déclaré : "Il vaut quatre sous !", et l'autre renchéri : "Dieu me sauve ! non ! Il vaut bien cinq sous, et c'est bon marché ! Nous ne sommes pas trop chargés : jetons-le dans notre charrette. Vois comme sa gorge est blanche et nette !" *[…]* Grande est leur joie à tous les deux. Ils se disent : "Voilà pour le moment mais cette nuit quand nous serons chez nous, nous lui arracherons la casaque." Ils se satisfont pour le moment de cette favele *[fanfaronnade]* mais Renart se contente d'en sourire, car il y a un fossé entre les paroles et les actes."

Le Roman de Renart, S. Lefèvre (dir.), Gallimard, 2025, pp. 275-276.

BRITISH LIBRARY, ROYAL MS 10 E. IV FOLIO 49V/KHARBINE/LA COLLECTION

les puissants meurent de faim et cela permet de faire de beaux effets littéraires. Pourquoi pas ? Deuxième hypothèse, plus réaliste : ces puissants sont effectivement les perdants de la croissance. Dans le contexte du XIIe siècle, l'aristocratie, au niveau local, se voit désormais interdire le pillage. Les premiers auditeurs du *Roman* sont peut-être ces petits seigneurs dont la capacité à exercer le pouvoir (donc à en abuser) est, peu à peu, réduite par la croissance agraire.

« Jacques Le Goff parlait du "Roman" comme d'une "épopée de la faim" : on ne peut qu'être d'accord »

Dans *Guerriers et paysans* (1973), Georges Duby a bien montré que le XIIe siècle voit le passage d'un pouvoir local de pillage et d'oppression à une capacité gestionnaire marquée par la montée de l'État monarchique. A cet égard, la présence des cisterciens dans le *Roman* n'est pas un hasard : si les moines blancs sont des ennemis de Renart, ce n'est pas en tant qu'ecclésiastiques (rien n'est dit de leur spiritualité dans le *Roman*), mais en tant que propriétaires fonciers. Réciproquement, Bernard de Clairvaux et les cisterciens détestent la culture chevaleresque : leurs statuts interdisent la littérature en langue vernaculaire. Plus généralement, ils condamnent la possession d'animaux « inutiles ou ridicules », en particulier ceux que l'on élève pour les chasser. Bref, tout ce qu'on retrouve dans le *Roman*. A nouveau, ce sont bien deux systèmes de signification radicalement différents qui s'opposent ; la logique introduite par les cisterciens est perçue comme délétère, celle de Renart, salvatrice.

Les animaux du *Roman*, certes, appartiennent tous à l'aristocratie. Mais il y a une hiérarchie : la cour du roi Noble est à la fois un zoo et un parc de chasse, deux symboles de domination. Les animaux qui en font partie sont de grande taille. L'armée réunie par Renart est, elle, composée essentiellement de petits rongeurs, soit une faune plus familière aux paysans, qui les mangent volontiers. Du côté de Noble et d'Isengrin : le daim, le cerf, le sanglier, le mâtin, le tigre, voire un singe espagnol ; du côté de Renart : la taupe, la marmotte, l'écureuil, le blaireau, la loutre, le castor, le hérisson, la belette, le furet, le lapin, etc. Les deux partis ne s'affrontent pas véritablement dans le *Roman*, mais on voit bien qu'il s'agit de deux aristocraties différentes ; même si, devant les paysans, le monde des animaux retrouve son unité et laisse de côté ses dissensions.

DANS LE TEXTE

« Il s'arrête et bâille de faim »

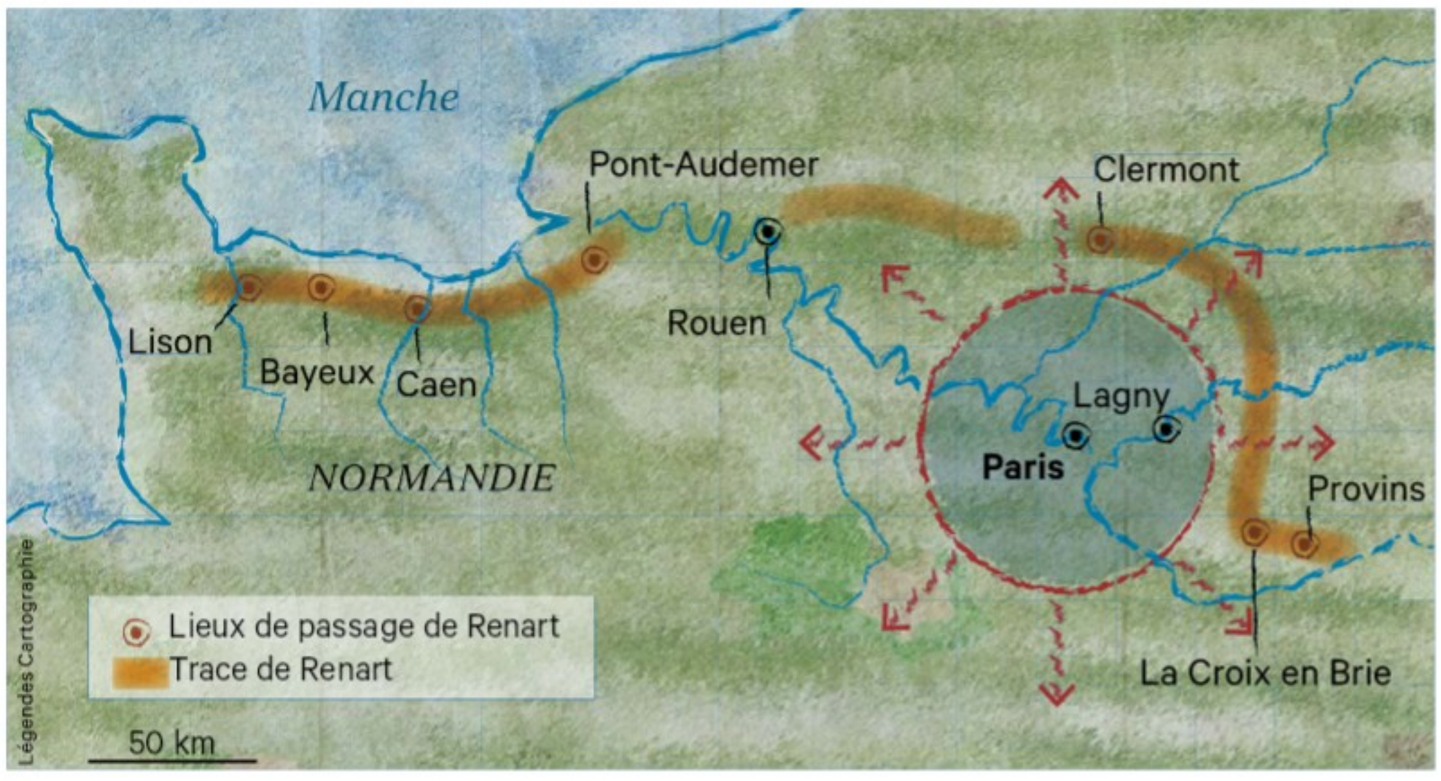
L'autre jour, il se rendit pour chercher sa subsistance en terre inconnue, comme un besogneux. Une grande faim taraude Renart, il se dirige vers une plaine, le voilà sur les sablons, puis dans les broussailles : il souffre et se plaint de ne rien trouver dont il fera son souper, mais ne voit rien dans la prairie. Il presse le pas, se met à l'amble *[sorte d'allure de cheval]* pour sortir du bois et vient à la lisière. Il s'arrête et bâille de faim, décharné, maigre, stupide : mourir de faim dans son pays."

Roman de Renart, trad. de J. Dufournet, Honoré Champion, t. 1, 2013, p. 314.

Dans votre dernier ouvrage, vous avancez également que le *Roman* peut être perçu comme une « *méditation environnementale* ». Qu'entendez-vous par là ?

Face au *Roman*, l'attitude immédiate consiste à se dire que ces animaux sont des humains. Et quand on cherche la crise dont il témoigne, on la trouve : la marginalisation et le déclassement de la petite aristocratie. Le *Roman* peut, à cet égard, apparaître comme une plainte burlesque en réaction à cette situation. Mais on peut aussi y voir autre chose.

Pour aller plus loin, j'opte volontiers pour un vocabulaire de physicien, en considérant que les ressources se répartissent entre ressources de flux (consommées dès que produites et qui se renouvellent) et ressources de stock (accumulables, qui peuvent donner lieu à une spéculation commerciale). Du point de vue des animaux, les ressources de flux sont les oiseaux et petits rongeurs, que Renart et ses alliés ont l'habitude de manger, mais qui deviennent de plus en plus rares parce que l'expansion des écosystèmes



Éviter Paris **Les aventures de Renart se déroulent d'abord dans le centre de la Normandie. Le goupil et ses compagnons se déplacent ensuite jusqu'à Provins, à l'est de Paris. Plus les animaux se rapprochent de Paris, plus ils sont violents, comme si la proximité de la capitale des Capétiens les rendait méchants.**

paysans ruine les grands écosystèmes forestiers. Les paysans, à l'inverse, gèrent des stocks : un poulailler est un stock de poules, un grenier est un stock de grains (et de souris), un étang, un stock d'anguilles, etc. Renart est le seul à comprendre que la chasse n'a pas d'avenir et que, pour survivre,

« Les paysans y sont nombreux, méchants et armés de massues très lourdes, d'arcs et de flèches »

il faut aller se servir dans le stock des paysans, et se venger ainsi d'eux. Il est aussi assez prudent pour ne pas y aller lui-même et, par ruse, y envoyer ses alliés. Car les paysans sont nombreux, méchants, solidaires, armés de massues très lourdes, d'arcs, de flèches et d'épieux. Les enlumineurs ne s'y trompent pas et représentent les vilains en furie contre les animaux comme des paysans révoltés.

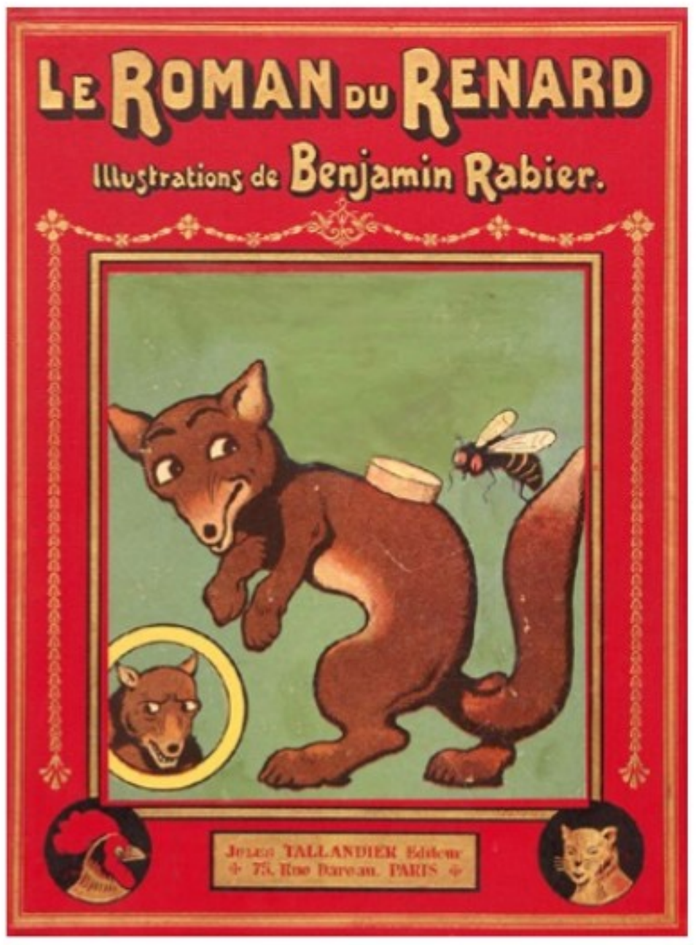
Au moment où je travaillais sur Renart, je suis tombé sur une tout autre source : un tarif de la foire de Champagne à Lagny, aux portes de Paris, où sont énumérées les marchandises vendues, datant probablement des premières décennies du XIIIe siècle. On y trouve les peaux de tous les animaux présents dans le *Roman* : des plus courants (belettes, lapins, lièvres, daims) aux plus rares (lynx) ; la peau de renard s'y vend à la douzaine. Dans l'une des branches les plus anciennes, deux marchands transportant des anguilles s'arrêtent devant un Renart faisant le mort, et discutent du profit qu'ils tireront de sa peau bien rouge *(cf. p. 18)*. La détresse des animaux s'accompagne bien de leur commercialisation.

MOTS-CLÉS

Cistercien
L'ordre de Cîteaux est créé en 1098 par Robert de Molesme, afin de pratiquer un régime plus austère que celui de Cluny et prend son essor avec la fondation de Clairvaux par saint Bernard en 1115. Les moines blancs renforcent la place du travail manuel et adoptent le faire-valoir direct. Ils exploitent les bois, plantent des vignes et possèdent de vastes granges.

Réforme grégorienne
Ce mouvement dont le nom est forgé sur celui du pape Grégoire VII (1073-1085) aboutit à une transformation de l'Église, qui s'autonomise du pouvoir temporel au XIe-XIIe siècle. En opérant une nette distinction entre les clercs (qui doivent renoncer à la sexualité) et les laïcs (voués au mariage et à la procréation), l'Église cherche à prendre le contrôle de la société.





De Goethe à Rabier Alors qu'en Allemagne, grâce à l'adaptation de Goethe, le *Roman de Renart* est redécouvert à la fin du XVIIIe siècle (ci-contre : gravure de *Reineke Fuchs* en 1846), il faut attendre l'édition de Méon, en 1826, pour que les aventures du goupil passionnent le public français. En 1909, dans la version illustrée par Benjamin Rabier (ci-dessus), Renart n'a plus rien d'un vaurien sans scrupule et s'apparente davantage à un bon père de famille.

THE GRANGER COLLECTION NYC/AURIMAGES – PIERRE PITROU/PHOTO12

FOCUS

Walt Disney en trompe-l'œil



Dans les années 1930, Walt Disney rêve d'adapter le *Roman de Renart* en dessin animé, mais sa dimension obscène et subversive bloque le projet… Ses recherches graphiques sont néanmoins réutilisées pour le *Robin des Bois* de la firme, sorti en 1973, qui s'inspire à la fois du mythe du hors-la-loi Robin Hood et des animaux du *Roman*. *Renart* est aujourd'hui un classique pour la jeunesse, avec ses nombreuses rééditions et commentaires, son intégration au programme de français au collège ou encore ses adaptations en bande dessinée.

© THE WALT DISNEY COMPANY ; EVERETT COLLECTION/AURIMAGES

▶ La menace qui s'exprime ici n'est donc pas imaginaire. La fin du XIIe siècle correspond à une vraie crise animale. Les défrichements ont sans doute produit une hécatombe parmi les espèces forestières. Loups, renards et ours en sont aussi les victimes. Il ne s'agit pas encore d'une extinction, mais bel et bien d'une crise. C'est dans ce cadre que Renart parle ; à ses compères, il enseigne que puisqu'ils ne peuvent plus être autonomes, ils doivent devenir commensaux. Sur une forme burlesque, le *Roman* nous livre une vision de l'anthropisation : tous les animaux qui ne peuvent plus se nourrir seuls sont condamnés à devenir dépendants des humains.

C'est l'un des tours de force du *Roman*, cette capacité à sortir du point de vue humain. Derrière la virtuosité de la description, il y a aussi une pensée environnementale critique à l'égard de ce qui est en train de se produire. Or je ne suis pas sûr qu'on ait eu beaucoup de moments, dans l'histoire de l'Europe, où l'on a assisté à une telle rapidité de conversion des écosystèmes – à part aujourd'hui, évidemment. C'est peut-être pour cela que l'on doit continuer, aussi, de le lire et de l'enseigner dans les écoles, au-delà du talent des auteurs initiaux, aux côtés de La Fontaine, du *Livre de la jungle* ou de Bambi. ■

(Propos recueillis par Fabien Paquet.)

POUR EN SAVOIR PLUS

Le « Roman de Renart »

Il existe deux excellentes éditions bilingues (ancien français-français moderne) :

A. Strubel (dir.), avec la collaboration de R. Bellon, D. Boutet, S. Lefèvre, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1998. C'est à partir de cette édition qu'a été composée l'édition partielle dirigée par S. Lefèvre (« Folio classique », 2025).

J. Dufournet, L. Harf-Lancner, M.-T. de Medeiros, J. Subrenat (dir.), 2 tomes, Honoré Champion, 2013.

Études générales

M. Arnoux, *Un monde sans ressources. Besoin et société en Europe, XIe-XIVe siècles,* Albin Michel, 2023.

F. Zufferey, « Pierre de Saint-Cloud, trouvère normand », *Romania* n° 517-518, 2012, pp. 1-39.

DANS LE TEXTE

« J'ai fauté avec Hersent »

Écoutez donc mes péchés. Seigneur, j'ai fauté avec Hersent, l'épouse d'Isengrin. Mais je vous assure bien à la fin qu'elle a été soupçonnée à juste titre, car je l'ai véritablement sautée. Maintenant je m'en repens, *mea culpa* ! car je lui ai battu une fois la croupe. J'ai causé un tel tort à Isengrin qu'il m'a traîné en justice. Dieu en sauve mon âme ! Par trois fois je l'ai fait prendre, je vais vous dire comment. Je l'ai fait tomber dans le piège à loup, le jour où il dévora un agneau *[…]*. Je l'ai fait installer dans la bergerie : les bergers qui l'y découvrirent le frappèrent comme on bat un âne pour lui faire passer un pont. Je savais qu'un prêtre, dans une église, avait amassé dix jambons : je lui en fis tellement manger qu'il ne pouvait plus sortir, en vérité, par le trou par où il était entré ! Je l'ai fait asseoir sur la glace, jusqu'à ce que sa queue fût gelée. Je l'ai fait pêcher dans la fontaine une nuit de pleine lune en lui faisant croire que le reflet de cette blanche image était un fromage *[…]* Cent fois, je l'ai accablé et fait mat en usant de la force ou de la ruse. *[…]* Je ne saurais vous raconter en un jour tous les torts que je lui ai causés."

Le Roman de Renart, S. Lefèvre (dir.), Gallimard, 2025, pp. 67-68.



Banquet Fresque de l'église Saint-Jean-Baptiste (Italie, XVe siècle) illustrant l'union de Théodolinde et Agilulf, roi des Lombards.

Les épices, passion médiévale

Poivre, cardamome, safran, mais aussi alun ou ivoire… On le sait, le Moyen Age adorait les épices. Mais que cache vraiment ce mot ?

Par Michel Balard*

« *Les épices, moteur de l'histoire* » ? Cette réflexion de Karl Marx invite à s'interroger sur leur commerce et leur usage au Moyen Age, bien différents d'aujourd'hui. Un seul chiffre illustre cette divergence. Une ordonnance de 1345 du dauphin de Viennois Humbert II prévoit l'achat d'un quintal d'épices pour 30 personnes – soit 1 180 grammes d'épices par personne et par an. De nos jours, la consommation est estimée à 50 grammes par personne et par an, soit 23,6 fois moins ! Mais qu'appelle-t-on « épices » dans le monde médiéval ? Dans son livre de commerce, rédigé vers 1340, le Florentin Pegolotti énumère 286 produits qualifiés comme tels – condimentaires, tinctoriaux et pharmaceutiques –, venus de l'Extrême-Orient et des pays de l'océan Indien. Par l'intermédiaire des marchands arabes, ils arrivent aux mains de l'aristocratie marchande de Gênes, Venise, Marseille, Montpellier, Barcelone ou Valence. Les épices ont donc une acception plus large qu'à l'heure actuelle : les textes médiévaux y incluent, par exemple, le riz, le miel, le sucre ou les oranges, mais aussi l'alun ou l'ivoire provenant d'Afrique.

L'ampleur de la consommation d'épices au Moyen Age doit être nuancée. En effet, seules les cours royales et princières, ainsi que la haute hiérarchie ecclésiastique, se distinguent par leurs achats massifs et diversifiés, et par leur consommation régulière. Les comptes des papes d'Avignon signalent qu'à l'occasion des fêtes du couronnement de Clément VI, en 1342, ont été consommés 2 quintaux

MONZA, CHAPELLE DE LA REINE TEODOLINDA ; SERGIO ANELLI/MONDADORI PORTFOLIO/ELECTA/BRIDGEMAN IMAGES

et 23 livres de sucre, 8 livres de clous de girofle, 6 livres de safran, 39,50 livres de gingembre, 31 livres de poivre et 13 livres de cannelle. Le roi Jean le Bon, prisonnier en Angleterre, se fait procurer les épices les plus rares : la fleur de cannelle, cinq fois plus chère que la cannelle, et le poivre blanc. Les achats des grands seigneurs français, au XVe siècle, portent sur le gingembre, le poivre, la cannelle et le safran, ce dernier utilisé pour colorer les plats.

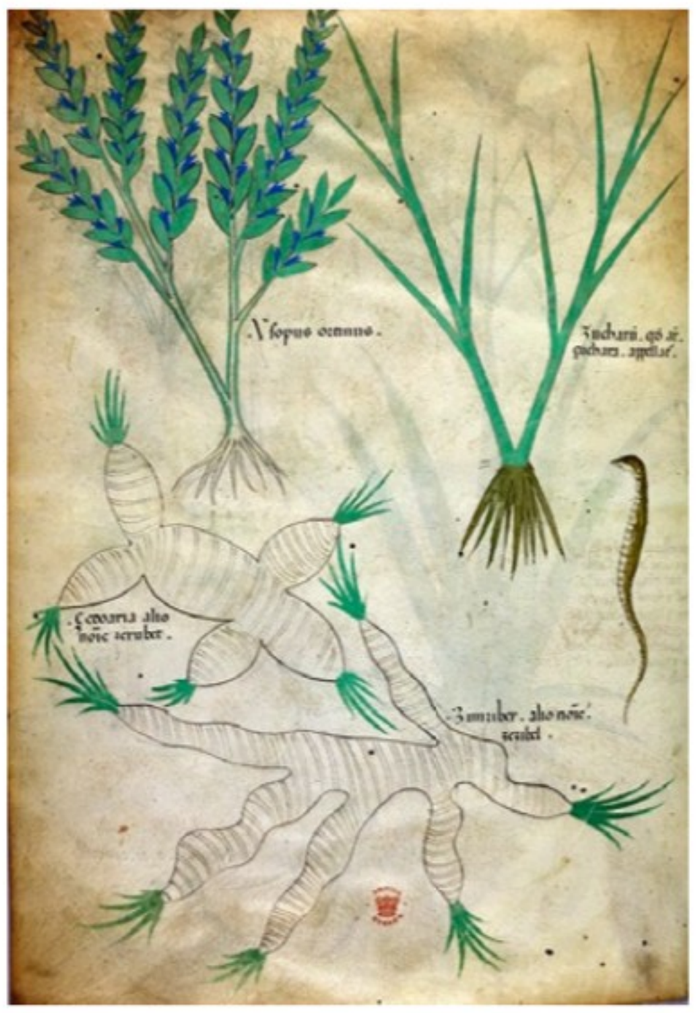
La moyenne et la petite noblesse se contentent de redevances versées en poivre, de cannelle et de gingembre achetés à la livre. Les artisans et paysans ont recours à quelques graines de poivre et aux « simples des champs » – herbes domestiques – pour les repas de fête. Oignon, ail et ciboulette sont les aromates du pauvre. Symboles de richesse, de prestige et de puissance, les épices sanctionnent une hiérarchie sociale se distinguant par la variété et par la quantité utilisée dans la préparation des aliments.

Des vertus thérapeutiques

Avant la révolution chimique du XIXe siècle, les épices et les simples constituent les remèdes uniques pour conserver la santé, soulager les douleurs et lutter contre la maladie. La thérapie médiévale repose sur les théories d'Hippocrate et de Galien : le corps humain est composé de quatre humeurs – sang, bile noire, bile jaune et flegme – associées à des qualités physiques – chaud, froid, humide et sec. L'état de maladie résulte d'un déséquilibre des humeurs, et la pharmacologie consiste à y remédier grâce aux herbes domestiques et aux épices. Avec une soixantaine d'ingrédients exotiques, la thériaque est la maîtresse des médicaments. Mais sa cherté la réserve à une clientèle fortunée.

La diète médiévale, riche en féculents et en glucides (beaucoup de pain et de bouillies) mais pauvre en fruits et légumes, doit être compensée par des épices facilitant la digestion : galanga, cardamome, asa-foetida, cannelle et poivre. Nombre d'épices sont considérées comme des aphrodisiaques : cardamome et coriandre sont citées dans les philtres d'amour, avec les clous de girofle, la noix de muscade, le safran et la zédoaire, toutes épices chaudes et sèches que l'on estime indispensables pour susciter le plaisir chez la femme, considérée comme un être froid et humide. En obstétrique, elles sont censées favoriser l'ouverture de la matrice et attirer l'enfant.

Rares et chères, celles-là étaient réservées à l'élite de la société. Les hôpitaux ne les achetaient qu'en petites quantités et ne les délivraient aux patients qu'au début de la maladie, pour enrayer le déséquilibre des humeurs, et dans les derniers jours du mourant, pour le réchauffer avant sa disparition, jugée inéluctable.



Botanique **Herbier présentant des plants d'hysope, de canne à sucre et des racines de curcuma (XVe siècle).**

Bien loin de l'acception contemporaine de ce mot, les épices jouent aussi un rôle dans nombre d'activités artisanales et de pratiques religieuses. La pourpre de murex, le kermès, la garance, le pastel ou guède, servent à la teinture des tissus. La noix de galle et la gomme arabique, macérées dans du vitriol, entrent dans la fabrication des encres. Plusieurs épices sont indispensables à l'industrie du parfum. Le baume de Judée, pour le saint chrême, et l'encens, diffusé dans les cérémonies religieuses, ouvrent un passage entre le monde et le surnaturel.

Cette large diffusion des épices est facilitée par les routes entre Orient et Occident. L'itinéraire entre l'Inde et la Méditerranée passe d'abord par le golfe Persique et Bagdad pour atteindre la côte syro-palestinienne. La prise de Bagdad par les Seldjoukides, en 1055, en réduit l'importance. La route méridionale par Aden, la mer Rouge et le Nil fait d'Alexandrie, à partir du XIe siècle, l'entrepôt essentiel des épices et le but des convois de galères occidentales. La fin du XIIIe et la première moitié du XIVe siècle sont marquées par l'essor des routes nordiques, les célèbres « routes de la soie », empruntées par des marchands génois et vénitiens qui se rendent en Chine ou en Inde. Il y a donc, au cours du Moyen Age, un basculement des routes du sud vers le nord ou du nord vers le sud, selon la situation géopolitique des pays concernés, et une segmentation du trafic entre marchands chinois, indiens, arabes et occidentaux.

Ces derniers viennent charger leur cargaison à Alexandrie, à Beyrouth ou à Tana, au fond de l'actuelle mer d'Azov. Quelques navires par an, à destination de Gênes et Venise, Barcelone, Marseille et Perpignan, pour une valeur peut-être de 1 million de ducats, soit quelque 3,5 tonnes d'or ; en vérité peu de chose par rapport aux lourdes « coques » transportant sel et grains, draps et toiles, métaux et vin, qui donnent lieu à de gros chargements et l'emportent en nombre et en fréquence sur les galées d'épices. Maîtres des échanges, innovateurs de techniques financières et navales, banquiers et armateurs, Vénitiens, Génois, Catalans et Provençaux ont été les réels moteurs de l'histoire économique du monde médiéval. ■

* *Professeur émérite à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, auteur d'une* Histoire des épices au Moyen Age *(Perrin, 2023)*

MOT-CLÉ

Épices

Le mot dérive du latin *species* (« espèce », « sorte ») qui, à partir du Bas-Empire, désigne drogues et aromates. Le terme *espice*, en vieux français, apparaît dans le *Pèlerinage de Charlemagne*, vers 1150, pour qualifier les denrées alimentaires ou médicinales d'origine exotique.

BRITISH LIBRARY/KHARBINE/LA COLLECTION



Année Marc Bloch

Marc Bloch vu d'Allemagne

L'annonce, le 23 novembre 2024, par le président Emmanuel Macron, de la panthéonisation de l'historien médiéviste a aussi résonné à l'étranger. Notamment à Berlin, au sein du centre Marc-Bloch.

Par Fabien Théofilakis*

La panthéonisation de Marc Bloch doit contribuer à faire fructifier, en Allemagne, un héritage discret mais décisif. C'est tout le sens du cycle que le centre Marc-Bloch (CMB) de Berlin organise en 2026 en proposant de (re)découvrir l'œuvre multiforme de l'historien, du résistant, du citoyen, à un moment où l'Europe est à nouveau à la croisée des chemins. *« Marc Bloch nous rappelle que l'histoire ne s'écrit jamais derrière les frontières : elle se pense dans la comparaison, dans le doute, dans le dialogue. C'est précisément cette exigence intellectuelle et cette ouverture européenne que nous cherchons à faire vivre au centre Marc-Bloch »*, résume Jay Rowell, l'actuel directeur du CMB.

Installé depuis 1992 à Berlin, dans la capitale d'une Allemagne réunifiée, le centre Marc-Bloch a été conçu comme une institution franco-allemande capable d'observer, depuis l'Est européen, un continent en pleine transformation. Mais son intitulé, loin d'aller de soi, ouvre une première porte sur la place de Marc Bloch en Allemagne : pourquoi baptiser un centre français de recherche en sciences sociales et humaines à Berlin du nom d'un historien dont l'œuvre était alors peu connue outre-Rhin ?

L'idée d'un tel centre naît en septembre 1991, lorsque François Mitterrand, lors d'un sommet franco-allemand à Weimar, suggère la création d'un institut commun de sciences sociales pour analyser les mutations de l'Europe centrale, orientale et au-delà. L'établissement est fondé l'année suivante et inauguré le 8 septembre 1994 sur les bords de la Spree, face à la gare Friedrichstrasse, l'un des points de passage-clés entre Est et Ouest. Reste alors à décider de son appellation.

À VOIR ET À ÉCOUTER

MARC BLOCH
Centre Zentrum Marc Bloch

2026, ANNÉE MARC BLOCH À BERLIN

Le centre Marc-Bloch a lancé plusieurs initiatives. Radio Marc-Bloch propose, à partir de janvier, une série de podcasts sur l'actualité de l'œuvre du médiéviste et la pertinence de sa panthéonisation. Une exposition photographique, « L'histoire cherche son lieu », débute en avril. La finale du concours franco-allemand des lycéens se déroule le 27 mai à Berlin, la veille du colloque « Marc Bloch : histoires croisées et engagement franco-allemand ». La cérémonie de juin fera l'objet d'une retransmission à l'ambassade de France. Plus d'informations sur : https://cmb.hu-berlin.de/fr/evenements/pantheonisation-2025

« C'est tout naturellement que j'ai proposé le nom de Marc Bloch », raconte, trente-deux ans plus tard, son premier directeur, l'historien moderniste Étienne François. Naturellement… ou plutôt audacieusement tant, dans les années 1990, Marc Bloch n'est pas une référence évidente en Allemagne : ses écrits sont peu diffusés, mal traduits et rarement commentés. Ce nom, pourtant, s'imposa pour plusieurs raisons.

D'abord, le lien personnel de Marc Bloch avec l'Allemagne : les deux semestres passés à Leipzig et Berlin en 1908-1909, sa maîtrise de l'historiographie allemande, son rôle de passeur des études médiévales germaniques en France – sans oublier, peut-être, son origine alsacienne. Mais, souligne Étienne François, *« la biographie n'explique pas tout »*.

Ce sont surtout des raisons intellectuelles et programmatiques qui motivent sa décision. Marc Bloch incarne, en effet, une vision interdisciplinaire de la recherche, ouverte aux historiens, sociologues, philosophes, géographes, juristes ou économistes – exactement ce que le nouveau centre berlinois souhaite mettre en œuvre, en filiation subtile avec l'héritage des *Annales*. L'historien incarne aussi une méthode comparatiste, celle d'une histoire européenne attentive aux circulations, aux analogies et aux contrastes : Marc Bloch – précise Étienne François – affirme *« dès le début que si l'on veut comprendre l'histoire de France, il faut l'inscrire dans un contexte européen. Aucun*

© HERVÉ PINEL

pays ne se comprend par lui-même ». Enfin, le centre Marc-Bloch est conçu comme un lieu de formation à la recherche, où les jeunes chercheurs occupent une place cruciale.

Dans une Europe marquée par un retour des instrumentalisations politiques et idéologiques de l'histoire, l'auteur de *L'Étrange Défaite* apparaissait, enfin, comme l'incarnation même de l'intellectuel-citoyen, celui qui interroge le passé à l'aune du présent. Ce n'est donc pas un hasard si un centre franco-allemand choisit un historien patriote mais jamais nationaliste, un résistant farouche au nazisme mais nullement hostile à l'Allemagne. Et le nom de Marc Bloch fut aussitôt accepté, par Paris, qui finançait la nouvelle institution, comme par Berlin, qui l'accueillait, sans la moindre protestation. Un hommage autant qu'un programme.



Icône **Portrait réalisé par le CMB pour son cycle de manifestations à partir d'une photographie issue des archives familiales.**

Réception tardive

Si le nom de Marc Bloch s'impose aujourd'hui dans l'historiographie française, sa réception allemande est longtemps restée marginale, pour des raisons à la fois intellectuelles, politiques et linguistiques. « *Dans l'entre-deux-guerres, son nom était presque inconnu en Allemagne* », rappelle l'historien Michael Goebel, de l'Université libre de Berlin. Certes, Marc Bloch n'a cessé de s'intéresser à l'histoire allemande, mais sans consacrer d'ouvrages à l'espace germanique, tandis que les cercles académiques d'outre-Rhin, alors dominés par une historiographie très axée sur la nation, l'ignorent presque totalement. Marc Bloch, historien reconnu en France, élu à la Sorbonne en histoire économique en 1936, ne fut pas une fois invité en Allemagne à prononcer une conférence[1].

Le contraste est frappant : en 1939-1940 paraît, à Paris, *La Société féodale* ; à la même date, à Leipzig, Otto Brunner publie *Land und Herrschaft* (« Terre et Seigneurie »), un ouvrage matriciel pour toute une génération de médiévistes allemands. « *Ces deux œuvres deviennent fondatrices dans leurs espaces respectifs, mais sur des bases presque incompatibles* », explique le médiéviste Steffen Patzold, de l'université de Tübingen. Brunner rejette les sciences sociales ; Bloch s'appuie explicitement sur elles. Une opposition méthodologique si forte qu'elle rend longtemps impossible l'appropriation du Bloch médiéviste en Allemagne.

« Il nous est parvenu comme une autorisation intellectuelle : penser l'histoire au-delà de la nation »

Autre obstacle à la médiation : les traductions allemandes de Bloch. Elles arrivent tard, trop tard même : *Apologie pour l'histoire* paraît en allemand cinquante-trois ans après la version originale, *La Société féodale* quarante-trois ans ; *Les Rois thaumaturges* soixante-quatorze ans ! Le résultat constitue souvent comme un brouillard linguistique avec des traductions si littérales qu'elles en deviennent illisibles pour un lecteur allemand, ou au contraire si adaptées qu'elles dénaturent la thèse blochienne, comme le relève Patzold pour *La Société féodale*.

S'y superpose un climat intellectuel longtemps peu favorable. Après 1945, Marc Bloch jouit certes d'une reconnaissance d'estime mais due à son statut de victime du nazisme. La discipline historique allemande reste méfiante envers les sciences sociales, souvent associées au marxisme, et envers un historien qui n'hésite pas à manier la notion de « classes sociales », même s'il l'emploie dans une acception très différente. « *Tant que ces verrous n'ont pas sauté, Bloch ne pouvait pas devenir une référence ici* », souligne Andreas Wirsching, l'ancien directeur de l'Institut d'histoire contemporaine Munich-Berlin. L'histoire allemande privilégie alors les approches nationale, institutionnelle, constitutionnelle. Les *Annales* ne trouvent d'écho notable que dans les années 1980-1990, grâce à Peter Schöttler, Ulrich Raulff ou Lutz Raphael. C'est seulement à partir de là que Marc Bloch devient une figure davantage citée, discutée, reconnue.

La réception tardive tient donc à un faisceau d'obstacles qui a commencé à être levé avec le changement générationnel et paradigmatique : concurrence historiographique, décalage méthodologique, barrières linguistiques, inerties nationales. Comme le résume Goebel : « *Bloch nous est parvenu surtout comme une autorisation intellectuelle : penser l'histoire au-delà de la nation.* » ■

* *Maître de conférences à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne et directeur adjoint du centre Marc-Bloch*

© CENTRE MARC BLOCH

NOTE

1. Cf. P. Schöttler, « Marc Bloch et l'Allemagne », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome XXXIII, n° 4, octobre-décembre 2001, pp. 413-430 ; P. Monnet, « Bloch et l'Allemagne : l'admiration déçue », *L'Histoire* n° 535, septembre 2025, pp. 44-46.

Naissance de la « Royale »

Face au retard de la France en matière maritime, Richelieu lance en 1626 une vaste réforme pour doter le royaume d'une puissante marine.

Par Joël Cornette*

Longtemps, le royaume de France a tourné le dos à la mer : à l'aube du XVIe siècle, alors que le Portugal et l'Espagne explorent le monde, les chimères des guerres d'Italie accaparent les armées royales. Durant les troubles de Religion, marchands et négociants ne cessent de se plaindre de la « cessation de la navigation ». Et si l'époque d'Henri IV a vu quelques entreprises audacieuses – Samuel Champlain au Canada –, au début du règne de Louis XIII, la monarchie semble incapable d'initiative maritime.

La piraterie sévit sur les côtes, le commerce maritime est atone, souvent aux mains des étrangers, les tentatives outre-mer échouent. Les ports sont en piteux état et les marins débauchés par les armateurs anglais ou hollandais. Quant à la marine de combat, elle est quasi inexistante…

Conscient du retard, Richelieu dessine, en février 1626, un tableau catastrophique : « *La France n'a aujourd'hui presque point de navires au Roi, ni aucuns arsenaux garnis, ni officiers expérimentés, ni matelots en nombre, ni argent destiné à cet effet.* » La conclusion est sans appel : « *Tant que Votre Majesté n'aura pas une puissante marine, elle ne sera jamais qu'à demi Roy.* »

Les forêts de Bretagne riches en chênes sont sacrifiées pour alimenter les chantiers navals



Construction **Sous Louis XIV, les efforts de Richelieu se poursuivent, notamment avec Colbert, qui visite ici un chantier naval méditerranéen.**

VERSAILLES, MUSÉE ET DOMAINE NATIONAL DE VERSAILLES ET DE TRIANON ; PHOTO JOSSE/BRIDGEMAN IMAGES

En octobre, répondant aux alarmes de son ministre, Louis XIII lui confère le titre nouveau de « Grand Maître et Surintendant général de la Navigation et du Commerce ». Autant dire que Richelieu dispose d'une totale liberté pour mettre en action son idée-force : l'administration civile et militaire de la mer comme des ports doit dépendre du pouvoir central et de lui seul. En conséquence, la fonction d'amiral de France est supprimée, ainsi que toutes les charges concurrentes (amiraux de Bretagne, de Guyenne, de Provence…). En 1631, en devenant gouverneur et lieutenant général en Bretagne, le cardinal-ministre impose ses prérogatives et sa politique navale dans la province la plus exposée à la mer. En 1639, il accapare la charge de Capitaine général des galères, s'assurant ainsi la direction de la flotte du Levant, basée à Marseille et à Toulon. Désormais, une seule personne commande la marine de guerre et supervise le commerce maritime.

Auprès de Richelieu, le Conseil de la Marine est réveillé de sa somnolence et renouvelé par la participation de fidèles acquis à sa politique. Toute une administration est constituée : huit postes d'inspecteurs généraux de la

Marine et du commerce, alors que, tout au long du littoral, officient des lieutenants généraux (entre cinq et huit), secondés par des administrateurs, des receveurs, des trésoriers, des commissaires, des intendants… En 1631, un « Règlement sur le fait de la Marine » met en place, dans les ports, deux autorités distinctes, un chef d'escadre des armées navales (équivalent d'un vice-amiral) et un commissaire général chargé des tâches matérielles. Cette réforme est à l'origine de la distinction entre l'épée et la plume, qui allait se muer en rivalité entre l'aristocratie (les officiers nobles sur les vaisseaux) et la roture (employés de l'administration dans le cadre d'une marine en voie de bureaucratisation).

Dragons, hirondelles, galiotes, pataches…

Le budget annuel des choses de la mer est augmenté : de 1,5 million à 4,5 millions de livres entre 1628 et 1642. Mais les dépenses réelles sont bien plus élevées grâce aux nombreux « comptants » – librement alloués par le roi –, qui échappent à tout contrôle. Il s'agit de sommes considérables car, pour être capable de se mesurer aux flottes anglaises, hollandaises et espagnoles, il faut, explique Richelieu, 40 bons vaisseaux du Ponant *« bien artillés et bien équipés »*, ainsi que 30 galères et 10 galions en Méditerranée.

L'édit du 29 mars 1631 consacre la création de l'armée navale du Ponant, la flotte de l'Atlantique et de la Manche. Quatre ans plus tard, alors que le royaume vient de déclarer la guerre à l'Espagne, la marine militaire est forte de 35 vaisseaux opérationnels et d'autant de bâtiments légers (dragons, hirondelles, galiotes, pataches…), formant 3 escadres dites « de Normandie », « de Bretagne » et « de Guyenne », composées de 10 à 15 vaisseaux de ligne chacune. En Méditerranée, une vingtaine de galères sont prêtes au combat.

Les grands navires du Ponant impressionnent par leur taille. Le bâtiment de ligne classique (300 à 400 tonneaux, 22 canons) coûte entre 10 000 et 20 000 livres ; les plus prestigieux sont le *Vaisseau du Roi* et le *Saint-Louis*, de construction hollandaise, jaugeant chacun 1 100 tonneaux. Sorti en 1638 des chantiers de La Roche-Bernard sur la Vilaine, *La Couronne* est le plus grand vaisseau d'Europe, fier de ses 2 000 tonneaux et de ses 88 canons de bronze…

ANNIVERSAIRE

VIVE LA MARINE !

En 2026 sont célébrés les 400 ans de la Marine nationale, unifiée par l'édit de Saint-Germain d'octobre 1626, une initiative de Richelieu. De nombreuses manifestations sont prévues. Pour les découvrir : www.defense.gouv.fr/marine/400-ans-marine/400-ans-dhistoire



Richelieu **Le cardinal met en œuvre une politique maritime ambitieuse.**

VERSAILLES, MUSÉE ET DOMAINE NATIONAL DE VERSAILLES ET DE TRIANON ; LUISA RICCIARINI/BRIDGEMAN IMAGES

Pour parvenir à de tels résultats, le cardinal ministre s'est inscrit à l'école de la Hollande, maîtresse en matière de construction navale : jusqu'à cinq navires prêts au combat peuvent être en commande simultanément aux Provinces-Unies. Quant au travail en France, ce sont les « maîtres de la hache », néerlandais ou dunkerquois, qui enseignent aux artisans français les secrets de fabrication des grands bâtiments. Le premier chantier naval français est installé à Indret, sur la Loire. Les forêts royales de Bretagne, riches en chênes, sont sacrifiées pour alimenter les chantiers de Concarneau, Brest, Port-Louis, Saint-Malo…

Parmi tous ces ports de guerre, Richelieu accorda une attention particulière au site brestois, en raison des dimensions et les avantages de sa rade. Il y vit la possibilité d'en faire la base principale de la flotte de guerre atlantique – *« mon Brest »*, se plaisait-il à dire. En 1631 fut posée la première pierre du « grand magasin », futur corps central d'un arsenal. Plus de 1 million de livres par an a été consacré à l'entreprise : les rives de la Penfeld, la rivière encaissée au pied du château médiéval, virent l'édification de hangars, d'une corderie, de forges pour fabriquer les ancres et les ferrures, d'une salle d'armes et d'une tonnellerie, le tout construit par des artisans armoricains, mais aussi par des prisonniers espagnols et protestants condamnés aux galères. Les travaux furent ralentis par la peste (1639-1640) puis la mort de Richelieu (1642). La ville comptait alors moins de 2 000 habitants. C'est le règne de Louis XIV, et l'action notamment de Vauban, qui firent de Brest le grand port de guerre du Ponant.

La révolution institutionnelle de 1626 et ses suites marquent la naissance d'une Marine d'État, avec Richelieu comme seul maître à bord. Elle a ouvert un processus qui, par Colbert (secrétaire d'État de la Marine de 1669 à 1683) et ses successeurs, a fait de la France une des plus imposantes puissances maritimes d'Europe.

La première victoire notable fut un Rocroi naval, quelques mois après la bataille terrestre remportée par le jeune prince de Condé : le 4 septembre 1643, au large de Carthagène, à la tête d'une vingtaine de vaisseaux soutenus par deux frégates et douze brûlots, l'amiral Jean Armand de Maillé, duc de Brézé, neveu de Richelieu, triompha des Espagnols en leur enlevant quatre galions dont le vaisseau amiral de Naples. Cette réussite assurait à la flotte du Levant la maîtrise de la Méditerranée.

Une médaille fut gravée pour célébrer l'événement. Elle porte ces mots, qui se voulaient prémonitoires : *« Omen imperii maritimi »*, c'est-à-dire *« le présage de l'empire de la mer ! »* ■

* *Professeur émérite d'histoire moderne à l'université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis*

On a retrouvé la tombe de Chéchonq III !

Grâce à la découverte de 225 statuettes dans la nécropole royale de Tanis portant son nom, les archéologues ont pu identifier un pharaon de la XXII[e] dynastie.

Par Marie Huguet*

L'objectif était de retirer la boue salée, mais je vous mentirais en disant qu'on n'avait pas l'espoir de trouver une breloque avec le nom du personnage enterré ici », raconte Frédéric Payraudeau, professeur des universités à Sorbonne Université et directeur de la Mission française des fouilles de Tanis (MFFT, rattachée à l'École pratique des hautes études) depuis 2024. Un vœu exaucé lorsque, le 9 octobre 2025, en nettoyant une salle de la nécropole royale dans laquelle se trouve un sarcophage anonyme en granit rose, les égyptologues ont découvert 225 statuettes, des ouchebtis, en faïence. Ces « petits serviteurs » accompagnaient les morts pour qu'ils n'aient pas à travailler dans l'au-delà. Leurs cartouches ont permis d'identifier l'occupant de la tombe : le pharaon Chéchonq III.




OUCHEBTI EN FAÏENCE BLEUE


SITE ARCHÉOLOGIQUE DE LA NÉCROPOLE ROYALE DE TANIS

MFFT/F. PAYRAUDEAU

Humidité et salinisation

Située à l'est du delta du Nil, la ville de Tanis est reconnue dès le début du XVIII[e] siècle et explorée lors de l'expédition d'Égypte de Bonaparte, en 1798. Dans la première moitié du XIX[e] siècle, quelques fouilles limitées ont exhumé le grand sphinx de granit exposé au musée du Louvre. En 1929, Tanis devient un lieu majeur pour les archéologues français avec la mission Montet : *« La patience avec laquelle Pierre Montet s'accrocha au site de Tanis fut récompensée, en 1939-1940, par une découverte qui, mieux que toute autre, permet d'illustrer la période où naquit réellement cette ville »* (J. Yoyotte, « Tanis, capitale oubliée des pharaons », *L'Histoire* n° 99, avril 1987). Il mit au jour la nécropole royale de la ville antique et son contenu : bijoux, amulettes, masques en or, statues… qui constituent le « trésor de Tanis », exposé au musée du Caire, place Tahrir. Les recherches se poursuivent depuis 1964 sous l'égide de la MFFT, alternant phases de travaux et interruptions, dans la continuité de celles effectuées par les équipes de Montet, œuvrant à la valorisation comme à la conservation du site. En effet, il est fragilisé par un taux d'humidité et

une salinisation qui entraînent une forte érosion.

Cité fondée au xe siècle av. n. è., Tanis est devenue la capitale de la XXIe dynastie des pharaons d'Égypte (v. 1069-943 av. n. è.). Chéchonq III, de la dynastie suivante, y a œuvré quarante ans, entre 837 et 797 av. n. è., sur un territoire déchiré par la guerre civile entre la Haute-Égypte et la Basse-Égypte. Un tombeau porte son nom dans la nécropole (le NRT V), mais il n'y a peut-être jamais été inhumé. L'hypothèse est qu'il fut enterré dans la tombe de son prédécesseur, Osorkon II (v. 850 av. n. è.). Ce qu'expliquerait, selon Frédéric Payraudeau, le contexte politique : *« La succession royale a pu ne pas se dérouler de la façon prévue ou, autre possibilité, il aurait été installé dans sa tombe, puis déplacé, à la suite de pillages. Mais c'est plus difficile à imaginer, car c'est un sarcophage de granit, dans un espace extrêmement restreint. »* Il n'est pas rare que les pharaons ne soient pas dans la salle funéraire qui leur était destinée : à Tanis, seuls deux rois sur les dix recensés sont dans le sarcophage préparé pour eux. Lorsqu'un pharaon mourait, son corps était momifié pendant soixante-dix jours, le temps de mettre en place la succession, mais aussi l'organisation des funérailles.

A Tanis, seuls deux rois sur les dix recensés sont dans le sarcophage qui leur était destiné

60 % d'ouchebtis féminins

Les ouchebtis sont déposés dans la chambre funéraire du mort pour l'assister dans l'au-delà. Il en faut, en moyenne, entre 200 et 300 pour couvrir toute l'année. Après la cuisson, les artistes peignent des personnages variés, serviteurs et chefs qui les dirigent, ainsi que les cartouches, qui portent le nom du pharaon qu'ils accompagnent. Ceux retrouvés en 2025 au côté de Chéchonq III sont singuliers par la prédominance des femmes : 60 % contre 10 à 15 % du groupe en général. Jusque-là, les chercheurs pensaient que leur représentation sous forme féminine n'était plus utilisée à l'époque de Chéchonq III. La découverte de ces ouchebtis a aussi réorienté le travail des fouilles autour des statuettes, qui demandaient un matériel précis : *« Il faut cinq à dix minutes pour sortir chaque statuette »*, souligne Frédéric Payraudeau. S'est ensuivi un travail important de restauration et de désalinisation, de photographie et de documentation.

La MFFT souhaite approfondir le travail archéologique de la nécropole comme de la zone urbaine, de plus de 200 hectares, où a notamment été mise au jour une maison de prêtre ou de fonctionnaire datant de la période ptolémaïque. Une nouvelle demande a été déposée au Conseil suprême des antiquités, en janvier de cette année, pour une intervention en octobre prochain. Les archéologues et chercheurs souhaitent descendre en dessous du niveau où ils ont cessé de creuser, afin d'avoir une meilleure connaissance de l'habitat sous la XXIe dynastie. Il est aussi nécessaire de comprendre comment les tombes ont été construites, et de remplacer la boue par du sable pour préserver le site. ■

* *Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne*

MFFT/F. PAYRAUDEAU – YURI CORTEZ/AFP – PHILIPPE ROY/AURIMAGES

EN FÉVRIER

sur www.lhistoire.fr

DES ARTICLES INÉDITS



VENEZUELA
« Maduro : radiographie d'un régime autoritaire »
par Olivier Compagnon

GUERRE
« Robert Jay Lifton, inventeur du syndrome de stress post-traumatique »
par Bruno Cabanes

PORTRAIT
« Mohammed Harbi, l'Algérie au coeur »
par Benjamin Stora

CINÉMA
« Bojarski, l'artiste de la fausse monnaie »
entretien avec Jean-Paul Salomé, réalisateur de L'Affaire Bojarski

LONG SELLER
« La Boétie et la servitude volontaire »
par Anne-Marie Cocula

CONCOURS

CAPES, ENS, AGRÉGATION
Préparez les concours grâce à une sélection d'articles issus de nos archives et présentés par les meilleurs spécialistes.

Abonnez-vous gratuitement à la « Lettre H », la newsletter de L'Histoire



DOSSIER

Pacifier et démocratiser p. 32
États-Unis : un siècle de visées sur le Pacifique p. 44
« Panpan girls » : de la prostituée à l'avant-garde p. 50
Sortir de la haine p. 55

1945-1952
Les Américains au Japon : l'occupation oubliée

En France, l'occupation de l'Allemagne, après la Seconde Guerre mondiale, par des Alliés déterminés à prévenir tout risque de résurgence du militarisme allemand, est connue. Pour la même période, celle du Japon par les Américains l'est beaucoup moins. Leur objectif, pensé avant même la fin du conflit, était de démocratiser le pays afin de s'en faire un partenaire solide et non plus un rival dans cette région du Pacifique que les deux impérialismes se disputent depuis le milieu du XIXe siècle.

De 1945 à 1952, les États-Unis démilitarisent le Japon, organisent les procès des criminels de guerre, procèdent à une épuration massive des institutions, mettent en place une nouvelle Constitution et organisent des élections – auxquelles les femmes, en pleine émancipation, participent pour la première fois. Tout cela dans un calme relatif, ce qui n'était pas joué d'avance après une guerre totale d'une violence inouïe, doublée d'une dimension raciste importante.

CORBIS/GETTY IMAGES

Vainqueur *vs* vaincu **Le 27 septembre 1945, le général américain Douglas MacArthur, qui dirige les forces d'occupation du Japon, rencontre l'empereur Hirohito dans son quartier général, à Tokyo. On a fait de ce célèbre cliché une lecture genrée, le comparant à une photo de mariage, la différence de stature entre les deux hommes étant perçue comme un signe de la virilité dominante de l'occupant.**



Pacifier et démocratiser

Au lendemain de la défaite du Japon en 1945, un gouvernement militaire américain s'y installe et reste jusqu'en 1952. Avec l'objectif de faire du pays un partenaire durable dans le Pacifique, les États-Unis prennent en main les institutions politiques et économiques nippones pour les transformer. Loin d'être passifs, les Japonais participent activement à ces changements profonds.

Par Michael Lucken

COLLECTION PARTICULIÈRE ; USMC 139128





Débarquement **Le 30 août 1945, avant la capitulation officielle, des soldats américains débarquent à Sasebo, au sud-ouest de l'archipel. Le Japon est détruit, des militaires japonais les observent. Pourtant, assez vite, avec peu de violence, le pays se met à l'heure américaine : des cigarettes Gion, du nom d'un des quartiers de plaisir de Kyoto, et Peace (« Paix ») sont produites, des appareils photo Baby Pearl sont vendus aux GI, qui se font aussi touristes.**

Tokyo, 27 septembre 1945, un mois et demi après l'annonce à la radio de la capitulation sans condition du Japon, trois semaines après la signature, le 2 septembre, de l'acte officiel marquant la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'empereur Hirohito rend visite au général américain Douglas MacArthur, qui a installé son quartier général dans un immeuble situé en face du palais impérial. Plusieurs clichés sont pris par un photographe et le plus réussi est publié dans la presse. L'image est parlante : différence de taille, différence d'attitude, chacun comprend immédiatement qui est le vainqueur et qui est le vaincu.

Le général MacArthur a exercé le commandement suprême des forces alliées pendant l'essentiel de l'occupation du Japon, qui prend fin le 28 avril 1952, avec l'entrée en vigueur du traité de paix de San Francisco. A l'issue d'une guerre totale d'une extraordinaire violence, son administration et ses troupes sont parvenues, en six ans, à faire du Japon un allié fidèle et y a implanté des bases militaires qui assurent, aujourd'hui encore, aux États-Unis une mainmise stratégique sur la région du Pacifique. Le Japon en est sorti profondément transformé, aussi bien sur le plan politique que culturel. Comment expliquer ce rapide retournement et comment s'est déroulée cette occupation, bien moins connue en France que celle de l'Allemagne de l'Ouest par les Alliés à la même époque ?

FM 27-5 : une opération planifiée

L'élaboration de la politique d'occupation américaine a été longuement réfléchie, et ceci bien avant la fin de la guerre. En 1940, avant même d'entrer dans le conflit, l'armée américaine s'est dotée, pour la première fois, d'un manuel de gouvernement militaire (le FM 27-5), révisé trois ans plus tard en coordination avec l'US Navy. Les grandes lignes qui présidèrent à l'occupation du Japon y sont déjà présentes, à savoir le maintien si possible des autorités locales, l'idée d'un gouvernement indirect, le souci des populations civiles. Trois phases y sont également décrites : la première, où s'applique une stricte discipline, la deuxième, où domine la surveillance politique, puis la dernière, la réinsertion du pays occupé dans le concert des nations.

Ces dispositions qui, dans l'esprit américain, se voulaient en rupture avec la logique de réparation et de vengeance dans laquelle la France et l'Allemagne s'étaient enferrées depuis 1870, sont reprises et adaptées par les différentes instances chargées de planifier spécifiquement l'occupation de l'archipel. Ainsi, au département d'État, des spécialistes du Japon comme Joseph Grew et Hugh Borton défendent, dès 1943, le maintien de l'empereur. La lettre de mission que Washington adresse à MacArthur peu après son arrivée à Tokyo valide cette orientation : *« Vous n'établirez pas un gouvernement militaire direct, mais vous exercerez votre pouvoir autant qu'il est possible en vue de*

L'AUTEUR Spécialiste du Japon contemporain *et professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), Michael Lucken a notamment publié* Les Japonais et la Guerre, 1937-1952 *(Fayard, 2013) et* Les Occupants. Les Américains au Japon après la Seconde Guerre mondiale *(La Découverte, 2025).*



© MICRO-STORIES – COLLECTION PARTICULIÈRE, TOUS DROITS RÉSERVÉS
HONG KONG, M+ COLLECTION, 2016.564 – THAIPICK

DATES-CLÉS

1853
L'amiral américain Perry force l'ouverture des ports japonais. Un traité d'amitié est conclu l'année suivante.

1858
Traité inégal entre le Japon et les États-Unis.

1894-1895
Le Japon prend possession de Taïwan.

1904-1905
Guerre russo-japonaise : le Japon obtient le sud de l'île de Sakhaline, Port-Arthur, et le droit d'établir un protectorat en Corée.

1922
Le traité de Washington limite les armements maritimes nippons.

1941, 7 décembre
Attaque de la flotte américaine à Pearl Harbor par le Japon : entrée en guerre des États-Unis.

1945, 2 septembre
Capitulation du Japon. Début de l'occupation de l'archipel par les Alliés, sous le commandement de MacArthur.

15 décembre
Les Japonaises obtiennent le droit de vote.

1946-1948
Tribunal international pour juger les responsables japonais du conflit à Tokyo.

1951, 11 avril
MacArthur est démis de ses fonctions par le président Truman dans le contexte de la guerre de Corée.

1952, 28 avril
Entrée en vigueur du traité de San Francisco (septembre 1951), qui redonne au Japon sa pleine souveraineté et met fin à l'occupation alliée.

1972
Les États-Unis rendent l'archipel Ryukyu au Japon.

▶ *l'accomplissement de votre mission à travers l'empereur et le gouvernement du Japon, sauf cas de force majeure ou instructions contraires.* »

La marge de manœuvre dont a disposé MacArthur, personnalité à la fois austère et charismatique, que l'on présente parfois comme un nouveau « shogun » *(cf. p. 36)*, était donc beaucoup plus restreinte qu'on ne le conçoit d'ordinaire. Bien que ses pouvoirs aient été extrêmement étendus et son action, déterminante, il était loin d'être tout-puissant. Les documents aujourd'hui déclassifiés le montrent bien : il a davantage mis en œuvre les plans de Washington que décidé par lui-même de l'orientation des choses. « *Une architecture générale et un ensemble d'objectifs ont été conçus pendant la guerre et ils sont restés en place tout au long de l'occupation* », observe, à ce propos, l'historienne américaine Dayna L. Barnes[1].

Le Japon dans lequel débarquent MacArthur et ses troupes, au sortir de la guerre, est un pays exsangue

Le Japon dans lequel arrivent MacArthur et ses troupes, au sortir de la guerre, est un pays exsangue. Les pertes militaires en Asie et dans le Pacifique ont été très importantes du côté des Alliés : environ 110 000 Américains, 27 000 Australiens, 30 000 Britanniques. Du côté japonais, l'armée a sacrifié ses hommes au-delà de toute mesure dans les derniers mois du conflit : plus de 2 millions de soldats ont péri au total, auxquels il faut ajouter près d'un million de morts civils, notamment à Hiroshima et Nagasaki. Les veuves de guerre sont légion, et les orphelins sans foyer sont estimés à 125 000 en 1948.

Les grandes villes japonaises ont été pilonnées par les bombes incendiaires américaines : près de la moitié du bâti des agglomérations est détruit. Les usines et les infrastructures industrielles sont en piteux état. Et, dans un pays déjà fragilisé par le blocus américain et la guerre, la production ▶



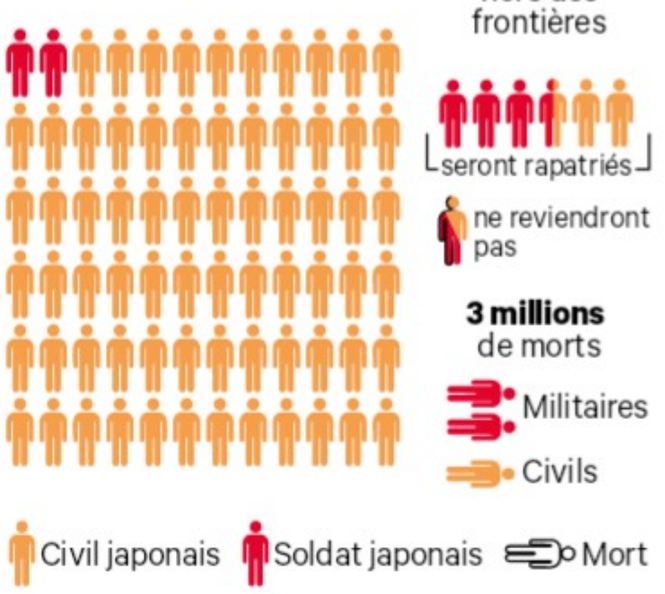
Rationnement **A Tokyo, en 1946, un homme distribue des rations individuelles de farine et de riz aux habitants. Chaque personne reçoit la maigre portion d'environ 300 grammes de nourriture par jour.**

BETTMANN/GETTY IMAGES

INFOGRAPHIES

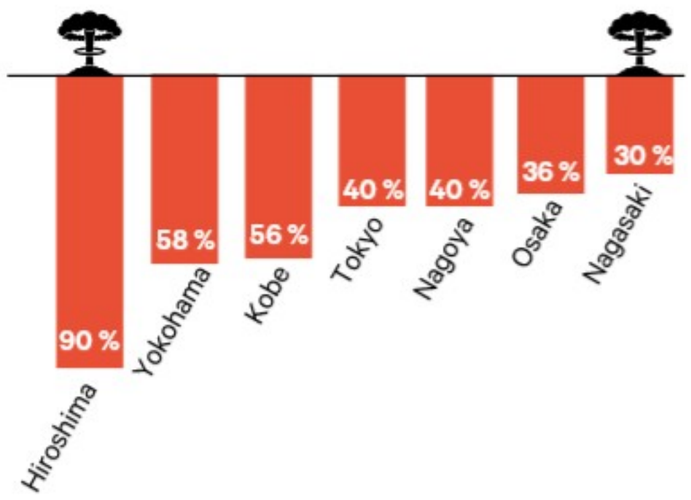
Un pays ravagé

UNE POPULATION DISLOQUÉE



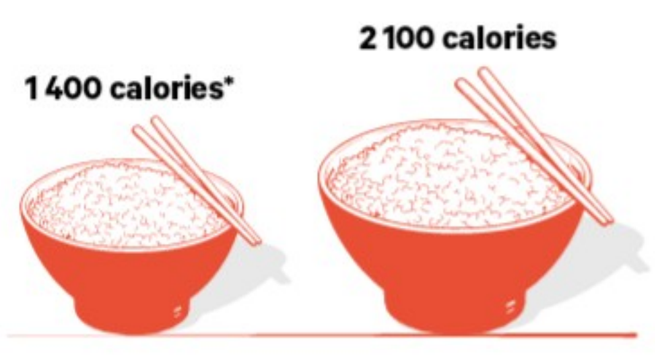
A l'hécatombe provoquée par la guerre, s'ajoute la perte de l'empire : plus de 7 millions de Japonais se retrouvent hors des frontières nationales, dont 3,4 millions de soldats démobilisés. Fin 1947, environ 6 millions ont été rapatriés.

LES VILLES DÉTRUITES



Les bombardements sur l'archipel laissent de nombreuses grandes villes en ruine.

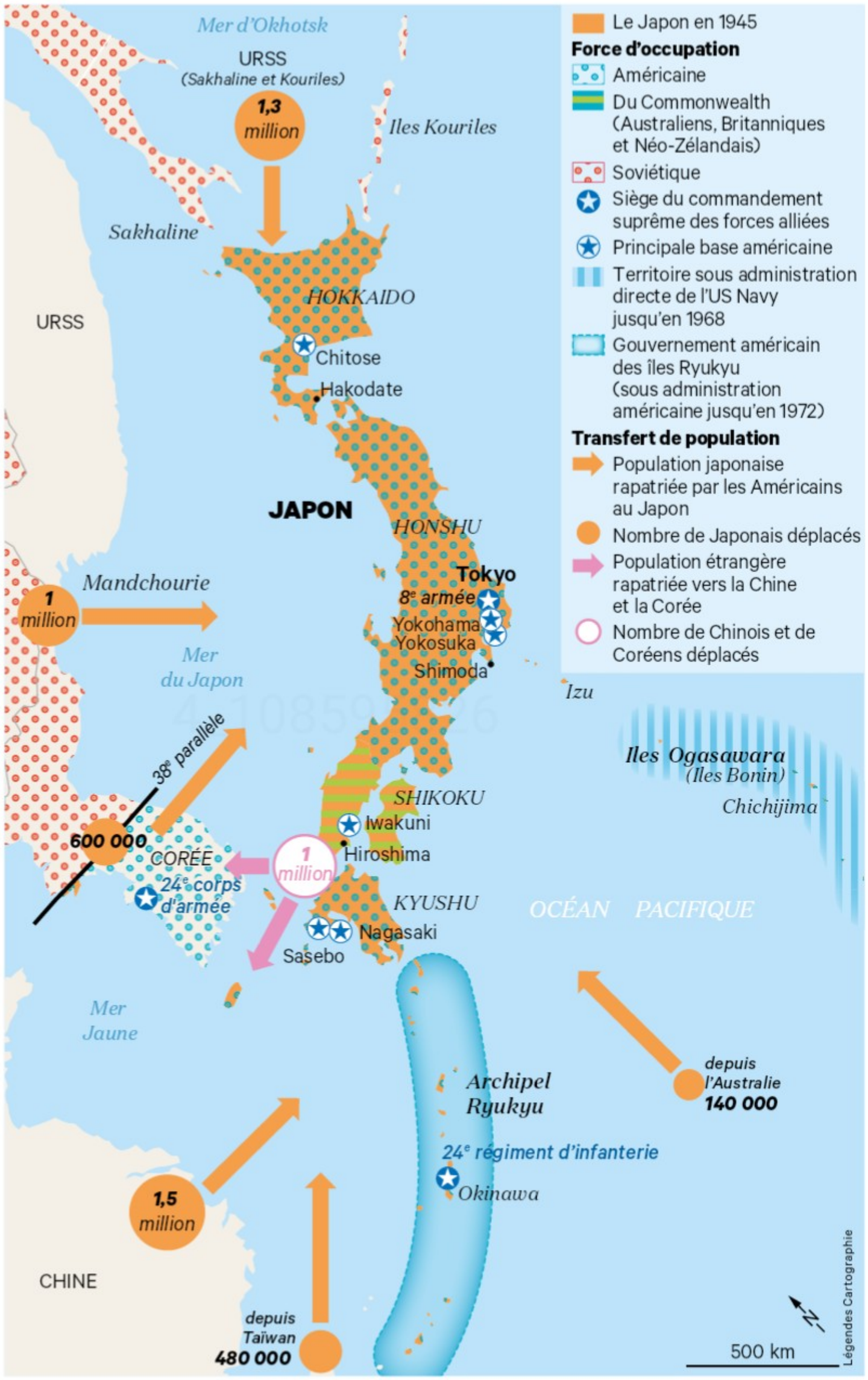
SORTIR DE LA FAMINE



En 1945, le Japon a faim. Il faut dix ans pour atteindre une ration journalière suffisante.

À SAVOIR

Le Japon occupé, 1946-1947



Au Japon, à l'automne 1945, les Américains font débarquer plus de 430 000 soldats sur l'ensemble du territoire. L'US Navy ouvre des bases importantes dans les grands ports et administre les îles Ogasawara. Les forces aériennes font de même à Chitose. L'île de Shikoku et l'ouest de Honshu sont attribués aux troupes du Commonwealth en février 1946. Le général MacArthur et son gouvernement militaire s'établissent à Tokyo. Les Américains organisent le rapatriement de Japonais des quatre coins de l'empire amputé. L'URSS alliée mettra plus de temps à faire de même dans les territoires qu'elle administre. En 1949, la situation change avec l'arrivée d'un gouvernement communiste en Chine et les tensions en Corée. L'occupation prend fin en 1952 mais, guerre froide oblige, les Américains conservent des bases militaires à travers tout l'archipel.

agricole est au plus bas, et continue de baisser en 1945 et 1946, ramenant les vivres quotidiens à 1 400 calories en moyenne par adulte, soit à peine la moitié des besoins nécessaires. Dans ces conditions, le typhus et la famine emportent les plus vulnérables.

Toutefois, à la différence de l'Allemagne, le Japon n'a pas été conquis *manu militari*. Les débarquements armés que prévoyait MacArthur au sud de l'île de Kyushu d'abord, à proximité de Tokyo ensuite, n'ont pas eu lieu. L'empereur a annoncé la capitulation le 15 août, juste après les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, les 6 et 9 août, et l'entrée en guerre de l'URSS, le 9 août, épargnant ainsi de nombreuses vies et bien des destructions. Il reste donc au Japon beaucoup d'hommes et beaucoup d'armes. Malgré l'ordre de démobilisation générale prononcé le 17 août, les états-majors américains sont extrêmement méfiants. S'attendant à des formes de résistance, ils font débarquer plus de 430 000 soldats au cours de l'automne 1945, qui s'empressent de saisir les installations militaires japonaises, mais aussi les ports, les aéroports et les centres de communication à travers tout le pays.

Pourtant, au cours de cette première phase d'occupation, les incidents sont restés relativement limités. Il y eut bien quelques accrochages et quelques rixes. Mais rien de comparable aux crimes innombrables commis en Chine ou ailleurs par l'armée impériale. L'occupation américaine ne s'est pas accompagnée de massacres et d'atrocités comme la population pouvait le craindre. En outre, ces heurts n'ont engendré ni soulèvement ni guérilla organisée. Selon

À SAVOIR

MacArthur : vous avez dit « shogun » ?

Diplômé de West Point en 1903 avec des résultats parmi les meilleurs jamais obtenus, Douglas MacArthur est envoyé pendant trois ans en Asie, aux Philippines et au Japon principalement. Après la Première Guerre mondiale, au cours de laquelle il est nommé général et se distingue par son courage lors de la seconde bataille de la Marne, il passe l'essentiel des années 1920 à Manille. Il y retourne en 1935 pour aider à la création de la nouvelle armée philippine. C'est cette expérience qui, en juin 1941, lui vaut d'être nommé commandant des forces armées américaines en Extrême-Orient.

Cet homme de guerre brillant était aussi un personnage charismatique, admiré par la droite américaine notamment pour avoir tenu tête, en 1934, au président Roosevelt, au sujet du budget de l'armée. Il savait parfaitement mettre en scène son image d'homme fort, comme le montrent nombre de clichés restés célèbres (notamment celui ci-dessus, en 1944-1945, avec sa fameuse pipe). Cette aura médiatique lui a beaucoup servi lors de ses six ans de mandat comme commandant suprême des forces alliées au Japon. Sortant relativement peu de son quartier général de Tokyo et s'appuyant sur un groupe d'officiers généraux fidèles (William F. Marquat, Charles A. Willoughby, Courtney Whitney), il a su incarner, aux yeux des Japonais, l'image familière du chef impassible et déterminé. La presse rapporte que, le jour de son départ, le 16 avril 1951, 500 000 personnes se sont massées sur la route de l'aéroport afin de le saluer. Aux États-Unis, pareillement, il reste une figure nationale après 1945. On le présente comme le nouveau « shogun » qui a su désarmer et pacifier l'ennemi.



PETER NEWARK MILITARY PICTURES/BRIDGEMAN IMAGES

Limogé par Truman

Toutefois, ce regard sur MacArthur demande à être corrigé. Il n'était pas un grand stratège. Au lendemain de Pearl Harbor, ses troupes n'ont opposé qu'une faible résistance à l'avancée nippone sur Manille. Au printemps 1945, il n'était pas convaincu par l'utilisation de la bombe atomique et privilégiait des débarquements massifs, qui n'ont jamais eu lieu. Enfin, lors de la guerre de Corée, il n'a pas bien anticipé l'intervention chinoise en appui des troupes de Kim Il-Sung. Surtout, pendant l'occupation, bien que ses pouvoirs aient été extrêmement étendus, et son action déterminante, il était loin d'être seul décisionnaire, comme le montrent les documents récemment déclassifiés.

Son limogeage, en avril 1951, par le président Harry Truman, qui redoutait de le voir se présenter à l'élection présidentielle, correspond à la fois à l'apogée de sa célébrité et à sa sortie de l'histoire.

M. L.



Rapatriements **Les Américains organisent le retour des familles japonaises qui reviennent des confins de l'empire amputé par la défaite, à l'image de cette mère, en 1946. Accompagnée de ses enfants, de nombreux bagages à ses pieds, elle attend à la gare de Shinagawa, à Tokyo.**

l'historienne Fujime Yuki, 3 500 viols auraient été commis par les troupes d'occupation entre septembre et octobre 1945, mais ces exactions connaissent une nette décrue par la suite, conséquence d'un meilleur cantonnement des troupes et d'une réduction massive du contingent[2]. En fin de compte, contrairement au stéréotype de militaires japonais fanatisés, aucun groupe ne s'est dressé contre les forces d'occupation.

Un gouvernement de 6 000 militaires et experts

Il faut dire que le gouvernement impérial a tout fait pour aplanir les difficultés, utilisant les médias pour diffuser une image très positive de l'occupant. « *Quelle différence entre la vie des troupes américaines qui s'amusent et la vie de caserne des militaires japonais que la clique des généraux avait privés de toute liberté !* » s'exclame le commentateur des *Nouvelles cinématographiques du Japon* (*Nippon nyusu* n° 261) en novembre 1945.

Cette acceptation de la défaite peut s'expliquer aussi par l'épuisement de la nation, la peur des représailles ou encore l'efficacité du contrôle social au sein de la population. Elle demeure néanmoins surprenante, et les Américains sont longtemps restés incrédules. Avec le recul, il s'agit sans doute là du point le plus décisif de toute la période. Car, dans l'hypothèse où les troupes américaines auraient subi des attaques, le cycle infernal de la répression se serait mis en place et l'histoire serait tout autre. Le « succès » de l'occupation américaine du Japon fut, d'abord, celui de la nation japonaise à sortir de la violence.

Cependant, si les États-Unis sont parvenus à un résultat très favorable, ils le doivent, bien sûr, non seulement à l'écrasante supériorité de leur puissance militaire et économique, mais également à la mise en place d'un système efficace de contrôle, sous la houlette du gouvernement militaire américain, connu sous l'acronyme désignant *stricto sensu* son chef MacArthur, le Scap, pour Supreme Commander for the Allied Powers.

Le Scap était, à son apogée, une organisation formée de 6 000 hommes et femmes environ, dont 40 % de militaires et 60 % d'experts sous contrat – juristes, économistes, comptables ou encore interprètes. Présent à travers le Japon entier et organisé en une quinzaine de sections couvrant

Le succès de l'opération américaine fut, d'abord, celui de la nation japonaise à sortir de la violence

la plupart des attributions ordinaires d'un cabinet civil, il avait tout pouvoir et dictait la politique à suivre aux différents gouvernements japonais qui se sont succédé après la défaite. De son côté, la 8e armée américaine était responsable des opérations militaires dans l'archipel après le retrait de la 6e armée début 1946. Le général MacArthur, qui aimait se présenter comme un fonctionnaire international au service des Alliés, mais qui était par ailleurs, depuis avril 1945, commandant en chef des forces armées américaines du Pacifique (Afpac), constituait la clé de voûte unissant ces deux entités.

Nominalement, l'occupation du Japon était pilotée par les Alliés. Dans les faits, les Américains s'attribuèrent tous les pouvoirs. Les Soviétiques durent se contenter de protester au sein de commissions sans moyens d'action. Les Australiens, les Britanniques et les Néo-Zélandais envoyèrent des troupes dans l'archipel à partir de février 1946, donnant un vernis allié aux opérations, mais, sauf exception, ne leur furent dévolues que des missions de terrain : police de proximité, surveillance des frontières, démantèlement des infrastructures militaires.

Dès septembre 1945, le Détachement de censure civile (CCD), la plus grosse division du gouvernement militaire américain en termes de personnel, entreprend de surveiller l'ensemble des moyens de

THE ASAHI SHIMBUN/GETTY IMAGES

communication, ce qui lui permet d'orienter les esprits dans le sens de la démocratie libérale, mais aussi de recueillir de nombreuses informations l'aidant à mieux connaître l'état de la société nippone et à contrer d'éventuelles rébellions. Bien que le CCD ait été mis en veille en 1949, ce travail de renseignement et d'analyse s'est poursuivi sous d'autres formes, notamment par l'intermédiaire de la CIA, créée en 1947.

Ensuite, les Américains ont mis en place un vaste programme de « réorientation idéologique » des élites japonaises. Cette politique s'appuie, en premier lieu, sur la répression des opposants potentiels. Entre 1949 et 1952, par exemple, 27 000 personnes perçues comme « Rouges » ont, sous la pression du Scap, fait l'objet de mesures d'exclusion (déchéances de mandat, licenciements, etc.) de la part de la justice japonaise. Mais elle passe également par l'imposition d'une censure. La mise en scène de *La Vengeance des 47 ronin* fut interdite. Les romanciers Kawabata Yasunari ou Sakaguchi Ango durent accepter des coupes ou des modifications avant publication. Pour autant, la littérature, le cinéma et les arts ne sont que la partie émergée de l'iceberg, car ce sont toutes les communications qui furent surveillées, y compris le téléphone et les correspondances privées.

1947
Nouvelle Constitution
Elle dépouille l'empereur de toute souveraineté et interdit le recours à la guerre.

Mouvements de population

Au sortir de la guerre, le Japon vaincu doit aussi renoncer à l'empire qu'il s'était construit en Asie-Pacifique, autour de 7 millions de Japonais, civils et militaires, se trouvant à l'extérieur de l'archipel. Ceux qui tombent sous le joug soviétique (en Mandchourie, aux îles Kouriles, en passant par le nord de l'ancienne colonie de Corée et l'île de Sakhaline) sont les plus mal lotis : jusque dans les années 1950, entre 500 000 et 700 000 militaires et anciens colons japonais sont internés dans les camps sibériens ; 10 %



L'empereur épargné **Alors qu'il exerça de lourdes responsabilités dans la conduite de la guerre, Hirohito, ici le 25 octobre 1946, à Ogaki, a été préservé par l'administration de MacArthur.**

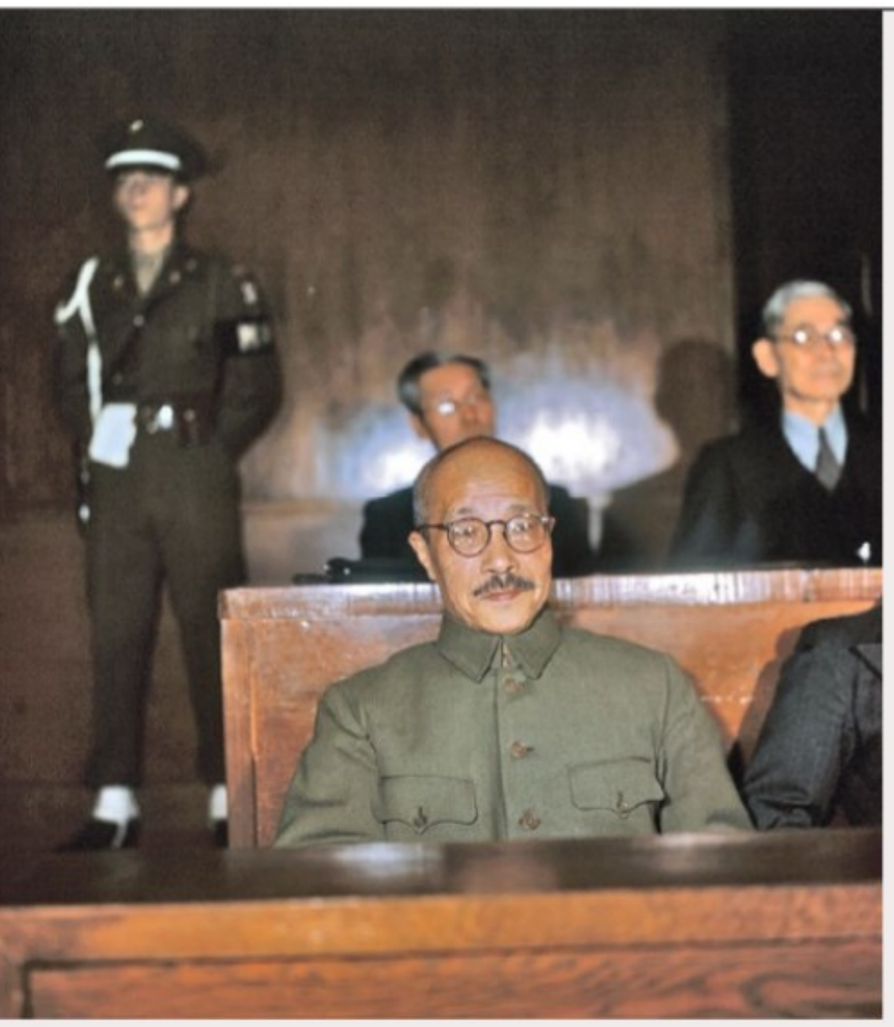
THE ASAHI SHIMBUN/GETTY IMAGES

CONTROVERSE

Procès de Tokyo : un fiasco judiciaire ?

Le tribunal mis en place en 1946 pour juger les criminels de guerre japonais a été très critiqué en Asie.

Réuni du 29 avril 1946 au 12 novembre 1948 dans l'ancien quartier général de l'armée japonaise à Ichigaya, le Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient, connu au Japon sous le nom de « procès de Tokyo », marque un tournant dans l'histoire du droit international. S'inspirant du Tribunal de Nuremberg (1945-1946), il dure deux fois plus longtemps, réunit des juges de onze pays différents (le président du tribunal, sir William Flood Webb, est australien, le procureur en chef, Joseph B. Keenan, américain, d'autres sont néerlandais, canadiens, néo-zélandais, chinois, indiens ou philippins), une centaine d'avocats et 419 témoins, dont d'anciens prisonniers de guerre américains.
Le procès se donne pour but de juger 28 dirigeants japonais, parmi lesquels les anciens Premiers ministres Hirota Koki et Tojo Hideki ou le général Matsui Iwane, responsable du massacre de Nankin, durant lequel l'Armée impériale japonaise, entre fin 1937 et début 1938, a tué environ 200 000 civils et militaires dans



L'ex-Premier ministre japonais Tojo Hideki comparaît, le 5 octobre 1946, devant le Tribunal de Tokyo. Condamné à mort, il est exécuté en 1948.

la capitale de Jiang Jieshi (Tchang Kaï-chek). Les accusés sont jugés pour des crimes commis depuis l'invasion de la Manchourie, en septembre 1931, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1945 : des crimes d'agression (appelés « crimes contre la paix », qui comportent notamment le fait d'avoir orchestré la politique expansionniste du Japon), des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité (avoir omis de prévenir des atrocités et autorisé le traitement inhumain de prisonniers de guerre comme de civils). Les sept condamnés à mort sont exécutés par pendaison le 23 décembre 1948. Trois des seize condamnés à la prison à vie meurent en captivité. Les autres sont graciés dans les années 1950. Parmi eux, Shigemitsu Mamoru, qui s'était opposé aux plus militaristes pendant la guerre et devient ministre des Affaires étrangères (1954-1956).
Depuis les années 1980, ce procès a fait l'objet de plusieurs travaux d'historiens. L'un des plus récents, de Gary Bass, le replace dans le contexte des rivalités entre grandes puissances. Tokyo n'est d'ailleurs que l'un des quelque 2 200 procès conduits contre plus de 5 700 criminels de guerre à travers la zone Asie-Pacifique entre 1945 et 1952. Il illustre aussi le choc entre les vieilles puissances impériales et un anticolonialisme grandissant en Asie. L'accusation est divisée. Le juge indien Radhabinod Pal considère que ses confrères occidentaux font preuve d'*a priori* racistes et impérialistes à l'égard des Japonais. Il déplore, de plus, que les criminels soient jugés selon des critères qui n'existaient pas à l'époque des crimes. Enfin, il pointe le fait que les responsables américains soient exonérés de toute poursuite.

Des crimes ignorés

Le procès a des mérites (la confirmation des principes de Nuremberg établissant l'incrimination des chefs gouvernementaux et militaires pour les crimes perpétrés par les membres de leurs forces armées) et des limites (la brièveté des verdicts, la superficialité des preuves, l'incohérence des critères de responsabilité). Les atrocités commises en Chine ne sont pas évaluées à leur juste mesure malgré les efforts du juge chinois Mei Ruao. Les Coréens, qui ont beaucoup souffert sous l'occupation japonaise, ne sont pas représentés au tribunal. Des crimes majeurs ont été ignorés : l'esclavage sexuel des « femmes de réconfort » ou les actes de la sinistre unité 731, qui pratiquait des expérimentations bactériologiques sur des prisonniers dans le Nord-Est de la Chine. Son responsable, le général Ishii Shiro, a même été exempté de poursuites, parce qu'il avait négocié avec les Américains la remise des résultats de ses recherches.

Contrairement à ce qui s'est passé à Nuremberg, les crimes contre l'humanité ou les traitements inhumains sur les prisonniers ont moins compté que l'agression (comme à Pearl Harbor, le 7 décembre 1941). L'absence de l'empereur Hirohito du banc des accusés reste le point le plus controversé. Déjà à l'époque, le juge Henri Bernard, qui représentait la France au sein du tribunal, la déplorait. La légitimité de la justice d'après-guerre s'en trouve fragilisée. Pour les Américains, en premier lieu le général MacArthur, la mise à l'écart de l'empereur de toute poursuite judiciaire, suivant la recommandation du secrétaire à la Guerre Henry L. Stimson, permettait de se concilier les tendances les plus conservatrices au sein de l'État japonais et de leur faire accepter, en contrepartie, le caractère démocratique de la nouvelle Constitution. En revanche, les anciens soldats et officiers qui avaient obéi aux ordres de l'empereur eurent du mal à accepter cette partialité. Sur le long terme, les ressentiments nés du procès de Tokyo ont nourri un révisionnisme qui empoisonne les relations du Japon avec les autres pays d'Asie. La manière dont fut conduit le procès permet à des personnalités, entre autres l'ancien Premier ministre Abe Shinzo, en 2013, de se recueillir au Yasukuni-jinja, à Tokyo, sanctuaire où sont célébrés d'anciens criminels de guerre. ■

Bruno Cabanes

UNIVERSAL HISTORY ARCHIVE/UIG/BRIDGEMAN IMAGES

environ ne sont jamais revenus.

A la différence des Soviétiques, les autorités américaines prennent en main le déplacement des populations des territoires qu'elles administrent. Ainsi, entre fin 1945 et fin 1947, près de 1 million de Coréens et de Chinois, souvent des travailleurs forcés qui se trouvaient en territoire japonais, furent ramenés chez eux. Dans l'autre sens, quelque 6 millions de citoyens japonais ont débarqué dans les ports de Hakata, Sasebo ou Maizuru depuis les quatre coins de l'empire effondré.

Toutefois, cet afflux soudain de rapatriés a accentué la crise alimentaire et sanitaire dans l'archipel : mères de famille contraintes de se prostituer, invalides de guerre vivant de la mendicité, enfants dénutris gisant dans les halls de gares incarnent quelques-unes des dures réalités du début de l'occupation. En réaction, le gouvernement militaire américain commence à débloquer, en avril 1946, des stocks de grains, contrairement à son idée initiale de ne pas fournir d'aide directe aux vaincus.

En matière de politique interne, ce n'est qu'à partir de l'été 1946 que le Scap est devenu pleinement opérationnel. Plusieurs dossiers importants ont cependant été lancés sitôt la guerre terminée. La réforme de la Constitution, en particulier, a été entreprise dès octobre 1945.

L'armature institutionnelle du Japon contemporain est, pour l'essentiel, d'origine américaine

Après une première phase de concertations infructueuses avec le gouvernement japonais, le service politique de MacArthur rédige, en février 1946, un projet de Loi fondamentale que la partie nippone consent à accepter moyennant des modifications relativement mineures. Comportant 103 articles, ce texte, qui ne laisse à l'empereur qu'une fonction symbolique (art. 1), qui interdit le recours à la guerre pour résoudre les conflits



KATAYAMA TETSU

Premier ministre **Il fut en 1947 le premier socialiste à ce poste.**

(art. 9) et garantit le suffrage universel aux adultes des deux sexes (art. 15), est promulgué le 3 novembre 1946. Il entre en vigueur à partir du 3 mai 1947. Un processus similaire se retrouve pour plusieurs lois-cadres, comme celles portant sur l'éducation (31 mars 1947-22 décembre 2006), le travail (7 avril 1947) et l'interdiction des monopoles privés (31 mars 1947). Aussi l'armature institutionnelle du Japon contemporain est-elle, pour l'essentiel, d'origine américaine.

La démocratisation de l'archipel était un objectif prioritaire des Alliés, qui figurait dans la déclaration de Potsdam, signée le 26 juillet 1945 par Harry Truman pour les États-Unis, Winston Churchill pour la Grande-Bretagne et Jiang Jieshi (Tchang Kaï-chek) pour la Chine. Toutefois, elle n'aurait pu se réaliser sans la mise à l'écart de l'ancienne garde qui avait conduit le Japon à la débâcle. Dès septembre 1945, les grandes figures du régime impérial sont arrêtées. De la Birmanie à l'Australie, dans toute la région, des tribunaux militaires instruisent les crimes commis par les armées nippones. Un peu plus de 1 000 prévenus sont exécutés, dont quelques dizaines de collaborateurs coréens et taïwanais. Mais c'est à Tokyo que s'ouvre, en avril 1946, le tribunal international destiné à juger les responsables du conflit. Il se conclut, en novembre 1948, par la condamnation à mort de l'ancien Premier ministre Tojo Hideki, de cinq autres généraux



Relancer l'industrie **Le magazine *Life* met en scène, à la fin des années 1940, dans une filature, deux employés japonais qui, l'air maussade, écoutent un soldat et un conseiller américains.**

THE ASAHI SHIMBUN/GETTY IMAGES – CARL MYDANS/THE LIFE PICTURE COLLECTION/SHUTTERSTOCK



ALFRED EISENSTAEDT/THE LIFE PICTURE COLLECTION/SHUTTERSTOCK – THE ASAHI SHIMBUN/GETTY IMAGES



DANS LE TEXTE

Hayashi Fumiko
Désespoir, whisky et amphétamines

Pour tous les cœurs, cette guerre avait bouleversé de fond en comble les données. Kin prit dans l'armoire à thé des amphétamines, et avala prestement quelques comprimés. Il restait un tiers de whisky dans la bouteille. Elle la lui ferait vider, le jetterait dans un sommeil de plomb, et le ficherait à la porte demain. Mais elle, elle ne pouvait se permettre de dormir. Elle déposa la photo de Tanabe sur les flammes bleues qui s'échappaient des charbons ardents du brasero. Une épaisse fumée s'éleva, et la pièce se remplit d'une odeur de brûlé."

Le Chrysanthème tardif, 1948, trad. A. Sakai, *Anthologie de nouvelles japonaises*, t. 2, Gallimard, 1989, p. 304.

« A voté » Quelques semaines après avoir obtenu le droit de vote, deux femmes, leur enfant sur le dos, se rendent aux urnes pour les législatives d'avril 1946.

et d'un diplomate, mais laissa bien des sujets dans l'ombre *(cf. p. 38)*.

Parallèlement à ce procès, qui fit les gros titres de la presse japonaise pendant plus de deux ans, le gouvernement d'occupation entreprit une vaste épuration au sein de la société, interdisant à plus de 200 000 anciens militaires et responsables politiques, mais également hauts fonctionnaires, éducateurs et intellectuels ultra-nationalistes, d'exercer des fonctions dans la vie publique. Des mesures similaires furent prises, à partir de 1949, guerre froide oblige, à l'encontre des militants communistes et sympathisants. C'est donc parmi un personnel politique limité et étroitement contrôlé que le peuple japonais a été amené à élire ses représentants.

Bien que la démocratie libérale ait été imposée au Japon, les réformes américaines n'auraient pu prendre racine si elles n'avaient rencontré une aspiration, latente dans la société depuis des décennies, à plus de justice et de liberté. Dès la fin des hostilités, la presse et l'édition, portées par la vogue des magazines licencieux bon marché *(kasutori zasshi)*, retrouvent leur dynamisme d'antan en dépit de la censure. Les associations fleurissent. Même à Hiroshima, la vie culturelle reprend peu à peu. En juillet 1946, des scientifiques et des savants viennent ainsi y proposer des conférences variées à la population meurtrie. Le Parti communiste acquiert, pour la première fois, une existence légale en décembre 1945 – il resta autorisé durant la guerre froide même si, on l'a dit, ses sympathisants furent particulièrement surveillés. Le pluralisme favorise la participation aux élections : de 72 % en 1946, celle-ci passe à 66 % en 1947, avant de remonter à 74 % en 1949, puis à 76 % en 1952, juste après la fin de l'occupation. La nomination, en mai 1947, d'un socialiste, Katayama Tetsu, au poste de Premier ministre apparaît comme le signe d'un vrai changement de direction.

Vitalité de la société japonaise

Les Japonais n'ont pas été passifs au cours de ces années. S'il n'y eut ni insurrection armée ni effondrement de la société, les initiatives américaines n'ont réussi que lorsque la population

japonaise y a participé efficacement. Ainsi la réforme agraire, qui a permis à 3 millions de fermiers d'acquérir des parcelles détenues par de grands propriétaires terriens, a-t-elle été un succès parce qu'elle a d'emblée été soutenue par la classe politique et le monde paysan. A l'inverse, la tentative du Scap d'amener les Japonais à abandonner les caractères chinois pour l'alphabet latin a complètement échoué.

La période entière est ainsi traversée par des forces ambivalentes. D'une part règnent une forme d'optimisme, un sentiment de libération. Lentement, la nation retrouve son souffle. D'autre part, cet élan reste troublé par les difficultés matérielles et l'amertume de la défaite. La littérature, le cinéma et les arts en rendent compte de façon poignante. Dans la plupart des films que Kurosawa tourne dans l'immédiat après-guerre, de *L'Ange ivre* en 1948 à *Vivre* en 1952, la joie de vivre, l'excitation des sens et la frénésie le disputent à la solitude, à la dépression et au dégoût de soi. Pour ce qui est de l'ambiance générale, il y a, dans le Japon occupé, quelque chose qui rappelle les débuts de la République de Weimar.

Américanisation et contestation

Les dernières années de l'occupation voient un redémarrage de l'industrie japonaise. Après la mise en place d'un plan de redressement des finances publiques en 1949 *(Dodge Line)*, le début de la guerre de Corée, en 1950, conduit l'armée américaine à multiplier les commandes, tirant l'économie vers un modèle de manufacture à bas prix de produits d'exportation. Bénéficiant de l'aide américaine, le « miracle japonais » est en marche.

Il s'accompagne de multiples signes d'américanisation. Le cinéma hollywoodien et le spectacle sportif, déjà très présents avant-guerre, font l'objet d'une intense promotion de la part du Scap et contribuent à accroître le rayonnement culturel des États-Unis. La tournée au Japon des San Francisco Seals, en 1949, draine des centaines de milliers de spectateurs dans les stades de base-ball.

Les agents d'influence états-uniens n'ont, toutefois, pas toujours connu la même réussite. Les collectionneurs et marchands d'art, par exemple, ont encouragé la production d'estampes, de figurines peintes, de céramiques néotraditionnelles et autres objets *made in Occupied Japan*, mais ils sont passés à côté de toutes les œuvres majeures. Pareillement dans le champ des sciences humaines et sociales. Malgré

La tournée au Japon d'une équipe de base-ball américaine draine des centaines de milliers de spectateurs

les efforts conjoints des grandes universités (Stanford, en premier lieu) et des fondations philanthropiques (Ford, Rockefeller) pour diffuser une approche utilitariste et pragmatique de la connaissance, les intellectuels japonais sont, dans l'ensemble, restés très attachés au marxisme et aux humanités classiques, et plus généralement à la culture européenne.

Les années passant, émergent même des formes de contestation frontale de la présence américaine. Le 30 mai 1950, devant le palais impérial, environ 50 000 manifestants proches du Parti communiste s'en prennent, pour la première fois, directement à des soldats des forces d'occupation. L'année suivante, Ide Takashi, un philosophe candidatant sans étiquette aux élections métropolitaines de Tokyo, appelle, au cours de sa campagne, à la libération du Japon. Les artistes s'emparent des sujets qui fâchent. Akamatsu Toshiko et Maruki Iri entreprennent une extraordinaire



« Go home, Yankee ! » Le 2 mai 1952, des étudiants communistes, en route vers le palais impérial de Tokyo, manifestent contre le maintien des bases militaires américaines.

MICHAEL ROUGIER/THE LIFE PICTURE COLLECTION/SHUTTERSTOCK



AHAGON SHOKO ; THE MARUKI GALLERY FOR THE HIROSHIMA PANELS

DÉCRYPTAGE D'IMAGE

Okinawa : l'occupation sans fin

Le photographe-activiste Ahagon Shoko a documenté les difficultés des habitants de ces îles du Sud du Japon (l'archipel Ryukyu), restée sous tutelle américaine jusqu'en 1972. Sur ce cliché de 1955, des fermiers s'opposent à leur expulsion pour agrandir une base militaire. Aujourd'hui encore, dans le cadre d'un pacte de sécurité bilatéral, Okinawa abrite environ 20000 marines, ainsi que l'une des plus grandes bases aériennes américaines à travers le monde.

série de peintures sur les bombardements atomiques, dont les premiers panneaux, *Les Spectres*, sont exposés en 1950 au salon des Artistes indépendants du Japon.

La présence américaine au Japon repose avant tout sur des considérations militaires. A peine la guerre était-elle terminée que l'importance stratégique des îles japonaises s'est imposée comme une évidence aux yeux des états-majors américains. L'arc que forme l'archipel face à la Chine et à la Russie clôt le formidable dispositif militaire établi par les États-Unis dans le Pacifique, qui leur permet d'y maîtriser la totalité des grandes voies aériennes et navales. Les îles méridionales d'Okinawa possèdent, sous cet angle, une valeur exceptionnelle. Très tôt considérées comme la « clé de voûte du Pacifique » *(Keystone of the Pacific)* en raison de leur position géographique, elles ont immédiatement été soustraites par Washington de l'autorité du gouvernement de Tokyo et placées sous la tutelle directe de l'US Navy, puis de l'US Army, avant qu'un système hybride militaro-civil soit mis en place entre 1950 et 1972, année de leur rétrocession au Japon. C'est la raison pour laquelle les habitants d'Okinawa ont connu une occupation beaucoup plus longue, violente et contraignante que ceux des îles principales.

Ce détour par Okinawa rappelle que les négociations en vue du traité de paix ont été menées par les Américains avec, en toile de fond, des questions géopolitiques dépassant les relations bilatérales. Le début de la guerre froide ne fait que rendre ces enjeux plus pressants. Aussi l'administration Truman s'accorde-t-elle, dès 1948, à considérer qu'il est nécessaire de conserver *sine die* des bases militaires au Japon. Toutefois, comme elle cherche également à se démarquer du colonialisme européen, elle fait tout pour que la demande provienne des autorités nippones elles-mêmes. Cette approche finit par porter ses fruits : en mai 1950, le Premier ministre conservateur Yoshida Shigeru (1948-1954), confronté à l'exacerbation des tensions régionales à la suite de la révolution maoïste (1949), fait savoir à Washington qu'il sollicite le maintien d'une présence militaire américaine dans l'archipel pour assurer la sécurité nationale.

Les accords signés à San Francisco le 8 septembre 1951 sont, par conséquent, composés de deux volets – ils sont appliqués à compter du 28 avril 1952. Le premier est un traité de paix international signé par 49 pays (Japon inclus), à l'exclusion notable de l'URSS et de la Chine. Il redonne au Japon sa pleine souveraineté, permet au gouvernement de récupérer le contrôle des frontières nationales et de rouvrir des représentations diplomatiques à l'étranger. Le second est un traité de sécurité nippo-américain qui autorise les États-Unis à garder des troupes sur place en contrepartie d'une assistance militaire au Japon en cas d'agression extérieure ou de troubles intérieurs, mais dans des termes si vagues qu'ils laissent à Washington toute latitude pour intervenir ou non. Cet accord sera modifié en 1960 pour donner à Tokyo de meilleures garanties.

Finalement, le démantèlement du gouvernement d'occupation, le 28 avril 1952, a certes été salué par l'ensemble de la presse japonaise, mais il n'a pas éteint la dénonciation du déploiement militaire états-unien dans l'archipel, qui s'est poursuivie bruyamment jusqu'au début des années 1970, et jusqu'à nos jours à Okinawa. ■

NOTES

1. D. L. Barnes, *Architects of Occupation. American Experts and the Planning for Postwar Japan*, Ithaca, Cornell University Press, 2017, p. 167.

2. Fujime Yuki, *Senryogun higai no kenkyu (« Étude sur les dommages causés par l'armée d'occupation »)*, Tokyo, Rokka shuppan, 2021, p. 20.

États-Unis : un siècle de visées sur le Pacifique

En 1853-1854, les Américains forçaient le Japon, replié sur lui-même depuis le début du XVIIe siècle, à ouvrir certains de ses ports au commerce international. Le contrôle de l'océan ne cessa d'être un enjeu entre les deux principales puissances du Pacifique.

Pierre-François Souyri



Dans le domaine des relations internationales en Extrême-Orient, les États-Unis font figure de nouveaux venus dans les années 1840, mais leur présence va vite se révéler décisive. Dès 1844, à l'instar des Français, les Américains ont signé avec la Chine un traité inégal, similaire à celui obtenu par les Britanniques deux ans plus tôt, après leur victoire lors de la première guerre de l'Opium (1839-1842).

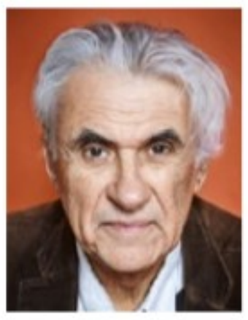
L'une des activités les plus lucratives de ce temps est la pêche à la baleine, et les baleinières américaines quittent peu à peu l'Atlantique pour s'aventurer dans le Pacifique nord. La période 1835-1860 correspond à l'âge d'or de cette pratique fort rentable. C'est l'époque de *Moby Dick* (le roman de Melville date de 1851). En 1852, 220 navires baleiniers américains massacrent plus de 2600 cétacés, un record. A partir des années 1830, de plus en plus nombreuses sont les baleinières américaines – mais aussi britanniques et françaises – qui cherchent à faire halte dans les ports japonais pour réparer des avaries ou se ravitailler en eau potable, bois de chauffe et vivres frais. Mais les côtes du pays leur restent interdites.

Forcer l'ouverture

Par ailleurs, avec la guerre contre le Mexique, le territoire californien passe sous contrôle de Washington

CELINE NIESZAWER/LEEXTRA/OPALE.PHOTO
WORLD HISTORY ARCHIVE/AURIMAGES

L'AUTEUR Ancien professeur des universités, *Pierre-François Souyri vient de publier, avec Hosoi Ayame,* L'Affaire Oden. Une diabolique dans le Japon de Meiji *(Flammarion, 2025).*





TOKYO, NATIONAL DIET LIBRARY UNIVERSAL HISTORY ARCHIVE/UIG/BRIDGEMAN IMAGES

Les « bateaux noirs »
Ci-contre : sur cette illustration japonaise d'Utagawa Hiroshige, un navire au pavillon américain s'approche d'une côte (1860). En médaillon : l'amiral Perry, le premier à s'imposer sur les côtes nippones, est caricaturé sous des traits peu flatteurs.

à compter de 1846 et on y découvre de l'or à peine deux années plus tard. C'est la première « ruée vers l'or » et le début du *California Dream*. Les États-Unis manifestent, dès lors, un intérêt grandissant pour l'océan Pacifique. L'ouverture des ports japonais bénéficierait désormais non seulement aux baleinières du Pacifique nord, mais aussi aux navires qui font la traversée depuis la Californie pour commercer en Chine. C'est ainsi que le Japon devint soudainement, vers 1850, un objectif stratégique pour les Américains.

Or le régime du shogun applique, depuis le début du XVIIe siècle, la politique de « l'interdiction de la mer », c'est-à-dire la fermeture du pays. Seul un vaisseau hollandais est toléré à Nagasaki. Toutes les tentatives d'ouverture du Japon par les Russes ou les Britanniques ont échoué et le pays reste clos. Dans l'archipel, la défaite chinoise lors de la première guerre de l'Opium a constitué un vrai choc. Les autorités d'Edo ont compris que, tôt ou tard, les étrangers demanderaient l'ouverture du Japon.

Quand l'amiral Matthew Perry arrive sur les côtes japonaises en juillet 1853, à la tête de quatre navires de guerre, il s'agit donc bel et bien d'une expédition militaire dont le caractère agressif est évident. Le navire amiral de la flotte américaine embarque 2 450 tonneaux : c'est le plus gros navire de guerre de son temps. Perry, qui n'est pas le bienvenu, fait pourtant débarquer sans autorisation 300 de ses fusiliers marins pour entretenir la pression et procède à des relevés marins et topographiques dans la baie. Deux des vaisseaux crachent une vapeur sombre et sont un sujet d'étonnement pour les spectateurs qui se pressent sur les plages afin d'admirer ces bateaux d'un nouveau type, qu'on désigne vite sous le sobriquet de « bateaux noirs ». Le terme deviendra, au Japon, le synonyme métaphorique de la pression technologique occidentale à but menaçant.

Les jonques japonaises qui, par dizaines, encerclent la flotte étrangère ne pèseraient pas lourd si l'amiral Perry donnait l'ordre d'ouvrir le feu. La situation est tendue et l'amiral Perry est prêt à tout. Mais le commandant de l'escadre américaine n'engage pas les hostilités. Il a même l'ordre de ne chercher sous aucun prétexte le combat. Il est porteur d'une lettre du président américain Fillmore, adressée au shogun d'Edo, demandant l'ouverture de relations diplomatiques et commerciales entre les deux pays. Ce courrier insiste sur les bonnes intentions du gouvernement américain alors que toutes les apparences montrent, au contraire, le caractère menaçant de l'opération.



Abe Masahiro, le ministre principal du shogun, sait qu'une guerre déclenchée inconsidérément serait perdue ; il prend le parti d'une politique attentiste et immobiliste. Il répond donc aux Américains qu'il a besoin de temps pour se prononcer et Perry lui fait savoir qu'il reviendra bientôt prendre connaissance de la réponse japonaise. Certains grands seigneurs japonais, peu au fait des réalités du monde, affirmèrent alors qu'il ne fallait pas bouger, car les Américains ne ▶

DANS LE TEXTE



Sakuma Shozan
Des barbares arrogants

L'été dernier, les barbares américains sont arrivés dans la baie d'Uraga avec quatre navires de guerre et le message de leur président. Leurs tenues et leur manière d'être étaient particulièrement arrogantes et il en a résulté une grave insulte à notre dignité. Ceux qui les ont écoutés n'ont pu s'empêcher de serrer les dents."

Seizenroku, 1854.

feraient pas la guerre pour des pêcheurs de baleine…

En février 1854, Perry est de retour, avec cette fois 7 navires dont 3 frégates à vapeur, plus de 1 700 matelots et une centaine de canons. Il mouille au large de Kanagawa, dans la rade d'Edo, en face de ce qui deviendra le port de Yokohama.

En quelques jours, l'annonce du retour de Perry et de ses « bateaux noirs » se propage dans le pays. Des estampes représentant le commandant ainsi que tous ces étrangers aux costumes et tenues bizarres sont diffusées aux quatre coins de l'archipel. Les *kawaraban*, ces feuilles imprimées grossièrement recto verso rapportant les nouvelles, en parlent en détail. Très vite, des chansons comiques ou satiriques, des caricatures circulent, se moquant de l'attitude indécise des autorités.

Le gouvernement du shogun cède et signe, le 31 mars 1854, le traité d'amitié nippo-américain. Le Japon ouvre deux ports (Shimoda et Hakodate) aux navires américains souhaitant se ravitailler, et accepte de concéder aux États-Unis la clause de la nation la plus favorisée.

1854-1858 : le temps des traités inégaux

Du côté américain, la mission de Perry est un franc succès. L'ouverture du Japon est acquise. Perry a réussi là où tous les autres avaient échoué. Mais les Russes, qui ont, de leur côté, envoyé une ambassade pourtant moins menaçante, signent, à leur tour, en 1855, un traité identique et obtiennent, de surcroît, l'ouverture du port de Nagasaki. Dans les mois qui suivent, le gouvernement shogunal est contraint de ratifier des traités de paix aux clauses identiques avec la Grande-Bretagne, la Hollande et la France.

Mais les choses n'en restent pas là. Après le traité d'amitié, les Américains souhaitent la signature d'un accord commercial. Ils obtiennent la création d'un consulat permanent à Shimoda, un petit port de la péninsule d'Izu, et Townsend Harris, le premier consul général au Japon, s'y installe, seul, dans un temple désaffecté. Ni le shogunat, ni les seigneurs daimyo, ni même la Cour impériale ne veulent entendre parler d'un pareil traité, mais Harris insiste. La nouvelle, en 1858, du bombardement de Canton par les forces franco-britanniques, lors de la seconde guerre de l'Opium (1856-1860), puis celle de la signature, par les Chinois, du désastreux traité de Tien-Tsin (Tianjin), la même année, sonnent comme un nouveau coup de tonnerre pour les dirigeants japonais.

Profitant de la nouvelle défaite chinoise, les Américains obtiennent finalement du Japon, toujours en 1858, la signature d'un traité du même type que ceux conclus avec la Chine dans les années 1840, c'est-à-dire un traité dit « inégal ». Aussitôt, Britanniques, Français, Néerlandais et Russes s'engouffrent dans la brèche et entérinent avec le Japon des traités identiques, tandis que de nouveaux ports sont ouverts au commerce avec les Occidentaux, Kobe et Yokohama notamment.

Ces traités inégaux le sont pour plusieurs raisons. D'abord, les étrangers auteurs d'actes délictueux sur le sol japonais ne pourront être jugés que selon les lois de leur propre pays devant leurs propres autorités consulaires. De leur point de vue, les lois japonaises sont barbares. Les zones habitées par les étrangers dans les ports ouverts au commerce – les concessions – deviennent, en réalité, des zones extraterritoriales, gérées par un conseil composé de représentants des différents pays concernés. Les bateaux de guerre qui mouillent dans les ports autorisés sont placés sous l'autorité de leur pavillon, c'est-à-dire que ces ports peuvent constituer, de fait, des bases militaires étrangères. Ensuite, le shogunat est autorisé à prélever un droit de douane de 5 % sur les produits exportés. Mais, pour les produits importés, les droits peuvent être variables et doivent être négociés entre les deux parties. En clair, le shogunat perd son droit régalien de taxer les produits à l'importation. Enfin, ces traités sont signés pour une durée non spécifiée : ils ne sont pas destinés à être renégociés.



THE PICTURE ART COLLECTION/ALAMY/PHOTO12

DÉCRYPTAGE D'IMAGE

Des samouraïs à l'occidentale

En 1871, une ambassade japonaise, dite « Iwakura », forte d'une centaine de personnes, embarque pour un voyage de dix-huit mois à destination des États-Unis et de l'Europe, afin d'y observer les structures étatiques « modernes », après des années d'isolement. Sur cette photographie, ses dirigeants, hier en tenue de samouraï, sont vêtus à l'occidentale, en costume, cravate et haut-de-forme. Seule exception au centre, le ministre d'État Iwakura Tomomi lui-même, qui porte tout de même des souliers en cuir.



Migrants **Des enfants japonais sur le pont du navire *Shinyo Maru* à son arrivée à San Francisco, dans les années 1910. Entre la fin du XIXe siècle et les années 1920, des dizaines de milliers de Japonais entreprirent ce long voyage. Mais ils furent victimes de racisme, et même de lois discriminatoires.**

La Grande-Bretagne en Chine, les États-Unis au Japon ont obtenu des traités qui inaugurent le régime de la « porte ouverte » en Asie de la part des grandes puissances. Le Japon perd là une partie de son indépendance. Mais, de leur côté, les Américains, qui avaient vu en lui un objectif stratégique majeur, sont désormais accaparés par la crise intérieure de la guerre de Sécession (1861-1865), dont ils peinent à se remettre pendant plusieurs années, laissant alors l'initiative, durant les années 1860, aux Britanniques et aux Français.

Dès les années 1890, les relations ne cessent de se dégrader entre les deux puissances rivales

A l'époque Meiji (1868-1912), obtenir la révision des traités sera la constante de la politique diplomatique japonaise. Pour ce faire, le gouvernement japonais compte plus sur la séduction de ses partenaires que sur le rapport de force. En 1871-1873, la grande ambassade Iwakura embarque la moitié du nouveau gouvernement nippon pour un tour du monde, États-Unis et Europe. La délégation séjourne 205 jours aux États-Unis, notamment à San Francisco, Washington et Boston. Elle est reçue amicalement, et même avec faste, mais on lui fait comprendre que, malgré le changement de régime au Japon, il n'y aura aucune renégociation des traités. En substance : réformez d'abord vos institutions, devenez un « pays civilisé » et nous envisagerons – peut-être… – de négocier.

Les Européens sont alignés sur la position américaine. Par la suite, et malgré les grandes démonstrations d'amitié (l'empereur Meiji reçoit en audience l'ancien président des États-Unis Ulysses S. Grant, en 1879), les relations entre les deux pays restent limitées à des échanges culturels (par exemple, l'accueil de jeunes Japonaises de milieu aisé dans des familles américaines pour en faire de futures interprètes bilingues et des professeures d'anglais) et à des achats importants, par les Japonais, de machines-outils américaines.

La victoire japonaise contre la Chine, en 1895, puis les démonstrations militaires des Occidentaux et des Japonais autour de Pékin et de Tien-Tsin (Tianjin), en 1900, convainquent les autorités européennes que le Japon a changé et qu'il est peut-être temps de revenir sur les fameux traités inégaux. La Grande-Bretagne prend alors l'initiative de négociations en vue de leur abolition dès 1898, suivie par les autres pays européens, et, en 1902, l'alliance militaire anglo-japonaise tournée contre la Russie fait entrer le Japon dans une nouvelle dimension internationale. Les États-Unis, eux, refusent de revoir les traités. Certes, les Américains proposent d'accueillir à Portsmouth les négociations entre Russes et Japonais au lendemain de la défaite russe. Certes, ils ferment les yeux sur l'annexion japonaise de la Corée en 1905. Mais les Japonais avaient laissé, sept ans plus tôt, les Américains s'emparer des Philippines espagnoles.

Pourtant, au cours de cette période, et malgré les démonstrations de neutralité et d'amitié entre les deux pays, les relations ne cessent de se dégrader. A partir des années 1890, de nombreux Japonais sont contraints de partir sous l'effet de la misère. Hawaï (conquise par les États-Unis en 1898) et, surtout, la Californie deviennent la destination favorite des émigrants. En 1900, on compte 60 000 Japonais dans les plantations d'ananas et de cannes à sucre d'Hawaï, et 25 000 en Californie, mais rien que cette année-là, 12 000 Japonais de plus débarquent à San Francisco.

Les nouveaux immigrants se heurtent, sur le sol américain, à des réactions hostiles et racistes de la part des travailleurs blancs. En 1905, les syndicats de San Francisco créent une « Ligue pour l'exclusion des Asiatiques » tandis qu'en 1906 les écoles publiques refusent les « enfants jaunes ». L'immigration chinoise est interdite depuis 1882, mais le président Theodore Roosevelt n'ose faire de même avec les Japonais. Il craint des représailles nippones sur les Philippines. Aussi fait-il envoyer, en octobre 1908, la flotte américaine, qui dispose de seize cuirassés, en « visite amicale » dans la baie de Yokohama. Quelques semaines plus tard est signé le Gentlemen's Agreement : Tokyo accepte de restreindre l'émigration vers les États-Unis en échange de la levée des mesures excluant les enfants japonais des écoles. Les incidents ▶

BETTMANN/GETTY IMAGES

▶ continuent cependant, avec des pillages de boutiques japonaises. Il faudra finalement attendre 1911 pour que Washington rende caduques les dernières clauses du traité inégal de 1858 non encore abrogées.

Désormais, les relations sont faites de méfiance du côté américain vis-à-vis du Japon, pendant que Tokyo s'irrite des mesures antijaponaises prises sur le sol californien. En 1924, le problème rebondit de manière encore plus grave avec, cette fois, le vote au Congrès d'une loi discriminatoire interdisant entièrement l'immigration japonaise et l'achat par les Japonais de biens immobiliers et de terres. Les mariages mixtes sont prohibés. Désormais, quelque chose semble brisé entre les deux pays.

A la fin du XIX^e siècle, les Américains n'ont de cesse de progresser sur mer dans le Pacifique nord. L'annexion d'Hawaï puis la prise de contrôle des Philippines la même année (1898) en marquent les jalons. Or, avec l'entrée en guerre du Japon contre l'Allemagne en 1914, Tokyo s'empare sans coup férir des possessions allemandes dans le Pacifique nord, occupant les Marshall, les Carolines et les Palaos (Peleliu). En quelques semaines, le pays, qui dispose d'une marine de guerre importante, une des meilleures au monde, tient tête aux projets américains de domination du Pacifique nord. Les choses s'aggravent lorsque, le conflit achevé, ces territoires en Micronésie sont confiés en mandats aux Japonais à Versailles en 1919. Les intérêts des deux parties semblent de plus en plus antagoniques, au moment où les Japonais manœuvrent pour limiter l'influence économique américaine en Mandchourie et en Chine du Nord.

« 5:5:3 » : une humiliation supplémentaire

De novembre 1921 à février 1922 se réunit, à Washington, une conférence internationale sur le Pacifique où la Chine, le Japon et la plupart des pays occidentaux (sauf l'Allemagne vaincue et la Russie) sont présents. Il s'agit de consolider le bloc des nations contre la propagation du communisme et, secondairement, signifier au Japon que le temps de l'expansion militaire est terminé. L'alliance anglo-japonaise est alors abandonnée, au profit d'une alliance moins solide regroupant États-Unis, France, Grande-Bretagne et Japon. Mais ce dernier est obligé d'accepter un traité qui vise à réfréner la course aux armements navals dans le Pacifique, le fameux traité « 5:5:3 ». Il s'agissait de limiter la construction de nouveaux cuirassés, cinq pour les États-Unis, cinq pour la Grande-Bretagne et trois pour le Japon.

Le traité de Washington fut considéré comme un affront par l'opinion nationaliste japonaise, qui y voyait surtout un traité « dix contre trois ». Le pays, *« une fois de plus trahi par ses diplomates »*, était contraint de passer sous les fourches caudines des Anglo-Américains. Pourquoi le Japon n'aurait-il pas le droit d'entretenir des forces navales comme les autres ? Pour la Marine japonaise, c'était une humiliation. Immédiatement, on

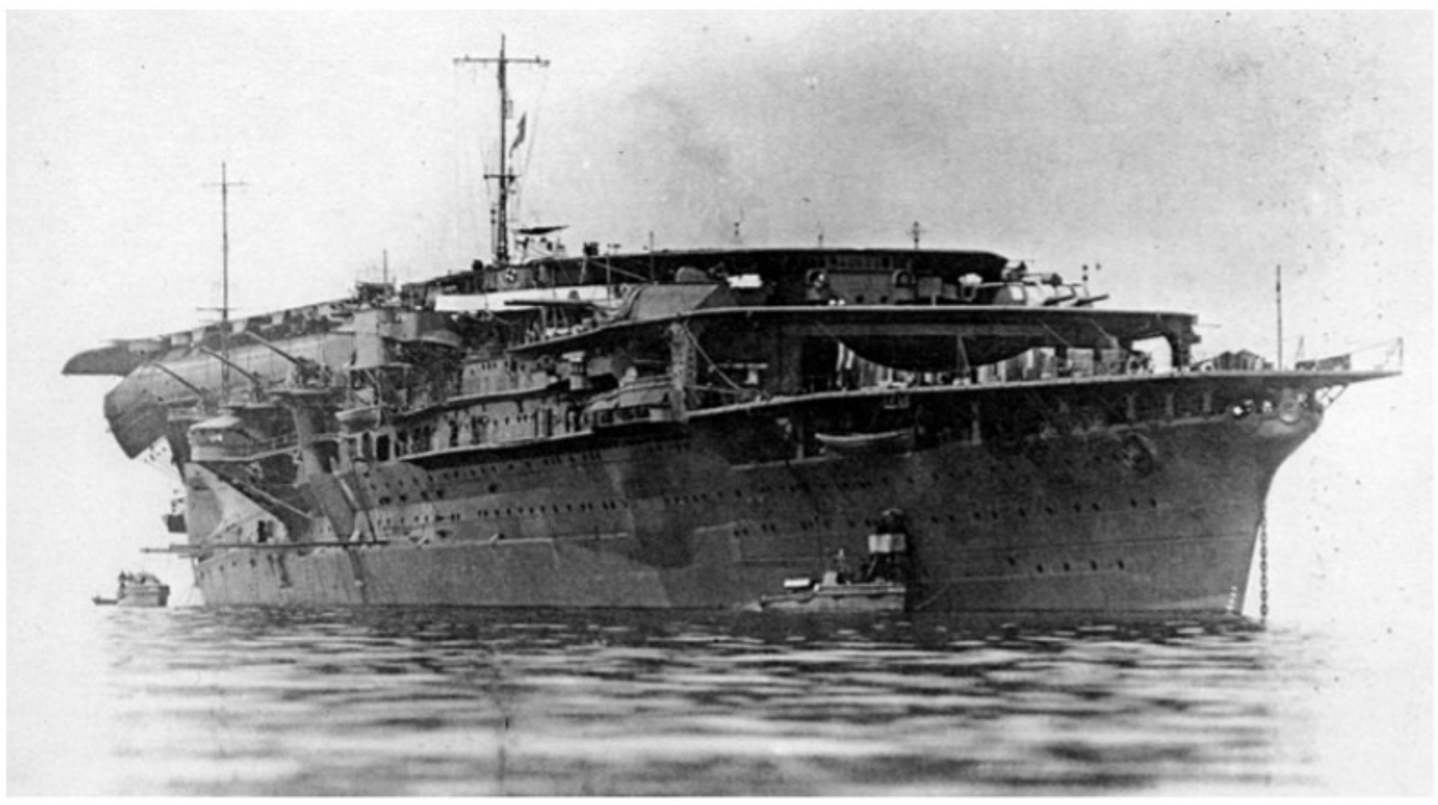
DANS LE TEXTE



Tokutomi Soho
« L'Amérique resserre le nœud »

L'Amérique, qui, il y a quatre-vingt-huit ans, nous a contraints à ouvrir le pays sous la menace de ses navires de guerre et de ses canons, nous impose aujourd'hui un blocus par l'encerclement, l'abrogation du traité commercial, le gel des avoirs et d'autres politiques de ce genre. Si le processus se poursuit dans sa trajectoire actuelle, nous ne pourrons que subir l'amertume d'être placés à la merci de l'Amérique. La bonne volonté du Japon à l'égard de l'Amérique est épuisée. Le Japon a épuisé tous les moyens possibles pour tenter de parvenir à une entente avec l'Amérique… L'Amérique resserre le nœud de l'encerclement et nous étrangle jour après jour."

Extrait d'un quotidien d'Osaka paru le 4 novembre 1941.



WORLD HISTORY ARCHIVE/AURIMAGES – TOKYO, NATIONAL DIET LIBRARY

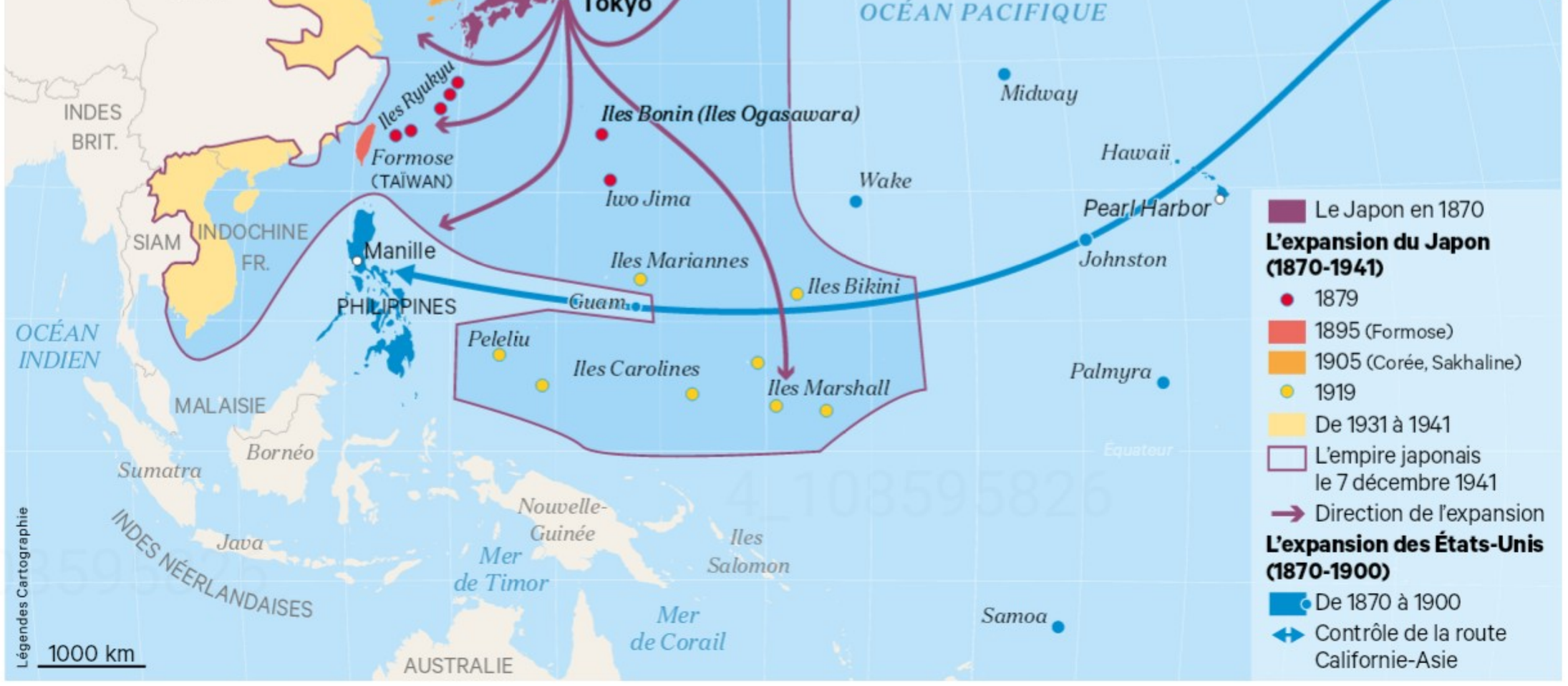
DÉCRYPTAGE D'IMAGE

Le *Kaga*, bateau de la revanche

La construction de ce gigantesque porte-avions de la Marine impériale japonaise, originellement conçu comme cuirassé rapide, avait commencé en 1921. Elle fut interrompue l'année suivante après la signature du traité naval de Washington, qui limitait l'armement naval du Japon et qui marqua, dans l'armée, le début d'un fort ressentiment à l'égard des Américains. Le chantier reprit en 1928 et le navire fut mis en service dans les années 1930. On lui adjoignit un pont supérieur servant de piste d'atterrissage pour les avions. Il prit part à l'attaque de Pearl Harbor, puis fut coulé à la bataille de Midway, le 4 juin 1942.

CARTE

1853-1941 : États-Unis-Japon, confrontations dans le Pacifique



Le Japon obtient la souveraineté sur Hokkaido en 1869, les Kouriles en 1875 puis les Ryukyu en 1879. La Chine lui cède Formose (Taïwan) et les Pescadores en 1895. En 1905, l'archipel étend son influence sur la Corée, et la Russie lui donne le sud de Sakhaline. Le Japon obtient un mandat des Alliés en 1919 pour gérer les anciennes colonies allemandes du Pacifique (Mariannes, Carolines, Marshall), crée l'État fantoche du Manchoukouo en 1932 et occupe le Tonkin en 1940. De leur côté, les États-Unis annexent Hawaï et Guam en 1898, et arrachent les Philippines à l'Espagne la même année.

lança la construction de nouveaux bâtiments de guerre (dont le *Kaga*, plus tard transformé en porte-avions).

Ce traité de 1922 marque le début, dans l'armée et, surtout, dans la Marine japonaise, d'un fort ressentiment dirigé contre les Anglo-Saxons. Désormais, les officiers de marine japonais ne rêvent plus que d'une seule chose : laver l'affront de la conférence de Washington en poussant l'avantage vers le sud. Et les lois américaines antijaponaises de 1924 ne font qu'attiser les antagonismes. Ce sentiment revanchard est exploité, à la fin des années 1930, par les cercles militaristes ultras pour pousser à la guerre.

Le régime qui se met en place au Japon dans la même décennie est fondamentalement anticommuniste.

Pourquoi la Marine japonaise n'aurait-elle pas le droit d'entretenir des forces navales comme les autres ?

Pourtant, Tokyo s'abstient de faire la guerre à Moscou pour la faire aux Américains. Aux États-Unis, qui rêvent de pousser vers l'ouest et de faire du Pacifique un lac américain – et en 1945, c'est chose faite ! –, le Japon oppose son projet d'étendre son influence vers le sud, sur le continent en Asie du Sud-Est, mais aussi dans le Pacifique. Le débarquement des forces japonaises dans les Philippines – sous domination américaine –, quelques heures après l'attaque surprise des forces aéronavales japonaises sur la base navale américaine Pearl Harbor (Hawaï), le 7 décembre 1941, est la première étape d'une nouvelle poussée de Tokyo dans le Pacifique. Elle est suivie d'opérations encore plus au sud, avec l'occupation partielle de la Nouvelle-Guinée et des îles Salomon. On peut donc lire aussi cette guerre du Pacifique, qui éclate en décembre 1941, comme un affrontement impérialiste entre deux puissances aux intérêts de plus en plus antagoniques. L'actuelle poussée chinoise vers l'est dans le Pacifique pourrait bien recréer les conditions d'un nouvel affrontement du même type. Parfois, l'histoire bégaie. ■

« Panpan girls » : de la prostituée à l'avant-garde

Par Constance Sereni



Des bordels pour les Alliés Dès l'automne 1945, le gouvernement japonais recruta 50 000 jeunes femmes pauvres pour servir les appétits sexuels des soldats d'occupation. Ces établissements (ci-dessus, à Tokyo, en 1945), furent fermés en janvier 1946 devant la déferlante de maladies vénériennes qui y circulaient.

HULTON ARCHIVE/KEYSTONE/GETTY IMAGES

Dans le Japon d'après-guerre, la figure de la panpan, *désignant une jeune prostituée indépendante, s'impose comme une métaphore de l'occupation et de l'humiliation des hommes japonais. Mais elle incarne aussi l'espoir d'une renaissance et d'une certaine liberté.*



Idole La chanteuse Kasagi Shizuko (en 1947) est vénérée par les *panpan* pour son look glamour de femme émancipée.

KYODO NEWS STILLS/GETTY IMAGES – PHOTO PERSONNELLE

Le 15 août 1945, l'empereur annonce à tous ses sujets que la guerre, pour laquelle ils ont dû faire tant de sacrifices, est perdue. Moins d'une semaine plus tard, le 21 août, le gouvernement de transition mené par le prince Higashikuni Naruhiko prend la décision de demander un sacrifice supplémentaire aux Japonais, ou plutôt aux Japonaises : puisque le Japon va être occupé, il va falloir protéger ses femmes de l'appétit sexuel des Américains. Par conséquent, 50 000 Japonaises doivent se dévouer pour faire office, selon la formulation de l'époque, de « *digue* » protégeant la chasteté de leurs consœurs. Le gouvernement japonais a déjà une certaine expérience du proxénétisme de masse. Tout au long du conflit, des « femmes de réconfort » avaient été enrôlées, en Corée notamment, parfois par la tromperie ou par la force, pour travailler dans des conditions souvent atroces, dans des bordels militaires.

Prostitution organisée

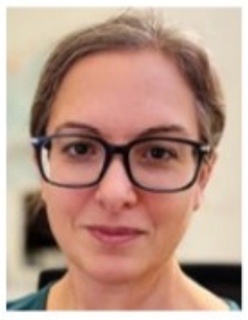
Le gouvernement donne à ce système le nom anglais de Recreation and Amusement Association (RAA). En japonais, il s'appelle *tokushu ian shisetsu kyokai*, c'est-à-dire « organisation spéciale de réconfort ». Cette fois, cependant, les « femmes de réconfort » seront japonaises, et doivent donc être recrutées de manière plus régulière. On s'adresse, en premier lieu, aux professionnelles du « commerce de l'eau », autrement dit le monde de la nuit. Mais elles ne sont pas assez nombreuses. Les autorités vont, dès lors, proposer à des jeunes femmes du travail « d'hospitalité », en termes assez vagues, leur promettant à manger, un toit et même un salaire, une offre inespérée pour les habitantes des villes en ruines. C'est seulement une fois engagées qu'on leur explique la nature du travail, dans un registre qui évoque la propagande faite aux pilotes choisis pour devenir kamikazes : « *Nous* […] *avons reçu la tâche difficile de réconforter l'armée d'occupation* […] *Grâce à notre sacrifice, celui de milliers d'Okichi modernes, nous allons construire une digue qui contiendra ces flots déchaînés, et défendre et cultiver la pureté de notre race.* »

Cette Okichi était la servante de Townsend Harris, le premier consul américain au Japon entre 1856 et 1861. C'est, selon la légende, parce qu'elle aurait cédé à ses demandes brutales malgré sa répugnance que Harris aurait accepté de négocier plus favorablement avec le Japon. Cette fois, les femmes recrutées devront sacrifier leur pureté pour éviter le pire : la dissolution du « sang japonais » dans celui de l'ennemi.

L'opération, d'une certaine manière, réussit : des photographies montrent d'interminables files d'attente devant les bâtiments fraîchement construits de la RAA, des bars (et des serveuses) pris d'assaut par des GI ravis. L'armée américaine avait bien essayé de décourager toute « fraternisation » intempestive avec les Japonaises. L'un des premiers guides destinés aux soldats d'occupation les mettait en garde : « *Les femmes jap* [sic] *sont tout aussi traîtresses que les hommes. Elles complotent tout autant. Elles n'attachent aucune valeur à leur vie. Ne leur faites pas plus confiance qu'aux hommes. Elles tenteront de servir d'appât.* » Sans succès.

Si on ne connaît pas le nombre des clients de la quinzaine de lieux d'accueil de la RAA, on sait que ces femmes recevaient 15 à 60 clients par jour. Pour les empêcher de s'enfuir, il fut demandé aux yakuza, mafieux habitués à maintenir l'ordre dans les maisons closes, de les surveiller. La RAA fut cependant fermée le 21 janvier 1946, à la demande des autorités américaines, qui s'inquiétaient du nombre de maladies vénériennes contractées par les soldats alliés (55 % des soldats de la 34e brigade d'infanterie australienne furent infectés). ▶

L'AUTEURE Chargée de cours à l'université de Genève,



Constance Sereni a notamment publié, avec Pierre-François Souyri, Kamikazes *(Flammarion, 2015).*

Le 25 mars de la même année, il fut interdit à tous les soldats de fréquenter des lieux de prostitution et de « fraterniser » avec les Japonaises. Mais l'armée se montra encore indulgente, voire encourageante, envers ceux qui venaient chercher des rouges à lèvres, bas ou parfums dans les magasins militaires : ces PX Shops n'étaient pas destinés aux familles des GI, mais bel et bien à une nouvelle catégorie de femmes japonaises, les *panpan girls*.

Des profils variés

Le terme n'existait pas au Japon avant la défaite. Ce sont sans doute les soldats alliés qui l'ont importé, peut-être d'Indonésie. S'il devient populaire, c'est qu'il permet de décrire une réalité qui n'avait jusqu'alors pas de nom. Les *panpan* sont des jeunes femmes qui fréquentent des soldats alliés et qui reçoivent, en retour, des petits cadeaux, des cigarettes, du chocolat ou un peu d'argent, qui peut parfois aider toute leur famille à survivre. Ce ne sont pas à proprement parler des prostituées, car elles ne sont pas contrôlées par des proxénètes. Ce ne sont pas non plus exactement des « femmes honnêtes », puisqu'elles ont parfois plusieurs petits amis qui se partagent leurs faveurs. Certaines sont des anciennes des RAA, d'autres, des jeunes femmes poussées par la misère, d'autres encore cherchent un peu de plaisir et de luxe dans les ruines.

Comme leur travail se fait de manière indépendante et illicite, il est difficile d'estimer leur nombre, peut-être 50 000 à 70 000 femmes aux âges et origines sociales variés. L'ethnographe Otani Susumu estime, en 1948, que 60 % des *panpan* œuvrant dans le parc d'Ueno, à Tokyo, ont entre 20 et 25 ans, 20 % entre 17 et 20 ans ; une grande partie d'entre elles n'ont pas d'éducation et sont issues d'un milieu social défavorisé. A l'opposé, en 1947, l'écrivain Sakaguchi Ango affirme que la plupart des *panpan* qu'il a interrogées pour l'un de ses romans ont une éducation secondaire et proviennent de « bonnes familles ». On en sait encore moins sur leurs clients : si elles sont principalement associées aux soldats alliés, et surtout aux Américains, on sait que certaines se spécialisent dans les clients japonais.

A l'époque, les observateurs disserten longuement sur les raisons qui ont pu pousser ces jeunes femmes à faire ce métier. Le mensuel *Fujin Koron*, à l'avant-garde du mouvement féministe et militant en faveur de l'abolition de la prostitution, les décrit, en 1950, comme *« grotesques »*, *« folles »*, *« moralement et mentalement déficientes »*, voire *« inhumaines »*. Lors d'une table ronde de la revue *Kaizo* en 1949, Fujisawa Nanao, elle-même *panpan*, s'interroge : *« Ces jeunes filles ne sont-elles pas en train de confondre ce qu'elles font avec la démocratie, ou peut-être même la liberté ? »*

Les « panpan » gagnent jusqu'à 50 000 yens par mois, soit quatre fois le salaire mensuel d'une ouvrière d'usine

Plus prosaïquement, il semble que l'attrait principal de cette activité reste le gain financier : les *panpan* pouvaient gagner 15 000 à 50 000 yens par mois, soit quatre fois le salaire mensuel d'une ouvrière d'usine, et parfois beaucoup plus. D'autres causes sont cependant évoquées dans les témoignages : l'expérience du viol (particulièrement chez les adolescentes), la nécessité de fuir un foyer hostile, ou encore une « fascination » pour les étrangers et leur style de vie.

Dès l'apparition des *panpan*, les artistes, auteurs et journalistes s'intéressent à ces femmes, même si la censure, qui interdit de montrer l'occupant sous un jour négatif, leur défend de représenter les clients américains. Pour certains, elles sont la



JOHN FLOREA/THE LIFE PICTURE COLLECTION/SHUTTERSTOCK

DÉCRYPTAGE D'IMAGE

Qu'a-t-on le droit de faire avec sa « petite amie » japonaise ?

Au lieu de soldats assoiffés de sang, la presse américaine montre désormais des jeunes Japonaises en jupe courte. Dans un long reportage, en novembre 1946, le magazine *Life* met en scène un couple nippo-américain au cours d'un rendez-vous amoureux et donne plusieurs préconisations au GI : il est impossible d'emmener la jeune fille au restaurant sans chaperon ou de la faire monter dans une jeep. En revanche, dîner dans sa famille ou faire une promenade en barque est autorisé. Se tenir la main en public est la seule démonstration d'affection admise par les autorités d'occupation.

ÉCLAIRAGE

La tragédie des enfants « sang mêlé »

Ils furent probablement des dizaines de milliers d'enfants nés des relations entre les Japonaises et les occupants américains. Mais, pour les mères, élever un enfant visiblement différent, sans père, était impossible.

En 1946, des femmes japonaises commencent à être rapatriées depuis la Mandchourie, où l'armée soviétique s'est livrée à des viols de masse. Sous prétexte de rechercher des maladies potentielles, au moins 3 000 avortements sont pratiqués sans leur consentement dans les centres de rapatriement.

Souvent, elles ne sont même pas informées de la nature de l'opération qu'elles subissent. L'objectif des médecins est clair : éviter la naissance d'enfants mixtes. Le Japon militariste était construit sur l'idée qu'il existait une « race » japonaise, le peuple du Yamato, distincte et supérieure par nature aux autres peuples. Un enfant mixte est un *konketsuji*, littéralement un « enfant de sang-mêlé », qui ne peut être accepté par la société.

Or, bien entendu, les rapports entre les GI et les *panpan girls* ont abouti à un très grand nombre de naissances, qui vont poser un grave problème. D'après un article du *Saturday Evening Post* en 1948, les mères de ces *GI babies* tentent, en général, de cacher la paternité de l'enfant si cela est possible. Mais on compte, parmi les nombreux bébés abandonnés de ces temps de pénurie, beaucoup d'enfants à la pigmentation d'évidence étrangère retrouvés morts dans des décharges, des gares, des parcs ou des bains publics. S'il existe bien des foyers, ils sont surchargés, insalubres, et les décès y sont courants. Pour réduire le nombre d'infanticides et d'abandons, le gouvernement élargit, en 1949, le cadre de la Loi de protection eugénique de 1948, qui permettait les avortements en cas de risque de maladie héréditaire, et autorise les femmes à avorter pour raison économique. Les mères n'ont, en effet, souvent aucun autre recours. Du côté des pères, la situation n'est pas simple non plus. Aux États-Unis, en 1945, les mariages interraciaux sont encore interdits dans de nombreux États. De plus, la loi militaire américaine libère un soldat ou un officier de toute responsabilité envers son enfant ou sa mère s'ils ne sont pas américains. Même si un Américain souhaite reconnaître sa paternité et enregistrer une naissance auprès du consulat américain, il lui reste difficile d'emmener son épouse japonaise ou son enfant à moitié japonais avec lui aux États-Unis, car la loi sur l'immigration de 1924 leur interdit de devenir citoyens ou résidents permanents.



Dans cet orphelinat (1952), certains enfants ont la peau foncée, sans doute de pères GI afro-américains.

MARGARET BOURKE-WHITE/THE LIFE PICTURE COLLECTION/SHUTTERSTOCK

Entre 20 000 et 30 000 enfants abandonnés

Des organisations charitables tentent d'aider ces enfants. Sawada Miki, héritière du groupe Mitsubishi, fonde, en 1948, l'Elizabeth Saunders Home, un orphelinat qui recueille plus de 2 000 enfants métis. D'après elle, il y aurait, à cette date, des centaines de milliers d'enfants abandonnés au Japon, même si le gouvernement n'en admet que quelques milliers. Le chiffre réel se situe certainement quelque part entre les deux, entre 20 000 et 30 000 enfants.

En 1953, le Refugee Relief Act passé par le Congrès américain permit à quelques-uns d'être adoptés aux États-Unis, mais cela reste anecdotique.

Et les autres ? Tout dépend de leur aspect physique. Beaucoup sont élevés comme des enfants « ordinaires », parfois sans connaître les origines de leur père. Ceux qui ne peuvent la cacher, comme c'est souvent le cas pour les enfants des GI noirs, auront beaucoup de mal à s'intégrer. Victimes de violences raciales et de discriminations, méprisés, considérés comme prédisposés à l'agressivité, beaucoup d'entre eux viennent, plus tard, grossir les rangs des groupes yakuza, comme les autres orphelins de guerre. ■

C. S.

▶ preuve tangible de l'anéantissement du Japon : ces jeunes femmes portant rouge à lèvres et talons hauts s'affichent aux bras de GI bien nourris, tandis que les anciens combattants japonais, mutilés, l'uniforme en lambeaux, sont contraints de mendier pour survivre.

La métaphore sexuelle implicite dans l'occupation n'échappe à personne. Ce n'est pas nouveau : la sujétion coloniale a souvent été exprimée au travers du genre. Le futur Premier ministre Ikeda Hayato (1960-1964), ministre des Finances pendant l'occupation, déplore lui-même que, désormais, *« le Japon* [soit] *devenu la concubine des États-Unis »*.

Au-delà du problème posé par la masculinité envahissante des Américains, la figure féminine individualiste, carnassière et sensuelle des *panpan*, elle aussi, ne cesse d'inquiéter. Dans le roman *Nikutai no mon* de Tamura Taijiro (1947), un ancien soldat, Ibuki, se retrouve hébergé par un

De nouveaux magazines proposent des astuces pour transformer de vieux chiffons en jupe ou en robe à la mode

groupe de *panpan girls*, dont l'héroïne, Maya, est une ancienne des RAA. Les femmes se déchirent par désir pour Ibuki, qui regagne ainsi symboliquement un certain pouvoir sur elles, mais il finit abattu avec Maya par un groupe de soldats américains et de yakuza. Dans l'adaptation cinématographique de 1964 par Suzuki Seijun (*La Barrière de chair*, en français), l'image est encore plus explicite : Ibuki meurt dans une rivière, s'enfonçant sous un drapeau japonais couvert de sang. L'homme japonais, le Japon lui-même, disparaît, vaincu par la chair, l'occupant et la pègre.

Pour d'autres, au contraire, la *panpan* incarne une forme d'espoir : la persévérance de l'élan vital, comme une fleur qui renaît dans les cendres. L'essayiste Tatsuno Takashi alla jusqu'à répondre *« la* panpan »



Babysan L'héroïne de ce *comic* prend soin de changer les photos de ses amants à chaque rendez-vous.

lorsqu'on lui demanda, en 1947, quelle était la nouveauté la plus démocratique au Japon. Une petite fille déclare à des journalistes : *« Quand je serai grande, je veux être* panpan. *Elles ont de belles robes et montent dans des voitures, ça doit être amusant. »*

Elles furent d'ailleurs les héroïnes de plusieurs films à succès. Le critique de cinéma Futaba Juzaburo décrit, en 1949, « le film de *panpan* » comme l'un des genres dominants de l'époque. Si ces films sont souvent sombres, ils plaisent par leur caractère sensationnel et leur contenu érotique.

« Panglish » et bas de soie

Les *panpan* ont leur propre culture, à commencer par leur langue, cet anglais approximatif qui leur permet de communiquer avec les soldats et qu'on surnomme le *« panglish »*. L'humoriste Bill Hume publie, dans le *Navy Times*, les aventures de Babysan, une jeune femme qu'il décrit comme la *« baby doll »* du GI, un jouet sexuel inoffensif aux mains des soldats américains. Charmante, attirante, mais aussi un peu drôle avec son anglais maladroit et ses coutumes étranges, elle accompagne volontiers le soldat dans sa découverte du Japon et ne se formalise pas de son départ : après tout, un nouveau contingent viendra remplacer ceux qui rentrent chez eux. La réalité, parfois sordide, est ignorée au profit d'un doux rêve orientaliste.

L'idole de ces jeunes femmes est Kasagi Shizuko, une chanteuse qui avait commencé sa carrière dans le jazz avant que la guerre vienne interdire ce genre musical « peu patriotique ». Après la guerre, elle fait scandale lorsqu'elle chante enceinte devant son public, puis annonce vouloir élever sa fille seule après la mort de son amant. Quand sort, en 1948, sa plus célèbre chanson, *Tokyo Boogie Woogie*, véritable hymne à la joie et l'énergie, les *panpan girls* de Tokyo s'organisent en fan-club, lui apportant des fleurs à chaque représentation. Touchée, elle leur dédie ses concerts et donne ouvertement aux centres de réhabilitation pour anciennes prostituées.

Les *panpan* vont aussi inspirer la mode japonaise. Les femmes avaient été contraintes, pendant la guerre, de renoncer aux jupes et aux jolis kimonos au profit de l'omniprésent (et détesté) *monpe*, un pantalon bouffant, pratique pour travailler, mais particulièrement peu seyant. Les premières à porter autre chose, à part les femmes d'officiers américains, qui représentent un idéal inatteignable de luxe et de chic, sont les *panpan*, avec leurs bas de soie et leur maquillage voyant.

S'il n'est pas question, pour une femme respectable, d'imiter ostensiblement leur style, il devient possible, avec un peu d'ingéniosité, de se coudre des vêtements occidentaux. Des nouveaux magazines tels que *Shufu to Seikatsu (« La Vie des femmes au foyer »)*, *Fujin Seikatsu (« La Vie des femmes »)* et *Doresu Mekingu (Dress Making)* proposent des astuces pour transformer de vieux chiffons en jupe, en robe ou en chemisier. De nombreuses femmes s'inspirent même de la silhouette dite *« Paper Doll »*, une version simplifiée du *New Look* de Christian Dior. Finalement, l'allure de la femme japonaise des années 1950, taille marquée, épaules larges, cheveux permanentés et lèvres carmin, n'est pas si éloignée de celle de l'humble *panpan* des années de misère. ■

COLLECTION PARTICULIÈRE, TOUS DROITS RÉSERVÉS

Sortir de la haine

Lorsque les soldats américains débarquent au Japon, après quatre ans de guerre sans merci, ils s'attendent à une forte résistance de la part d'un peuple tenu pour un ennemi racial. Mais les GI vont, peu à peu, apprendre à le regarder autrement.

Par Bruno Cabanes

L'AUTEUR Titulaire de la chaire d'histoire militaire moderne de l'université d'État de l'Ohio,



Bruno Cabanes a notamment dirigé Une histoire de la guerre du XIXe siècle à nos jours *(Seuil, 2018) et vient de publier* Les Fantômes de l'île de Peleliu *(Seuil, 2025).*

Les Américains ont dû apprendre à haïr les Allemands, mais la haine des Japonais leur est venue naturellement – aussi naturellement qu'ils avaient fait la guerre contre les Indiens d'Amérique[1]. » C'est ainsi que, fin mai 1945, Henry Luce, fondateur du magazine *Life*, résume les sentiments que ses compatriotes éprouvent à l'égard du Japon et des Japonais. Au fondement de cette haine, soigneusement entretenue par la guerre des images que mène Hollywood et par les affiches des emprunts de guerre, une animosité raciale. Elle tient les Japonais pour des êtres irrationnels et ▶



En finir avec les « Jap » Cette affiche de propagande américaine, au caractère raciste affiché, représente l'empereur Hirohito s'emparant du Pacifique (1942).

© ANNA RAMSDEN – EVERETT COLLECTION/BRIDGEMAN IMAGES

fanatisés, dévoués à leur empereur jusqu'à la mort, capables des pires cruautés envers les Occidentaux et les autres peuples asiatiques. Guerre raciale, la guerre du Pacifique fut une guerre sans merci, insiste l'historien du Japon John Dower, dans un ouvrage célèbre où il décrit comment ces représentations mutuelles de l'ennemi, au Japon et aux États-Unis, expliquent les dynamiques mobilisatrices, l'exacerbation de la violence et le caractère irréconciliable des deux belligérants[2].

Depuis sa publication il y a quarante ans, ce classique sur la guerre du Pacifique a fait l'objet de plusieurs critiques. Certains historiens mettent l'accent sur une vision plus nuancée de la part des autorités militaires américaines, lesquelles se seraient évertuées à évaluer objectivement les forces et les faiblesses de leurs adversaires au lieu de les voir uniquement sous les traits caricaturaux d'êtres déshumanisés. D'autres font valoir que, sur le terrain, les GI puisaient leur motivation au combat moins dans cette haine raciale pour l'ennemi japonais que dans une solidarité entre compagnons d'armes. Quoi qu'il en soit de la puissance des stéréotypes raciaux, les pertes militaires en Asie et dans le Pacifique sont très importantes et, par leur ampleur, ces deuils innombrables pèsent nécessairement sur le climat de l'immédiat après-guerre.

Guide de poche pour occupants

Lorsque s'impose la perspective d'une occupation du Japon par les troupes américaines et alliées (britanniques, australiennes, etc.), il devient impératif de préparer les occupants à une coexistence quotidienne avec l'ancien ennemi. Dans sa première édition, qui date de 1945, le *Guide de poche du Japon* distribué aux soldats se montre alarmiste : *« Ne fraternisez pas avec les Japonais. Ne cherchez pas à vous en faire des amis.* […] *Ce sont des individus rusés et intrigants qui essaieront de vous causer des ennuis par tous les moyens possibles.* […] *Après la défaite, ils ne penseront qu'à se venger. Cela fait partie de leur code*

À SAVOIR

Vétérans : au ban de la société

Les 5 millions de soldats démobilisés qui rappellent la défaite ne sont plus les bienvenus au Japon d'après 1945.

Les anciens combattants sont souvent mal accueillis, rendus responsables de la défaite, de l'indignité d'avoir été faits prisonniers. *« Je suis rentré au Japon le 20 mai* [1946] », confie l'un d'entre eux au quotidien *Asahi*. *« Ma maison avait brûlé, ma femme et mes enfants avaient disparu. Le peu d'argent que j'avais a rapidement été englouti par les prix élevés. Personne ne m'a adressé des paroles encourageantes. Au contraire, on me lançait des regards hostiles. »* Certains ont été déclarés morts, leurs funérailles célébrées : ils sont devenus des « morts pour la patrie vivants » *(ikite iru eirei)*. Ceux qui souffrent de traumatismes de guerre ou reviennent estropiés se trouvent stigmatisés, tout comme les veuves et les orphelins de guerre, ou bien les survivants d'Hiroshima et de Nagasaki, jugés impurs par le reste de la société.

Après plusieurs mois dans la jungle, l'un des rares survivants de la bataille de Peleliu (septembre-novembre 1944) rentre à Tokyo et ne reconnaît pas les habitants de sa ville. Cet ancien soldat fait partie des redditions tardives de tous ceux qui ignoraient la défaite : d'autres réapparaissent dans la jungle de Luçon, aux Philippines, ou en Nouvelle-Guinée occidentale au milieu des années 1950, à Guam en 1960, et même sur l'île de Lubang, dans le cas du lieutenant Onoda, au printemps 1974. Mais ceux qui s'étaient battus pour l'empereur n'auront pas voix au chapitre – c'est sans eux que le Japon se reconstruit.



Un ancien combattant infirme, reconnaissable à son uniforme blanc, fait la manche en 1954. Après 1945, ils sont souvent victimes d'exclusion.

THE ASAHI SHIMBUN/GETTY IMAGES



Interprètes **Plus de 5 000 enfants ou petits-enfants d'émigrés japonais aux États-Unis ont été recrutés pour participer à l'occupation. Appelés *nisei*, ils font souvent office d'interprètes. Sur ce cliché, l'un d'entre eux (à gauche) interroge, avec des fonctionnaires américains, de potentiels témoins pour le procès de Tokyo, en septembre 1946.**

© DENSHO, COURTESY OF THE SEATTLE NISEI VETERANS COMMITTEE AND THE U.S. ARMY

de conduite, hérité de l'époque féodale, qu'on appelle le "bushido". »

Inversement, la population appréhende la brutalité des forces d'occupation. On recommande aux femmes d'éviter les habits trop colorés, aux hommes de ne pas porter de montre au poignet. Par crainte des exactions sexuelles et des viols, certains décident de quitter les villes pour aller se réfugier à la campagne. A la surprise de tous, toutefois, la violence d'une guerre sans merci s'apaise assez rapidement, sans résistance ouverte de la part des Japonais ni violences américaines à l'égard des civils. Au-delà de la mise en place de la politique d'occupation par le général Douglas MacArthur, c'est une forme de « démobilisation culturelle » qui se dessine à partir de 1945, faite à la fois d'« effondrement émotionnel » *(kyodatsu)* et d'espoir dans la reconstruction. Ses ressorts tiennent à l'évolution des représentations collectives et aux interactions entre occupants et populations occupées.

Tout à réapprendre

L'évolution des représentations collectives, tout d'abord. Elle passe par la promotion que font les Américains d'une image féminine du Japon. La propagande décrit le pays sous les traits d'une geisha, dans des relations de soumission et de dépendance à l'égard des États-Unis et des troupes d'occupation *(cf. p. 50)*. Ces stéréotypes de genre (occupants virils et protecteurs, populations occupées féminisées) ne sont pas spécifiques au Japon : on les retrouve aussi dans les représentations que les GI se font de la France après la Libération. Cependant, dans le cas du Japon occupé, ce sont des images orientalistes anciennes qui remontent à la fin du XIXe siècle. L'historienne Naoko Shibusawa, qui a étudié l'image de l'ennemi japonais dans l'immédiat

Un pamphlet de 1945 présente Oncle Sam comme l'instituteur d'une classe de 72 millions d'élèves

après-guerre, montre comment le GI américain typique est censé contribuer à la transformation d'une population d'enfants vulnérables, habitués à la soumission, en un peuple démocratique mature. Rien ne résume mieux la mission assignée aux troupes d'occupation que ces mots d'un pamphlet de l'automne 1945 présentant Oncle Sam comme l'instituteur d'une classe de 72 millions d'élèves à qui il faut réapprendre à marcher, parler et réfléchir[3].

En septembre 1945, les premiers soldats américains, puis alliés, s'installent dans la base navale japonaise de Yokosuka, au sud de la baie de Tokyo. Dans la capitale ravagée par les bombes incendiaires, des centaines de familles vivent dans la rue, notamment dans le quartier d'Ueno, là même où les animaux du célèbre zoo impérial avaient été mis à mort, les uns après les autres, à partir de 1943, afin de préparer la population au sacrifice suprême. Dix jours après la capitulation, le typhon Ida, qui s'est abattu sur Kyushu, au sud-ouest du Japon, a fait plus de 2 000 morts dans la région d'Hiroshima. A travers tout le pays, des panneaux d'affichage improvisés arborent des notes manuscrites demandant des nouvelles des disparus ou fournissant des informations sur la localisation des survivants. A compter de janvier 1946, un programme radiophonique donne les noms des anciens combattants récemment rapatriés et leur lieu d'arrivée ; six mois plus tard, ▶

DANS LE TEXTE

Morishima Michi « J'avais du mal à croire que c'était des Japonais »

J'avais du mal à croire que les hommes et les femmes que je voyais étaient des Japonais. Des jeunes femmes portant cheveux longs et jupes flottantes s'accrochaient aux bras de soldats américains. C'est là que j'ai réalisé pour la première fois que nous avions vraiment perdu la guerre."

Entretien de l'historien japonais Hiratsuka Masao avec un rescapé de la bataille de Peleliu, cité dans B. Cabanes, *Les Fantômes de l'île de Peleliu,* Seuil, 2025, p. 188.



En touristes à Hiroshima **En 1951, six ans après l'explosion de la bombe nucléaire qui détruisit 90 % de la ville, des GI se tiennent devant un « magasin de souvenirs » ouvert par un survivant.**

▶ il est remplacé par une émission sur les disparus, dont la diffusion ne s'acheva qu'en 1962.

Dans un pays où sévit la famine, les troupes d'occupation ont ordre de se contenter de leurs rations militaires. Parallèlement se met en place une aide humanitaire qui émane du gouvernement américain et d'organisations philanthropiques. En février 1946, pour lutter contre le détournement de riz et d'autres denrées de base vers le marché noir, le gouvernement institue un système de « livraisons obligatoires », bientôt connues des Japonais sous le nom de « livraisons en jeep » car elles impliquent la police militaire américaine. Les habitants des villes vont aussi s'approvisionner à la campagne, où ils échangent leurs précieux kimonos contre de la nourriture. Selon une expression populaire, ils mènent une « existence de pousses de bambou » *(takenoko seikatsu)*, qui les conduit à se dépouiller peu à peu pour survivre, comme le bambou comestible doit être épluché pour être consommé. Aux millions de civils déplacés ou sans abri s'ajoute la pression des 5 millions d'anciens combattants de retour dans leurs familles, sans compter les millions de « rapatriés » *(hikiagesha)* originaires des anciennes colonies et victimes d'une discrimination généralisée, car les Japonais de l'après-guerre cherchent à prendre leurs distances avec l'effondrement de l'empire.

Face à cette population disloquée, le premier obstacle, pour les troupes d'occupation, est celui de la langue. Des Américains d'origine japonaise – appelés *nisei* lorsqu'ils sont nés sur le sol américain de parents immigrés – se voient attribuer des fonctions d'interprétariat, notamment pour les services de renseignement militaire et dans le cadre du Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient, créé en janvier 1946 *(cf. p. 38)*. Plus de 5000 d'entre eux participent à l'occupation du pays. Aux nombreux GI qui ne connaissent pas le japonais, le film de 1945 *Our Job in Japan (« Notre travail au Japon »)*, écrit par Theodor Seuss Geisel – le célèbre auteur et illustrateur de livres pour enfants Dr. Seuss –, conseille de faire preuve de *« bon sens »* et d'avoir des gestes bienveillants à l'égard de la population civile. Cela passe par la distribution de cigarettes aux adultes et de chewing-gums aux enfants.

Dans un pays blessé par la guerre, les GI se comportent souvent comme des touristes. Qu'on en juge avec un livret de 1946 intitulé *Un tour d'Hiroshima, la ville atomique* et publié par l'état-major de la 8e armée américaine, la principale force chargée de l'occupation militaire du Japon. Il est

La société japonaise opère une lente transformation d'une culture de guerre en culture de paix

mis en circulation à l'époque même où le journaliste américain John Hersey fait paraître dans le *New Yorker*, le 31 août 1946, son célèbre article sur Hiroshima, où il s'efforce de faire comprendre le bombardement à travers le regard de six victimes japonaises. Or, dans le guide touristique à destination des GI, pas une seule mention des victimes civiles, mais seulement de l'impact de la bombe sur le célèbre dôme de Genbaku, l'ancien palais de l'industrie de la préfecture de Hiroshima. Du haut d'un des bâtiments les plus élevés, le guide promet aux GI-touristes *« un panorama splendide sur la ville* [sic] *où les effets de l'explosion sont visibles dans un rayon de plus de deux kilomètres »*.

La honte contre la faute

C'est également en 1946 que l'anthropologue de l'université Columbia Ruth Benedict publie son célèbre ouvrage *Le Chrysanthème et le Sabre*, répondant à une commande du Pentagone, deux ans plus tôt, dans la perspective de la future occupation du pays. Étrange étude, en réalité, menée loin du Japon par une anthropologue qui n'y a jamais mis les pieds et n'en connaît pas la langue. Ruth Benedict travaille au moyen d'entretiens avec des prisonniers de guerre ou des Japonais vivant aux États-Unis, de journaux, de films d'avant-guerre ou de propagande. Non sans éviter les stéréotypes, elle cherche à dessiner un *« modèle culturel »* japonais, fondé sur l'obligation, le devoir, la dette et

WERNER BISCHOF ESTATE/MAGNUM PHOTOS

sur une notion centrale : la honte, qui frapperait les Japonais lorsqu'ils sont en public, alors que les sociétés occidentales seraient plutôt des sociétés de la faute. Plus que son exactitude dans la description d'une société dont elle ne prend pas assez en compte l'évolution historique, l'œuvre de Ruth Benedict importe par ses recommandations aux futures forces d'occupation : ne pas s'en prendre à la figure tutélaire de l'empereur, qui sera exempté, de fait, de toute poursuite pour crime de guerre. Elle fonde ainsi les principes d'une occupation apaisée. La traduction de son livre en japonais, en 1948, connaît un grand succès dans l'archipel.

Dès la première année de l'occupation, la société japonaise opère une lente transformation d'une culture de la guerre vers une culture de la paix. L'historien John Dower a souligné que cette transition passe d'abord par le langage et une forme d'ironie. Les uniformes militaires *(heitai fuku)* sont rebaptisés « uniformes de la défaite » *(haisen fuku)*. De même, les godillots de l'armée japonaise sont



KUNIHIKO MIURA/YOMIURI/THE YOMIURI SHIMBUN/AFP

L'alliance perdure **La Première ministre du Japon Takaichi Sanae salue, en octobre 2025, les troupes américaines du porte-avion *USS George Washington*, à la base navale de Yokosuka.**

appelés « chaussures de la défaite ». Les troupes d'occupation deviennent un marché privilégié pour les entreprises en cours de reconversion. Les appareils photo Baby Pearl sont destinés au tourisme des GI dans l'archipel, tandis que de nouvelles marques de cigarettes – Rose, Salon et Gion, du nom du célèbre quartier de geishas à Kyoto – visent la clientèle américaine.

Durant cette période, les relations entre GI et jeunes Japonaises évoluent rapidement et peuvent donner lieu à une grande diversité de situation. Si le gouvernement japonais met d'abord en place des lieux de prostitution dans le but de protéger « les femmes respectables », la figure de la *panpan* (une prostituée des rues) s'impose ensuite comme une métaphore de l'occupation et de l'humiliation des hommes japonais. Ce qui n'empêche pas aussi, des rapprochements, jusqu'à des relations de longue durée qui témoignent du changement d'image. Ainsi, plus de 45 000 Japonaises émigrent aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale. C'est le plus grand mouvement d'immigration de femmes de toute l'histoire états-unienne, qui aura contribué, dans les années 1960, à une augmentation de 10 % de la population asiatique-américaine dans le pays. Pour ces femmes, les difficultés sont nombreuses, parmi lesquelles l'isolement social, la barrière culturelle et, parfois, la discrimination raciale. Même si l'hostilité raciale persiste pour de nombreux vétérans et leurs familles, et cela pour des décennies, la guerre sans merci a débouché sur une normalisation des rapports entre les deux pays, le contexte de la guerre froide rendant de plus en plus indispensable un partenariat entre les États-Unis et le Japon. ■

NOTES

1. H. Luce, « On to Tokyo and What? », *Life*, 21 mai 1945, p. 32.
2. J. Dower, *War without Mercy. Race and Power in the Pacific War*, New York, Pantheon Books, 1986.
3. Shibusawa Naoko, *America's Geisha Ally. Reimagining the Japanese Enemy*, Cambridge (Massachusets), Harvard University Press, 2006, p. 25.

POUR EN SAVOIR PLUS

La guerre du Pacifique

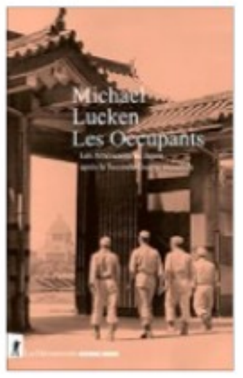
H. P. Bix, *Hirohito and the Making of Modern Japan*, New York, Harper Collins, 2000.



B. Cabanes, *Les Fantômes de l'île de Peleliu*, Seuil, 2025.
J. W. Dower, *War without Mercy. Race and Power in the Pacific War*, Pantheon Books, 1986.
M. Lucken, *Les Japonais et la Guerre, 1937-1952*, Fayard, 2013.
P.-F. Souyri, *Nouvelle histoire du Japon*, Perrin, 2010 ; avec C. Sereni, *Kamikazes*, Flammarion, 2015.

L'occupation et l'après-guerre

G. J. Bass, *Judgment at Tokyo. World War II on Trial and the Making of Modern Asia*, New York, Alfred A. Knopf, 2023.
J. W. Dower, *Embracing Defeat. Japan in the Wake of World War II*, New York, W. W. Norton & Co., 1999.
S. Kovner, *Occupying Power. Sex Workers and Servicemen in Postwar Japan*, Stanford University Press, 2012.
R. Kramm, *Sanitized Sex. Regulating Prostitution, Venereal Disease, and Intimacy in Occupied Japan, 1945-1952*, Oakland, University of California Press, 2017.



M. Lucken, *Les Occupants. Les Américains au Japon après la Seconde Guerre mondiale*, La Découverte, 2025.
M. J. McLelland, *Love, Sex, and Democracy in Japan During the American Occupation*, New York, Palgrave Macmillan, 2012.
A. Nanta, « La décolonisation japonaise, 1945-1949 », J. Fremigacci *et al.* (dir.), *Démontage d'empires*, Riveneuve, 2012, pp. 257-283.
Tanaka Yuki, *Japan's Comfort Women. Sexual Slavery and Prostitution during World War II and the US Occupation*, Londres, Routledge, 2001.

« L'Histoire » a publié

« 1931-1945. Asie-Pacifique. L'autre guerre mondiale », *L'Histoire* n° 413-414, juillet-août 2015, numéro spécial.
P.-F. Souyri, « Pourquoi l'armée japonaise a massacré à Nankin », *L'Histoire* n° 508, juin 2023, pp. 56-61.

Retrouvez plus d'informations sur www.lhistoire.fr

L'Atelier des
CHERCHEURS

Face aux protestants, les nonnes résistent !

L'obligation du célibat monastique est une aberration aux yeux des protestants. Aussi, dès les années 1520, en Suisse ou dans le Saint Empire, encouragent-ils les religieuses à quitter le couvent et à se marier. Mais, contre toute attente, les femmes vont leur tenir tête.

Par Éléna Guillemard

Les représentations communes réduisent souvent les religieuses catholiques à une forme de passivité, les cantonnant à la prière ou à la contemplation. Elles seraient des femmes coupées du monde, en particulier de celui de la politique. Mais, au XVIe siècle, les nonnes deviennent l'objet d'un débat de fond entre catholiques et protestants. La divergence idéologique et théologique à leur propos peut se résumer ainsi : la vie au couvent est-elle sainte, chaste et idéale, comme le pensent les catholiques, ou, au contraire, est-elle la voie privilégiée du diable, éloignant les femmes du seul remède à leur disposition pour lutter contre les tentations, à savoir le mariage ? Loin d'en rester à un affrontement de papier entre théologiens, cette question produit des effets concrets. Dans les espaces européens qui passent à la Réforme (qu'elle soit luthérienne, anglicane ou calviniste), les réformateurs et les pouvoirs publics cherchent à fermer les lieux monastiques, à évacuer leurs habitantes et à les installer, idéalement par le mariage, dans le monde séculier. Les femmes qui quittent les ordres ont en effet ▶



L'AUTEURE Maîtresse de conférences en histoire moderne *à l'université Paul-Valéry-Montpellier, Éléna Guillemard a notamment publié* L'Adieu aux ordres. Les sécularisations des religieuses au moment de la Réforme *(Schwabe, 2024).*

PHOTO PERSONNELLE – FLORENCE, MUSEO STIBBERT ; A. DAGLI ORTI/NPL-DEA PICTURE LIBRARY/BRIDGEMAN IMAGES

Also Gehen die Closter Jungfrauen Gräffin gekhlaedt Vor mittag
Seemss Kirchen, Vnnd nach mittag Weltlich geklaedt Vnd mögen
sich behey Tradten aus dem Closter zu Coler.



Thus the Noble Nuns at Cologne are dress'd, to go to Church.
quit their Convent in the afternoon, but not in their Conve

Bouchons d'oreille **Dans le Saint Empire comme à Cologne, les nonnes ne sont pas restées passives lors de l'introduction des réformes protestantes au XVI^e siècle (aquarelle du XVIII^e siècle). A Strasbourg par exemple, alors qu'elles doivent assister sous la menace aux sermons, elles se bouchent les oreilles avec des bouchons de cire ou déguisent des statues en nonnes.**

moins de possibilités que les hommes moines ou religieux qui, eux, peuvent continuer leur carrière cléricale dans les rangs protestants. Il est d'ailleurs fréquent, dès les années 1520, de compter parmi les pasteurs les plus véhéments de la cause protestante, d'anciens membres du clergé catholique : Luther, ancien moine augustin, en est l'illustration la plus célèbre. Mais le pastorat protestant est encore loin d'être ouvert aux femmes : les anciennes religieuses, pour trouver des moyens de subsistance, ne peuvent donc passer que par le mariage ou le soutien de leur famille.

Certaines femmes (notamment celles qui étaient les moins convaincues par leur vie conventuelle) voient l'arrivée de la Réforme avec bonheur et quittent les institutions monastiques pour se convertir aux nouvelles idées. Catherine de Bore (ou Katharina von Bora), l'épouse de Luther, s'échappe en 1523 du couvent et finit par devenir l'exemple idéal de l'épouse de pasteur. D'autres, dans le Saint Empire, en Suisse, à Strasbourg ou dans le royaume de France, suivent le même chemin de conversion et de mariage. En France, en 1572, Charlotte de Bourbon fuit l'abbaye royale de Jouarre après s'être convertie au protestantisme et épouse Guillaume de Nassau, le prince d'Orange. Mais, dans le royaume de France, il s'agit d'exceptions.

Au début des bouleversements religieux, les réformateurs sont pourtant convaincus que les nonnes sont enthousiastes à l'idée de sortir des monastères où elles sont enfermées, souvent contre leur gré. Luther comme Calvin correspondent avec des religieuses pour leur démontrer les avantages d'une vie séculière. Calvin, dans sa *Confession de foi*, explique les deux raisons pour lesquelles l'obligation du célibat monastique est une aberration. D'abord, les hommes ne peuvent interdire ce que Dieu permet (or, à la Création, il a institué le mariage pour qu'Adam et sa descendance mâle ne soient pas seuls). Ensuite, le mariage est le seul remède pour celles et ceux qui ne sont pas capables de continence : à part quelques élues et élus, ces derniers sont majoritaires. Le mariage doit mettre fin à leur lutte perpétuelle et vouée à l'échec pour conserver leur chasteté.

Selon Calvin, le mariage est le seul remède pour celles et ceux qui ne sont pas capables de continence

Parallèlement à ces tentatives de persuasion par écrit, des réformateurs commencent à prêcher auprès des communautés de femmes. Mais l'offensive contre les monastères s'avère plus difficile que prévu : partout, et alors que les communautés masculines se dissolvent souvent rapidement, les femmes sont nombreuses à refuser de se convertir et choisissent, à nouveau et avec grand bruit, la voie monastique. A Strasbourg, des statues déguisées en religieuses sont placées dans l'église afin de faire croire qu'elles écoutent les prédications imposées par les réformateurs ; d'autres fuient et s'exilent dans les régions restées catholiques d'Angleterre, de l'empire ou de Suisse. Les femmes des ordres font preuve d'une capacité d'action remarquable.

Émanciper par force

Prenons l'exemple de la Suisse, où les magistrats et les pouvoirs politiques encadrent et relaient le passage à la Réforme. Le cas de ces femmes cloîtrées, petit à petit délogées des couvents par les autorités calvinistes, hostiles au monachisme, révèle plusieurs mécanismes d'accompagnement gouvernemental des expulsions de monastère.

La ville de Genève est ainsi confrontée à la nécessité inédite d'intégrer au monde séculier des femmes ayant fait des vœux éternels de chasteté, d'obéissance et de respect des règles



EISENACH, MUSEUM DER WARTBURG ; ARTOTHEK/LA COLLECTION

DÉCRYPTAGE D'IMAGE

Les époux Luther

Ces deux célèbres portraits de Cranach l'Ancien (v. 1525-1526) montrent le couple luthérien, emblématique des premiers mariages cléricaux permis par la Réforme. Martin Luther et Catherine de Bore (Katharina von Bora) se sont mariés en 1525 : leur union est considérée comme blasphématoire par les catholiques. A l'échelle de toute l'Europe, l'événement de ce mariage doublement clérical (un ancien moine épouse une ancienne religieuse) provoque des réactions, outrées ou enthousiastes, selon les choix confessionnels. Même Henri VIII, le roi d'Angleterre, fervent catholique avant de rompre avec Rome, écrit à Luther pour lui témoigner son horreur.

monastiques. Il n'y a alors qu'un seul couvent de femmes dans la ville, celui des Clarisses, ces religieuses de l'ordre contemplatif fondé par sainte Claire (1212) sur le modèle de la règle franciscaine. Il ne s'agit plus, pour les tenants de l'autorité, de les pousser à une simple conversion (individuelle et volontaire), mais bien de leur faire abjurer le catholicisme et de les soumettre à la foi nouvelle, dans un territoire désormais réformé. L'enjeu n'est plus seulement théologique, il est politique.

Les réponses des clarisses de Genève à l'introduction de la Réforme nous sont connues grâce à la chronique rédigée par l'écrivaine du couvent, Jeanne de Jussie *(cf. p. 64)*. Son récit met en évidence un processus de sortie du couvent en partie planifié « par le haut », par les dirigeants protestants, s'étalant sur dix mois depuis l'interruption des vêpres par les réformés, le 28 octobre 1534, jusqu'à la sortie des religieuses de la ville, le 29 août 1535.

Cette volonté de faire quitter la vie monastique aux sœurs s'appuie sur les critiques virulentes des vœux monastiques de deux grands réformateurs suisses, Guillaume Farel et Pierre Viret. Durant leurs prêches à Genève en avril 1535, ils encouragent leurs auditeurs à chasser les religieuses du couvent de Sainte-Claire, quitte à utiliser la violence, enjoignant *« que chacun les doivent lapider »*[1]. Les prédicateurs dénoncent la mascarade d'une vie faussement vouée à Dieu, car *« ce n'était que paillardise et hypocrisie »*. Farel invite les Genevois à *« les mettre dehors et les faire toutes marier »*. Encore une fois, il n'est plus question d'une simple conversion mais d'une extirpation du catholicisme ; les religieuses incarnent toute la radicalité de l'ancienne foi que les protestants dénoncent.

Que le prédicateur associe sortie du couvent et impératif du mariage pour les ex-religieuses n'est pas surprenant : l'injonction au mariage, on l'a vu, parcourt les textes de la Réforme. Le mariage des anciennes religieuses apparaît comme crucial dans un chemin individuel menant au protestantisme : la sexualité et la vie conjugales deviennent alors les preuves tangibles d'un passage à la Réforme, une étape décisive dans un chemin menant à une re-conversion accomplie.

Dans cette condamnation de la vie conventuelle, les pouvoirs politiques de la ville prennent le relais des réformateurs. A Genève, ce sont les « syndics », représentants élus de la bourgeoisie tenant les rênes économiques de la cité, qui endossent ce rôle. En 1535, ils tentent d'imposer aux sœurs leur présence à la dispute de Rive, où s'affrontent pendant plusieurs jours des argumentaires des deux confessions entre des représentants catholiques et protestants. Derrière cette obligation, deux intentions : celle, spirituelle, de faire sortir les religieuses de leur « prison », et celle, éminemment politique, de donner un témoignage éclatant du pouvoir de persuasion des réformés, et donc de la véracité de leur foi.

Dans le discours des autorités municipales de Genève employées à la conversion des clarisses, l'abbesse est pointée du doigt comme un obstacle à l'accès des sœurs aux idées neuves : obliger ces dernières à écouter les sermons réformés permettra d'émanciper celles qui restaient au couvent *« par force »* et qui *« se rendraient volontiers à l'Évangile s'il leur était prêché »*. Mais les sœurs s'obstinent face à leurs détracteurs et les



Anticléricalisme **En 1530, Holbein reprend le genre des danses macabres dans cette caricature qui montre une abbesse horrifiée par la mort. L'hostilité aux couvents est l'un des thèmes favoris de l'anticléricalisme des réformés.**

BERLIN, BPK, DIST. GRANDPALAISRMN/HELKE KOHL, ELLEN FRANK

▶ menaces fusent. L'un des hommes envoyés au couvent explique ce qui devrait être fait : « *Chacun de nous en prendra une en sa maison, et journellement vous mènera à la prédication, car il faut changer sa vie mauvaise.* » Cette mesure évoquée n'est pas circonscrite à Genève. En France, à Agen, les annonciades (religieuses de l'ordre de la Vierge Marie) sont contraintes de vivre un mois au sein de familles protestantes : le *Journal* du couvent relate que les protestants les « *mirent par les maisons des huguenots pour être instruites à leur religion* »[2]. On souhaite alors imposer à ces femmes un accompagnement individuel, quotidien et domestique : c'est par la fréquentation de vrais et bons croyants qu'elles seront converties. La dimension genrée de cette tactique est évidente : il s'agit de transformer ces femmes par la pratique quotidienne plutôt que par la dispute théologique.

Entrée en résistance

Sur la vingtaine de religieuses qui composent la communauté genevoise, les jeunes nonnes sont les premières visées : ce sont elles qu'il faut séduire car elles seraient encore malléables. Farel, prêchant au couvent sur l'invitation des autorités municipales, explique « *que plusieurs de ces jeunes filles viendraient volontiers à la vérité de l'Évangile et* [a]*u bien de mariage* »[3]. A ce critère d'âge s'ajoute un argument géographique : les hommes veulent s'adresser en priorité aux religieuses locales, genevoises ou des environs, qui, si elles fuyaient la ville, s'éloigneraient de leur réseau familial. Rappelons ici que la vie religieuse au XVI[e] siècle n'est pas une vie coupée du monde : les religieuses reçoivent leurs parents et continuent à les fréquenter même depuis leur couvent. L'argument réformé est ici affectif et la rhétorique émotionnelle, évidente : s'exiler pour sa foi revient à se couper de sa famille. Avec ces deux types d'actions sciemment dirigées vers les plus jeunes et les femmes de la région, on voit donc que la volonté de supprimer les couvents est bien, pour les réformés, une opération planifiée.

Une autre initiative est lancée pour convaincre ces femmes. Marie Dentière, ou d'Ennetières (1495-1561), est envoyée prêcher au couvent. Ancienne religieuse, mariée à diverses reprises, mère de plusieurs



Mariages **Cette couverture d'un ouvrage allemand de 1522 illustre la variété des mariages cléricaux appelés de leurs vœux par les protestants : en haut, à gauche, une religieuse et un moine s'unissent.**

DANS LE TEXTE

Les Clarisses de Genève « Là où Dieu nous conduira »



[Le syndic demande où les religieuses veulent partir] **"Là où Dieu nous conduira", dit mère vicaire. "Seulement, nous vous supplions de nous conduire sans outrage à nos personnes hors de votre ville. *[…]*" "Comment ?" dit le syndic. "Mère vicaire, parle*[z]* pour vous, et laisse*[z]* parler et dire aux autres leurs courages et volontés *[…]*." Mère vicaire dit : "Toutes sont de mon vouloir. Répondez, mes sœurs !" Toutes dirent à une et haute voix : "Nous ne désirons que d'être hors d'ici pour servir à Dieu en paix, et vous supplions de nous mettre hors de la ville en sûreté, car nous la voulons suivre comme notre mère, en quelque lieu qu'elle soit. Et tenons pour fait tout ce qu'elle fera." "Or donc, belles dames", dit le syndic, "avisez le jour que vous voudrez partir, et dites comment vous pensez faire." "Certes", dit mère vicaire, "nous vous supplions qu'il soit demain à la belle levée du jour, et qu'il vous plaise nous octroyer seulement nos cottes et manteaux pour nous garder du froid"."**

Extrait modernisé de Jeanne de Jussie, *Petite Chronique, Einleitung, Edition, Kommentar*, Helmut Feld (éd.), Darmstadt, P. von Zabern, 1996, p. 265.

GENÈVE, BASILIQUE NOTRE-DAME ; MHM55/CC-BY-SA-4.0 – COLLECTION PARICULIÈRE, TOUS DROITS RÉSERVÉS



Quitter le couvent **Cette illustration d'une sortie du cloître à Zurich, en 1523, montre les religieuses quitter paisiblement leur couvent. Cette vision pacifique est contredite par de nombreux exemples en Suisse.**

enfants, elle tente de montrer à quel point sa voie est louable et bénéfique. Elle insiste notamment sur le bonheur de demeurer auprès d'un « *joli mari* », revenant sur l'épanouissement que confère un mariage heureux. Mais l'exemple, aussi enthousiasmant soit-il, ne suscite aucune vocation spontanée.

A Genève, les promesses d'aides financières ne parviennent pas à briser la communauté

Comme Marie Dentière, les autorités protestantes se heurtent à une communauté soudée. Ils tentent alors de mener des interrogatoires individuels pour extraire les femmes des interactions communautaires (autre technique bien connue pour dissoudre des solidarités potentielles de groupe) : aux plus âgées, on demande si elles retiennent les jeunes de force, aux plus jeunes, on présente les intérêts du mariage. Là encore, l'initiative échoue presque entièrement. Une seule religieuse quitte la communauté : Blaisine Varembert rejoint la vie séculière. Avec l'aide du Conseil qui la dote, elle épouse un ancien prêtre.

Malgré tous ces moyens de pression, les autorités genevoises ne réussissent pas à briser l'unité de la communauté. Ni les promesses d'une vie séculière ni celles d'aides financières, ni encore celles du salut ne persuadent les sœurs, qui fuient à Annecy (où, après maintes péripéties, elles finissent par installer leur communauté). Pourquoi cet échec ? C'est que sortir du couvent n'est pas forcément identifié comme une libération par les nonnes. Le cloître n'est pas seulement un lieu sacré, mais aussi un lieu protégé, dans lequel ces femmes vivent, parfois depuis plusieurs décennies.

L'argument des réformateurs d'une destinée incomplète au couvent, qu'il faudrait parfaire dans une vie d'épouse et de mère, n'a donc pas l'effet escompté. C'est aussi que la communauté est composée de femmes de tous âges : si l'idée de fonder une famille a pu convaincre les plus jeunes, les « anciennes » de la communauté redoutent, en sortant, la perspective d'une vie séculière marquée par l'insécurité, voire la précarité.

Face aux choix et aux discours de persuasion multiples, les religieuses préfèrent garder le voile, résister, y compris par l'exil. L'existence séculière de Blaisine leur donnera d'ailleurs plutôt raison : femme battue par son mari, elle meurt rapidement après un séjour en prison pour adultère. ■

ZÜRICH, ZENTRALBIBLIOTHEK, MS B 316 FOLIO 86R/CC-PDM-1.0

MOT-CLÉ

Nonne

Terme synonyme de religieuse, même si, dès le XIXe siècle, il « *ne se dit plus guère que dans le style léger* » (Littré). Il en va de même pour « nonnain », cas oblique de « nonne ». Dans les sources des XVIe et XVIIe siècles, les deux termes sont employés alternativement, sans connotation péjorative.

NOTES

1. Cf. J. de Jussie, *Petite Chronique. Einleitung, Edition, Kommentar*, H. Feld (éd.), Darmstadt, P. von Zabern, 1996, p. 172.
2. Cf. P. Lauzun, *Les Couvents de la ville d'Agen avant 1789*. T. II, *Couvents de femmes*, Agen, Michel & Médan, 1893, pp. 45-46.
3. Cf. J. de Jussie, *op. cit.*, p. 199.

Empire romain

La muraille d'Aurélien en 3D

Édifiée entre 271 et 279, cette défense est la plus longue muraille urbaine de l'Antiquité. Sa reconstitution virtuelle nous offre de précieuses informations.

Entretien avec Philippe Fleury et Sophie Madeleine

Les *Muri Aureliani*, c'est-à-dire la muraille d'Aurélien (empereur de 270 à 275), sont un ensemble de murs en béton romain : deux parements en brique autour d'un remplissage constitué de chaux, de sable et de moellons. Cette muraille s'élevait à environ 8 mètres à l'époque d'Aurélien, pour presque 4 mètres d'épaisseur. Des quelque 250 tours d'origine, il en reste 182 pour surveiller les 19 kilomètres de la plus longue des murailles urbaines de l'Antiquité.





LES AUTEURS

Philippe Fleury *est professeur de latin émérite à l'université de Caen-Normandie.*

Sophie Madeleine *est directrice du Centre interdisciplinaire de réalité virtuelle (Cireve) à l'université de Caen-Normandie.*



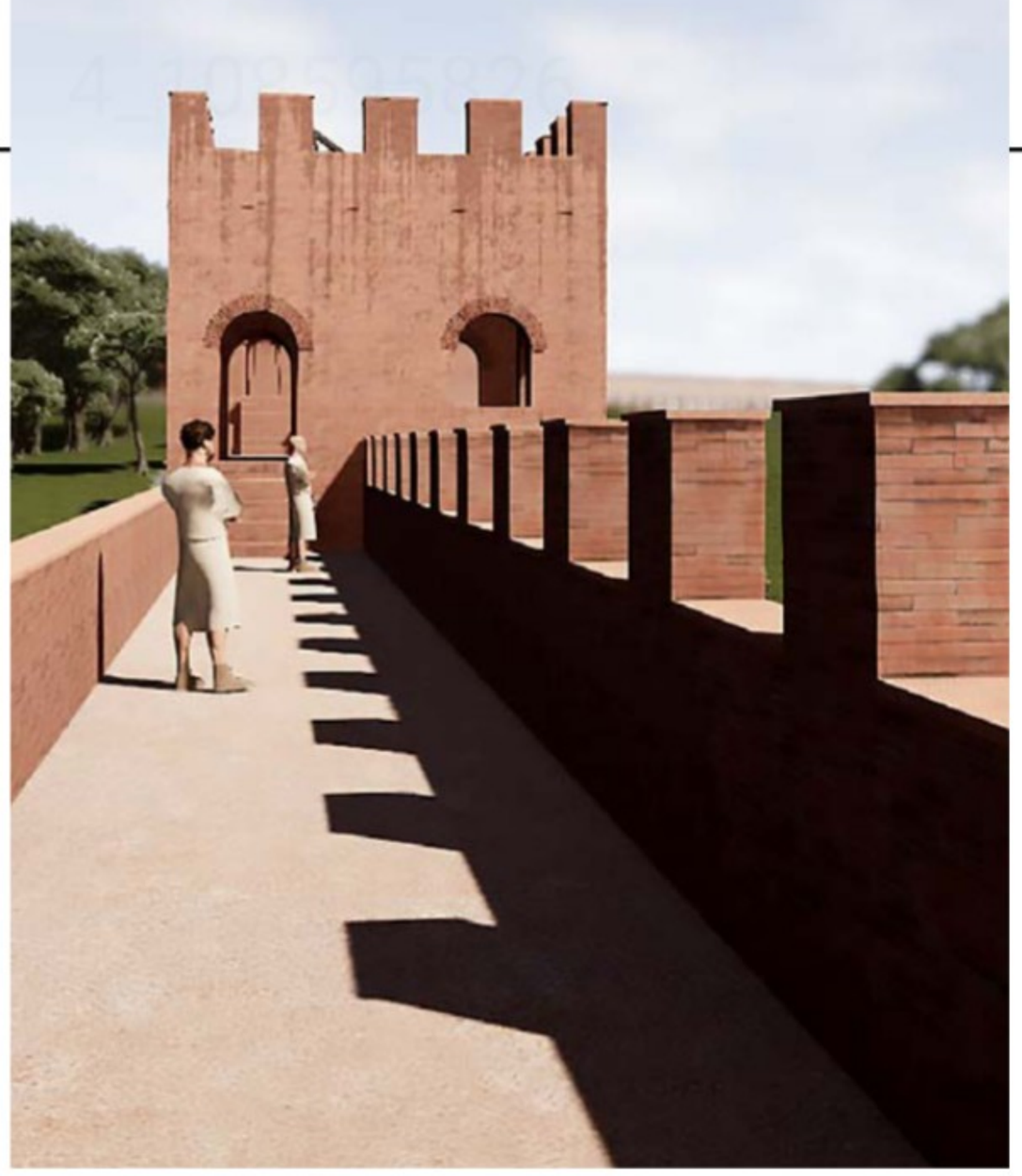
Honorius **La muraille Aurélienne a été profondément transformée au Ve siècle par l'empereur Honorius.**

Cette muraille n'est cependant pas la première : les récits légendaires racontent que Romulus, fondateur de Rome en 753 avant notre ère, en fit édifier une sur le Palatin, dont certains archéologues pensent avoir retrouvé un tronçon, bien que cette hypothèse reste débattue. Mais la muraille qui fut celle de Rome pendant une grande partie de son histoire fut construite au VIe siècle av. n. è. : il s'agit de la muraille Servienne, du nom du roi Servius Tullius sous le règne duquel elle aurait été érigée. Des tronçons en sont toujours visibles aujourd'hui. Cette muraille fit l'objet d'une réfection au IVe siècle av. n. è., mais elle fut débordée par les constructions en raison de la forte croissance de la ville dans les derniers siècles de la république. Elle subit ensuite des destructions, comme sous le règne de Trajan, pour édifier le forum qui porte son nom au IIe siècle.

Il faut donc se rendre compte que, des derniers siècles av. n. è. à la fin du IIIe siècle, Rome n'a pas eu de muraille pour se défendre. C'est la preuve de la confiance des Romains dans leur

UNIVERSITÉ DE CAEN NORMANDIE, CIREVE – AOSTE, MUSEO DEL TESORO ; NPL-DEA PICTURE LIBRARY/BRIDGEMAN IMAGES





Reconstitution A gauche : tour et rempart de la muraille d'Auréllen telle qu'elle existe encore aujourd'hui à Rome. A droite, leur modélisation en 3D par l'équipe de Caen-Normandie.

PLAN

Rome et ses enceintes



Les Anciens attribuaient à Romulus la fondation d'une cité sur le Palatin, au VIIIe siècle av. n. è. Cette époque vit bien le regroupement des villages des collines alentour pour former Rome, même si la découverte d'une muraille érigée par le fondateur mythique autour du Palatin reste objet de débat. C'est au VIe siècle av. n. è. que Rome se dota d'une enceinte, attribuée au roi Servius Tullius. D'une longueur de 11,5 kilomètres, elle englobait la cité. Reconstruite et renforcée au IVe siècle av. n. è., elle fut vite dépassée par les constructions devant la forte croissance démographique des derniers siècles de la république, qui porta Rome au million d'habitants au Ier siècle de n. è. L'élite politique républicaine puis les empereurs transformèrent la ville au travers d'importants travaux monumentaux et urbanistiques. Mais la confiance des Romains dans leur supériorité militaire et dans leur domination sur un vaste empire territorial rendit longtemps superflue l'élévation d'une nouvelle muraille.
Au IIIe siècle, les menaces aux frontières et les raids des Alamans en Italie changèrent la donne. En 271, l'empereur Aurélien ordonna l'édification d'une impressionnante muraille d'une longueur de 19 kilomètres et forte de 250 tours, à la mesure de l'extension du territoire de la cité.

▶ supériorité militaire, dans la solidité des frontières, mais aussi de l'absence d'attaque en profondeur de la part des Barbares.

Il est vrai que la muraille d'Aurélien joue un rôle avant tout militaire, comme le rappellent les textes qui l'évoquent : sa construction a été ordonnée fin 271, alors que les Alamans, confédération de peuples germaniques du sud de l'Allemagne actuelle, avaient pénétré en Italie, ne s'arrêtant qu'à 200 kilomètres au nord de Rome. Il faut cependant souligner qu'elle a sans

Une construction décidée en 271, alors que les Alamans sont à 200 kilomètres au nord de Rome

doute joué, aussi, un rôle dans la politique intérieure : l'arrivée d'Aurélien au pouvoir marque un important moment de lutte contre la corruption. Il a, entre autres mesures, fait fermer l'atelier monétaire de Rome pendant deux ans, parce qu'il produisait une majorité de fausses monnaies. Une « révolte des monétaires » – les ouvriers qui travaillaient dans cet atelier – éclata au début de l'année 271, et la construction de cette muraille permit peut-être d'occuper et de payer le peuple : on estime qu'un dixième de la population mâle adulte a œuvré à ce chantier, qui a été le plus important du IIIe siècle. Il a duré huit ans, la muraille ne fut achevée qu'en 279, sous le règne de Probus.

Défense jusqu'en 1870

Sa fonction militaire est toutefois essentielle, dans un contexte d'urgence. Pour économiser du temps et des matériaux, d'anciens monuments ont été inclus dans la muraille. On peut notamment citer le cas spectaculaire de la pyramide de Cestius, un tombeau datant du Ier siècle av. n. è., de 36 mètres de haut et 30 mètres de large, ce qui a permis d'économiser environ 800 m³ de matériaux. Elle a englobé aussi des aqueducs, des réservoirs, des murs de jardin et même un amphithéâtre ! Il s'agit donc d'une construction complexe, tenant compte du terrain et des bâtiments sur son tracé, dans un souci d'efficacité et d'économie.



Au sein du Centre interdisciplinaire de réalité virtuelle (Cireve) de l'université de Caen-Normandie, nous avons fait le choix pour reconstituer en 3D la muraille de partir des sources littéraires, puis d'y ajouter des connaissances archéologiques et iconographiques. Notre travail est interdisciplinaire : antiquisants et informaticiens travaillent dans les mêmes bureaux, ce qui aide à créer un modèle précis et adapté, facilement corrigeable. La réalité virtuelle, utilisée dans notre laboratoire, permet de faire tout ce que l'on souhaite au sein du modèle, un peu comme dans un jeu vidéo, tout en accédant aux données brutes qui ont rendu possible cette construction. On peut tout à la fois s'en servir dans un but d'illustration à destination du grand public, et comme espace d'expérimentation entre chercheurs, pour tester des hypothèses.

Ainsi, en s'immergeant dans le modèle virtuel, on se rend compte à quel point le Forum républicain est dominé par un temple de la déesse Vénus, situé au sommet de la plate-forme autrefois interprétée comme celle du Tabularium, alors que le temple de Jupiter Capitolin, situé de l'autre côté de la colline, est invisible contrairement à ce que l'on voit souvent écrit. Nous avons fait le choix de représenter Rome à l'époque constantinienne, dans les années 320, mais nous produisons aussi des modèles représentant d'autres périodes afin de montrer l'évolution des bâtiments.

Jusqu'au début du Ve siècle, la muraille Aurélienne changea peu. Elle fut transformée sous l'empereur Honorius (395-423) qui en augmenta la hauteur, ce qui ne servit à rien contre les attaquants Alaric Ier (410) et Gensséric (455), qui se firent ouvrir les portes de l'intérieur. Elle traversa ensuite les siècles, et son usage militaire ne cessa qu'après la prise de Rome par les troupes italiennes, le 20 septembre



Maquette en plâtre **Ci-dessus : Paul Bigot, Grand Prix de Rome en 1900, a travaillé à la réalisation d'une maquette de la Rome antique (échelle 1/400). En médaillon : une monnaie d'or à l'effigie de l'empereur Aurélien.**

CHICAGO ART INSTITUTE, 1922.4899 ; AKG-IMAGES – UNIVERSITÉ DE CAEN NORMANDIE, CIREVE, PLAN DE ROME



La muraille d'Aurélien entre la porte Asinaria et l'amphithéâtre Castrense.



L'amphithéâtre Castrense encastré dans la muraille d'Aurélien.



Les couloirs de circulation de l'amphithéâtre Castrense.



Un onagre sur la plate-forme supérieure d'une tour.

DÉCRYPTAGE D'IMAGE

3D : mode d'emploi

La modélisation en 3D montre les hypothèses des chercheurs à partir des données archéologiques et textuelles : la variante de la muraille avec deux chemins de ronde, l'un sous des arcades, l'autre au sommet du mur (image 1) ; l'élévation de l'amphithéâtre Castrense, dont les étages supérieurs sont aujourd'hui détruits (image 2) ; la décoration des circulations internes de l'amphithéâtre dont seuls quelques fragments subsistent (image 3) ; le positionnement de l'artillerie sur la muraille, comme l'atteste par exemple Procope, *Guerre contre les Goths*, I, XII, 3 (image 4).

1870, et la fin du pouvoir temporel des papes. En 1906, elle devint monument historique, ce qui explique aussi sa bonne conservation !

Des savoirs qui évoluent

Par sa pérennité, la muraille d'Aurélien est devenue l'un des symboles de Rome. Elle joua, pendant de longs siècles, un rôle essentiel du point de vue économique, parce qu'à ses portes étaient prélevés les droits de douane. Elle matérialisait également les limites juridique et religieuse de la cité, dans l'Antiquité comme dans la Rome chrétienne. Qu'on songe aux grandes basiliques « hors les murs » construites dès les premiers temps chrétiens, telle Saint-Paul-hors-les-Murs, sous le règne de Constantin.

Cette représentation de la muraille d'Aurélien s'inscrit dans le projet plus général de la reconstitution de la ville de Rome, commencée en 1994, et que nous passons notre temps à améliorer en fonction des recherches récentes. C'est, pour nous, la continuation du travail de Paul Bigot, Grand Prix de Rome en 1900, qui a œuvré toute sa vie à la réalisation d'une grande maquette en plâtre de la Rome antique à l'échelle 1/400, dont un exemplaire a été légué par son élève Henry Bernard à l'université de Caen en 1956. La maquette de Paul Bigot représente l'état des connaissances sur Rome dans la première moitié du XX^e^ siècle. Aujourd'hui, ces savoirs ont évolué : de nouvelles découvertes ont été faites, d'autres ont été réinterprétées. A l'époque de Paul Bigot, par exemple, on inversait les positions respectives du théâtre de Balbus et du cirque Flaminius car seuls les vestiges de courbure pour les gradins avaient été repérés. Si la maquette de Bigot reste un objet d'art merveilleux à découvrir et la meilleure manière d'appréhender la ville dans son ensemble, la maquette virtuelle permet de présenter des hypothèses de restitution en suivant l'avancée de la connaissance scientifique. L'Athenaeum (sorte d'université) construit par Hadrien et découvert entre 2007 et 2011 lors de travaux a ainsi pu être intégré immédiatement au modèle virtuel. C'est un travail incessant, nous progressons cependant pas à pas, et nous espérons susciter de nouvelles vocations pour nous aider dans ce projet exaltant, parce qu'il amène à mieux saisir dans sa matérialité le fonctionnement d'une ville antique exceptionnelle par sa densité (elle fut millionnaire pendant plusieurs siècles) et par la durée de sa domination sur la Méditerranée. ■

(Propos recueillis par Jules Plassart.)

UNIVERSITÉ DE CAEN NORMANDIE, CIREVE, PLAN DE ROME

Les lunettes, une affaire de médecins ?

C'est seulement lors de la seconde moitié du XIXe siècle, avec le développement de l'ophtalmologie, que les médecins ont commencé à considérer les lunettes comme un dispositif médical. Et à en réclamer le monopole.

Par Corinne Doria

Inventées en Italie au Moyen Age et commercialisées à travers l'Europe depuis le XIVe siècle, les lunettes n'ont pas toujours été un dispositif médical. Apparues à la fin du XIIIe siècle, les premières lunettes pour une vision de près sont équipées de verres convexes fixés sur des pince-nez. Initialement réservées à une élite restreinte (clergé, érudits, classes privilégiées), elles se démocratisent peu à peu et deviennent accessibles à tous. Les personnes qui en portent sont des lettrés, mais aussi des artisans de la précision tels que les tailleurs, les bijoutiers, les graveurs, les ciseleurs et les horlogers. Utilisées aussi bien par les hommes que par les femmes, les lunettes sont fréquemment acquises à titre préventif, dans le but de préserver la vue et d'éviter qu'elle se détériore avec le temps.

Les premières lunettes pour mieux voir de loin datent du XVIe siècle, dotées de verres concaves. Les verres, de forme ronde, sont encaissés dans des montures en métal ou en bois et reliés par un clou (d'où le nom de « clouants » qui leur est parfois donné). Ce type de monture – lourde et épaisse – les rend peu confortables. Elles deviennent pourtant, à partir du XVIIe siècle, un accessoire de mode et même un signe de distinction sociale. Leur utilisation se répand, tandis que la fabrication des montures se transforme. Les matériaux utilisés pour la fabrication des verres sont de plusieurs variétés, répondant à des gammes de prix différentes.

Le béryl, un minéral présent dans les premières lunettes, est rapidement délaissé, car rare et difficile à travailler. Se développe le verre de vitre, avec lequel sont fabriqués des verres de basse qualité pour des lunettes ordinaires, peu chères. Les verres sont désormais souvent reliés par un ressort semi-circulaire, qui maintient les lunettes plus correctement que le nez rigide utilisé auparavant. L'introduction de matières plus précieuses vise à satisfaire les exigences de distinction exprimées par une clientèle fortunée. Au XVIIIe siècle apparaissent les « binocles-ciseaux », arborés avec élégance autour du cou au moyen d'un ruban de soie, ou d'une chaîne en or ou en argent, les « faces-à-main » – des lunettes doubles montées sur une poignée –, tout comme les lorgnettes et les jumelles de théâtre, font partie des accessoires de plus en plus prisés. C'est à la fin du XVIIIe siècle que les premières lunettes permettant d'améliorer la vision à la fois de loin et de près font leur apparition. Connues sous le nom de « lunettes à la Franklin », d'après leur inventeur, le scientifique et homme politique américain Benjamin Franklin, ces montures combinent deux verres

L'AUTEURE Professeure à la Chinese University of Hong Kong (Shenzhen), après s'être consacrée aux morales politiques depuis la Révolution, *Corinne Doria s'intéresse à l'histoire des yeux (aveugles, ophtalmologie, lunettes). Elle a notamment publié « Les lunettes en France au XIXe siècle, 1850-1914 : entre dispositifs médicaux et accessoires de mode » dans* Entreprise et histoire *n° 108, 2022/3.*



PHOTO PERSONNELLE



Pour lire **Les lunettes pour voir de près ont été inventées à la fin du XIIIe siècle (pour voir de loin, il faudra attendre le XVIe siècle). Des hommes d'Église qui en portent sont représentés sur de nombreux manuscrits, fresques et retables (ici vers 1450).**

AIX-LA-CHAPELLE, MUSÉE SUERMONDT-LUDWIG ; NPL/ONE SCIENCE PHOTO LIBRARY/AKG-IMAGES

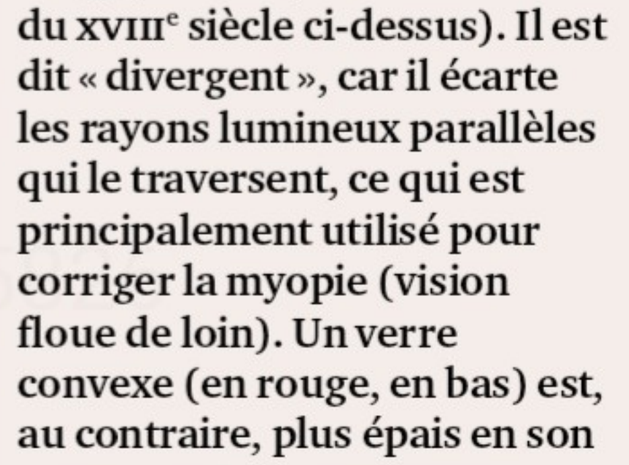
de correction différents en un seul support. Le XVIIIe siècle marque également l'avènement des montures à branches. Surnommés « lunettes à temples permettant de respirer à l'aise », les premiers modèles sont fabriqués en acier, généralement avec des verres ronds et des branches se terminant par de grands anneaux, qui appuient sur la tête. Considérés comme trop « utilitaires », ils sont souvent portés en privé, sans entrer dans les jeux d'ostentation sociale des modèles plus à la mode.

Un flou réglementaire persistant

Fabriquées à l'origine dans les couvents pour l'usage des hommes et femmes d'Église, les lunettes sont, par la suite, produites par des artisans spécialisés dans le travail du verre et du métal. L'obtention d'un verre de haute qualité, transparent, homogène, sans stries ni bulles, réclame en effet un travail long et complexe que seule une certaine expertise est en mesure de fournir. En France, les premiers fabricants de lunettes sont attestés au XVe siècle. Deux cents ans plus tard, on compte plusieurs pôles d'excellence pour la fabrication des lunettes et des verres optiques, à commencer par la capitale. Les artisans-lunetiers les plus réputés ont leur boutique à Paris, à la fois lieu de production et de vente. Il revient cependant à la Manufacture royale de glaces de miroirs d'être le pôle d'excellence de la conception de verres. Créée par Colbert en 1665 à Saint-Gobain, dans l'Aisne, elle devient l'une des rares entreprises du pays en mesure de produire des verres en feuilles épaisses avec un pouvoir optique élevé. A la fin du XVIIIe siècle, un artisan, Jean Desharys, ouvre, dans l'Oise, plusieurs fabriques, dont la production atteint, au début du XIXe siècle, 900 000 paires. A la même époque, c'est pourtant plutôt la ville de Morez, dans le Jura, qui se distingue véritablement. Au milieu des années 1790, Pierre-Hyacinthe Caseaux, artisan forgeron, y avait ouvert une entreprise fabriquant un modèle particulier de lunettes en fil métallique (nommées « lunettes fil » ou « lunettes cheveux »), dont le succès fit démarrer une production à grande échelle, passant de 3 000 pièces en 1826 à 720 000 en 1848.

À SAVOIR

Verres concaves et verres convexes



Les verres optiques sont classés selon leur forme, qui détermine la manière dont ils réfractent la lumière. Un verre concave est plus mince en son centre qu'à ses bords (en rouge, en haut, sur le schéma du XVIIIe siècle ci-dessus). Il est dit « divergent », car il écarte les rayons lumineux parallèles qui le traversent, ce qui est principalement utilisé pour corriger la myopie (vision floue de loin). Un verre convexe (en rouge, en bas) est, au contraire, plus épais en son centre, et dit « convergent », car il rapproche les rayons lumineux, les concentrant en un point focal, ce qui est utilisé pour corriger l'hypermétropie (vision floue de près).



1

1. Face-à-main **En or et serti de diamants, cet accessoire de luxe peut parfois se replier (Tiffany & Co, New York, 1900-1910).**

2

2. Binocle-ciseaux **Il est apparu, comme le face-à-main, au XVIIIe siècle, mais dépourvu de branches (Metropolitan Museum, fin du XIXe siècle).**

3

3. Lunettes de vue **Si cette paire à la monture en argent semble plus moderne, elle est ici la plus ancienne (1860).**

Un flou réglementaire caractérise le marché des lunettes en France, et ce, depuis son origine. Artisan-fabricant de lunettes est une profession qui s'individualise assez tardivement. C'est-à-dire que la profession de lunetier n'existe pas vraiment. D'abord associés aux merciers et aux tapissiers, aux miroitiers par la suite, les fabricants de lunettes reçoivent leur premier statut à la fin du XVIe siècle, quand ils parviennent à faire partie de la guilde des miroitiers et bimbelotiers. Au début du XVIIIe siècle, les artisans spécialisés dans la fabrication de lunettes et d'instruments d'optique prennent le nom d'« opticiens », mais appartiennent toujours à la corporation des miroitiers. En 1776, à la suite d'une réorganisation des brevets de maîtrise, les lunetiers sont classés avec les tapissiers, fripiers en meubles et doreurs sur cuir. Si la production apparaît réglementée, c'est sous un régime d'une extrême liberté que la vente des lunettes s'effectue. Il est possible d'en acheter dans les boutiques des artisans comme dans les épiceries, les magasins d'instruments de précision – à côté des boussoles, des baromètres et des thermomètres – ou auprès des colporteurs. Cette absence de réglementation dans la vente et leurs prix accessibles laissent au client la plus grande autonomie. Ce dernier procède à l'achat s'il en ressent le besoin, s'il en a envie, s'il veut s'offrir un accessoire à la mode. Il lui revient ensuite de les porter en fonction du besoin visuel ou de l'esthétique, objet de nécessité ou accessoire de mode.

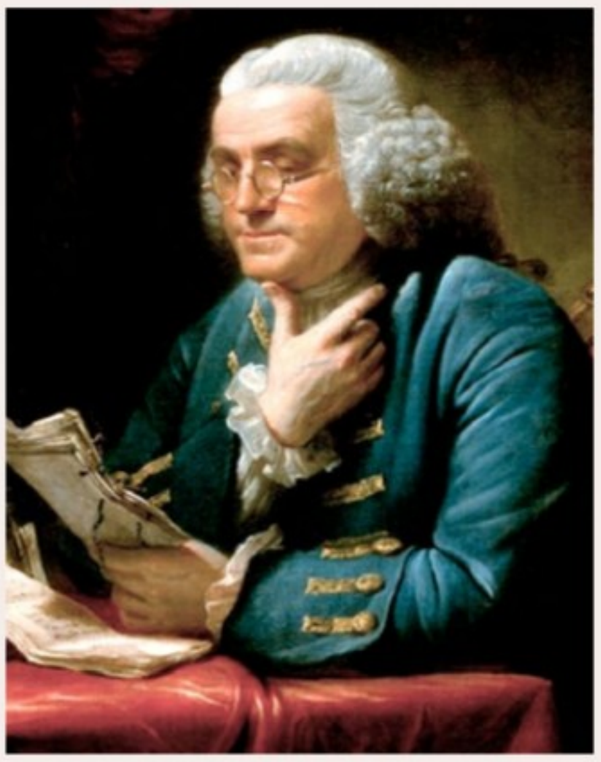
Profession : ophtalmologiste

Tout en étant clairement identifiées comme un dispositif utile en cas de problèmes de vue, les lunettes restent aux marges du discours médical jusqu'à la seconde moitié du XIXe siècle. S'ils reconnaissent que la vision s'améliore grâce aux pince-nez et binocles, les médecins constatent que les lunettes ne « soignent » pas les problèmes de vue mais se contentent d'y suppléer. Comme remède, ils préconisent plutôt d'éviter certains comportements, comme passer soudainement du noir à la lumière, travailler avec un éclairage insuffisant, ou travailler de près trop longtemps. L'utilisation des lunettes n'est pas proscrite, mais conseillée avec grande modération et associée à d'autres moyens thérapeutiques (décoctions d'herbes, collyres, pommades), que l'on estime tout aussi, sinon plus, efficaces.

Un discours scientifique structuré se développe à partir des années 1860. A cette date, l'ophtalmologie commence

FOCUS

Benjamin Franklin, l'inventeur



Benjamin Franklin, polymathe, inventeur et homme politique états-unien, souffrait à la fois de myopie et de presbytie. En 1784, lassé de devoir changer de lunettes, il eut l'idée de couper en deux les verres de deux paires. Il assembla ensuite une demi-lentille de près (convexe) en bas, et une demi-lentille de loin (concave) en haut, dans la même monture. Il venait d'inventer les verres à double foyer, ou bifocaux (peinture de D. Martin, 1767).

LISZT COLLECTION/AKG-IMAGES – NEW YORK, METROPOLITAN MUSEUM ; CULTURAL ARCHIVE/ALAMY/PHOTO12 – COLLECTION PARTICULIÈRE ; ALFREDO DAGLI ORTI/PHOTO12 – WASHINGTON D.C., MAISON BLANCHE ; AKG-IMAGES



« **Binoclards** » **Cette caricature représente différents porteurs de lunettes, avec leurs accessoires, du face-à-main au monocle. Pendant longtemps, les lunettes ont souffert d'une connotation négative, comme en témoigne le qualificatif de « binoclard » (lithographie de Boilly, XIXe siècle).**

JACQUES BOYER/ROGER-VIOLLET

à se constituer comme une spécialité médicale à part entière. Les travaux du médecin néerlandais Franciscus Cornelis Donders contribuent notamment à la description des principales anomalies de la vision, ou amétropies (myopie, hypermétropie et presbytie), en relation avec les caractéristiques physiologiques de l'œil humain. Donders est le premier à publier des études sur le choix des verres en fonction du type et du degré d'amétropie. En 1875, l'ophtalmologiste français Ferdinand Monoyer introduit la dioptrie comme unité de mesure pour la puissance des verres optiques, encore utilisée aujourd'hui.

A la suite de ces recherches, l'attitude des médecins vis-à-vis des lunettes change radicalement. Ils les recommandent en priorité pour la correction des défauts visuels. Leur port n'est plus simplement conseillé, mais considéré comme nécessaire. Il doit être constant en cas de problèmes de réfraction de loin, alors qu'il est limité à certains moments de la journée pour des activités de précision, telles que la lecture ou la couture. Cette nouvelle posture change également le rapport des médecins avec les opticiens. En vertu de leurs compétences scientifiques, les médecins ophtalmologistes vont s'estimer être les seuls professionnels légitimes pour prescrire des lunettes, voyant les opticiens comme des concurrents potentiels. Ils se sentent d'autant plus en rivalité qu'un opticien peut posséder des connaissances d'anatomie et de physiologie oculaire très pointues, étant, par exemple, capable d'effectuer des mesures, comme la distance focale, qu'un ophtalmologiste ne fait habituellement pas lui-même.

La question de la redistribution des rôles commence à se poser. Pour les ophtalmologistes, les lunettes sont un

A la fin du XIXe siècle, les ophtalmologistes commencent à voir les opticiens comme des concurrents potentiels

dispositif médical, prescrites après un examen anatomique de l'œil, qui ne peut être réalisé que par un médecin spécialisé. Le type de verre et sa puissance doivent, de plus, être déterminés ▶

DANS LE TEXTE

Maurice d'Ayrenx
Les opticiens, un sérieux danger

Les opticiens ont le droit de vendre directement des lunettes au public. Ladite licence constitue, pour la santé publique, un sérieux danger qu'une législation prévoyante devrait faire disparaître. *[…]* Toute personne qui, non munie du diplôme de docteur en médecine, fera le choix des verres convexes, concaves ou cylindriques, ou sphéro-cylindriques, par l'une quelconque des méthodes employées pour l'examen de la réfraction, sera considérée *[dans une législation de ce type]* comme exerçant illégalement la médecine."

Réglementation de la vente des lunettes, Imprimerie Germain et G. Grassin, 1908.

par un praticien, qui fournira au patient une ordonnance détaillée, que l'opticien se devra simplement d'exécuter. Selon cette logique, un examen des yeux réalisé par un opticien relève d'un exercice illégal de la médecine.

Morez, capitale de la lunetterie française

Les opticiens, conscients de l'évolution en cours, veillent de leur côté à mettre à jour leurs connaissances. Certains d'entre eux dotent leurs boutiques d'un cabinet équipé d'instruments sophistiqués, parfois plus neufs que ceux dont disposent les ophtalmologistes pour l'examen de la vue. Tout en reconnaissant leur manque de compétences dans le diagnostic et le traitement des maladies oculaires, les opticiens refusent d'être rabaissés au rang de simples exécuteurs d'ordonnances. Ils pensent avoir la capacité de pratiquer l'examen de la vue et de prescrire des lunettes aux patients qui ne présentent pas de pathologies graves.

Les lunettes s'insèrent bientôt dans un marché internationalisé. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, la demande de lunettes est en pleine croissance. Le développement de la pratique de la lecture, grâce à la diffusion de la presse populaire et à la scolarisation d'une partie plus importante de la population rend plus pressante la nécessité d'avoir une bonne vue de près. L'expansion de l'industrie du loisir fait, par ailleurs, croître la demande de binocles, de jumelles et de lunettes de spectacle. Le XIXe siècle met fin à la mode des lunettes ornées et excentriques, et leur design évolue vers des formes plus pratiques. La forme des verres, de leur côté, se modifie et se diversifie. On trouve désormais des verres de forme octogonale, rectangulaire ou ovale. C'est à cette époque que les monocles font leur apparition, de même que les pince-nez, dans les années 1840, leur usage étant par la suite très répandu.

Les lieux de vente se diversifient : on peut les acheter dans les grands magasins qui disposent de comptoirs spécialisés, dans les bazars, les boutiques de luxe, les librairies ou les kiosques des gares. La concurrence baisse les prix et la consommation est élargie aux classes populaires. L'augmentation de la demande entraîne, tout d'abord, la reconfiguration des lieux de production des verres comme des montures. Entre 1860 et 1880, la production de lunettes de la capitale connaît une forte expansion. Organisés dans la Société des lunetiers, les fabricants de Paris ouvrent plusieurs succursales en province et même un comptoir d'achat à Londres. Cet essor est aussi lié à la grande popularité des « articles de Paris », très prisés sur le marché international. Mais c'est surtout l'industrie de Morez qui connaît un véritable « boom ». En 1882, sa production atteint 11 millions de pièces, ce qui consacre cette commune du Jura capitale de la lunetterie française. Morez demeure spécialisée dans la fabrication de montures, ses lunettes fil triomphant à la deuxième moitié du siècle, et dans le montage des verres, opération délicate demandant une grande habileté manuelle. Ces derniers restent importés de Paris, d'Angleterre ou d'Allemagne, la production sur place nécessitant entreprises et capitaux dont la région est dépourvue.

Dans le domaine des lunettes bon marché, une concurrence étrangère s'affirme progressivement. Des modèles anglais et américains sont exportés en France. Les exemplaires conçus



Opticien **Maison Gaggini, au 1, rue de l'Échelle (Paris, Ier arrondissement), en 1883. Fournisseur breveté du roi d'Italie, récompensé à l'Exposition universelle de 1867, le magasin vendait divers appareils équipés de lentilles optiques, comme des jumelles, des longues-vues ou des microscopes.**

CCØ PARIS MUSÉES/MUSÉE CARNAVALET–HISTOIRE DE PARIS – BRITISH LIBRARY/AURIMAGES

DANS LE TEXTE



Arthur Conan Doyle
« Un pince-nez en or »

Stanley Hopkins sortit un petit paquet en papier de sa poche. Il le déplia et en sortit un pince-nez en or, auquel étaient attachés deux bouts de cordon de soie noire. "Willoughby Smith avait une excellente vue", ajouta-t-il. "Il ne fait aucun doute que cet objet a été arraché du visage ou de la personne de l'assassin." Sherlock Holmes prit les lunettes dans sa main et les examina avec la plus grande attention et le plus grand intérêt."

The Adventure of the Golden Pince-Nez, nouvelle publiée dans *The Strand Magazine,* 1904.

aux États-Unis – avec montures en double, légères et résistantes – sont particulièrement appréciés par la clientèle de l'Hexagone, qui délaisse peu à peu la production nationale. La concurrence américaine est l'une des principales causes de la crise qui touche Morez à partir de 1892. Pour essayer de rester compétitifs, les fabricants moréziens adoptent d'abord une stratégie de baisse de prix, ce qui les oblige à produire des montures moins soignées et, par conséquent, affaiblit leur réputation. D'autres initiatives, plus efficaces, sont prises par les travailleurs du secteur, comme la création de sociétés professionnelles, de syndicats groupant industriels et ouvriers. A partir des années 1880, des revues professionnelles publient régulièrement des articles techniques et permettent d'assurer la mise à niveau des travailleurs du secteur. La concurrence des grands magasins et des bazars impose aux opticiens la nécessité d'apprendre et d'adopter de nouvelles stratégies commerciales. Se multiplient les articles qui expliquent l'importance de disposer d'une boutique présentant une belle vitrine, d'apprendre l'art de s'adresser au client, ou de faire de la publicité dans la presse.

En France, 9,5 à 10,5 millions de paires de lunettes correctrices sont vendues chaque année

Pour protéger le public de *« pratiques néfastes d'opticiens incompétents »*, le régime de Vichy réglemente, en 1944, la profession d'opticien-lunetier.

Avec les réformes éducatives et professionnelles, le diplôme exigé a évolué. Le BTS opticien-lunetier (BTS OL) est institué comme standard dans les années 1980, sur deux ans après le baccalauréat, et demeure, aujourd'hui, le diplôme de référence pour exercer légalement en France.

Un client qui reste roi

Si l'essor de l'ophtalmologie et la reconfiguration du marché des lunettes dans la seconde moitié du XIXe siècle ont un impact considérable sur les discours et les pratiques des professionnels de même que sur la production et la vente de lunettes, elles n'altèrent pas le comportement des clients. Le discours médical reste peu écouté et n'influence pas véritablement le grand public. Les qualités esthétiques de l'objet continuent à jouer un rôle important dans son choix. En cela, les lunettes conservent un statut hybride, entre objet médical et accessoire de mode. Un état des choses à l'origine de l'inquiétude des médecins ophtalmologistes. *« Les lunettes forment d'ailleurs le chapitre le plus important de l'hygiène de la vue*, affirme ainsi le médecin ophtalmologiste Armand Chevallereau en 1887, *mais les jeunes gens contractent souvent l'habitude de porter des verres mal choisis et dont ils pourraient parfaitement se passer, et plus tard, au contraire, par suite d'un autre genre de coquetterie mal placée, bien des personnes laissent leur vue se fatiguer et s'affaiblir au lieu de se résoudre à porter des verres dont elles auraient le plus grand besoin*[1]. » Leur présence dans les vitrines et sur les affiches publicitaires conforte leur statut de produit courant, au détriment de l'image de dispositif médical. Les critiques contre leur usage inapproprié sont de plus en plus fréquentes vers la fin du XIXe siècle, mais la voix des spécialistes porte guère.

C'est seulement au milieu du XXe siècle, avec la naissance de la Sécurité sociale, que la consultation ophtalmologique est devenue obligatoire pour obtenir un remboursement. La pratique des ophtalmologistes, elle aussi, évolue. Ces derniers se font de plus en plus assister en consultation par un orthoptiste, habilité par une formation de niveau licence à pratiquer les examens de la fonction visuelle, à faire les réfractions et à pratiquer tous les examens d'imagerie et d'exploration fonctionnelle qui seront interprétés par le médecin, celui-ci validant la prescription de lunettes. Même si elles se transforment parfois en accessoire de mode, les lunettes, concurrencées par les lentilles de contact, sont bel et bien devenues un dispositif médical, aux mains de praticiens de plus en plus spécialisés. En France, 9,5 à 10,5 millions de paires de lunettes correctrices sont vendues chaque année, selon les organisations professionnelles de l'optique (Rassemblement des opticiens de France, Syndicat national des ophtalmologistes en France). ■

MOTS-CLÉS

Ophtalmologiste
Médecin spécialiste, il est le seul habilité à diagnostiquer et à traiter les maladies des yeux (glaucome, cataracte, etc.). Il recommande des examens, des médicaments ou des opérations. Il prescrit les ordonnances pour les lunettes et les lentilles.

Opticien-lunetier
Professionnel de santé et commerçant, son rôle principal est de réaliser l'équipement optique (lunettes ou lentilles) selon la prescription de l'ophtalmologiste. Il conseille le client sur la monture et l'adapte à son visage.

Orthoptiste
Auxiliaire médical spécialisé dans le dépistage, la rééducation et la réadaptation de la fonction visuelle, il traite les troubles de la motricité oculaire (comme le strabisme) et les problèmes de vision binoculaire.

POUR EN SAVOIR PLUS

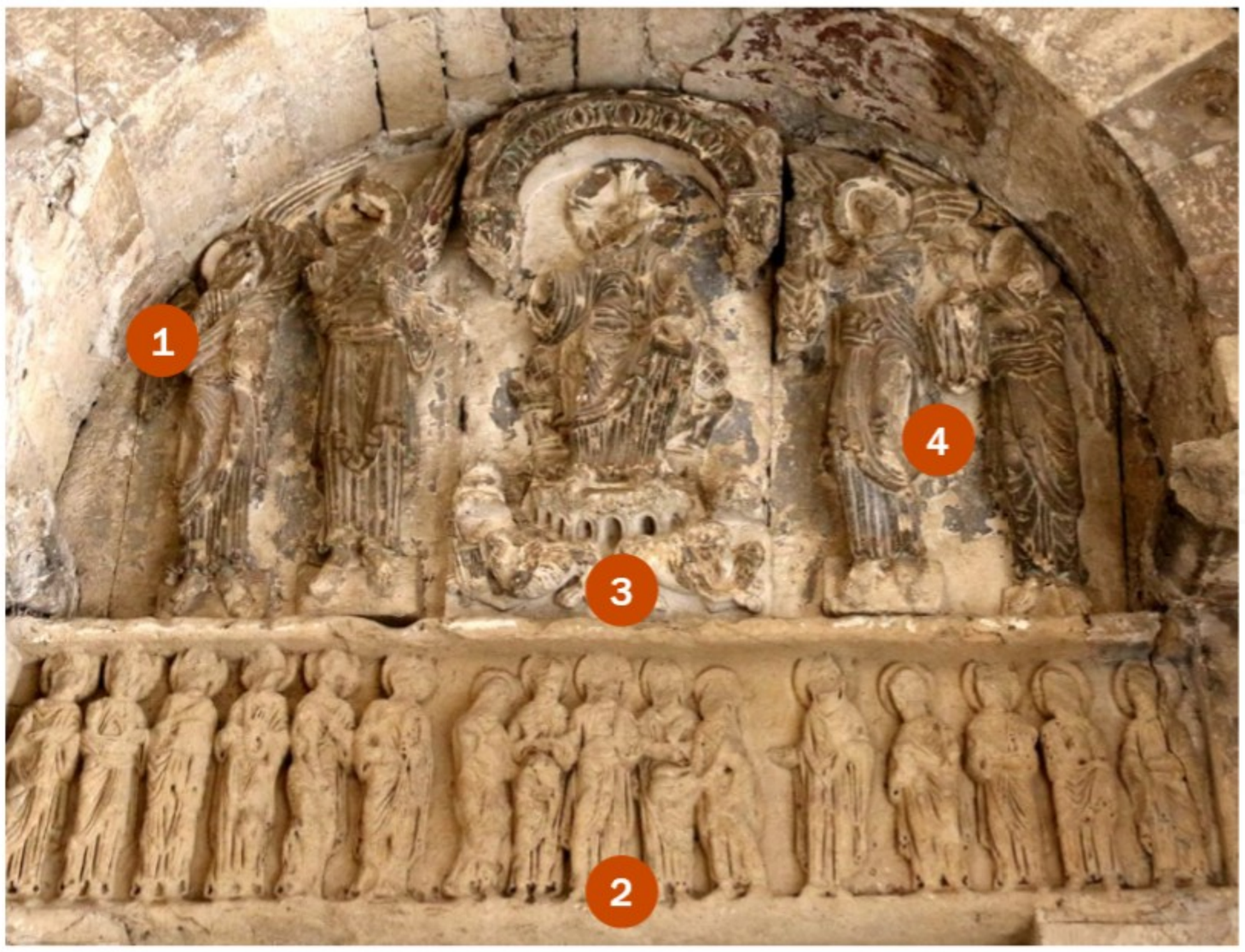
P. Marly (dir.), *Les Lunettes,* Hachette-Massin, 1980.
J.-M. Olivier, *Des clous, des horloges et des lunettes. Les campagnards moréziens en industrie, 1780-1914,* Aubervilliers, Éditions du CTHS, 2004.
P. Pansier, *Histoire des lunettes,* A. Maloine, éditeur, 1901.
A. Vitols, *Dictionnaire des lunettes. Historique et symbolique d'un objet culturel,* Bonneton, 1994.

NOTE

1. *L'Opticien industriel et scientifique. Organe de la construction des appareils optiques*, 30 octobre 1887.

A Valence, la cathédrale mutilée

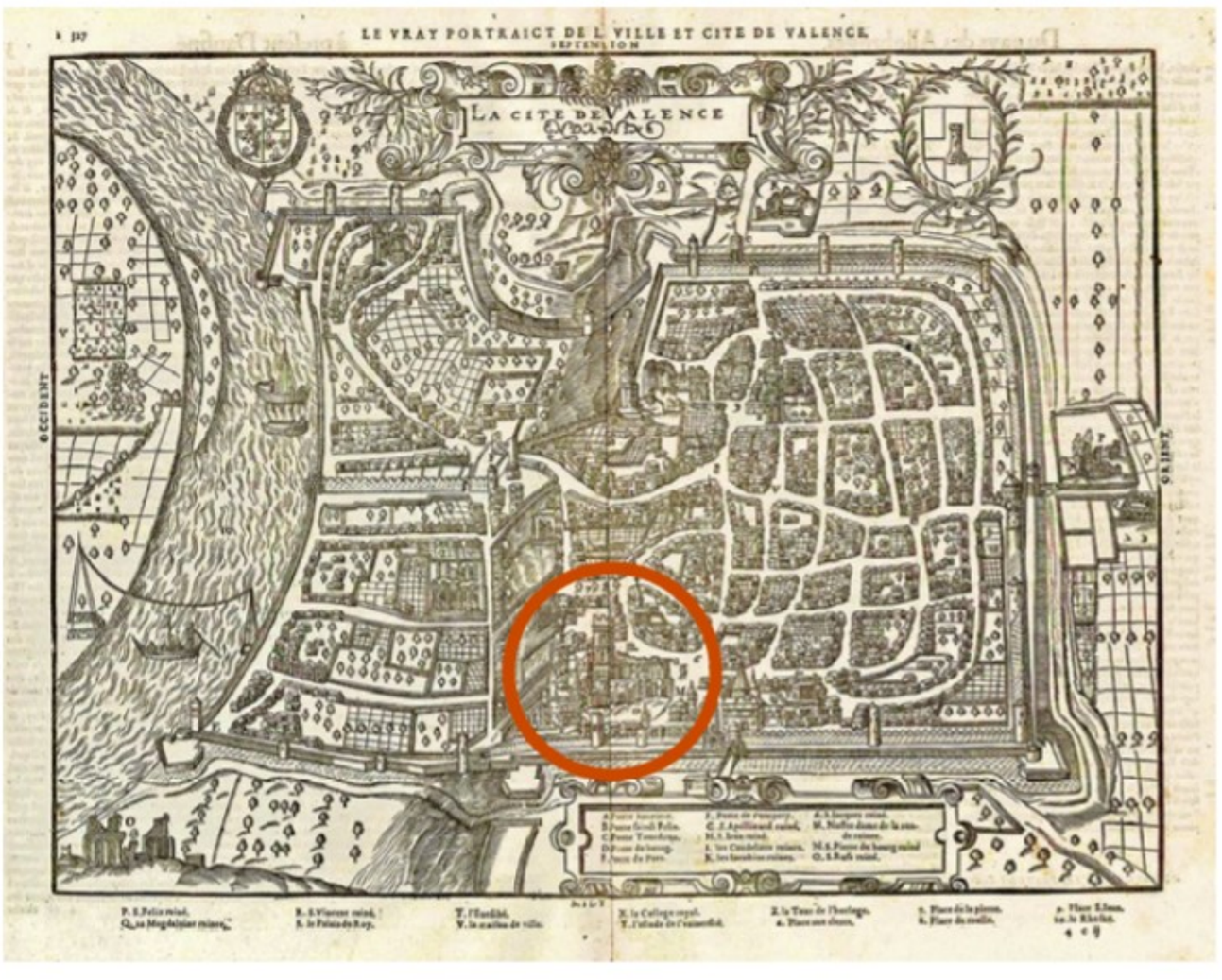
Par Christophe Vyt*

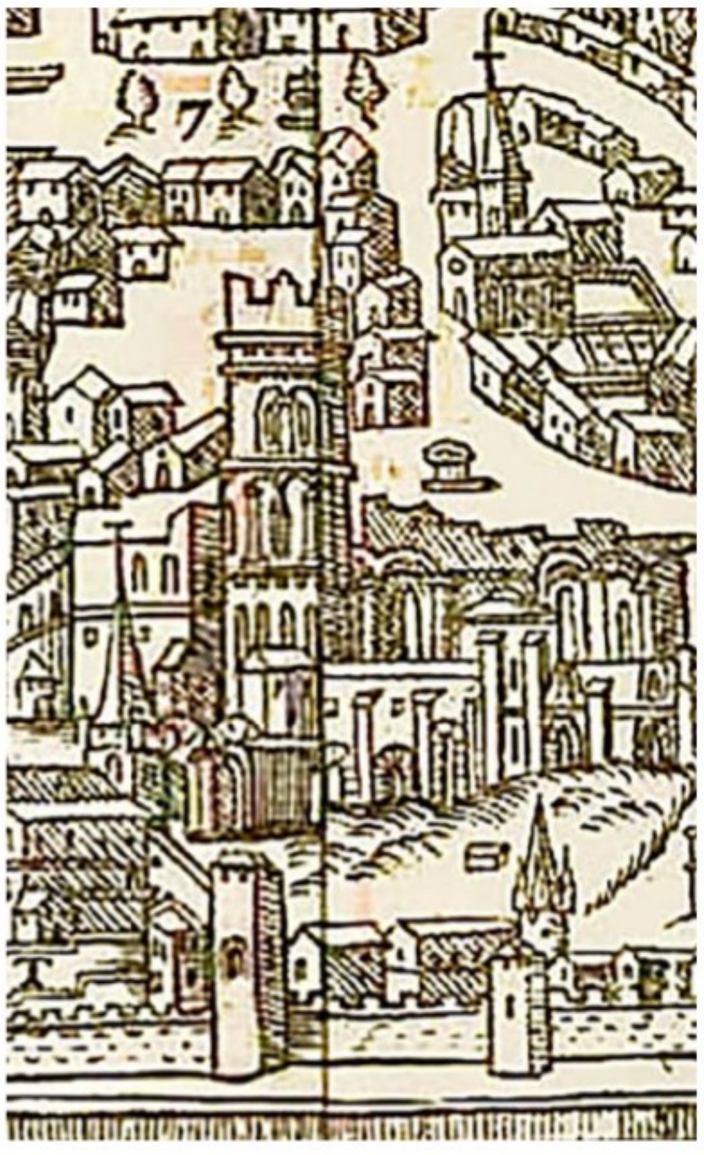


FICHE TECHNIQUE

Iconoclasme

La cathédrale Saint-Apollinaire de Valence, dans le Dauphiné, a été visée par plusieurs attaques iconoclastes de plus en plus radicales pendant les guerres de Religion. En 1560, au moment de la naissance de la communauté protestante, une statue de la Vierge a été arrachée du portail et jetée dans le Rhône. En 1562, toutes les statues, dont celles du tympan (ci-contre et page de droite), ont été martelées. L'église a été finalement incendiée en 1567 : sur le plan de la ville datant de 1572 et le détail ci-dessous, la nef de la cathédrale n'a plus de toit et ses voûtes sont brisées.





© BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE DE TOUT LE MONDE », PARIS, NICOLAS CHESNEAU, MICHEL SONNIUS, 1575 ; SANDERUS ANTIQUE MAPS & BOOKS/DR

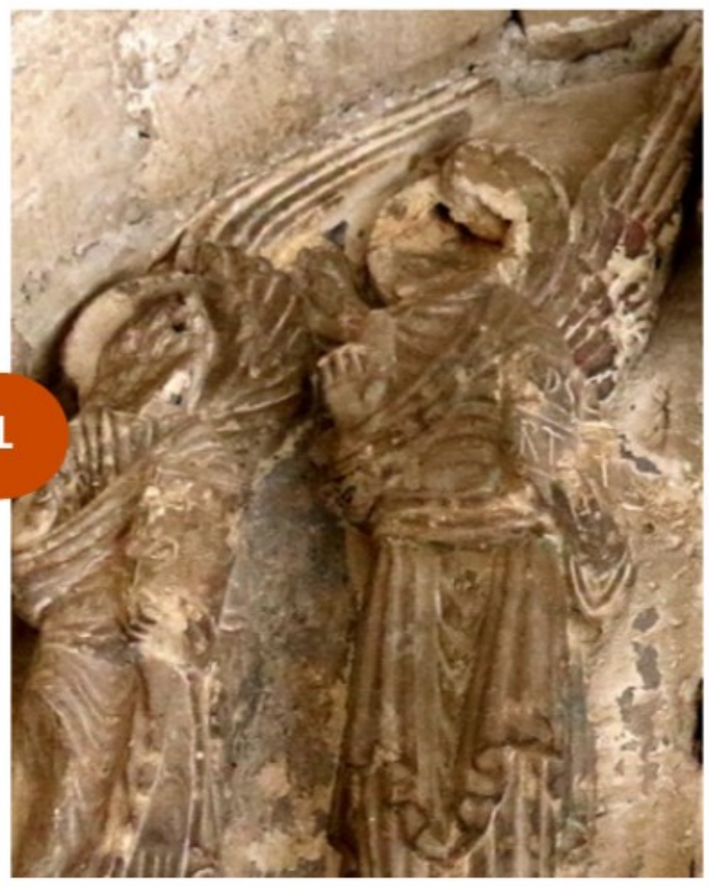
J.-P. GALICHON, TOUS DROITS RÉSERVÉS – « LA COSMOGRAPHIE UNIVERSELLE »

Les protestants du XVIe siècle ont été des iconoclastes. Dès la fin des années 1520, ils attaquent les images pour manifester leur rupture avec l'Église catholique. Puis, à la veille et durant les premières guerres de Religion dans les années 1560, l'iconoclasme devient un rite lors de la prise des églises. Nombre d'entre elles en portent encore les stigmates. Le cas de la cathédrale Saint-Apollinaire est éclairant pour comprendre ces violences. Les bas-reliefs du tympan de la porte latérale méridionale datent du XIIe siècle. Leur programme iconographique est centré sur l'attente du Jugement dernier et sur l'eucharistie. On y voit le Christ entouré du tétramorphe (les symboles des quatre évangélistes) et de quatre anges. Des sources écrites prouvent que ces sculptures ont été martelées par des calvinistes en 1562, lors de leur éphémère triomphe dans la région. Briser les images permet de purifier les églises des idoles papistes avant de célébrer le culte. C'est aussi une mise en pratique de la doctrine, transformant les sculptures mutilées en une confession de foi afin de montrer aux catholiques leurs erreurs. Ce qui est paradoxal car le calvinisme refuse la fonction pédagogique des images. En 1567, lors de la reprise de Valence par les huguenots, toutes les églises sont incendiées : il ne s'agit plus de convaincre les catholiques mais d'empêcher leur culte. ■

* *Enseignant d'histoire-géographie, doctorant à l'université Grenoble-Alpes (Lahrha)*

LES ANGES, LA BIBLE ET LE CALICE ▶

Les visages de tous les personnages du tympan ont été martelés en raison de l'interdit des idoles formulé par les Dix Commandements dans l'Ancien Testament. Le calice porté par le quatrième ange (page de gauche, 4) a été détruit, au nom du refus de la transsubstantiation (la présence réelle du Christ lors de l'eucharistie). En revanche, les représentations des livres de la Bible (ci-contre) sont intactes, car l'Écriture est la seule source du dogme pour tous les protestants.



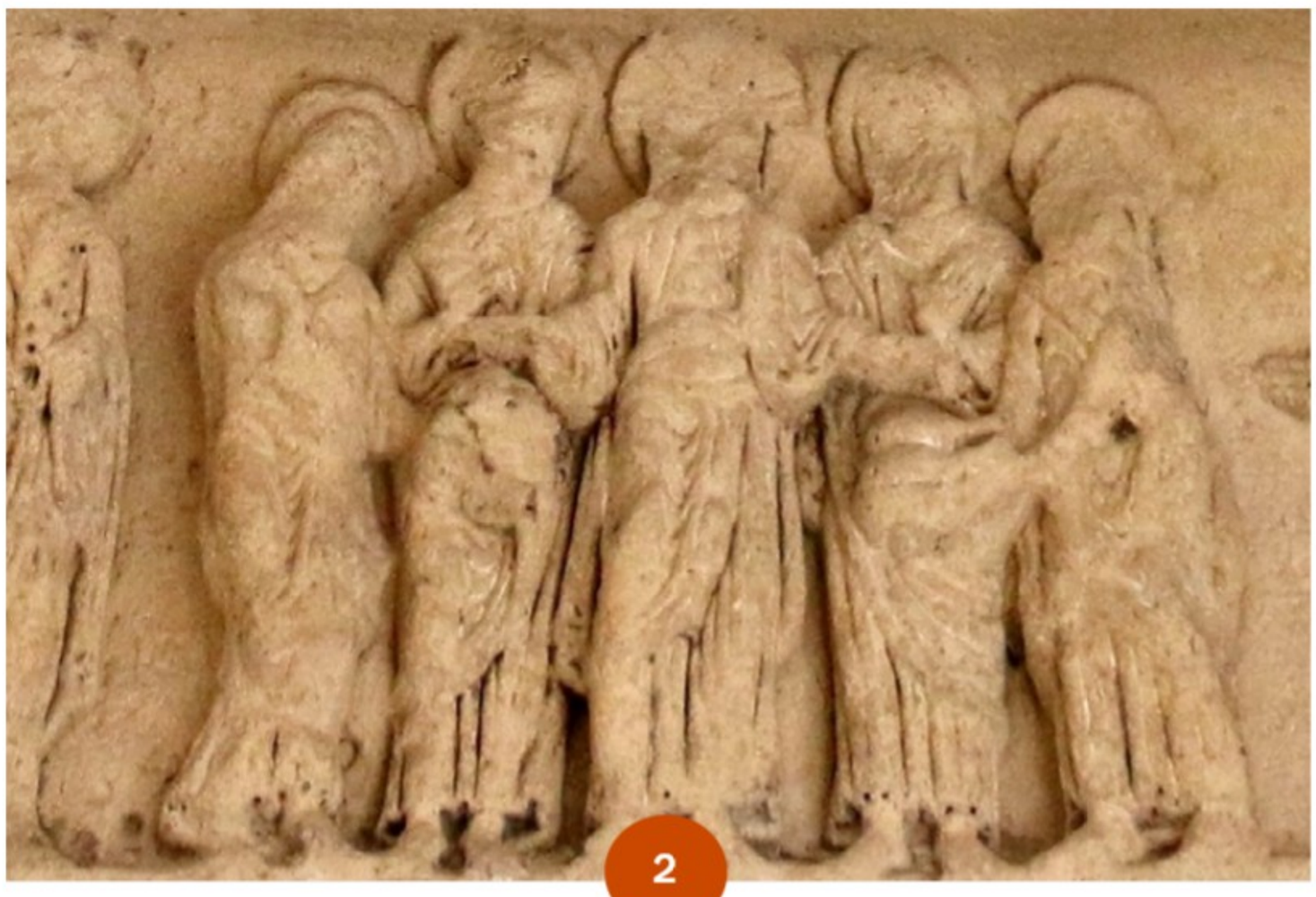
1



3

▲ LE CHRIST DE LA PAROUSIE ET LE SIGNE DE CROIX

La croyance en la prédestination, qui libère le croyant de l'angoisse du Jugement dernier, peut expliquer la mutilation du Christ, qui revient à la fin des temps sur son trône. Sa main qui faisait un signe de bénédiction a été brisée, mais pas le livre de la Révélation qu'il tient de l'autre. Il est étonnant que le nimbe crucifère derrière la tête du Christ n'ait pas été plus endommagé, étant donné que les protestants refusent le culte de la croix.



2

▲ LA MULTIPLICATION DES PAINS

Sur le linteau, les mains du Christ et les pains qu'il multiplie ont également été détruits. C'est qu'ils préfigurent l'eucharistie. Cette question de la transsubstantiation est bien au cœur des conflits religieux du XVIe siècle.

LIVRES

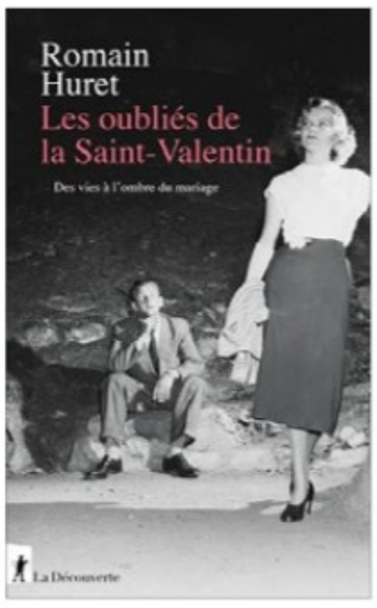
■ **Les livres du mois** *p. 78* ■ **Les revues du mois** *p. 86* ■ **La bande dessinée** *p. 88* ■ **Le classique** *p. 89*

La revanche des « vieilles filles »

Romain Huret étudie la manière dont sont perçus les célibataires des deux sexes dans les États-Unis du XXe siècle. A partir des archives de l'intime, il montre aussi comment celles-ci et ceux-ci ont participé, sans le savoir, aux évolutions des normes sociales.

Par Yannick Ripa*

Vivre dans un pays dit « neuf » ne préserve pas des stéréotypes ! Des idées reçues, reflet des mentalités normatives, sont arrivées aux États-Unis dans les bagages des Européens : elles dévalorisent les célibataires mais taisent leur quotidien « à l'ombre du mariage ». Dix ans de recherche ont permis à Romain Huret de le découvrir, notamment grâce aux confidences du for privé et à des fonds photographiques inexploités. Travail de fourmi, car les exclues et les exclus de la fête des amoureux le sont aussi chaque jour par une société puritaine et rigide qui ne légitime que la famille créée par le mariage, une « *institution sociale essentielle* » jusqu'au mitan du XXe siècle. Hors de ce cadre, point de salut : voilà amalgamées toutes les personnes jamais mariées, y compris les filles mères et celles qui vivent à plusieurs sous le même toit ; voilà niées des existences en commun, amoureuses, fraternelles, sororelles, homosexuelles, amicales… Cet ensemble disparate ne dépasse que rarement 10 % de la population au long du XXe siècle.



Les Oubliés de la Saint-Valentin. Des vies à l'ombre du mariage
Romain Huret
La Découverte, 2026, 324 p., 22,50 €.

Sobriquets, injures, caricatures, culture populaire, dessinent l'archétype du « vieux garçon » et de la « vieille fille », ainsi infantilisés, fréquemment animalisés. Si la misogynie explique que soient davantage défigurées les femmes, marginalisation et exclusion touchent les deux sexes.

« *Ces paires de ciseaux incomplètes* » sont pathologisées par les médecins du XIXe siècle et leurs successeurs. Qualifiés d'« anormaux », ces individus souffriraient de faiblesse physique et d'un dérèglement mental. Le célibat est donc « l'envers du mariage » – « *dangereux, maladif, synonyme de déclin* ». Le discours eugéniste, exacerbé par les flux migratoires au fort pourcentage de personnes seules, l'identifie comme une menace pour « *la race* ». Afin de l'éviter, un cordon sanitaire urbain est même conçu dans des quartiers afin de protéger les habitations familiales.

Discriminés par le fisc

« Malades », les célibataires n'en sont pas moins responsables de leur état. Il est logique donc que la politique fiscale les pénalise : d'abord, pour ne pas respecter « *la vertu qui sert les idéaux de la démocratie américaine* », puis, durant la Première Guerre mondiale, pour « *rupture du contrat social* », alors même que leur statut envoie les hommes célibataires en premier au front. Le renforcement de l'ordre matrimonial à la fin du conflit marginalise davantage les femmes qui ne contribuent pas à la reprise démographique, premières victimes, par ailleurs, de la crise de 1929. Le célibat serait donc un choix quand les récits de vie démontrent que, le plus souvent, pauvreté et handicaps font obstacle à l'union, à moins que le destin, simplement, n'ait pas joué son rôle d'entremetteur. L'ouvrage aurait



Besoin de personne **Ici au volant de sa Ford A en 1953, avec sa chienne Jackie, Jennie Madden, 78 ans, libraire et ancienne professeure de musique, incarne la liberté des femmes célibataires (Indiana Historical Society).**

pu conclure sur cette « relégation sociale ». L'historien, cependant, a refusé de ne voir que le verre à moitié vide. Son étude démontre aussi qu'être célibataire est en soi émancipateur.

Les femmes célibataires échappent à l'autorité maritale, aux contraintes de la maternité qui freinent leurs ambitions, dont la concrétisation nécessite autonomie et liberté, mais aussi capital culturel et financier. Sans pour autant vouloir modifier l'ordre du monde, celles qui les possèdent réalisent leurs rêves. L'injustice fiscale motive leur engagement dans le féminisme, pour réclamer aussi la fin de leur discrédit et l'octroi, pour leur sexe, de droits identiques à ceux des hommes. Les femmes non mariées qui ne bénéficient pas de rentes entrent sur le marché du travail, participant pleinement à l'économie. La Seconde Guerre mondiale favorise l'émancipation féminine jusque dans l'armée. Mais sa progression n'est pas linéaire.

Ils sont désormais fêtés en septembre pour leur rôle dans la société

La large agentivité du sexe masculin est, elle, augmentée par le célibat, quand elle est restreinte chez les chefs de famille, obligés de subvenir aux besoins de celle-ci.

Pour autant, Romain Huret se garde d'être naïf : les revenus, plus encore que le genre, déterminent la condition de la personne seule. La répartition en deux sphères – aux hommes le public, aux femmes le privé – favorise, pour une fois, ces dernières. Faute de passer du foyer parental au domicile conjugal, ces célibataires, prétendument douces et dévouées par nature, prennent en charge la fratrie à la suite d'un décès parental, veillent sur la vieillesse des leurs. Ce *in loco parentis* (« à la place du parent »), attendu d'elles, loin d'être un sacrifice, leur concède un rôle d'importance, inconcevable pour la majorité des hommes.

L'exigence d'autonomie, indissociable de la masculinité, fait en effet tôt quitter aux jeunes gens le giron familial. En quête d'emploi dans ce vaste pays en construction, ils forment une population instable, migrante au gré des propositions de travail, et se concentrent entre célibataires, dans des habitats peu accueillants. La précarité les guette sans cesse, voire la misère, lorsqu'ils deviennent âgés et de plus en plus seuls – une solitude que connaissent aussi nombre de « vieilles filles », quand aucun parent ne peut les aider. L'après-Seconde Guerre mondiale marginalise ces hommes sans attache, tandis que le secteur tertiaire se féminise.

A partir de la décennie 1960, les revendications des célibataires aux mêmes droits que les personnes mariées cessent d'être balbutiées pour être criées, à la faveur du mouvement pour les droits civiques. On assiste lentement à un retournement par l'effritement de l'ordre matrimonial, malmené par le Women's Lib des années 1970. L'inflation du divorce, la multiplication des familles monoparentales, la grande visibilité de l'homosexualité contribuent à la dédiabolisation du célibat. Dans les États-Unis du XXIe siècle, où 40 à 50 % des adultes sont célibataires, on peut s'enorgueillir d'avoir refusé le mariage, de lui préférer ce statut épanouissant. Les « oubliés de la Saint-Valentin » sont désormais fêtés en septembre pour leur rôle dans la société lors du National Singles Day. ■

* *Professeure émérite à l'université Paris-VIII-Vincennes-Saint-Denis*

INDIANA HISTORICAL SOCIETY/SARA O'BRIEN COLLECTION

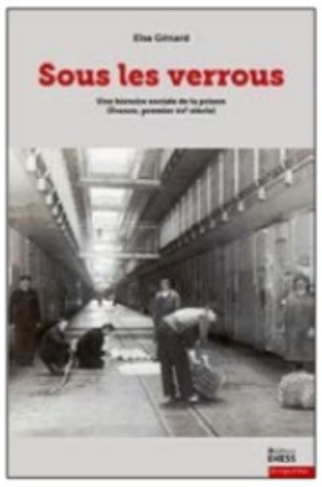
Livres

La vie enfermée

Une étude inédite sur les prisons françaises au début du XXe siècle.

Fruit d'un riche travail de thèse et du dépouillement minutieux des archives des prisons de Fresnes, de Laon, de Fontevraud et de Rennes, cet ouvrage précis et exigeant est amené à devenir une nouvelle référence. Il livre le portrait détaillé de la vie des femmes et des hommes qui ont été enfermés dans les geôles de France entre les années 1910 et 1930 ; une période souvent oubliée des analyses du monde carcéral. Surtout, grâce à un travail d'histoire quantitative mené avec brio, il révèle les moindres détails des modalités d'entrée, de l'organisation du travail, des formes et conditions des correspondances avec l'extérieur, des régimes de punitions, des visites et des libérations.

Elsa Génard ne s'y contente pas d'analyses statistiques, quoiqu'elles soient nombreuses et passionnantes : les parcours humains s'y révèlent, comme autant d'histoires individuelles captées brièvement par le regard de l'administration pénitentiaire. Les injustices, les paradoxes et les contrastes de l'institution y sont aussi mis en lumière, notamment dans les différences qui émergent dans le traitement des femmes et des hommes parmi les détenus. L'univers de la prison s'y expose comme jamais : régi par ses propres règles et habitudes, parfois troublé par les événements qui chamboulent le pays, il est un fascinant monde à part.



Un jalon indispensable à l'histoire du parc pénitentiaire français, et un outil à mettre entre les mains de tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'enfermement. ■

Jeanne Barnicaud
Doctorante à l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Sous les verrous. Une histoire sociale de la prison, France, premier XXe siècle
Elsa Génard
Aubervilliers, Éditions de l'EHESS, 2025, 336 p., 23,80 €.

L'ADN ne ment pas…

Le point sur les apports – et les dangers – de la recherche génétique en histoire.

La génétique est devenue le centre d'intérêt de tous. Mais les historiens en ont encore peur. Le spectre d'un Gustaf Kossinna – qui, au début du XXe siècle, voulut combiner histoire, archéologie et preuves biologiques, et influença l'idéologie nazie – est encore vivace. Il s'agissait alors de démontrer l'expansion des peuples germaniques au sein de l'Empire romain…

Comment les analyses génomiques peuvent-elles éviter les erreurs passées. C'est ce que montre Patrick J. Geary, professeur émérite à l'Institute for Advanced Study, à Princeton. Il fournit d'abord une riche synthèse sur les données génétiques qui, écrit-il, *« ne mentent pas »*, à condition d'être prudent : au début du séquençage de l'ADN humain en Europe, les chercheurs étaient étonnés de trouver des quantités importantes d'ADN qui pointaient vers l'Asie, jusqu'à ce qu'on découvre que les gants utilisés pour manipuler les échantillons avaient été fabriqués en Chine. L'anecdote est célèbre dans les laboratoires de génétique.

L'auteur indique aussi le sens qu'il convient de donner à ces études, en les posant comme sources historiques. Elles sont utiles pour l'histoire ancienne de l'humanité, pour des cas récents d'ascendance (les restes du roi Richard III, mort en 1485, ont été ainsi identifiés). Elles le sont aussi pour le Haut Moyen Age européen, période où les sources écrites sont rares. L'auteur prend l'exemple du bassin des Carpates (Autriche, Slovénie, Hongrie), que son équipe et lui-même ont étudié durant cinq ans – à travers 100 cimetières et 6 500 individus. Les migrations et installations des Lombards, des Avars sont analysées, ainsi que la création du monde slave.



Une des conclusions, inattendue, ne réduit pas le passé humain à de simples modèles statistiques. Elle souligne *« l'importance de la culture, des choix humains et de la résilience au cours de ces siècles tumultueux »*. Bref, le destin des peuples du bassin des Carpates du Haut Moyen Age n'était pas inscrit dans leurs gènes, mais en eux-mêmes. ■

Jacques Berlioz
Directeur de recherche émérite au CNRS

Comment la génétique réécrit l'histoire du Moyen Age
Patrick J. Geary
CNRS Éditions, 2025, 176 p., 23 €.

Préhistoire

Arts du feu



Lorsque la collection « Que sais-je ? » confie aux meilleurs spécialistes la rédaction d'un titre, elle retrouve l'esprit d'origine de l'entreprise : mettre à disposition, en 128 pages, l'accès aux résultats les plus récents de la science. C'est ce qu'a réalisé ici Anne Lehoërff, spécialiste de la préhistoire, avec une ambition pédagogique affirmée, une écriture fluide et agréable, une puissante érudition et un sens aigu des préoccupations contemporaines.

L'auteure place le métal au centre de son étude, assumant la cohérence de cet Age du bronze, dont elle étudie l'évolution conceptuelle dans le premier chapitre, comme un concept heuristique. En consacrant le deuxième chapitre à la métallurgie elle-même et aux innovations nombreuses ayant marqué cette longue période, qui commence vers 3500 avant notre ère, elle pose le premier jalon d'une démonstration : les arts du feu s'accompagnent d'une mobilité accrue des marchandises et des hommes, d'une complexification des sociétés, de vastes entreprises de déboisement, ainsi que du développement de la guerre et de la domination masculine. Ces traits caractéristiques se retrouvent avec bien des variations et des décalages chronologiques non seulement en Europe, mais ailleurs dans le monde, au point qu'elle se demande, en conclusion, si l'Age du bronze n'est pas universel – et y répond de manière globalement positive.

Une chronologie des développements de la métallurgie et des alliages cuivreux dans le monde, Australie comprise, aide à comprendre la complexité spécifique de cette période.

L'Age du bronze **Anne Lehoërff**

PUF, « Que sais-je ? », 2025, 128 p., 10 €.

Antiquité

Révolution sexuelle



« *La sexualité antique a cinquante ans* », lance Sandra Boehringer, provocatrice. Longtemps l'étude des pratiques sexuelles des Grecs et des Romains resta taboue tant on devinait qu'elles allaient à l'encontre de ce qu'on appelait « les bonnes mœurs ». Il fallut attendre le XIXe siècle pour que la science, principalement allemande, jette les bases des recherches ultérieures. Ce préambule, exposé avec une érudition stupéfiante, permet à l'auteure de suivre ensuite les diverses synthèses proposées entre la fin du XIXe et le milieu du XXe siècle sur l'intimité des Anciens, faussées par l'idée que la sexualité constitue un invariant historique et obérées par les convictions morales des auteurs. La visibilité ostentatoire de l'homosexualité masculine gêne visiblement ces admirateurs de la Grèce antique. Sur ces appuis solides, l'auteure situe dans les années 1970 une révolution épistémologique, grâce à deux acteurs majeurs, amis de longue date : Paul Veyne et Michel Foucault, même si elle n'oublie ni les précurseurs, tels Claude Calame et Kenneth Dover, ni aucun des acteurs de cette révolution. Foucault, notamment, remet en cause autant le vocabulaire (la plupart des termes sont inconnus des Anciens, y compris ceux formés après coup à partir du grec et du latin, comme « homo- » ou « hétérosexualité ») que les notions, inappropriées, d'identité ou d'orientation sexuelle. C'est un renouvellement complet de la manière de réfléchir, qui s'accompagne d'une foule d'études très neuves. Cette véritable archéologie du savoir (jusque vers 2000) est indispensable, aussi, pour comprendre comment avance la recherche.

La Sexualité antique, une histoire moderne **Sandra Boehringer**

Epel, 2025, 396 p., 23 €.

Antiquité

Énée a-t-il existé ?



Thierry Camous est connu pour ses biographies de figures de l'Antiquité romaine : Ancus Marcius, Romulus et Tarquin. En combinant textes littéraires, sources épigraphiques, données anthropologiques et archéologiques, il a fait sortir ces personnages de la légende pour leur donner toute leur place dans un tableau renouvelé de Rome à l'époque royale. C'est dans le même esprit qu'il poursuit son enquête dans un ouvrage consacré à huit épisodes de la mythologie antique. Les uns ont trait au passé romain : l'arrivée d'Énée en Italie, la fondation de l'Urbs par Romulus et Rémus, l'enlèvement des Sabines, le viol de Lucrèce, la prise de Rome par Brennus. Avec la même conclusion que dans les travaux précédents : « *Il y eut bien un moment fondateur sur la colline du Palatin, à Rome, en un âge romuléen.* » Contre le paradigme hypercritique, il convient de considérer l'ensemble des faits qui se cachent sous les apparences de belles histoires.

Cette perspective est réaffirmée à propos d'une autre série de mythes grecs : le roi Minos, la guerre de Troie, les travaux d'Héraclès. La royauté minoenne est une réalité dynastique dans la Crète du deuxième millénaire avant notre ère. Des conflits entre des pirates achéens et une cité troyenne, puissance vassale des Hittites, ont bien eu lieu à la fin de l'Age du bronze. Les entreprises d'Héraclès rendent compte des phénomènes migratoires en Méditerranée archaïque. Ce livre orignal et touffu se referme sur une courte mais ambitieuse grammaire de la légende. Mythe et histoire ne se confondent jamais, mais l'une est constitutive de l'autre.

Ce que la légende nous apprend de l'histoire **Thierry Camous**

Les Belles Lettres, 2025, 336 p., 26,90 €.

Livres

Moyen-Age

Poète des bas-fonds

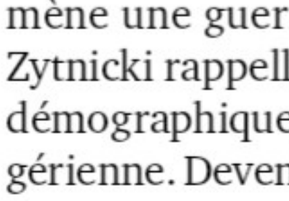


Bien des mystères entourent la vie et l'œuvre de François Villon, né en 1431, mort à une date indéterminée, après 1463. Il fut un formidable poète au langage cru, ancêtre de l'argot, mais aussi un bandit de grand chemin, un voleur, un meurtrier, un organisateur de chahuts dans la France de la fin du Moyen Age, au sortir de la guerre de Cent Ans. Il a été condamné plusieurs fois à la prison, à la pendaison, et sauvé par des personnages de haut rang. De cette proximité avec le sinistre gibet de Montfaucon naîtra la célèbre *Ballade des pendus*. Au plus près des archives et des 3 400 vers, en grande partie autobiographiques, écrits par le poète, Roger Faligot a cherché à éclairer quelques-unes de ces zones d'ombre qui dissimulent les gestes et les errances de ce « *maître ès arts déjanté, diplômé en truanderie* ». Les pages les plus fortes de son enquête nous entraînent dans les bas-fonds de Paris puis de la capitale bretonne, où il se réfugia après avoir assassiné un prêtre. Les tripots, bordeaux (bordels), étuves et bains publics où se côtoient larrons et tire-laines, ribauds et paillardes, revivent dans de nombreux poèmes ici savamment décryptés. François Villon fut par ses parents un immigré du duché de Bretagne : on découvrira – c'est là l'apport principal et original de cette recherche – l'abondance des mots en gallo (le parler de la Haute-Bretagne, une langue d'oïl issue d'un métissage britto-romain), ainsi que l'importance des bretonnismes parsemant l'œuvre de celui qui a révolutionné la littérature et le langage de la « nation France ».

Le Mystère François Villon. Poète-cambrioleur, vagabond et breton
Roger Faligot
Rennes, Goater, 2025, 302 p., 20 €.

XIXe-XXIe siècle

Que faire de Bugeaud ?



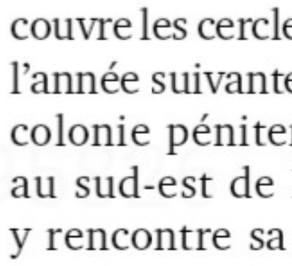
Né sous l'Ancien Régime en 1784, Thomas Robert Bugeaud, marquis de la Piconnerie, meurt à 65 ans au temps d'une fragile IIe République. Soldat de l'Empire présent à Austerlitz, ayant fait carrière en Espagne dans la lutte contre la guérilla, devenu propriétaire terrien innovant en Périgord, il se rallie à la monarchie de Juillet, qui correspond à son idéal de notable conservateur. A l'âge de la retraite, il reprend le service des armes en Algérie avant d'y être nommé gouverneur général en 1841. Face à Abd el-Kader, il mène une guerre totale dont Colette Zytnicki rappelle la férocité et le coût démographique pour la population algérienne. Devenu maréchal de France, il assume cette violence, indispensable prélude, selon lui, à « *un état de résignation et de calme* » favorisant l'assimilation progressive des populations locales avec le peuple colon. De retour en ses terres, il demeure un défenseur de l'ordre et de la ruralité avant d'être emporté, le 9 juin 1949, par le choléra, sous l'uniforme de commandant de l'armée des Alpes, et inhumé aux Invalides.

Symbole d'une Algérie devenue française à la pointe de l'épée, gloire de l'empire colonial célébré par plusieurs régimes politiques, il appartient désormais au monde des bannis et des réprouvés. C'est dire que ce livre est bienvenu pour répondre, suivant l'auteure, à cette simple question : que faire de Bugeaud aujourd'hui ? En avoir fait, avec précision et clarté, une biographie demeure la seule et pertinente réponse.

Le Cas Bugeaud. Les violences de la conquête coloniale en Algérie
Colette Zytnicki
Tallandier, 2026, 336 p., 22,90 €.

XIXe-XXIe siècle

Au nom des parents

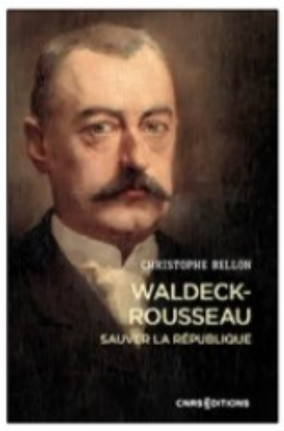


Dans un récit plein d'émotion, l'historien spécialiste de l'histoire de l'Union soviétique Andreï Kozovoï restitue son histoire familiale, où se mêlent archives, souvenirs personnels, et dresse en arrière-plan une analyse fine de la réalité de l'URSS. Son père, Vadim Kozovoï, est né en 1937 à Kharkov, en Ukraine alors soviétisée. Il appartient à l'intelligentsia juive communiste. L'auteur analyse le processus idéologique et social qui a permis à la famille de gravir les échelons de l'appareil du parti-État soviétique. À 17 ans, Vadim entre à l'université de Moscou. Il découvre les cercles de dissidents. Arrêté l'année suivante, il est interné dans la colonie pénitentiaire de Mordovie, au sud-est de Moscou. En 1961, il y rencontre sa future épouse, Irina Emelianova, la fille d'Olga Ivinskaïa, compagne de Boris Pasternak. Libéré en 1963, Vadim traduit des poètes comme René Char ou Henri Michaux. Ses qualités littéraires lui valent une reconnaissance internationale. En 1981, il est autorisé à se rendre en France, il choisit d'y rester alors que Andreï et sa mère doivent rester en URSS. Quatre ans plus tard, grâce à l'intervention de François Mitterrand, la famille est réunie à Paris. Le couple mène une vie intellectuelle intense. Andreï rappelle le combat de sa mère pour récupérer les textes, confisqués par la police politique, que lui avait confiés Pasternak. Vadim décède le jour où Andreï passe les concours pour enseigner l'histoire.

Les Exilés. Pasternak et les miens
Andreï Kozovoï
Grasset, 2025, 352 p., 24 €

XIXe-XXIe siècle

Compromis républicain



Trois gouvernements s'étaient succédé en un an dans l'impuissance lorsque, le 23 juin 1899, René Waldeck-Rousseau forma un ministère de « Défense républicaine », dont il choisit lui-même les membres sans rien concéder à aucun parti, et gardant pour lui-même l'Intérieur, qu'il avait déjà occupé sous Léon Gambetta puis Jules Ferry. Ainsi vit-on le monarchiste et général marquis de Galliffet cohabiter avec le socialiste Alexandre Millerand. C'était pousser à l'extrême le compromis républicain. Aussi ce promoteur de l'arbitrage ne fut-il investi qu'à 25 voix de majorité. Or il dura jusqu'en juin 1902, sans avoir été mis en minorité, record inégalé pour la IIIe République. Il laissait un pays pacifié et une République fortifiée, avec la conclusion de l'affaire Dreyfus, la mise au pas des ligues nationalistes et des congrégations, et la grande loi de 1901 sur les associations, complétant celle de 1884 sur la liberté syndicale. S'y ajoutaient des mesures sur la durée du travail, l'instauration du jour de repos hebdomadaire, la création de l'inspection du travail. Pourtant, Waldeck-Rousseau était resté, jusqu'à la grande biographie de Christophe Bellon, une figure secondaire du Panthéon républicain. Il est vrai que ce grand bourgeois, dont, selon un de ses familiers, *« la faculté de silence et d'isolement était inouïe »*, n'a rien fait pour se mettre en avant. Son autorité et son sens de l'État s'imposaient sans qu'il fût besoin d'y ajouter. Quand la maladie prit sur lui le dessus, il se retira avec une grandeur toute romaine. Il était opportun de rappeler ce que la France lui doit.

Waldeck-Rousseau. Sauver la République **Christophe Bellon**
CNRS Éditions, 2025, 544 p., 26 €.

XIXe-XXIe siècle

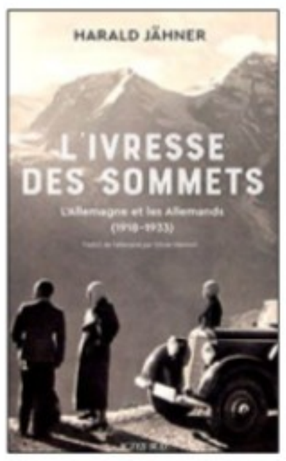
Il a tué Jaurès

Deux balles : une dans la tête qui tue sur le coup Jean Jaurès, une dans le miroir qui réfléchit le visage de Raoul Villain, son meurtrier, comme pour effacer l'auteur du crime. Nous sommes le 31 juillet 1914, au café du Croissant, à deux pas du journal *L'Humanité*, où le chef socialiste tente d'arrêter la course à la guerre. Celle-ci va commencer les jours suivants et Raoul Villain fut acquitté de ce crime avoué, revendiqué dans l'ambiance du patriotisme exalté de 1919. Après bien des métiers, y compris croupier, des voyages à travers l'Europe, de petites escroqueries, le voici à Ibiza, le 13 septembre 1936 dans une autre guerre, civile celle-là, entre Espagnols. Installé là depuis trois ans, Raoul Villain est assassiné dans des circonstances obscures par un commando antifasciste.
Jacques Brel chantait : *« Pourquoi ont-ils tué Jaurès »* ? Une romance en catalan se demande : *« Pour quelle raison on tua le Français ? »* C'est à la quête de tous ces pourquoi que part Amos Reichman en tentant de cerner le personnage de Raoul Villain, marqué par de lourds antécédents familiaux, une personnalité névrosée, vierge, pleutre, étrange, dans l'errance de classe et politique (du Sillon à l'extrême droite nationaliste), dans la progressive fascination pour la violence. A la fois recherche historique, enquête policière et retour sur un temps présent qui n'augure rien de bon, les morts de Raoul Villain sont ces ombres qui hantent notre mémoire et notre conscience. Et Reichman de conclure, reprenant l'ultime discours de Jaurès : *« Jean Jaurès avait compris celui qui le tuerait. Raoul Villain était un petit bourgeois détraqué qui avait une peur bleue de la guerre qu'il voulait. »*

Les Morts de Raoul Villain
Amos Reichman
Seuil, 2025, 264 p., 21 €.

XIXe-XXIe siècle

Éphémère Weimar



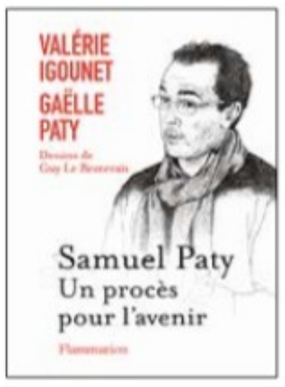
La République de Weimar, en Allemagne, est une époque singulière et mal-aimée car elle est délimitée par deux catastrophes : la Première Guerre mondiale et l'ère nationale-socialiste. Elle est, de surcroît, souvent desservie par le regard téléologique qui s'impose presque malgré eux aux historiens des années 1918-1933. C'est pourquoi le travail conduit ici par Harald Jähner est aussi novateur que stimulant. On y retrouve les qualités qui accompagnaient son *Temps des loups* (Actes Sud, 2024) consacré aux années 1945-1955 : une documentation renouvelée, des thématiques originales, une écriture littéraire au ton engagé. Le sous-titre allemand de l'ouvrage – *das kurze Leben*, « la courte existence » – renvoie à l'essence profonde de la République de Weimar : un moment bref et unique où tout sembla permis. L'Allemagne d'alors ressemble à un bouillon de culture agité par une effervescence joyeuse et troublante qui s'appelle le charleston, les réparations financières, Hindenburg, le Bauhaus, la crise économique, les corps francs, l'automobile, Berlin, Benjamin et Döblin, l'écologie ou le pessimisme… A l'étranger, l'Allemagne de Weimar étonne et inquiète, à l'intérieur, elle s'étonne et s'inquiète. Nul ne sait ce qui en sortira, en bien comme en mal. Voici la peinture épique d'une époque précipitée dans l'abîme par un formidable manipulateur des consciences, magistralement dépeint en fin d'ouvrage par Harald Jähner : Adolf Hitler, un enfant, parmi d'autres, de la République de Weimar.

L'Ivresse des sommets. L'Allemagne et les Allemands, 1918-1933
Harald Jähner
trad. de l'allemand par Olivier Mannoni
Arles, Actes Sud, 2025, 512 p., 24,80 €.

Livres

XIXe-XXIe siècle

Un procès pour l'histoire



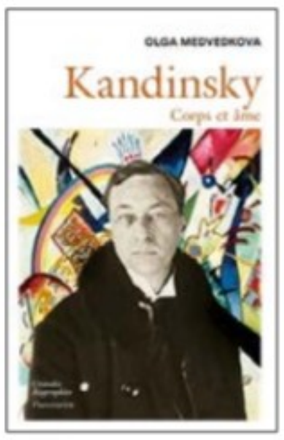
Si ce livre n'est pas un livre d'histoire, c'est un livre pour construire notre histoire à venir. Impossible, en effet, de ne pas être touché au plus profond de nos convictions humanistes par l'assassinat de Samuel Paty. C'est que son histoire résonne de tout le quotidien formidable de son exercice du métier de professeur d'histoire-géographie face au tragique insoutenable de son massacre. Son parcours et son meurtre sont désormais bien documentés, décrits, analysés dans de nombreux genres d'écrits, dont la bande dessinée *Crayon noir. Samuel Paty, histoire d'un prof* (StudioFact, 2023). Ce sont justement ses deux auteurs, l'historienne Valérie Igounet et le dessinateur Guy Le Besnerais, cette fois associés à Gaëlle Paty, l'une des sœurs de Samuel Paty, qui croisent leurs regards sur les sept semaines du procès s'étant achevé, en décembre 2024, par la condamnation des huit accusés (quatre ont fait appel).

L'originalité remarquable de ce livre tient à ce tissage à trois voix, ponctué et prolongé par nombre d'extraits des propos tenus et par trois entretiens de personnes impliquées dans le procès. Tendu, comme à l'audience, le récit, précis et incarné, nous fait suivre pas à pas ce procès, vibrant de tous ses contrastes. L'invraisemblable déni de responsabilité des accusés, enferrés dans leur logique de défense victimaire, est palpable. La dignité des témoins, comme cette coutelière de Rouen, meurtrie par la culpabilité d'avoir vendu un couteau, redonne de l'espoir en la conscience humaine.

Samuel Paty. Un procès pour l'avenir
Valérie Igounet, Gaëlle Paty, dessins de Guy Le Besnerais
Flammarion, 2025, 240 p., 22 €.

XIXe-XXIe siècle

Naissance de l'abstraction



C'est à un exercice périlleux que s'adonne Olga Medvedkova : saisir l'éclair de génie qui traversa en 1911 Vassily Kandinsky, créateur de l'abstraction en peinture. D'ailleurs, s'agit-il d'un éclair ou plutôt d'un long cheminement ? *« Ce jour-là, il m'est devenu absolument clair que l'objet nuit à mes tableaux »*, raconte le peintre – se remémorant sa découverte. La présente biographie montre comment cette invention est loin d'être contenue dans ce seul jour munichois de l'année 1911, et comment celle-ci se cristallise à travers chaque fragment de vie.

L'historienne de l'art déplie l'événement sous nos yeux. Par de très brefs chapitres, elle construit un séquençage biographique captivant. On y suit cet artiste dans toute sa complexité, grâce à la multiplicité des écrits convoqués – lettres, carnet de voyage, articles, récit autobiographique… Mais, loin de s'en tenir à cette seule figure, Olga Medvedkova reconstitue avec agilité le décor. Marchant sur les pas du peintre, on navigue de Moscou, où il naquit en 1866, à Odessa, en passant par Munich, Berlin, Dessau ou Paris. On y rencontre des visages de tous horizons – Gabriele Münter, Paul Klee, Walter Gropius, André Breton, Arnold Schönberg, Alexandre Kojève, etc. Au fil des pages, c'est une invention appelant à réécrire toute l'histoire de l'art que l'auteure approche au plus près. A hauteur d'homme, elle nous fait revivre l'avènement d'un nouveau regard en peinture. Car, en ce jour de l'année 1911, le tableau *« miroir du monde »* pensé par la Renaissance trouva son double : une peinture pour les *« yeux de l'âme »*.

Kandinsky. Corps et âme
Olga Medvedkova
Flammarion, 2025, 368 p., 24,90 €.

Général

Genèse du racisme

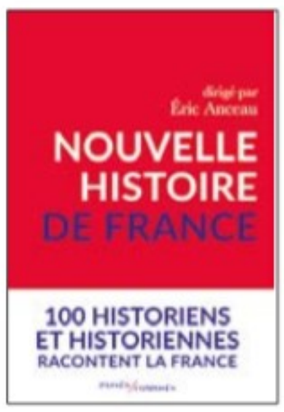


Le livre de Francisco Bethencourt, professeur au King's College de Londres, d'abord publié en 2013 aux éditions de l'université de Princeton, est désormais disponible en français chez Arpa. Il porte une proposition de synthèse et d'interprétation sur l'histoire des racismes. Son caractère saillant réside dans la géographie et la chronologie choisies. Le livre présente l'évolution d'idées et de pratiques de racialisation qui se sont déployées dans l'Occident chrétien depuis la première vague des croisades, à la fin du XIe siècle, jusqu'au XXe siècle. Il procède à deux choix forts. Le premier est d'assumer un usage contrôlé, raisonné et justifié de l'anachronisme, dans la mesure où la notion de racisme est un néologisme forgé à la fin du XIXe siècle. Le second postule que le cœur du processus de racialisation est la construction d'une relation négative avec l'altérité. A partir de ces deux positions, l'ouvrage décline cinq thématiques. Les croisades comme modèle du rapport aux autres ; l'expansion maritime comme mise en relation des Européens avec les quatre parties du monde ; l'établissement de sociétés définies par la situation coloniale ; la systématisation des classifications appliquées aux humains, au croisement de l'expérience coloniale et des sciences naturelles ; et, enfin, les conséquences de la définition révolutionnaire des nations à l'époque contemporaine pour le développement du racisme. L'édition américaine était accompagnée d'une riche iconographie qui est absente de l'édition française, ce que l'on peut regretter tout en célébrant que ce livre important soit disponible dans notre langue.

Racismes. L'histoire du racisme des croisades au XXe siècle
Francisco Bethencourt
trad. de l'anglais par Elena Matias
Arpa, 2025, 820 p., 27,90 €.

Général

Pour un récit commun



Cette entreprise éditoriale, forte de 340 éclairages d'une centaine de spécialistes, visant à réconcilier mémoire et histoire, croise personnalités emblématiques, événements marquants (pas toujours les plus attendus), lieux de mémoire, œuvres d'art, ouvrages fondateurs ou objets du quotidien. Une somme dont on peut faire une lecture aussi bien suivie qu'associative, assistée par de précieux encadrés et index. L'ouvrage est structuré autour de quatre axes : « Régimes et violences », des Francs à la société contemporaine, balaie l'ensemble des dynasties, époques et systèmes politiques ; « Politiques et spiritualités » comprend religions, croyances, idéologies, institutions, médias, jusqu'aux stratégies de panthéonisation et commémorations nationales ; « Espaces et sociétés » couvre les groupes socio-économiques mais aussi les salons, les intellectuels, les mobilisations politiques (les féminismes) ou les notions identitaires (les frontières, le peuple ou la nation) ; enfin, « Patrimoines et identités » fait une large place à l'histoire des arts, de la gastronomie, de la mode, des loisirs, du tourisme, des sports ou des musées, ainsi qu'aux représentations de la France dans le cinéma ou la chanson. Si cette histoire se prétend « nouvelle », c'est parce qu'elle intègre les avancées de la recherche depuis une trentaine d'années tout en les synthétisant, dans les champs de l'histoire des femmes et des genres, de l'histoire impériale et coloniale, de celle, encore clivante, de la Seconde Guerre mondiale et, enfin, de celle de la conscience environnementale et de l'écologie. Ni sanctification du roman national ni déconstruction : comme l'annonce Éric Anceau dès l'introduction, l'ambition est de *« réconcilier »* les Français avec leur histoire et de sortir aussi bien d'une *« fierté aveugle »* que d'un *« sentiment de repentance »*, décrit comme une *« passion destructrice »*. On peut malgré tout regretter que ces notions polarisantes au sein de l'espace politique et médiatique ne soient jamais clairement remises en perspective.

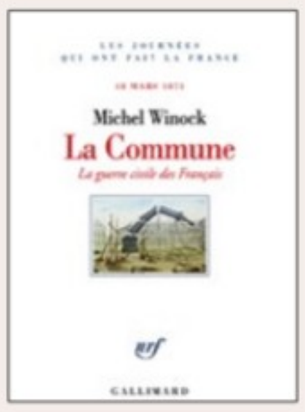
Nouvelle Histoire de France
Éric Anceau (dir.)
Passés Composés, 2025, 1 104 p., 36 €.

Les membres du comité ont publié



Cet ambitieux ouvrage propose une synthèse magistrale, à travers les époques, les continents et les disciplines, des savoirs sur la peste – dont l'histoire mobilise autant les sources textuelles, iconographiques et archéologiques que les sciences de l'environnement et la génétique. L'enjeu principal, cependant, est ailleurs : comment écrire une histoire de la peste en prenant en compte le fait que les hommes et les femmes du passé ignoraient ce que nous savons d'elle ? Car la peste des historiens n'est pas seulement cette zoonose bactérienne causée par *Yersinia pestis*, responsable de trois pandémies depuis le Ve siècle, et dont Patrick Boucheron s'emploie à décrypter pêle-mêle les effets sur les vies, les villes, les rapports sociaux, l'art et les paysages. C'est aussi un imaginaire, dont Thucydide, en décrivant la peste d'Athènes – qui n'était pourtant pas « la » peste –, a fixé les codes, et dont on suit ici la contagion, parallèle à celle du bacille. Charge donc à l'historien de mettre au jour ce télescopage des temporalités, où s'entrechoquent l'Europe de la Peste noire, l'Athènes du Ve siècle av. n. è. et le temps du sida, afin d'en conjurer les effets – car le danger, on l'aura compris, tient autant à *Yersinia pestis* qu'à ce que charrie avec lui le nom de « peste ».

Peste noire **Patrick Boucheron**
Seuil, 2026, 576 p., 27 €.



Dans le sillage de Karl Marx auteur de *La Guerre civile en France*, Michel Winock, dans un récit minutieux et alerte, fourmillant de références littéraires (Hugo, Zola, Vallès, Flaubert) évoque l'insurrection parisienne lancée le 18 mars 1871. Elle a trouvé son origine dans la défaite de l'hiver 1870, le long siège de Paris, qui s'accompagne d'un traité de paix cédant l'Alsace et la Moselle à l'Allemagne. La Commune, souvent montrée comme le premier soulèvement socialiste, demeure une révolution hétéroclite, empruntant parfois à Proudhon, rarement à Blanqui. Elle a surtout été une protestation républicaine et sociale faite par des jacobins se réclamant de l'héritage de 1793. Michel Winock en fait revivre les grandes phases : la proclamation, l'organisation, les tensions entre le Comité central et le Comité de salut public, la vie quotidienne, la difficile défense de Paris. Il dresse un bilan de la répression faisant état des dernières recherches. Abhorrée par une partie de la société française, la Commune est entrée dans la mémoire, au point que le Sénat appose une plaque expliquant que *« la République était la fille de la Commune » (sic)*. Pour l'auteur cependant, cette guerre civile a eu une autre conséquence, la difficulté à voir naître en France une culture du compromis.

La Commune. La guerre civile des Français, 18 mars 1871
Michel Winock
Gallimard, 2026, 336 p., 22,50 €.

@ **Plus de comptes rendus sur www.lhistoire.fr**

Revues

Frantz Fanon : un héritage protéiforme

Esprit *célèbre le centenaire de la naissance du psychiatre anticolonialiste.*

C'est aujourd'hui un héros consensuel du combat anticolonial. Frantz Fanon est né en Martinique en 1925. Étudiant en médecine à la faculté de Lyon, il publie dans *Esprit* deux de ses premiers textes, « L'expérience vécue du Noir » (1951) et « Le "syndrome nord-africain" » (1952), des articles aujourd'hui disponibles sur le site de la revue, qui lui consacre son dernier numéro. C'est d'abord l'actualité de la pensée de Fanon qui est mise en évidence dans un entretien avec Adam Shatz, auteur d'une récente biographie (*Frantz Fanon. Une vie en révolutions*, La Découverte, 2024). L'œuvre du psychiatre et militant anticolonialiste, pensée en action, est analysée selon deux axes. « Fanon et ses autres » est une manière de confronter ses écrits à ceux de ses contemporains, Aimé Césaire bien sûr, qui a défini le concept de négritude que reprend Fanon, mais aussi Sartre, avec qui le débat est permanent, sorte de tension fertile à sa réflexion. Le psychiatre Livio Boni l'oppose à Octave Mannoni, à certains égards son précurseur, puisqu'il est le premier à mobiliser la psychanalyse pour tenter de saisir ce qu'il appelle une « situation coloniale ».



La deuxième partie, « Fanon et nous », s'attache davantage à sa réception contemporaine. Norman Ajari, par exemple, souligne qu'il est l'une des rares références communes aux courants anticoloniaux, postcoloniaux et décoloniaux, malgré le fait que son héritage soit protéiforme. Au fil des contributions, on revient sur ses publications, *Peau noire, masques blancs* (1952) ou *Les Damnés de la Terre* (1961), aujourd'hui considérées comme des bibles de la décolonisation. Adama Ouattara-Sanz se demande, quant à lui, pourquoi Fanon n'a pas, ou si peu, parlé de la révolution haïtienne, tandis que Magali Bessone se penche sur la question des réparations, sur laquelle il n'a pas vraiment tranché. ■

Esprit n° 529-530, janvier-février 2026.

EN VENTE DÈS LE 26 FÉVRIER

Le mois prochain dans « L'Histoire »



MÉDITERRANÉE : L'AUTRE ESCLAVAGE

Chrétiens, Juifs, musulmans, Noirs et Blancs : tout le monde peut être asservi !

2 millions d'esclaves en Europe

Le cas Cervantès

Économie et culture : des échanges intenses

Alger, Livourne, Cadix : une histoire de ports et de corsaires

Galères, bagnes, mines : une vie de captif

Comment le système a pris fin

PARIS, MUSÉE DU LOUVRE, DIST. GRANDPALAISRMN/MARC JEANNETEAU

Le clergé africain



Alors que les prêtres africains permettent aujourd'hui de pallier la crise des vocations qui touche l'Église catholique occidentale, ce numéro propose une plongée dans l'histoire du processus lent et heurté de l'africanisation du clergé en Afrique subsaharienne aux XIXe et XXe siècles. C'est entre 1930 et 1950 que le développement d'un clergé local, soutenu de longue date par Rome, devient une stratégie cruciale du maintien du catholicisme en Afrique. Les articles explorent les enjeux de la formation des séminaristes africains, les réticences en partie raciales auxquelles cette politique romaine fait face sur le terrain colonial, sans négliger les voix du clergé africain.

Outre-Mers n° 426-427, 2025/1.

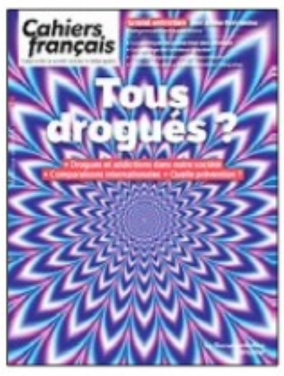
Antisémitisme



Dans ce dossier consacré aux formes plurielles d'antisémitisme, Omar Khalil explore les mutations qui s'opèrent dans l'histoire des sociétés arabo-musulmanes, de l'antijudaïsme traditionnel, qui primait au VIIe siècle, à l'antisémitisme moderne, importé d'Europe au XIXe siècle, auquel s'agrège un antisémitisme d'État après la création d'Israël. Dans le cas libyen, qu'analyse Giordano Bottecchia, de 1943 à 1970, l'hostilité antijuive se structure justement autour d'un nationalisme étatique. Cependant, l'inaccessibilité des archives libyennes contraint l'historien à utiliser des sources « indirectes », issues d'organisations juives et diplomatiques extérieures, qui complexifient sa tâche.

Hérodote n° 198, octobre 2025.

Tous drogués ?



La consommation de drogue, licite et illicite, a-t-elle augmenté ? Guillaume Airagnes dresse un « État des lieux des addictions en France ». On observe, chez les lycéens, avec surprise, dans la dernière décennie (2011-2022), une baisse générale de la consommation régulière, que ce soit pour le tabac (de 30 % à 6 %), le cannabis (de 26 % à 10 %), l'alcool (21 % à 5 %) ou les psychotiques (3 % à 1,7 %). Chez les adultes (18-75 ans), on retrouve le même schéma, à l'exception des psychotiques, dont l'usage occasionnel a augmenté, avec une explosion de la consommation de cocaïne. Et nous souhaitons à la Documentation française, éditeur historique des *Cahiers français*, un joyeux 80e anniversaire.

Cahiers français n° 448, novembre-décembre 2025.

Morts oubliés



Dans une démonstration d'une grande force, Marc André décortique la question du statut conféré aux morts civils tués en métropole pendant la guerre d'indépendance algérienne, et à leur droit à la reconnaissance et à la réparation, notamment lorsqu'ils sont eux-mêmes algériens. A la différence des appelés et rapatriés d'Algérie, dont les harkis, qui ont su défier l'État grâce à leurs groupes porteurs de mémoire ainsi qu'à leurs historiens attitrés, les civils n'ont pu se constituer en groupe de pression tant la catégorie recouvrait des engagements variés. Les archives des services régionaux de police judiciaire font pourtant état, entre 1958 et 1963, d'au moins 3 767 victimes, soigneusement cartographiées par l'auteur.

Les Annales 80-4, 2025.

LETTRES DE L'ÉTRANGER

Esclaves à Paris

La découverte de 125 lettres de cachet dans les archives de la Bastille montre que le principe selon lequel *« le sol de France affranchit »* était régulièrement mis à mal par le pouvoir royal à la veille de la Révolution. Les esclaves noirs arrivés sur le sol français pouvaient obtenir leur affranchissement en engageant une procédure auprès de l'Amirauté de France – surtout s'ils pouvaient arguer de leur « blancheur ». Mais si leur maître ne l'entendait pas ainsi, celui-ci obtenait aussitôt une lettre de cachet qui annulait la décision du tribunal. L'historienne américaine Miranda Spieler, qui a découvert ces lettres, présente des itinéraires d'esclaves ayant subi ce sort.
Times Literary Supplement, 21 juillet 2025.

Gotham City

Quand Louis « Lepke » Buchalter, un mafieux de la Yiddish Connection, auteur d'une centaine de meurtres, vit arriver des objecteurs de conscience dans la prison à New York où il était incarcéré, *« il trouva désopilant que des gens puissent être emprisonnés pour refuser de tuer »*, raconte l'historien Mike Wallace dans le troisième volume de son histoire inachevée de New York. Une anecdote parmi d'autres dans une somme qui fouille les coins et recoins d'un *« organisme urbain »* à nul autre pareil.
New York Review of Books, 9 octobre 2025. ■

Olivier Postel-Vinay

@ Plus d'informations sur www.lhistoire.fr

Bande dessinée

Une Cambodgienne en RDA

Tian raconte l'histoire de sa tante, qui s'est installée en 1965 à Leipzig pour étudier la musique.

En 1965, Dani a 17 ans, habite Phnom Penh et fait sa scolarité à l'Institut des Beaux-Arts. Elle vient de se fiancer à son professeur de musique, Sok, qui a obtenu une bourse d'études pour les États-Unis. Elle-même souhaite devenir pianiste. Elle veut aussi fuir son père, alcoolique et violent, dont elle imite la signature pour obtenir une autorisation de quitter le territoire. En ces temps de guerre froide, l'Allemagne de l'Est accueille des étudiants cambodgiens. C'est décidé : elle poursuivra son cursus au Conservatoire de Leipzig.

Surveillance d'Etat

La voilà donc découvrant le froid, la neige et cette nouvelle langue difficile à apprendre. Heureusement, dit-elle, les Allemands sont très gentils, à commencer par Ruth, sa nouvelle prof de piano. Puis, il y a les autres étudiants khmers de Leipzig, dont les parents vivent et travaillent, pour la plupart, en RDA : Yoyo qui, grâce à son père chef douanier, parvient à faire venir du Cambodge des liserons d'eau frais pour la cuisine – ou encore Rotha, qui tombe vite amoureux de Dani. Mais Dani n'est pas libre et Rotha finit par se fiancer à la colocataire de Dani, une Indonésienne prénommée Chanti.

Dani, elle, attend Sok. Ils sont séparés par la distance et, plus encore, par le rideau de fer qui n'est pas seulement tombé sur l'Europe, mais sépare aussi les amants à travers le monde. Lui est en territoire capitaliste, elle en territoire communiste, mais leur amour survivra, dit-elle, puisqu'« [ils restent] *Khmers avant tout* ». Sauf que les propagandes des deux camps sont féroces et que « *la distance et les divergences de points de vue ne facilitent pas les relations entre Sok et Dani* ».

Avec le même graphisme qui a fait le succès de *L'Année du lièvre*, dans lequel il restituait l'histoire de sa famille sous le régime des Khmers rouges, Tian raconte ici onze années de la vie de sa tante Dani à Leipzig : les supermarchés, où il n'est pas facile de trouver les ingrédients pour préparer des spécialités khmères, la surveillance de l'État, mais aussi l'éducation gratuite « *et les programmes sociaux solides* », les efforts de Dani pour s'acheter un piano à queue. Ce sera possible grâce à Ruth qui, par ses relations au ministère de la Culture, obtient l'argent nécessaire. On songe à *Madgermanes* (Cambourakis, 2017), dans lequel Birgit Weyle retraçait des itinéraires de Mozambicains en RDA. Bonheur de ces récits dessinés qui montrent une réalité bien éloignée des représentations que le cinéma hollywoodien proposait à l'époque de la guerre froide.



LE PIANO DE LEIPZIG
Tian, Gallimard Bande dessinée, 2025.

Cependant que Dani voit s'éloigner les perspectives d'une vie avec Sok, l'histoire s'abat avec sa grande hache. Au Cambodge, la guerre du Vietnam a de terribles conséquences : les bombardements du pays, officiellement neutre mais traversé par la piste Hô Chi Minh, réseau de routes emprunté par les combattants communistes. A la télévision est-allemande, les Khmers rouges apparaissent comme un espoir pour un Cambodge soumis aux attaques des B-52 américains.

Quand ils arrivent au pouvoir en 1975, les Khmers rouges entreprennent de rapatrier et de « rééduquer » les Cambodgiens vivant à l'étranger. Rotha, dont le père est convoqué par le gouvernement, compte en profiter pour rentrer au pays et s'y marier avec Chanti. On imagine la suite… Que fera Dani, désormais mère, attachée à Leipzig et, peut-être plus encore, à son intransportable piano ? ■

Sylvain Venayre
Professeur d'histoire contemporaine à l'université Grenoble-Alpes



À LIRE AUSSI CE MOIS-CI

Le Lion de Guantanamo
Lisa Lugrin, Clément Xavier, Delcourt, « Mirages », 2025.
Ginette Kolinka, contre la haine
Catel Muller, La Sirène, 2026.

© GALLIMARD BANDE DESSINÉE 2025

Classique

« Impossible ici » de Sinclair Lewis

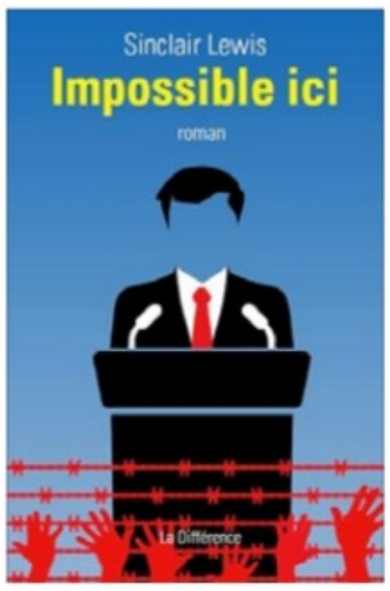
En 1936, un roman d'anticipation voyait un sénateur charismatique devenir président des États-Unis sur un programme populiste qui prônait le retour de la grandeur américaine.

Par Michel Winock*

LA THÈSE

Un an avant l'élection présidentielle de 1936, Sinclair Lewis publie *It Can't Happen Here*, qui sera traduit par Raymond Queneau en 1937 sous le titre *Impossible ici*. Franklin Roosevelt fut réélu, mais il avait eu, au sein du Parti démocrate, à s'imposer contre le sénateur et ancien gouverneur de Louisiane Huey Pierce Long, candidat proche des milieux antisémites et populistes, qui fut assassiné en septembre 1935. Depuis l'avènement de Hitler au pouvoir, la question faisait débat aux États-Unis : « *Will Fascism Come to America ?* » Non ! : « *Impossible ici !* » Mais le succès populaire de Long incita Sinclair Lewis à penser le contraire. Tel est le thème de son roman d'anticipation, où il imagine l'élection présidentielle, en 1936, du sénateur démagogue « Buzz » Windrip, sur un programme en quinze points où il promettait, entre autres, le retour de la grandeur américaine et celle des femmes au foyer, l'abolition du droit de vote aux Noirs, la suppression des organisations ouvrières, le procès pour haute trahison pour tout communiste, socialiste, anarchiste ou objecteur de conscience, et la révision de la Constitution en faveur de pouvoirs exceptionnels attribués au président de la République.

Le romancier décrit, après la victoire de Buzz, portée par des foules hystériques et des médias complaisants – la presse Hearst –, la mise en place d'un régime dictatorial, dirigé par une clique sans scrupule, qui met au pas les récalcitrants, notamment grâce à la formation d'une milice politique, les « Minute Men » (MM), qualifiés de « *troupes de choc de la Liberté* ». La crédulité populaire, dans le contexte de la crise économique, joue sa part : « *Windrip avait été acclamé par des mineurs affamés, des fermiers ruinés, des ouvriers en chômage ; leurs mains se levaient devant lui comme une troupe d'oiseaux effarouchés, à la lueur des torches.* »



Trad. par Raymond Queneau, rééd. La Différence, 2019.

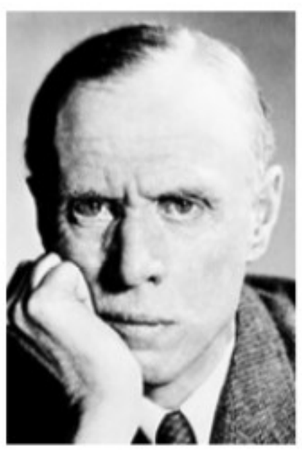
En bâillonnant toutes les oppositions et en annulant tous les contre-pouvoirs, l'homme fort et ses mafieux instaurent la terreur. Les prisons sont bientôt pleines et des camps de concentration sont ouverts pour enfermer les récalcitrants. Tout ce processus est décrit, suivi et contesté par le héros du roman, directeur d'un petit journal dans le Vermont, le *Daily Informer*, Doremus Jessup, qui entre dans la résistance clandestine avec quelques autres indomptables. Homme modeste qui découvre son propre courage dans l'action, Jessup, refusant d'adhérer au communisme, « *aussi haïssable que tous les fanatismes* », se bat contre ceux qui « *préparent l'esclavagisme en termes de Liberté, de Constitution et de Vieilles Traditions Américaines* ». Arrêté, torturé, incarcéré dans un camp de concentration, il saura s'évader et continuer la lutte, « *car un Doremus Jessup ne peut jamais mourir* ».

CE QU'IL EN RESTE

La dystopie de Sinclair Lewis obtint un grand succès en son temps, et inspira peut-être Philip Roth pour son *Complot contre l'Amérique* (2004). Mais il redevint une référence en 2016, avec la première élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Les chroniqueurs ne manquèrent pas de noter les ressemblances dans le style et dans le programme de Trump avec Windrip. En France, la traduction du roman fut rééditée par les Éditions de la Différence. D'aucuns le jugèrent prémonitoire : oui, il était possible que la démocratie américaine fût balayée par l'ambition d'un individu soutenu par des foules ferventes. ■

* *Conseiller de la direction de* L'Histoire

L'AUTEUR



THE GRANGER COLLECTION NYC/BRIDGEMAN IMAGES

Sinclair Lewis
Il a été l'un des maîtres américains de la satire sociale entre les deux guerres. Ses plus célèbres romans, *Main Street* (1920), *Babbitt* (1922), *Elmer Gantry* (1927), souvent adaptés au cinéma, lui valurent de devenir, en 1930, le premier Américain prix Nobel de littérature. Dans son discours de réception, il flétrit l'intolérance de ses concitoyens à l'endroit des écrivains qui refusent d'illustrer la « *simplicité bucolique et puritaine de l'oncle Sam* » et de célébrer l'individu américain, « *grand, beau, riche, honnête et bon golfeur* ». Il meurt à Rome en 1951.

@ Retrouvez tous les « Classiques » sur www.lhistoire.fr

SORTIES

■ **Expositions** *p.90* ■ **Cinéma** *p.94* ■ **Médias** *p.96*

Expositions

Des Amérindiens à la cour de Louis XV

Versailles accueille une exposition sur la visite, en 1725, d'une délégation de cinq nations de la vallée du Mississippi auprès du jeune Louis XV.

Depuis les voyages de Jacques Cartier, il est de tradition de ramener du Nouveau Monde des Amérindiens afin de distraire la cour de France. En 1725, les peuples d'Amérique ne suscitent plus l'étonnement. On les connaît, on les fréquente, on négocie avec eux. Les empires coloniaux des pays du cap occidental de l'Europe sont en construction. Ils ont besoin du soutien des nations autochtones. Les relations diplomatiques sortent du registre du folklore pour entrer dans des rapports certes inégaux, mais davantage respectueux de l'autre. La visite en France des représentants de cinq nations de la vallée du Mississippi – la Louisiane d'alors – s'inscrit dans ce cadre.

Echange de cadeaux

Cinq chef(fes)s débarquent à Lorient en août 1725 : Maspéré pour le peuple des Missouris, Aguiguida pour les Otos, Ouastan pour les Osages, Chicagou pour les Illinois et Ignon Ouaconetan, la fille d'un grand chef missouri.

Cartes anciennes à l'appui, l'exposition montre l'immensité des territoires américains d'où viennent ces visiteurs. Elle se poursuit par le récit circonstancié de leur parcours à Paris. Leur passage à la Compagnie des Indes est ainsi



© CHÂTEAU DE VERSAILLES, DIST. GRANDPALAISRMN © PHOTO CLAUDE GERMAIN ; JEAN-MARC MANAÏ ; SERVICE PRESSE – © MUSÉE DU QUAI BRANLY-JACQUES CHIRAC, PHOT

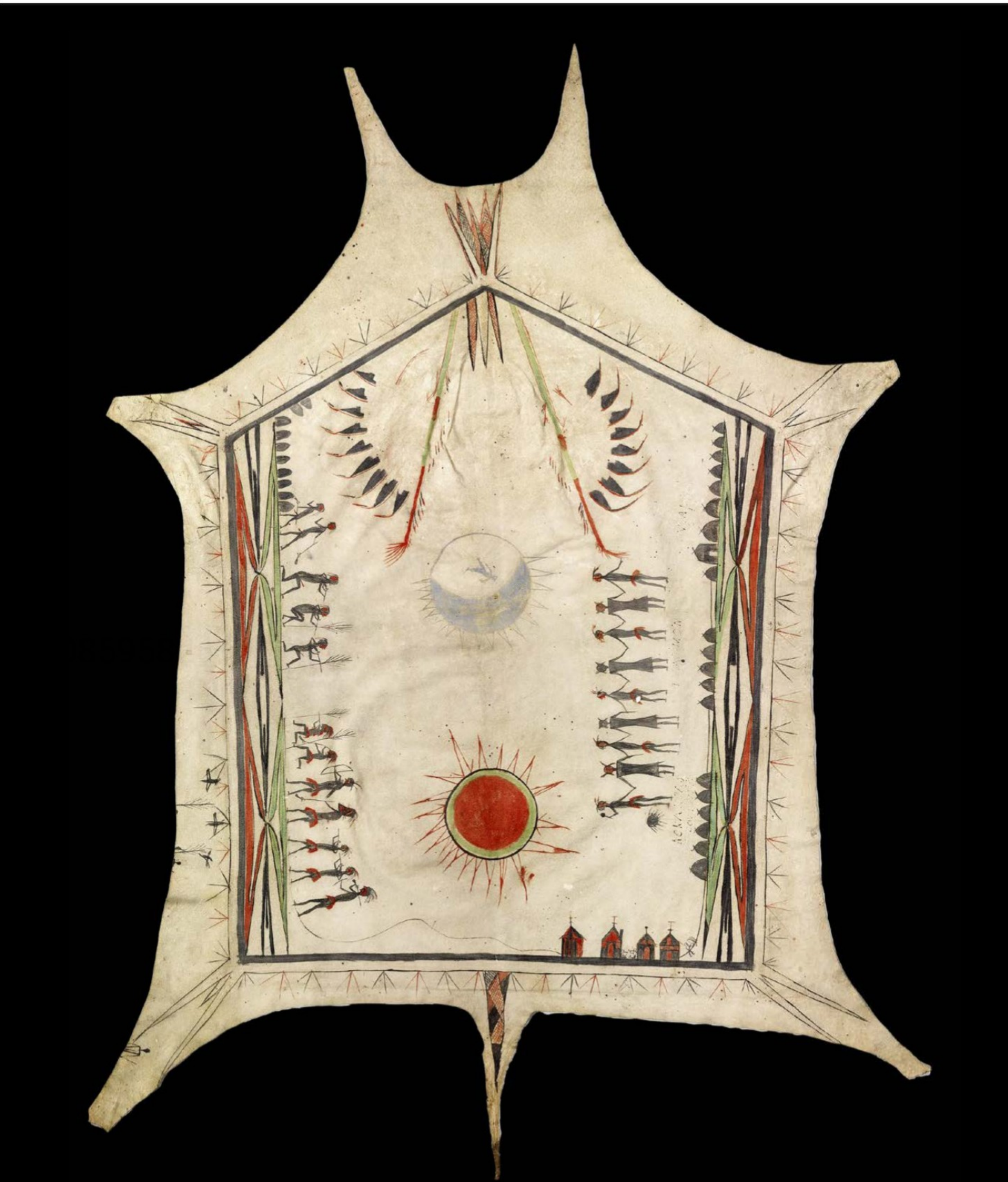
rapporté par le *Mercure de France* dans son édition de décembre 1725 : *« Ils étaient en habit de cérémonie de leur pays, c'est-à-dire, nus, tout le corps barbouillé de différentes couleurs* (…). *Ils avaient à la main des arcs & des flèches. »* Ces diplomates espèrent rencontrer *« le grand chef des François »*. Ils trompent leur attente en assistant à une représentation à l'opéra qui les réjouit fort, puis ils montent sur scène à la Comédie-Italienne, où ils exécutent des danses devant un public à la fois intrigué et ravi. Présent ce jour-là, Jean-Philippe Rameau en tire une entrée pour ses *Indes galantes*. Les grandes eaux et la ménagerie de Versailles, la machine de Marly, une chasse au bois de Boulogne les divertissent. Le 25 novembre, c'est un roi de 15 ans qui les reçoit dans son cabinet à Fontainebleau. Chicagou le harangue avec un respect prononcé : *« Vous êtes comme un bel astre qui se lève, Regardez-nous comme vos enfants ; enfin, que nos enfants puissent encore vous appeler leur Père. »* L'entretien s'achève sur des échanges de cadeaux : coiffes, calumets, casse-tête, arcs et carquois, auxquels Louis XV répond par une médaille à son effigie, une montre, un fusil, une sacoche et une épée, ainsi qu'un tableau figurant l'audience. Deux jours plus tard, Français et Amérindiens chassent le lièvre ensemble.

En janvier 1726, les Amérindiens repartent, satisfaits de leur ambassade : ils ont appris à connaître et à apprécier les Français. Ignon Ouaconetan, elle, est restée en France. Après avoir été baptisée à Notre-Dame de Paris, elle a épousé le sergent Dubois, l'interprète des Otos et des Missouris qui avait accompagné la délégation amérindienne… au plus près. La France a aussi eu sa Pocahontas ! ■

Bruno Calvès

À VOIR

1725. Des alliés amérindiens à la cour de Louis XV jusqu'au 3 mai au château de Versailles (78).



Ci-dessus : manteau dit « des Trois Villages », en peau de bison décorée (vers 1740). A gauche : détail d'un portrait de Louis XV par Jean-Baptiste Van Loo (vers 1723).

Expositions

Atout cœur

D'Anne de Bretagne à Andy Warhol, variations sur un organe très symbolique.





L'organe vital, siège de la mémoire, des émotions ou de l'amour, inspire. Ci-dessus : *Cœur au repos* d'Annette Messager (2009). En haut : ex-voto.

Le musée Dobrée à Nantes a choisi, pour sa réouverture, de mettre en valeur le précieux cardiotaphe d'Anne de Bretagne, morte en 1514. La tripartition du corps (ossements, entrailles, cœur), pratiquée notamment par la famille royale française, permettait, en effet, de multiplier les cérémonies et les lieux de recueillement : autant d'occasions de célébrer la dynastie. L'écrin qui abrite le cœur d'Anne est en tôle d'or, surmonté d'une couronne alternant neuf lys, pour la France, et neuf hermines, pour la Bretagne. A partir de cette pièce unique (et fragile : les visiteurs doivent aller l'admirer dans sa salle d'origine) et de 200 autres de nature fort variée, les commissaires Julie Pellegrin, directrice du musée, et Yann Lignereux (université de Nantes) ont organisé un parcours original, dédié à l'histoire du cœur, de l'Antiquité aux sérigraphies d'Andy Warhol.

Ivoires et stéthoscope

L'organe est d'abord examiné du point de vue scientifique : comment se le représentait-on, quand a-t-on compris son fonctionnement et son rôle dans la circulation sanguine, mesuré le pouls ; on voit un stéthoscope du XIXe siècle sur le modèle de Laënnec, des cires anatomiques qui servaient à former les médecins et des cœurs démontables que les spectateurs sont invités à manipuler. C'est le seul organe que les anciens Égyptiens laissaient en place lors de la momification, car réceptacle de la mémoire. Aristote, lui, y plaçait l'intelligence et les émotions. Pour la séquence suivante, sur le symbole, ivoires médiévaux, manuscrits, coffrets à bijoux insistent sur le « cœur courtois » et son héritage jusqu'à nos jours. Amour conjugal, amour passion, amour profane, amour sacré – pour des personnes, pour la patrie (le mot « courage » vient du latin *cor*, « le cœur »), pour le roi (ou la reine, telle Anne), pour Dieu, avec, à partir du XVIIe siècle, le culte du Sacré-Cœur, une dévotion née dans les couvents féminins et qui suscite une abondante iconographie. L'emblème est aujourd'hui davantage caritatif mais toujours aussi fort, ainsi les « Restos du Cœur ». Le cœur serait-il militant ? ■

Huguette Meunier

À VOIR

A cœurs ouverts

jusqu'au 1er mars au musée Dobrée (Nantes).

A VOIR AUSSI

Fortifications, le territoire au Moyen Age

Comment l'architecture des fortifications médiévales a-t-elle évolué du XIe siècle au XIVe siècle ? Objets issus des fouilles archéologiques, maquettes et dispositifs multimédias montrent aussi le rôle de ces constructions dans l'organisation du territoire.

Jusqu'au 8 mars au Musée archéologique du lac de Paladru, villages du lac de Paladru (38).

Lavau, un prince celte en bord de Seine

Œnochoé – cruche à vin – attique, ciste pour les cultes à mystère, anse d'un chaudron en bronze représentant la tête du dieu grec Acheloos… Les objets découverts lors des fouilles d'une tombe princière du Ve siècle avant notre ère à Lavau, dans l'Aube, témoignent de la richesse et de l'influence de la culture méditerranéenne.

Jusqu'au 21 juin au musée d'Art moderne de Troyes, Troyes (10).

Carnavals d'ici et d'ailleurs

Des Lupercales romaines au défilé coloré de Rio de Janeiro, en passant par le carnaval de Venise et les mascarades rurales, cette exposition montre comment les festivités populaires sont aussi des moments de liberté.

Jusqu'au 22 mars à l'Hôtel départemental des expositions du Var, Draguignan (83).

Don Quichotte. Histoire de fou, histoire d'en rire

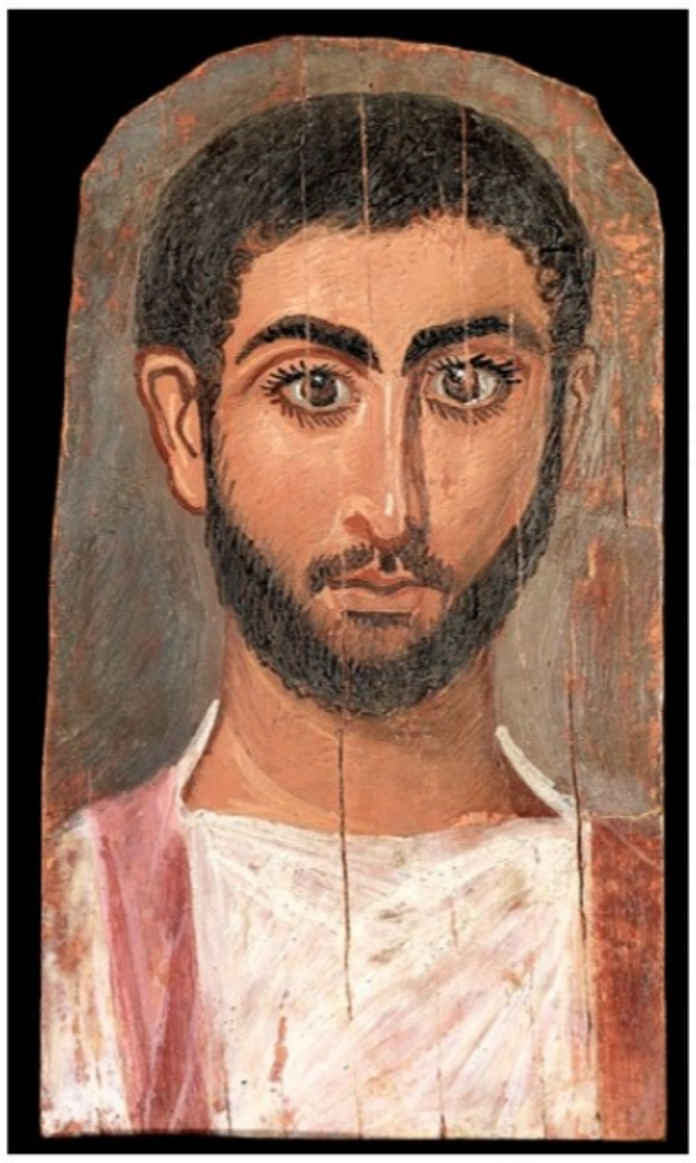
Inventé par Miguel de Cervantès en 1605, Don Quichotte est un personnage fou, comique et attachant. ▶

© BRUNO LOPES/COLL. ANTOINE DE GALBERT ; © ADAGP, PARIS 2026 – © DIOCÈSE DE NANTES/CL. L. PREUD'HOMME

Les momies sans voyeurisme

Le musée de l'Homme invite à réfléchir au rapport que les différentes sociétés entretiennent avec leurs défunts.





Ci-dessus : jeune femme guanche momifiée (VIIIe siècle). Ci-contre : portrait dit du Fayoum (Égypte, v. 250) qui était posé sur le sarcophage.

© MNHN/J.-C. DOMENECH – © MUSÉE DU LOUVRE, DIST. GRANDPALAISRMN/GEORGES PONCET ; SERVICE PRESSE

Rien de sensationnaliste dans cette riche et dense exposition, même si certaines pièces sont saisissantes, rares et précieuses. L'objectif n'est plus, aujourd'hui, d'exhiber des corps conservés par embaumement, boucanage, dessiccation, éviscération, ou encore par le hasard de la tourbe, du gel ou du désert – quand bien même ces différents processus sont expliqués au fil du parcours. La conscience qu'il s'agit de restes humains dont la présentation exclut tout voyeurisme est ici très nette. Or le Muséum en conserve une collection importante, dont 70 momies, de provenances diverses. C'est que, la grande carte dans l'entrée le prouve d'emblée, le désir de conserver les gens qu'on aime ou qu'on admire, ou de perdurer soi-même, est quasi universel, des Canaries aux Marquises, du Pérou à la Sicile, du Groenland à la Chine et… à la France. A ce titre, les Égyptiens, qui momifiaient les humains de tous âges, sinon de toutes conditions, et les animaux les plus divers, sont exemplaires. Exemplaires, aussi, y compris pour le changement de paradigme : lorsque la momie de Ramsès II dut venir en France en 1976 pour être sauvée des champignons, le gouvernement égyptien prit soin d'établir un passeport au nom du pharaon, et pas seulement un bon de transport comme pour une statue.

« Cold cases »

Lorsque la conservation était volontaire (car il y a aussi des *« cold cases »*, comme l'homme de Tollund, mort au IVe siècle avant notre ère et retrouvé dans une tourbière, le cou entaillé par une corde), le corps est soigneusement vêtu : la toute jeune fille de Strasbourg (entre 7 et 11 ans), décédée au début du XVIIe siècle, porte une robe ornée de dentelles, des chaussures neuves, des bijoux et une coiffe fleurie. La jeune femme des Andes (VIIIe-Xe siècle) a un anneau d'argent, un collier en perles de spondyle et de turquoise, avec un pendentif en forme d'oiseau. Quant au nourrisson égyptien daté des derniers siècles avant notre ère, revêtu d'une résille de perles bleues et accompagné d'un scarabée ailé, il témoigne aussi d'une attention aux enfants qui tranche avec l'idée reçue de sociétés longtemps indifférentes aux bébés.

Ces traditions perdurent çà et là, ce qu'illustre une série de photographies récentes prises chez les Toraja d'Indonésie. Et plusieurs leaders du XXe siècle – Lénine, Mao Zedong – ont été traités pour que leur corps reste un objet de vénération longtemps après leur disparition. Qu'en penseront nos successeurs ? ■

H. M.

À VOIR

Momies

jusqu'au 25 mai au musée de l'Homme, Paris.

A VOIR AUSSI

▶ **Des iconographies, des sculptures, des pièces de théâtre et un film d'animation illustrent comment ce héros continue d'inspirer des artistes aujourd'hui.**

Jusqu'au 30 mars au Mucem, Marseille (13).

Sorcières

Du crépuscule du Moyen Age à l'Époque moderne, des femmes ont été accusées de sorcellerie. Cette exposition retrace ces persécutions à l'aide de gravures, de peintures, de manuscrits anciens et d'objets de culte maléfiques.

Jusqu'au 28 juin au château des ducs de Bretagne, Nantes (44).

@ Plus d'informations sur www.lhistoire.fr

Cinéma

Le retour de la diva

Pietro Marcello consacre un film biographique à l'actrice italienne Eleonora Duse.



Eleonora Duse (Valeria Bruni Tedeschi), avec sa fille, Enrichetta (Noémie Merlant, ci-dessus), et son assistante, Désirée (Fanni Wrochna, ci-dessous).

Après Sarah Bernhardt, avec *La Divine* de Guillaume Nicloux en 2024, c'est au tour de la grande diva italienne Eleonora Duse de faire l'objet d'un « biopic » d'époque, maîtrisé et passionnant, de Pietro Marcello, le cinéaste italien de *Martin Eden*. Elles ont eu une carrière parallèle, déclenchant les mêmes phénomènes d'admiration et d'identiques scandales, triomphant toutes deux lors de tournées mondiales. D'ailleurs, elles sont les seules qu'on pût alors nommer « la Divine ».

Reine du silence

La présence sur scène d'Eleonora Duse était, cependant, moins « classique ». C'est sa capacité à s'abandonner à son personnage tout en restant elle-même qui était si singulière. Petite, elle n'impressionnait pas physiquement et avait un timbre de voix plutôt fluet, mais elle imposait ses rôles et forçait le public à la suivre avec la plus vive attention. Elle était la reine du silence. Son répertoire était moderne et populaire. Elle ébranla Stanislavski, qui fonda en partie sa méthode sur son



jeu, et Tchekhov forgea le personnage d'Irina Arkadina, dans *La Mouette*, sur son modèle.

Pietro Marcello centre son film sur un moment précis : le retour à la scène de la diva, qui décide, ruinée, en 1921, de remonter sur les planches, abandonnées depuis douze ans. Agée de 63 ans, d'une santé fragile, elle ne peut plus jouer tous les soirs, mais ses adorateurs, les critiques et un public ravi la retrouvent. Ce retour est néanmoins un échec et « la Duse » décide, contre l'avis de son médecin, de faire une tournée à Cuba et aux États-Unis. Elle meurt le 21 avril 1924 à Pittsburgh, fidèle jusqu'au bout à son destin de nomade et de « Pellegrina appassionata ».

Si le film prend cette part de sa vie à bras-le-corps, c'est également pour des raisons historiques. Juste après la Première Guerre mondiale, Eleonora Duse croise l'histoire. Celle du théâtre, tout d'abord, puisqu'elle choisit, pour son retour, un répertoire contemporain : Strindberg, mort en 1912, D'Annunzio, poète nationaliste, ancien amant, et le théâtre nouveau, symbolique et abstrait. Sa présence sur scène ne peut être que visionnaire et révolutionnaire. C'était sa grandeur mais cela, surtout en fin de carrière, ne peut que la confronter violemment à ses propres limites, ainsi qu'à celles de la société du temps. Ses fiascos sont aussi retentissants que ses triomphes. Elle est ainsi – et le film le souligne autant que l'interprétation terriblement mélancolique de Valeria Bruni Tedeschi – désespérément de son époque.

Une histoire de l'Italie

En outre, cette histoire est celle de l'Italie, qui enterre ses morts et voit monter, puis parvenir au pouvoir, les Chemises noires fascistes de Mussolini. Cette rencontre permet à Pietro Marcello de creuser un double thème qui lui est cher : le rôle des artistes face aux tragédies ainsi que la relation entre l'art et le pouvoir. Car Mussolini sait tirer parti de la célébrité de l'actrice : il en fait l'éloge et, dès son entrée à Rome, lui offre une rente d'État, qu'elle accepte. La voilà, en rit D'Annunzio, qui a subi le même sort, *« prise dans le filet aux papillons »*. Elle saura ensuite garder ses distances, mais le film a l'habileté de mêler son retour à la scène avec un événement contemporain : l'hommage au Soldat inconnu – imaginé par le général Douhet, récupéré par Mussolini –, dont la dépouille traverse l'Italie entière à bord d'un train devant lequel s'inclinent les foules italiennes, avant d'être placée dans l'Autel de la Patrie, à Rome.

© ERIKA KUENKA ; AD VITAM

De cette immense actrice, il ne reste quasi aucune archive, à l'exception d'un mauvais film muet de trente minutes, *Les Cendres du passé*, qu'elle a tourné en 1916. Pietro Marcello, avec son âme d'archiviste, offre un film exceptionnel à son personnage : les vues enregistrées à l'époque du tour du Soldat inconnu à travers l'Italie. Plus d'une fois, on a donc l'impression d'assister, au ralenti, aux obsèques mêmes d'Eleonora Duse, adulée par son public, cérémonie qui est également l'enterrement d'une nation en train de se précipiter dans les bras du fascisme. ■

Antoine de Baecque

À VOIR

Eleonora Duse

Pietro Marcello, en salle.

POUR NOS ABONNÉS

5 FÉVRIER
20H15

AD VITAM

Paris



ELEONORA DUSE
DE PIETRO MARCELLO

Projection suivie d'une rencontre avec **Luca Acquarelli,** de l'université de Lille, et **Valeria Bruni Tedeschi** (sous réserve)

40 places **sont offertes aux abonnés de** *L'Histoire*

Inscription : privilege-abonnes @histoire.presse.fr

Cinéma Le Champo
51, rue des Écoles
75005 Paris

www.cinema-lechampo.com

Farce tchèque

Ressortie de La Famille Homolka, *sur le quotidien dans la Tchécoslovaquie communiste.*

Apprenti sculpteur, Jaroslav Papousek bifurque vers le cinéma en rencontrant deux réalisateurs de 30 ans, Milos Forman et Ivan Passer, qui, au début des années 1960, commencent à dynamiter le cinéma tchèque. Il devient leur scénariste, écrivant avec le premier *L'As de pique* (1963), *Les Amours d'une blonde* (1965), *Au feu, les pompiers !* (1967), trois pamphlets contre les pesanteurs du système communiste, véritables manifestes d'une jeunesse caustique et anticonformiste.

Dénoncer par le rire

A son tour, Papousek passe à la réalisation. Les chars russes ont, entre-temps, normalisé le pays, en août 1968, et Forman a fui la censure et la répression. *Le Plus Bel Age*, premier film présenté au Festival de Cannes en 1969, souligne la débrouille d'une jeune génération qui vit comme elle l'entend, malgré la lourdeur du régime. Avec *La Famille Homolka*, tourné peu après, Papousek signe le dernier chef-d'œuvre de la nouvelle vague tchèque, toujours aussi impertinent malgré les risques de censure. Cette comédie commence par un beau dimanche d'été dans la forêt pragoise. Un jeune couple batifole nu dans la nature, tandis que la famille Homolka, trois générations réunies, s'installe au bord de l'eau. Tout semble aller le plus normalement du monde et dans la bonne humeur quand, peu à peu, le retour à la ville ramène les problèmes : la télévision est cassée, les tensions s'avivent, la journée idyllique vire à l'orage.

La plongée dans les petits bonheurs du quotidien mène subrepticement aux accidents les plus communs, aux désorganisations les plus banales, aux dérèglements les plus minimes. Mais les éclats de rire transforment ces dysfonctionnements en catalogue enjoué, dérisoire et pathétique de tout ce qui ne va pas ou ne va plus, ou pourrait aller mieux. La misère devient farce énorme, dont le fond est bel et bien la dénonciation la plus virulente qui soit de ceux qui s'avèrent incapables de gouverner. ■ ***A. de B.***

À VOIR

La Famille Homolka

Jaroslav Papousek (1969), en salle le 25 février.

POUR NOS ABONNÉS

19 FÉVRIER
20H15

L'ARLEQUIN malavida

Paris



LA FAMILLE HOMOLKA
DE JAROSLAV PAPOUSEK

Projection suivie d'une rencontre avec **Mathieu Lericq,** de l'université Lumière-Lyon II, et **Antoine de Baecque**

25 places **sont offertes aux abonnés de** *L'Histoire*

Inscription : privilege-abonnes @histoire.presse.fr

Cinéma L'Arlequin
76, rue de Rennes
75006 Paris

www.dulaccinemas.com

Médias

Le président assassiné

Plongée dans la politique américaine des années 1880.

Il a fallu un chat obèse pour que le nom « Garfield » connaisse une notoriété planétaire. Pourtant, avant le félin, il y eut un président des États-Unis, mais la brièveté de son mandat – six mois à compter du jour de son investiture, le 4 mars 1881 – l'a condamné à une obscurité dont seule pouvait le sortir une plateforme de streaming. *Le Président foudroyé*, que propose Netflix, dessine, en quatre épisodes, la trajectoire brisée de James A. Garfield, 20e président des États-Unis, mort à 49 ans, le 19 septembre 1881. Deux mois plus tôt, il avait reçu une balle dans dos, tirée par un partisan déçu, Charles J. Guiteau. La blessure n'était pas mortelle, mais l'incompétence de son médecin, peu au fait des nouvelles découvertes en matière d'asepsie, condamna le président à mort, plus sûrement que les talents de tireur de Guiteau.

Candidat par accident

Plutôt que de tenter d'extraire un thriller de cette triste histoire, *Le Président foudroyé* s'attache à en dépeindre minutieusement les antagonistes et les mécanismes politiques qui les dressent l'un contre l'autre. Incarné avec sobriété par Michael Shannon, Garfield apparaît comme un marginal du Parti républicain, au pouvoir depuis l'élection de Lincoln en 1860, nommé candidat presque par accident au terme d'une convention chaotique. L'héritage moral de Lincoln a été dilapidé dans la suite de scandales qui ont marqué les deux mandats de son héritier, Ulysses S. Grant. L'aile dominante du parti est contrôlée par le sénateur de New York Roscoe Conkling (à qui Shea Whigham prête une infinie rouerie), dont les fortunes, politique et personnelle, reposent sur le contrôle des douanes new-yorkaises.

C'est pour grapiller quelques miettes de cette manne (à l'époque, les revenus douaniers contribuaient pour moitié aux recettes fiscales des États-Unis) que Charles J. Guiteau (Matthew Macfadyen) se place dans le sillage de Garfield. Petit escroc qui se présente souvent sous l'apparence d'un prédicateur, Guiteau pourrait être sorti d'une nouvelle de Mark Twain s'il était un peu plus drôle. Mais son interprète et le scénario en font un pauvre parasite, qui se heurte à la volonté de réforme de Garfield. Conscient de la déréliction de la vie politique qu'engendre le *spoils system* – le « système des dépouilles », qui veut que les fonctions publiques les plus rémunératrices aillent aux partisans du vainqueur de la dernière élection –, le président nouvellement élu veut réformer le service public.

C'est son vice-président, Chester A. Arthur (Nick Offerman, comique et touchant dans ce rôle de benêt propulsé vers les sommets), pourtant proche de Roscoe Conkling, qui mène cette réforme à bien, à rebours de ses convictions initiales. ■

Thomas Sotinel



Le président Garfield (Michael Shannon) devant Charles J. Guiteau (Matthew Macfadyen).

À VOIR

Le Président foudroyé

Série américaine (4 x 55 minutes) créée par Mike Makowsky, réalisée par Matt Ross, Netflix, 2025.

RADIO-TÉLÉ

Concordance des temps

Le 31 janvier, Jean-Noël Jeanneney accueille Charlotte Guichard pour une émission intitulée « Les artistes et le marché : vendre ses œuvres ».

Tous les samedis à 10 heures sur France Culture.

Deux soleils pour une Chine

En Chine, on dit depuis toujours qu'il ne peut y avoir deux soleils dans le ciel, ni deux souverains sur la Terre. Le nationaliste Tchang Kaï-chek et le communiste Mao Zedong ont incarné ces deux soleils refusant de se partager le ciel chinois. Un documentaire d'Anne Loussouarn.

Le mardi 10 février à 21 heures sur Arte.

Hastings, la série

En 1066, sur le champ de bataille d'Hastings, Guillaume, duc de Normandie, triomphe de son adversaire Harold de Wessex et s'empare du trône d'Angleterre. La série *King and Conqueror* raconte la genèse de ce conflit entre deux hommes qui ont longtemps été des alliés.

A partir du jeudi 12 février sur Canal +.

Le pouvoir du sport

Quête d'égalité, implications géopolitiques, corruption affectant certaines disciplines, cette série documentaire aborde les liens entre le sport et les enjeux sociétaux depuis la création des compétitions sportives au XXe siècle.

Le vendredi 6 février sur Histoire TV.

@ Plus d'informations sur www.lhistoire.fr

© NETFLIX/BIGHEAD LITTLEHEAD/PIONEER STILLKING FILMS/SLATER HALL PICTURES ; COLLECTION CHRISTOPHEL

L'Histoire

Retrouvez nos anciens numéros et abonnez-vous !

1 AN - 11 nos
58€
SEULEMENT
au lieu de ~~76,90 €~~*
+ 2 nos OFFERTS









ANNÉE 2024

- **Révolutionnaires sous les tsars**
  N°515 janvier 2024 | 6,90 €
- **La chute des Ming**
  N°516 février 2024 | 6,90 €
- **Portugal 1974 : la révolution des Œillets**
  N°517 mars 2024 | 6,90 €
- **Vie et mort de la « Françafrique »**
  N°518 avril 2024 | 6,90 €
- **Les amours au Moyen Age**
  N°519 mai 2024 | 6,90 €
- **Le sionisme**
  N°520 juin 2024 | 6,90 €
- **La violence et la guerre (numéro double)**
  N°521-522 juil-août 2024 | 7,90 €
- **Août 1944 : 7 jours pour libérer Paris**
  N°523 septembre 2024 | 6,90 €
- **La grande aventure de la Compagnie des Indes**
  N°524 octobre 2024 | 6,90 €
- **Secrets et mensonges d'État**
  N°525 novembre 2024 | 6,90 €
- **Ces paysans qui ont fait la France**
  N°526 décembre 2024 | 6,90 €

ANNÉE 2025

- **Naissance de Byzance Justinien un empereur chrétien en Orient**
  N°527 janvier 2025 | 6,90 €
- **Guerre de Crimée**
  N°528 février 2025 | 6,90 €
- **France 1945 : tout est possible !**
  N°529 mars 2025 | 6,90 €
- **Liban. Le pays déchiré**
  N°530 avril 2025 | 6,90 €
- **Haïti. La révolution des esclaves**
  N°531 mai 2025 | 6,90 €
- **La conquête de l'Algérie**
  N°532 juin 2025 | 6,90 €
- **Le Nil, histoire d'un fleuve (numéro double)**
  N°533-534 juil-août 2025 | 7,90 €
- **March Bloch : l'historien combattant**
  N°535 septembre 2025 | 6,90 €
- **La naissance du Saint Empire**
  N°536 octobre 2025 | 6,90 €
- **Mahomet, Histoire d'un prophète**
  N°537 novembre 2025 | 6,90 €
- **Les juges et le pouvoir**
  N°538 décembre 2025 | 6,90 €

LES COLLECTIONS DE L'HISTOIRE

De véritables livres
au prix d'un magazine.





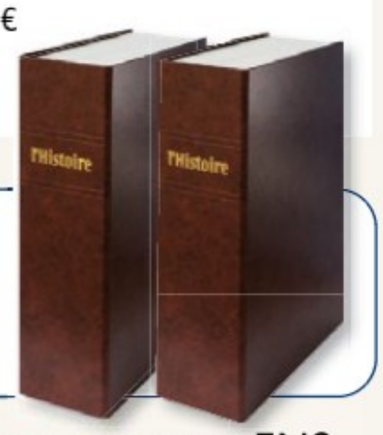


ANNÉE 2024

- N°102 : **La Pologne. Mille ans d'une nation** | 9,90 €
- N°103 : **L'Espagne de Franco. Un pays broyé** | 9,90 €
- N°104 : **Etats-Unis. Les fièvres d'une démocratie** | 9,90 €
- N°105 : **Paris au Moyen Age. La ville monstre** | 9,90 €

ANNÉE 2025

- N°106 : **Les Palestiniens** | 9,90 €
- N°107 : **Cambodge : d'Angkor au génocide khmer rouge** | 9,90 €
- N°108 : **Le terrorisme** | 9,90 €
- N°109 : **Les Balkan** | 9,90 €



Conservez vos numéros dans l'un de ces élégants coffrets

- L'écrin 12 nos 18€90
- L'écrin 12 nos + 4 nos des Collections 21€90

Retrouvez sur www.lhistoire.fr l'intégralité des numéros disponibles, des dossiers pour préparer les concours : ENS...

Bon de commande Spécial 2026

À renvoyer sous enveloppe affranchie à : L'Histoire - VPC
45 avenue du Général Leclerc 60643 Chantilly Cedex - commandes@histoire.presse.fr

J'indique les coordonnées de l'abonnement : ☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville : Pays :

Tél.**

** Recommandé pour la livraison

☐ J'accepte de recevoir par mail, des offres de L'Histoire.

L'abonnement à l'Histoire : 1 an - 11 numéros + 2 n° GRATUITS **Indiquez les 2 numéros GRATUITS souhaités :**		58,00 €	**TOTAL** _____€
Indiquez ci-dessous vos numéros souhaités :	**Quantité**	**Prix unitaire**	
■ L'HISTOIRE			
	_____	7,90 €	_____€
	_____	6,90 €	_____€
■ LES COLLECTIONS DE L'HISTOIRE	_____	9,90 €	_____€
■ L'écrin L'HISTOIRE 12 numéros	_____	18,90 €	_____€
■ L'écrin L'HISTOIRE 16 numéros	_____	21,90 €	_____€
FRAIS DE PORT : France métropolitaine (Pour l'étranger : nous contacter) **1€** par numéro **10€** de 1 à 5 écrins, **23€** de 6 à 10 écrins, **35€** de 11 à 15 écrins, (au-delà nous consulter).	_____ _____		_____€ _____€
TOTAL DE MA COMMANDE (Frais de port inclus)			_____€

☐ **Oui**, je profite de l'offre d'abonnement spécial 2025 à L'Histoire 1 an - 11 nos pour 58 € au lieu de ~~76,90~~ € avec les 2 nos OFFERTS, de mon choix, que j'indique ci-contre. Je règle aujourd'hui par chèque à l'ordre de L'Histoire.

P540

☐ **Oui**, je souhaite compléter ma collection et recevoir dans les 10 jours, ma commande ci-contre. Je règle aujourd'hui par chèque à l'ordre de L'Histoire ou pour tout paiement par CB, rendez-vous sur le site : www.lhistoire.fr
Votre commande sera expédiée à réception de votre règlement.

VPC540

*Vous pouvez acquérir séparément 10 nos à 6,90 €, 1 n° double à 7,90 €.
Les Éditions L'Histoire, situées au 41bis avenue Bosquet, Paris 7e, et qui éditent L'Histoire, sont responsables de traitement et collectent des données afin de servir votre commande. Vos données pourront être transmises à d'autres organismes (presse, VAD, caritatif) et sont conservées pour une durée de 3 ans à partir de votre dernier achat. Vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification, de limitation, de portabilité, d'opposition, d'effacement au traitement de vos données et définir vos directives post-mortem à l'adresse mail suivante : dpo@lhistoire.fr. Les Éditions L'Histoire disposent d'un délégué à la protection des données pouvant être contacté au 41bis avenue Bosquet, Paris 7e ou à l'adresse mail dpo@lhistoire.fr



Patrimoine en péril

L'historienne Maryvonne de Saint Pulgent lance un cri d'alarme face à la détérioration des monuments et musées français. Et esquisse des solutions.

Vous souvenez-vous de « Chefs-d'œuvre en péril » ? Lancée en 1962 sur France Inter, avant d'être prolongée avec succès à la télévision de 1964 à 1994, l'émission de Pierre de Lagarde alertait l'opinion sur les dangers encourus par les richesses artistiques et architecturales de notre pays. L'animateur Stéphane Bern a pris le relais – pour les travaux de restauration financés par son Loto du patrimoine, il a levé quelque 300 millions d'euros. Mais la chambre d'écho médiatique ne suffit plus face aux urgences de l'heure.

On ne saurait trop remercier Maryvonne de Saint Pulgent de sonner le tocsin en publiant un vif texte d'intervention sous le titre *Alerte sur le patrimoine* (Gallimard, « Tracts »). Ancienne directrice générale du Patrimoine au ministère de la Culture ainsi que de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, elle dresse un état des lieux documenté et accablé. Sans forcer le trait, elle nous convainc que la France est délabrée.

L'inventaire des fléaux est désarmant : les incendies, en nette augmentation (on pense bien sûr à Notre-Dame) et le plus souvent d'origine criminelle (Saint-Pierre-et-Saint-Paul de Nantes, Saint-Hilaire-le-Grand de Poitiers…) ; le vol et le vandalisme (Sacré-Cœur de Rouen, musée Cognacq-Jay…) ; le mauvais état (Louvre, les châteaux de Chambord et de Compiègne…). Cela va du granit des églises et des calvaires bretons rongé par les embruns chargés de nitrate aux microfissures sur les verrières médiévales de la cathédrale de Chartres. Le changement climatique et le stress thermique sont sans pitié pour les défauts d'étanchéité des toitures.

L'inventaire des fléaux est désarmant : incendies, vol, vandalisme, et mauvais état

Chaque fois que l'on se réjouit à la vue de la foule qui se presse autour des grands monuments français, il faut garder à l'esprit l'usure, la pollution, les larcins et les dégâts que ce tourisme est susceptible de provoquer. Il suffit d'avoir en mémoire le déchaussement des pierres levées sur le site mégalithique de Carnac, où l'État en est venu à limiter le nombre de visiteurs. Ou le piétinement des parquets pour ne rien dire des effleurements des soieries et boiseries dans la galerie des Glaces à Versailles.

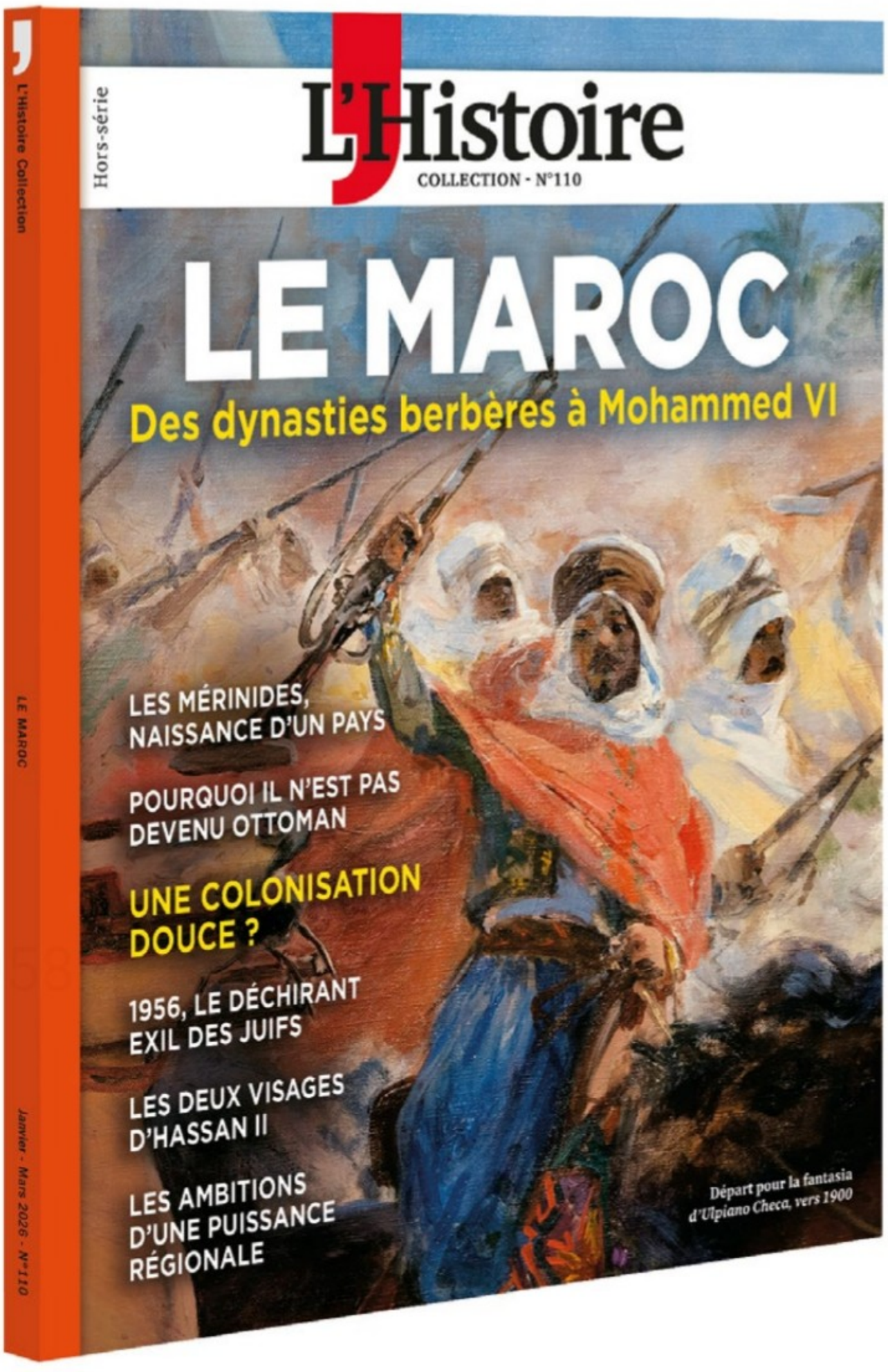
Le désastre annoncé s'articule autour d'un phénomène déjà bien enclenché. L'État, propriétaire de 87 cathédrales, argue que les caisses sont vides et encourage les responsables à se tourner vers le mécénat privé. Lequel met la main au portefeuille à condition de privatiser tout ou partie des musées ou des châteaux. Si l'opération est fructueuse, l'État pourra y réduire sa subvention. C'est ainsi que l'on voit fleurir auditoriums et restaurants étoilés dans le souci de privilégier l'événementiel aux dépens d'investissements de fonds. Il est vrai que le renforcement d'une charpente est moins glamour qu'un vernissage d'art contemporain dans l'écrin d'un lieu historique. Au château de Compiègne, il fut jugé plus urgent d'investir dans un nouveau Musée national de la voiture que d'éviter le risque d'effondrement du « berceau de l'Impératrice », signalé pourtant depuis une bonne décennie. La crise du patrimoine est systémique. Encore faudrait-il qu'on considère celui-ci comme un placement d'avenir et non comme un boulet. Car il rapporte (impôts, taxes) davantage qu'il ne coûte.

Puisque l'heure est grave, Maryvonne de Saint Pulgent propose des solutions pour faire rentrer l'argent : ne plus limiter les bâches publicitaires à 50 % de la surface de l'échafaudage des monuments en travaux, exonérer les propriétaires privés d'impôt sur la fortune immobilière, etc. Dans l'onde de choc de la loi de séparation des Églises et de l'État en 1905 et de la loi sur les Monuments historiques en 1913, Maurice Barrès avait secoué le cocotier en publiant *La Grande Pitié des églises de France*. On y vit, après le virulent *Guerre aux démolisseurs* de Victor Hugo, un des actes de naissance d'une conscience patrimoniale. Quel écrivain saura lancer, un peu plus d'un siècle après, un appel à sa renaissance ? ■

Pierre Assouline est membre du comité scientifique de L'Histoire, *il a notamment publié* L'Annonce *(Gallimard, 2025)*

@ **Retrouvez toutes les « Cartes blanches » sur www.lhistoire.fr**
A suivre également sur www.larepubliquedeslivres.com

PHOTO PERSONNELLE



Le mook
des passionnés
d'histoire

Trimestriel
132 pages

**Le 8 janvier 2026,
en kiosque, en librairie
et sur www.lhistoire.fr**

Romanisé au tournant de notre ère, conquis par les Arabes au VII^e siècle, le Maghreb occidental voit émerger, au Moyen Age, des dynasties berbères indépendantes qui règnent aussi sur l'Andalousie. Au XVI^e-XVIII^e siècle, le Maroc s'insère dans le jeu européen. Avant d'être colonisé par la France en 1912. Depuis l'indépendance en 1956, des souverains à poigne s'affirment sur la scène régionale.

L'Histoire
COLLECTION

“Le voyage est un retour vers l’essentiel.”

— Proverbe tibétain

Découvrir le monde, explorer ses trésors naturels et culturels, vivre des émotions fortes et des moments de partage : telles sont les promesses d’Arts et Vie, votre spécialiste du voyage culturel depuis 70 ans. Animés par une passion sincère pour la culture et la transmission, nous vous proposons des circuits guidés où la curiosité devient rencontre et où chaque destination se révèle en profondeur. Voyager en groupe avec Arts et Vie, c’est choisir l’expertise, le confort, la convivialité et l’authenticité — pour voir le monde autrement.

www.artsetvie.com

Recevez gratuitement
notre brochure
de voyage *Évasion* 2026
au 01 64 14 52 97*

ARTS ET VIE
VOYAGES CULTURELS